

Présenté par
Valérie Pécresse
Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

PROJET DE BUDGET POUR 2016
EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

TOME 2 : REPARTITION DES
PROPOSITIONS BUDGETAIRES

SOMMAIRE

LA RÉPARTITION DES PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES	4
A – LE BUDGET D’INVESTISSEMENT	5
CHAPITRE 900 - SERVICES GÉNÉRAUX.....	5
CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE.....	15
CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT	19
CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS.....	31
CHAPITRE 904 - DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET SANTÉ.....	41
CHAPITRE 905 - AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES.....	45
CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPEENS.....	55
CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT	57
CHAPITRE 908 - TRANSPORTS	69
CHAPITRE 909 - ACTION ÉCONOMIQUE.....	85
B – LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT	93
CHAPITRE 930 - SERVICES GÉNÉRAUX.....	93
CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE.....	107
CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT	117
CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS.....	129
CHAPITRE 934 - DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET SANTÉ.....	139
CHAPITRE 935 - AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES.....	143
CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPEENS.....	151
CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT	155
CHAPITRE 938 - TRANSPORTS	165
CHAPITRE 939 - ACTION ÉCONOMIQUE.....	171
CHAPITRE 944 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ÉLUS.....	179
 ANNEXE DU RAPPORT : LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS	 182

LA RÉPARTITION DES PROPOSITIONS BUDGÉTAIRES

CHAPITRE 900 - SERVICES GÉNÉRAUX

02 - Administration générale

0201 - Personnel non ventilé

Programme Amélioration de l'environnement professionnel

La dotation de ce programme s'établit à **0,100 M€** en autorisation de programme et en crédits de paiement.

Ce budget comprend les dépenses d'investissement liées à l'achat de matériel dans le cadre du conventionnement avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) signé en novembre 2013. Il est destiné à l'amélioration des conditions de travail des personnels en situation de handicap.

Chapitre 900	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale	9,430	8,827	10,918	10,631
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales	5,600	2,433	2,600	1,905
TOTAL	15,030	11,260	13,518	12,536
hcdp	12,830	10,927	12,718	12,536
cdp			0,200	
cpj	2,200		0,600	
cpr		0,333		

Chapitre 900	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale				
0201 - Personnel non ventilé				
Amélioration de l'environnement professionnel HP0201-026	0,100	0,100	0,100	0,100
TOTAL	0,100	0,100	0,100	0,100
hcdp	0,100	0,100	0,100	0,100

0202 - Autres moyens généraux

Programme Moyens des services (hors informatique)

La dotation en autorisations de programme s'établit à **2,295 M€** pour ce programme. Elle est répartie comme suit :

- 1,470 M€ pour les travaux dans les différents bâtiments administratifs : outre les interventions courantes et les travaux urgents et imprévus, le programme de travaux « lourds » portera uniquement, du fait du prochain déménagement du siège, sur des aménagements techniques et réglementaires indispensables comme les travaux dans le cadre des Ad'AP (agenda d'accessibilité programmée) ou encore ceux nécessaires au renforcement de la sécurisation des accès aux sites régionaux ;
- 0,225 M€ pour le renouvellement annuel du parc de « petits véhicules » fortement kilométrés, environ une vingtaine dont 4 véhicules électriques ;
- 0,600 M€ pour les besoins récurrents de renouvellement des matériels nécessaires au fonctionnement du siège (chariots, rayonnages...) et du mobilier pour des espaces de bureaux et une opération spécifique de densification de notre capacité d'archivage à la manufacture de Saint-Denis.

Pour 2016, les besoins en crédits de paiement sur ce programme s'établissent au total à **3,091 M€**, consacrés aux règlements des situations de travaux, à l'achat de véhicules, à l'acquisition de matériel et mobilier et pour les dépôts et garanties des baux de location en cours.

Programme Moyens informatiques des services

La dotation allouée à ce programme en investissement, à hauteur de **5,632 M€** en autorisations de programme et **6,640 M€** en crédits de paiement, permet de poursuivre la mise à niveau du système d'information tout en se dotant d'un schéma directeur informatique.

Programme Communication institutionnelle

Le budget d'investissement sur ce programme est de **0,300 M€** en autorisations de programme et crédits de paiement.

Il recouvre les actions de signalétique régionale par le biais de panneaux de chantier et des équipements pérennes d'identification du territoire ou du patrimoine francilien.

Chapitre 900		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale					
0202 - Autres moyens généraux					
Moyens des services (hors informatique)	HP0202-001	3,430	2,295	4,618	3,091
Moyens informatiques des services	HP0202-002	5,500	5,632	5,800	6,640
Communication institutionnelle	HP0202-003	0,400	0,300	0,400	0,300
TOTAL		9,330	8,227	10,818	10,031
hcdp		9,330	8,227	10,818	10,031

021 - Conseil régional

Programme Jeunesse et vie associative

Dans le cadre de ce nouveau programme, doté à hauteur de **0,500 M€** en autorisations de programme et en crédits de paiement, l'intervention régionale visera à repérer les manques et besoins de certains territoires et, en fonction de ces analyses, à équilibrer les moyens accordés, avec une attention particulière sur les territoires ruraux.

Elle se concrétisera par :

- des accords-cadres avec les collectivités locales, sans engagement financier, sur la base de diagnostics territoriaux qui auront pour objectif de repérer les besoins en matière d'offre éducative, de développement territorial et de mobilisation de la population sur le territoire ;
- des conventionnements tripartites (Ville, Région, associations), en application de ces accords-cadres, qui permettront de financer un volet investissement pour le financement d'environ 5 projets d'équipement, d'aménagement, ou de rénovation de locaux à destination des jeunes et des centres d'accueil enfants.

04 - Actions interrégionales, européennes et internationales

041 - Actions interrégionales

Programme Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale

L'axe de la Vallée de la Seine est stratégique pour le fonctionnement de l'Ile-de-France et sa façade maritime. L'État et les Régions ont travaillé en bonne entente sur les documents stratégiques dont la mise en œuvre est aujourd'hui traduite dans le CPIER Vallée de la Seine.

Dans un souci de simplification, les opérations interrégionales ont été intégrées dans les budgets sectoriels correspondants, permettant la disparition du fascicule budgétaire coopération interrégionale. Les actions de pilotage interrégional et d'aménagement sont rassemblées sous ce nouveau programme. Les crédits inscrits à ce titre au CPIER Vallée de la Seine s'élèvent à 3,633 M€ au global sur l'ensemble de la période contractuelle.

L'enveloppe 2016 de **0,333 M€** en autorisations de programme devra permettre de financer des projets de valorisation d'ores et déjà identifiés et de soutenir des actions qui seront déterminées en cours d'année par le Comité directeur Etat-Régions, auquel participe pleinement la Région Ile-de-France.

La Région disposera ainsi d'un budget qui permettra de répondre aux attentes des partenaires, après une année 2015 blanche.

Chapitre 900	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale				
021 - Conseil régional				
Jeunesse et vie associative	HP021-005	0,500		0,500
TOTAL		0,500		0,500
hcdp		0,500		0,500

Chapitre 900	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales				
041 - Actions interrégionales				
Liaisons interrégionales	PJ041-001	2,000	0,600	
Autres actions interrégionales	CP041-002		0,200	
	PJ041-002	0,200		
Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale	PR041-018	0,333		
TOTAL		2,200	0,800	
cdp			0,200	
cpj		2,200	0,600	
cpr		0,333		

044 - Aide publique au développement

Programme Coopération décentralisée

Sur ce programme, la dotation s'élève à **1,000 M€** en autorisations de programme et à **0,800 M€** en crédits de paiement.

Les actions conduites au titre de la coopération décentralisée dans les pays relevant de l'aide publique au développement (APD) feront l'objet d'une évaluation mettant en valeur tant l'apport de la Région que l'impact de ces actions sur les populations et territoires bénéficiaires et les retours sur le territoire francilien. Le cas échéant, une réorientation de ces actions ou un renouvellement de leur contenu pourront être proposés aux partenaires locaux de la Région, en particulier à l'occasion de la tenue de comités mixtes. Une ouverture accrue de ces partenariats aux acteurs franciliens sera recherchée.

La Région explorera la possibilité de nouveaux partenariats qui présentent un intérêt majeur pour l'Ile-de-France.

Un nouvel appel à projets « Codéveloppement décentralisé », s'adressant aux organisations de solidarité issues des migrations d'Ile-de-France, a été lancé par la précédente mandature et doté en AP avec pour objectif de soutenir les projets de développement de leurs territoires d'origine. Ce dispositif fera l'objet d'une réévaluation en fonction des objectifs que s'est fixé le nouvel Exécutif, et au besoin supprimé.

Programme Rayonnement international

Ce programme est uniquement doté en crédits de paiement, à hauteur de **0,010 M€**, correspondant au mandatement du solde des engagements antérieurs de la Région sur ce programme.

Programme Solidarité internationale

L'Exécutif procédera à la réévaluation de l'efficacité et de l'intérêt du dispositif Solidarité internationale. Concernant le dispositif ARAMIS, un nouvel appel à projets étant déjà clos, la décision de lancement d'un second appel visant à soutenir des projets portés par des petites et moyennes structures franciliennes de solidarité internationale, sera prise en tenant compte des nouvelles orientations données par l'Exécutif sur ces dispositifs. L'accent sera mis sur la restitution et la valorisation des actions auprès du public francilien ainsi que sur la capitalisation et le partage d'expériences.

L'aide à la reconstruction a été principalement mobilisée ces dernières années pour soutenir l'engagement de la Région en Haïti. Après 12 ans d'intervention, l'impact de cette action sera évalué et les conditions de son éventuelle poursuite seront étudiées afin d'évaluer la pertinence de la poursuite de cette coopération.

Dans le cadre du Fonds d'Intervention d'urgence, la Région renforcera sa capacité d'action, en lien étroit avec les ONG humanitaires. Elle se mobilisera tout particulièrement aux côtés des populations victimes de violences ethniques, religieuses ou sexuelles au Moyen-Orient.

Au total, ce programme est doté pour 2016 à hauteur de **0,800 M€** en autorisations de programme et **0,875 M€** en crédits de paiement.

Chapitre 900	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales				
044 - Aide publique au développement				
Coopération décentralisée HP044-003	1,900	1,000	0,865	0,800
Rayonnement international HP044-011			0,010	0,010
Solidarité internationale HP044-013	1,300	0,800	0,775	0,875
TOTAL	3,200	1,800	1,650	1,685
hcdp	3,200	1,800	1,650	1,685

048 - Autres actions internationales

Programme Coopération décentralisée hors aide publique au développement (APD)

Une enveloppe de **0,300 M€** en autorisations de programme et de **0,220 M€** en crédits de paiement est proposée sur ce programme pour 2016.

La Région réévaluera de façon systématique son engagement dans les partenariats d'ores et déjà mis en place au Canada, au Chili, au Brésil, au Vietnam, au Liban, en Chine et en Arménie en privilégiant l'intérêt économique de ces partenariats pour les opérateurs franciliens et leur impact sur le développement et le rayonnement de l'Ile-de France. Les projets qu'elle impulsera avec ses partenaires cibleront tout particulièrement les secteurs où l'expertise et l'expérience franciliennes sont reconnues internationalement (transports, aménagement, gestion des déchets, lutte contre la pollution de l'air, etc.). Un engagement du partenaire dans la réalisation et le financement des projets de coopération sera systématiquement recherché.

La Région accentuera son ambition internationale, placée au service de l'essor du territoire francilien, en prospectant de nouveaux partenariats avec des pays à forte valeur ajoutée économique (États-Unis, Japon, Inde, Chine...) pouvant favoriser des retombées importantes en Ile-de-France.

Chapitre 900	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales				
048 - Autres actions internationales				
Coopération décentralisée hors aide publique au développement (APD) HP048-016	0,200	0,300	0,150	0,220
TOTAL	0,200	0,300	0,150	0,220
hcdp	0,200	0,300	0,150	0,220

CHAPITRE 901 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

11 - Formation professionnelle

Programme Equipement des centres de formation continue

L'arrêt de ce dispositif est proposé en 2016. En conséquence, aucune dotation n'est retenue sur ce programme pour 2016.

Programme Equipement des missions locales et organismes d'accueil, information et orientation et soutiens aux projets sur la formation

Une dotation de **0,060 M€** en crédits de paiement est proposée pour 2016 au titre de la couverture des engagements passés sur ce programme, correspondant aux dispositifs de soutien à l'équipement des missions locales et des Espaces dynamiques d'insertion.

Chapitre 901	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
11 - Formation professionnelle	0,300		0,300	0,060
12 - Apprentissage	37,300	26,000	25,700	28,000
13 - Formations sanitaires et sociales	2,800	3,500	3,000	4,950
TOTAL	40,400	29,500	29,000	33,010
hcdp	40,400	29,500	29,000	33,010

Chapitre 901	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
11 - Formation professionnelle				
11 - Formation professionnelle				
Equipement des centres de formation continue	HP11-002	0,100	0,100	
Equipement des missions locales et organismes d'accueil, information et orientation et soutiens aux projets sur la formation	HP11-003	0,200	0,200	0,060
TOTAL		0,300	0,300	0,060
hcdp		0,300	0,300	0,060

12 - Apprentissage

Programme Construction et travaux dans les CFA

En matière d'investissements dans les CFA, la Région consacrera **20,000 M€** en autorisations de programme et **22,000 M€** en crédits de paiement pour les constructions et les travaux dans les CFA.

Cette enveloppe permettra de financer des études de programmation et d'avant projet ainsi que la construction, l'extension et la réhabilitation de CFA.

A titre prévisionnel, les principales opérations envisagées pour 2016 sont les suivantes :

- AFMAE (Le Bourget) : 1 M€ (Protocole participation Région sur bâtiment BBC au Bourget)
- CMA 77 (Melun) : 2,9 M€ (construction nouveau bâtiment à Melun)
- CCI 77 UTEC : 1 M€ (travaux accessibilité PMR)
- ECO CAMPUS (Vitry) : 1,8 M€ (Etudes)
- CFA BTP Ile-de-France (Rueil) : 2,8 M€ (2^{ème} tranche)
- CAMPYVALE (Tremblay sur Mauldre) : 5,5 M€ (Réhabilitation du site)

Cette enveloppe permettra aussi de réaliser les travaux d'aménagement et de maintenance dans les CFA.

Programme Equipement des centres de formation d'apprenti(e)s

Il est proposé de retenir un montant prévisionnel de **6,000 M€** en autorisations de programme et en crédits de paiement pour l'acquisition et le renouvellement de matériels et équipements pédagogiques dans les CFA.

13 - Formations sanitaires et sociales

Programme Formations sanitaires

Pour 2016, il est proposé de poursuivre le financement des projets d'équipement des écoles et instituts de formation, principalement en lien avec les réformes des formations supérieures dans le cadre du processus licence-master-doctorat (LMD, qui donne une équivalence universitaire au diplôme d'Etat) et la mise en place d'outils de simulation. Il est proposé d'inscrire **1,000 M€** en autorisations de programme (soit +0,400 M€ par rapport à 2015) pour soutenir les projets d'équipement des centres sanitaires.

Pour assurer le financement du projet de l'IFITS (93) et le financement des équipements, une enveloppe de **2,650 M€** en crédits de paiement est proposée en 2016.

Par ailleurs, sans attendre le résultat d'une étude précise sur l'état des lieux des bâtiments de formation du sanitaire, une enveloppe de 0,300 M€ en autorisations de programme et en crédits de paiement est proposée au titre d'un fonds d'urgence pour les mises aux normes sécurité et accessibilité afin que la Région puisse intervenir très rapidement sur les situations les plus urgentes mettant en danger la sécurité des personnes.

Programme Formations sociales

La Région intervient prioritairement sur des projets de mise aux normes (incendie et accessibilité) et également dans des projets d'aménagement des locaux en lien avec le développement quantitatif et qualitatif de l'offre de formation prévu dans le cadre du schéma des formations sanitaires et sociales.

Pour le budget 2016, il est proposé d'inscrire **2,200 M€** en autorisations de programme et **2,000 M€** en crédits de paiement pour soutenir des projets d'investissement et d'équipement des centres en travail social.

Chapitre 901		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
12 - Apprentissage					
12 - Apprentissage					
Construction et travaux dans les CFA	HP12-001	31,700	20,000	20,700	22,000
Equipped des centres de formation d'apprenti(e)s	HP12-002	5,600	6,000	5,000	6,000
TOTAL		37,300	26,000	25,700	28,000
	hcdp	37,300	26,000	25,700	28,000

Chapitre 901		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
13 - Formations sanitaires et sociales					
13 - Formations sanitaires et sociales					
Formations sanitaires	HP13-001	0,600	1,300	2,000	2,950
Formations sociales	HP13-002	2,200	2,200	1,000	2,000
TOTAL		2,800	3,500	3,000	4,950
	hcdp	2,800	3,500	3,000	4,950

CHAPITRE 902 - ENSEIGNEMENT

22 - Enseignement du second degré

222 - Lycées publics

Programme Études générales lycées publics

Ce programme est doté de **8,000 M€** en autorisations de programme et de **4,000 M€** en crédits de paiement pour 2016. Ces crédits permettront notamment de financer la poursuite des opérations de relevés de géomètres, la conduite des études préalables et des contrôles techniques à réaliser dans le cadre de la mise en oeuvre des opérations en maîtrise d'ouvrage directe régionale, la poursuite des études de diagnostic et de définition des besoins réalisées par les assistants techniques de la Région et permettront aussi de poursuivre la conduite des études de programmation et de faisabilité du programme de construction et de rénovation des lycées.

Programme Acquisitions

Les crédits prévus pour 2016, à hauteur de **0,100 M€** en autorisations de programme et de **0,085 M€** en crédits de paiement, permettront la prise en charge des frais notariés des opérations foncières actuellement en cours.

Programme Construction des lycées neufs

Ce programme est doté de **82,370 M€** en autorisations de programme. Cette dotation permettra d'engager les travaux de construction des lycées neufs de Boulogne (92) (32,970 M€) et de Lucie Aubrac à Courbevoie (92) (44,168 M€), et ainsi que ceux de l'internat du lycée Charlotte Delbo à Dammartin-en-Goële (77) (5,232 M€), lorsque les études actuellement en cours seront finalisées. Les constructions ponctuelles neuves intègrent dans leur budget l'objectif énergétique d'atteinte du label basse énergie (50 KWh/m² annuel).

Ce programme est doté de **45,000 M€** de crédits de paiement afin de financer notamment les travaux de construction des lycées neufs suivants : le lycée international et l'internat de Noisy-le-Grand (93) pour 12 M€, le lycée de Saint Denis (93) pour 20 M€, le lycée neuf de Boulogne-Billancourt (92).

Seront également financés les travaux des internats du lycée Pauline Le Rolland à Chevilly-Larue (77), du lycée A. Denis à Cerny (91) et du lycée Galilée à Gennevilliers (92), qui font l'objet d'un cofinancement avec l'ANRU et ceux de l'internat de Dammartin-en-Goële (77).

Enfin, ces crédits permettront également de poursuivre le financement des études relatives à la construction des internats Marcellin Berthelot à Pantin (93), d'Eugène Ronceray à Bezons (95) ou de l'extension du lycée de l'aéronautique à Cerny (91).

Programme Rénovation des lycées publics

Une enveloppe de **94,535 M€** d'autorisations de programme est destinée à la rénovation des lycées, aux ajustements de crédits nécessaires sur certaines opérations en cours et à l'installation de bâtiments démontables.

Les autorisations de programme devraient permettre :

- de lancer de nouvelles opérations d'accessibilité handicap, suite à la mise en place de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) des ERP régionaux présenté au préfet de police de Paris (CR 77-15), à hauteur de 7,000 M€, ainsi qu'une opération de rénovation-extension en Essonne à hauteur de 7,040 M€ ;
- d'engager notamment les travaux de restructuration partielle du lycée Jean Jaurès à Paris 19^{ème} [75] pour 10,794 M€, de restructuration partielle du lycée Alfred Costes à Bobigny [93] pour 14,360 M€, de restructuration partielle du lycée Fernand et Nadia Léger à Argenteuil [95] pour 14,749 M€, de restructuration de la demi-pension des lycées Gaston Bachelard et Louis Lumière à Chelles [77] pour 7,704 M€, de la rénovation simple du lycée Arago à Paris 12^{ème} [75] pour 6,427 M€ et de la restructuration du gymnase du lycée Paul Belmondo à Arpajon [91] pour 3,461 M€ ;

Chapitre 902	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré	427,930	401,017	395,430	412,079
23 - Enseignement supérieur	69,000	96,500	40,000	75,847
27 - Sécurité	3,293	8,290	1,250	7,930
28 - Autres services périscolaires et annexes	7,320	0,480	7,320	0,384
TOTAL	507,543	506,287	444,000	496,240
hcdp	452,043	410,287	405,500	424,865
cdp			0,550	0,604
cpj	55,500	1,000	37,950	67,936
cpr		95,000		2,835

Chapitre 902	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré				
222 - Lycées publics				
Études générales lycées publics HP222-001	8,000	8,000	7,000	4,000
Acquisitions HP222-002	0,100	0,100	0,190	0,085
Construction des lycées neufs HP222-003	17,149	82,370	65,300	45,000
Rénovation des lycées publics HP222-004	204,668	94,535	150,500	156,200
Grosses réparations dans les lycées publics HP222-005	76,570	57,640	51,660	64,150
Travaux de maintenance HP222-006	37,000	33,000	36,000	33,000
Équipement des lycées publics HP222-008	48,100	51,000	44,250	41,000
TOTAL	391,587	326,645	354,900	343,435
hcdp	391,587	326,645	354,900	343,435

- de procéder à des ajustements de crédits pour les opérations de rénovation en cours à hauteur de 17 M€, qu'il s'agisse de compléments d'opérations ou de révisions de prix ;
- de disposer d'une enveloppe de 6 M€ pour l'implantation de bâtiments démontables pour permettre d'assurer la continuité de l'activité pédagogique pendant les travaux dans les lycées.

Les rénovations sont traitées en projet haute qualité environnementale (HQE). Les restructurations globales intègrent dans leur budget l'objectif énergétique label basse consommation (80 KWh/m² annuel).

La dotation en crédits de paiement est fixée pour 2016 à **156,200 M€**, en adéquation avec les besoins identifiés par les mandataires. Une trentaine d'opérations, actuellement en phase travaux, génère les principaux besoins en crédits de paiement.

Programme Grosses réparations dans les lycées publics

Ce programme est doté de **57,640 M€** en autorisations de programme et de **64,150 M€** en crédits de paiement.

D'une part, sont inscrits 50,000 M€ en autorisations de programme et 32,000 M€ en crédits de paiement pour couvrir l'ensemble des opérations de maintenance réalisées en maîtrise d'ouvrage régionale, soit pour des travaux programmés annuellement, soit pour des travaux urgents non programmés, réalisés dans le cadre des marchés à bons de commande. Il s'agit d'opérations suffisamment importantes pour exiger une expertise des ingénieurs et des techniciens régionaux qui en assurent le suivi, mais ne nécessitant pas, du fait de leur envergure et de leur complexité limitées, d'être confiées à des mandataires.

D'autre part, sont inscrits, au titre de la rénovation thermique et de l'efficacité énergétique, 7,640 M€ en autorisations de programme pour financer le renouvellement des installations de chauffage des lycées ayant intégrés en 2015 le marché de maintenance. 32,150 M€ en crédits de paiement sont inscrits pour financer le remplacement d'une partie des installations de chauffage dans le cadre du marché d'exploitation conclu en 2013 qui s'échelonne sur 3 ans, ainsi que les rénovations thermiques actuellement en cours.

Programme Travaux de maintenance

D'une part, l'investissement régional au titre des travaux de maintenance s'élève à **31,000 M€** pour 2016, tant en autorisations de programme qu'en crédits de paiement. S'agissant d'interventions de moindre envergure en comparaison des grosses réparations, des dotations financières sont versées aux lycées sous la forme d'avances pour la réalisation de travaux dont ils assument la charge sous le contrôle et avec l'aide technique des ingénieurs et des techniciens régionaux. Cette enveloppe permet également de répondre aux demandes des communes relatives à l'aménagement et à la sécurisation des abords des lycées, et aux travaux rendus indispensables par l'ouverture de nouvelles formations au sein des lycées, dites « mesures de rentrée ».

D'autre part, une dotation de **2,000 M€** pour le « fonds d'urgence » permettra de répondre aux besoins ponctuels et urgents des lycées en matière de travaux ou de travaux liés à l'installation d'équipements, afin d'éviter tout dysfonctionnement de l'établissement.

Programme Équipement des lycées publics

Ce programme est doté de **51,000 M€** en autorisations de programme et de **41,000 M€** en crédits de paiement afin de poursuivre la politique régionale en matière d'équipement des lycées. Cette dotation devrait permettre de fournir aux lycées les équipements pédagogiques nécessaires à leur fonctionnement, notamment dans le cadre des évolutions pédagogiques et des réformes de filière, ainsi que l'équipement en véhicules des lycées.

Cette dotation permettra notamment de répondre à des demandes spécifiques d'équipement des établissements, d'accompagner les réformes des filières engagées par l'État par l'acquisition d'équipements nécessaires suite à l'évolution des guides d'équipement, de financer l'acquisition et l'installation de bornes de réservation pour les restaurants scolaires des lycées des départements des Yvelines, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine, dans l'objectif de la mise en place d'une tarification

unifiée et modulée en fonction du quotient familial dans ces lycées.

Cette dotation permettra par ailleurs de poursuivre la mise en place de nouveaux outils pédagogiques dans les établissements mais aussi de démarrer le déploiement du Très Haut Débit Internet dans les départements des Yvelines et du Val-de-Marne avec les premiers établissements connectés à l'été 2016 et de lancer l'installation du Wi-Fi dans certains établissements pilotes.

Au titre des mesures nouvelles en 2016, il est prévu de financer certains projets d'infrastructures réseaux d'établissements permettant l'accès aux ressources numériques (Wifi, THD).

223 - Lycées privés

Programme Participation à la rénovation des lycées privés

Une dotation en crédits de paiement est prévue à hauteur de **5,600 M€** pour permettre le versement des acomptes demandés par les établissements au titre des subventions attribuées les années antérieures au titre de leur travaux de sécurité et d'accessibilité handicap.

Programme Participation à l'équipement des lycées privés

Un montant de **0,200 M€** est inscrit en crédits de paiement pour permettre le versement des acomptes demandés par les établissements au titre des subventions attribuées les années antérieures au titre de leur équipement.

224 - Participation à des cités mixtes

Programme Travaux de maintenance dans les cités mixtes départementales

Une dotation de **0,300 M€** d'autorisations de programme et de **0,120 M€** en crédits de paiement est inscrite sur cette action. Elle est destinée à financer les programmes de travaux élaborés en concertation avec le département des Yvelines.

Programme Équipement des cités mixtes départementales

Une dotation de **0,240 M€** en autorisations de programme et de **0,500 M€** en crédits de paiement permettra d'attribuer les dotations d'équipement aux lycées qui demeurent sous gestion départementale.

Programme Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales

De même que pour les cités mixtes départementales, des programmes de travaux annuels sont élaborés en concertation avec les départements pour les cités mixtes régionales et financés en fonction des budgets dont ils disposent. Les départements financent la part des travaux engagés sur les parties collèges et au prorata des effectifs sur les parties communes.

Il est proposé d'inscrire une enveloppe de **8,500 M€** d'autorisations de programme et de crédits de paiement pour les travaux de maintenance à réaliser dans les cités mixtes régionales, dont 0,200 M€ au titre du fonds d'urgence.

Chapitre 902	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré				
223 - Lycées privés				
Participation à la rénovation des lycées privés HP223-009			7,945	5,600
Participation à l'équipement des lycées privés HP223-010			0,250	0,200
TOTAL			8,195	5,800
hcdp			8,195	5,800

Chapitre 902	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré				
224 - Participation à des cités mixtes				
Travaux de maintenance dans les cités mixtes départementales HP224-012	0,300	0,300	0,120	0,120
Équipement des cités mixtes départementales HP224-013	0,050	0,240	0,130	0,500
Travaux de maintenance dans les cités mixtes régionales HP224-029	5,000	8,500	5,000	8,500
Équipement des cités mixtes régionales HP224-030	3,050	4,000	1,775	5,177
Grosses réparations dans les cités mixtes régionales HP224-032	27,243	13,000	7,035	14,585
Études générales cités mixtes régionales HP224-034	0,700	1,200	1,275	1,747
Rénovation des cités mixtes régionales HP224-035		47,132	17,000	32,215

Programme Equipement des cités mixtes régionales

Ce programme, doté de **4,000 M€** en autorisations de programme et de **5,177 M€** en crédits de paiement, permet de mettre en œuvre les politiques d'équipement dans les CMR, de manière identique à celles des lycées publics.

Programme Grosses réparations dans les cités mixtes régionales

Ce programme est doté de **13,000 M€** en autorisations de programme et de **14,585 M€** en crédits de paiement. Il permet de réaliser des opérations de maintenance, soit en maîtrise d'ouvrage régionale pour les travaux programmés avec les départements, soit dans le cadre des marchés à bons de commande.

Dans le cadre de l'action liée à la rénovation thermique et à l'efficacité énergétique, une dotation de 1,910 M€ en autorisations de programme permettra plus spécifiquement de financer le renouvellement des installations de chauffage des lycées ayant intégrés en 2015 le marché d'exploitation. Les crédits de paiement prévus, à hauteur de 4,015 M€, permettront de financer le remplacement d'une partie des installations de chauffage dans le cadre du marché d'exploitation P2/P3/PFI.

Programme Etudes générales cités mixtes régionales

Ce programme est destiné à faciliter le suivi des remboursements attendus des Départements pour la partie des études concernant les collèges et les parties communes des cités scolaires.

1,200 M€ autorisations de programme sont prévus en 2016 et **1,747 M€** en crédits de paiement.

Programme Rénovation des cités mixtes régionales

L'action est dotée de **47,132 M€** en autorisations de programme pour permettre d'engager les travaux de rénovation globale du lycée Gabriel Fauré à Paris 13^{ème} [75] pour 36,256 M€, de restructuration des demi-pensions des lycées Henri Bergson à Paris 19^{ème} et Voltaire à Paris 11^{ème}, pour respectivement 6,427 M€ et 4,449 M€.

Ce programme est doté de **32,215 M€** en crédits de paiement afin de financer notamment les travaux de clos et de couvert de la cité mixte Lakanal à Sceaux (92), les restructurations des lycées Montaigne à Paris 6^{ème} et de Gabriel Fauré à Paris 13^{ème} et la réalisation de places d'internat à Henri IV à Paris 5^{ème}. Seront par ailleurs poursuivies les études en cours de réalisation dans plusieurs autres cités mixtes, avec en particulier celles de Janson de Sailly à Paris 16^{ème} et Paul Valéry à Paris 12^{ème}.

Chapitre 902	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré				
224 - Participation à des cités mixtes				
TOTAL	36,343	74,372	32,335	62,844
hcdp	36,343	74,372	32,335	62,844

23 - Enseignement supérieur

Programme Bibliothèque et vie étudiante dans les établissements d'enseignement supérieur

Une enveloppe de **0,500 M€** en autorisations de programme hors CPER permettra d'accompagner les établissements dans leurs projets de modernisation des bibliothèques (dispositif BiblioRIF) et d'espaces de vie étudiante.

En crédits de paiement, ce programme sera doté de **23,850 M€** en 2016 pour permettra la couverture des engagements passés.

Programme Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Avec le nouveau CPER 2015-2020, l'État et la Région se sont engagés à poursuivre la modernisation de sites universitaires. En 2016, la dotation exceptionnelle de **96,000 M€** en autorisations de programme permettra de lancer et poursuivre trois opérations emblématiques de l'intervention régionale :

- la restructuration-extension du "campus Jourdan" situé à Paris 14^{ème},
- la construction de la bibliothèque ou "Grand Équipement Documentaire (GED)" du Campus Condorcet à Aubervilliers : 75 M€ en autorisations de programme seront mobilisés pour cette bibliothèque de recherche,
- la construction d'une bibliothèque universitaire pour l'Université Sorbonne Nouvelle sur le nouveau site "Picpus Nation" : 20 M€ seront mobilisés pour la cette construction.

La dotation en crédits de paiement sur ce programme s'élève à **51,997 M€** et permettra de couvrir les engagements passés.

Chapitre 902		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
23 - Enseignement supérieur					
23 - Enseignement supérieur					
Bibliothèque et vie étudiante dans les établissements d'enseignement supérieur	HP23-001	0,500	0,500	1,000	0,598
	CP23-001			0,050	0,020
	PJ23-001	1,210		17,000	23,232
Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur	HP23-002	13,000		0,500	3,874
	CP23-002			0,500	0,584
	PJ23-002	54,290	1,000	20,950	44,704
	PR23-002		95,000		2,835
TOTAL		69,000	96,500	40,000	75,847
	hcdp	13,500	0,500	1,500	4,472
	cdp			0,550	0,604
	cpj	55,500	1,000	37,950	67,936
	cpr		95,000		2,835

27 - Sécurité

Programme Sécurisation des lycées

En 2016, la Région Île-de-France a révisé ses modalités d'intervention en matière de sécurité en adoptant la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016. L'adoption de cette délibération est une première étape dans la constitution du bouclier de sécurité qui recouvre plusieurs domaines et niveaux d'intervention. Sous l'impulsion de Valérie Pécresse, le conseil régional met ainsi tout en œuvre pour, à son niveau et dans le cadre de ses compétences, soutenir l'État dans la lutte contre le terrorisme et renforcer la sécurité au quotidien des franciliens. Le budget 2016 de la délégation sécurité traduit une volonté forte d'action et une approche nouvelle de l'intervention régionale dans ce champ d'action pour lequel la Région a fait le choix de consacrer d'avantage de moyens.

La sécurisation des lycées redevient une priorité absolue de la collectivité et sera dotée à ce titre en 2016 à hauteur de **8,290 M€** en autorisations de programme et de **7,930 M€** en crédits de paiement.

Ce programme se traduit par la mise en place d'un véritable dispositif de sécurité autour des lycées qui englobe l'établissement et ses abords immédiats, jusqu'aux moyens de transports utilisés par les élèves.

28 - Autres services périscolaires et annexes

Programme Schéma des formations

Ce programme, doté de **0,480 M€** en autorisations de programme et de **0,384 M€** en crédits de paiement, permettra de financer, d'une part, la refonte en profondeur de l'application informatique partagée avec les rectorats pour mener à bien les mesures de rentrée et, d'autre part, de poursuivre la démarche « Lycées écoresponsables », avec 50 lycées engagés sur deux années depuis la rentrée scolaire 2014-2015.

Chapitre 902	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
27 - Sécurité					
27 - Sécurité					
Sécurisation des lycées	HP27-001	3,293	8,290	1,250	7,930
TOTAL		3,293	8,290	1,250	7,930
	hcdp	3,293	8,290	1,250	7,930

Chapitre 902	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
28 - Autres services périscolaires et annexes					
28 - Autres services périscolaires et annexes					
Installations sportives à l'usage des lycéens	HP28-001	6,000		6,000	
Schéma des formations	HP28-005	1,320	0,480	1,320	0,384
TOTAL		7,320	0,480	7,320	0,384
	hcdp	7,320	0,480	7,320	0,384

CHAPITRE 903 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

31 - Culture

311 - Enseignement Artistique

Programme Aménagement des structures d'accueil

L'intervention de la Région permet la réalisation ou l'amélioration de nombreux conservatoires classés qui assurent une formation à la pratique artistique développant, dès le plus jeune âge, la connaissance de la musique, de la danse et de l'art dramatique.

La dotation proposée pour 2016 sur ce programme est de **1,000 M€** en autorisations de programme et de **1,600 M€** en crédits de paiement.

Chapitre 903	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
31 - Culture	34,670	35,960	23,382	30,230
32 - Sports	10,920	18,190	38,500	36,950
33 - Loisirs	15,080	9,880	9,500	9,570
37 - Sécurité	1,400	1,400	0,780	0,730
TOTAL	62,070	65,430	72,162	77,480
hcdp	62,070	65,430	41,862	55,780
cpj			30,300	21,700

Chapitre 903	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
31 - Culture					
311 - Enseignement Artistique					
Aménagement des structures d'accueil	HP311-001	2,500	1,000	0,800	1,600
TOTAL		2,500	1,000	0,800	1,600
hcdp		2,500	1,000	0,800	1,600

312 - Activités culturelles et artistiques

Programme Equipements culturels de diffusion et de création

Le soutien régional en matière d'investissement contribue au maillage culturel francilien. Aux côtés des différents maîtres d'ouvrage, collectivités territoriales ou encore du monde associatif, la Région assure à ses interlocuteurs des financements qui, par leur effet levier, permettent la réalisation des projets.

La dotation proposée pour 2016, à hauteur de **6,755 M€** en autorisations de programme, confortera le soutien de la Région à des projets d'envergure comme la reconstruction du Théâtre des Amandiers à Nanterre (92) ou la construction d'un nouvel équipement pour le CNAR, Centre National des arts de la rue qui s'installera à Garges-lès-Gonesse (95), mais également à des projets plus modestes, tout aussi indispensables au maintien d'un réseau de lieux divers assurant l'accès de tous à la culture.

Le budget permettra également le soutien aux travaux de rénovation ou de restructuration des lieux rendus nécessaires par le vieillissement d'une partie des équipements, ainsi que par le respect de la réglementation sur l'accessibilité des lieux. De plus, des mesures nouvelles favoriseront les travaux d'insonorisation des cafés musicaux et permettront d'aménager des lieux de répétition de musique dans les gares de Grand-Couronne.

Cette dotation permettra également de répondre aux besoins des artistes plasticiens au travers du dispositif Ateliers d'artistes. Compte tenu de l'évolution des pratiques, la Région accompagnera les travaux d'aménagement de locaux situés en rez-de-chaussée d'immeubles.

Enfin l'aide aux lieux de fabrique permet à ces lieux alternatifs d'améliorer les conditions d'accueil de la création et l'action culturelle menée par les équipes artistiques.

La dotation de **11,780 M€** en crédits de paiement permettra de répondre aux premières demandes de versements sur ces nouveaux engagements ainsi qu'à celles au titre d'attributions antérieures.

Programme Soutien à la création et à la diffusion numériques

Il est proposé une dotation de **1,800 M€** en autorisations de programme pour assurer l'engagement de la Région en faveur de la modernisation des équipements de création et de diffusion numériques.

Le dispositif de soutien à l'équipement numérique des salles de cinéma a permis d'équiper la quasi-totalité des salles de cinéma franciliennes. En 2016, la Région répondra aux salles dont l'équipement nécessite une intervention.

Les autres dispositifs que sont l'équipement numérique des lieux de diffusion et de création, la numérisation des fonds patrimoniaux, l'informatisation et la mise en réseau des bibliothèques-médiathèques, sont également activés régulièrement. Une enveloppe de 1,000 M€ est donc proposée pour 2016.

De plus, une mesure nouvelle vise à soutenir la création d'applications culturelles pour smartphones, dans le but de fournir des données sur les événements culturels et les parcours touristiques et patrimoniaux. Une dotation de 0,800 M€ est proposée à cette fin.

Une enveloppe de **2,600 M€** en crédits de paiement permettra de répondre aux demandes de versement.

Programme Actions en faveur du livre et de la lecture

Ce programme permettra de soutenir la construction et l'aménagement des bibliothèques et médiathèques pour un montant de **1,900 M€**. Comme chaque année un nombre important de projets devraient se concrétiser en 2016.

Ces équipements, structurants et donc essentiels pour les communes et les communautés d'agglomération, permettent le développement d'une offre culturelle sur le territoire mais représentent

Chapitre 903		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
31 - Culture					
312 - Activités culturelles et artistiques					
Equipements culturels de diffusion et de création	HP312-002	16,812	6,755	13,767	11,780
Soutien à la création et à la diffusion numériques	HP312-007	3,650	1,800	2,040	2,600
Actions en faveur du livre et de la lecture	HP312-008	7,350	2,330	3,800	4,550
Fonds d'investissement pour la culture	HP312-015		20,000		5,000
TOTAL		27,812	30,885	19,607	23,930
hcdp		27,812	30,885	19,607	23,930

une charge importante pour les collectivités ; l'intervention de la Région est donc déterminante.

Une nouvelle mesure est proposée, visant à implanter des boîtes d'échanges de livres dans des gares, pour laquelle une dotation de **0,250 M€** est prévue.

Une autre nouvelle mesure est prévue au titre du livre, d'aide à la création de librairies, dans le but d'accompagner l'effort de réservation des rez-de-chaussée à cette fin dans le cadre de la politique du logement. Une dotation de **0,180 M€** est proposée.

Une dotation de **4,550 M€** est proposée en crédits de paiement sur ce programme.

Programme Fonds d'investissement pour la culture

Fonds d'investissement pour la culture

Il est proposé une nouvelle action, le fonds d'investissement pour la culture, qui permettra de soutenir des projets innovants, pluridisciplinaires, et/ou intégrant une dimension multimédia en adéquation avec les nouvelles pratiques culturelles des Franciliens. Une dotation de **12,000 M€** est proposée pour cette nouvelle action en autorisations de programme.

Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

De par leur nature, permettant de financer la production d'œuvres, les aides à la production cinématographique et audiovisuelle s'apparentent à des aides à l'investissement, tant par la durée de réalisation des projets soutenus que leur caractère amortissable. C'est pourquoi, pour cette année de transition, une partie des crédits est proposée en investissement, à hauteur de **8,000 M€** en autorisations de programme, tant pour le fonds de soutien au cinéma et audiovisuel que pour l'aide après réalisation.

En crédits de paiement, la dotation du programme est de **5,000 M€**.

313 - Patrimoine

Programme Développement du patrimoine en région

Dotée de **3,715 M€** en autorisations de programme, cette intervention régionale assure l'aide à la rénovation des lieux patrimoniaux d'intérêt régional et à l'aménagement des Musées. Est également assurée, à ce titre, l'aide aux collections publiques, via le fonds régional d'acquisition pour les musées (FRAM), fonds géré à parité avec l'État, ainsi que le soutien à l'achat d'œuvres d'art pour le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC).

Ce programme est doté de **4,520 M€** en crédits de paiement dont 0,700 M€ au titre de la couverture d'engagements pris dans le cadre du CPER 2007-2013.

Programme Patrimoine régional à vocation culturelle

La dotation en autorisations de programme inscrite au budget 2016 pour les propriétés régionales : le domaine de Villarceaux et l'Orchestre national d'Ile-de-France s'élève à **0,360 M€**.

Elle se répartit comme suit :

- 0,110 M€ pour le domaine de Villarceaux, dont 0,065 M€ pour les nouveaux travaux de mise en accessibilité de l'accès au musée. Il s'agit de l'installation d'une rampe d'accès PMR et de sanitaires adaptés, et 0,045 M€ provisionnés pour l'équipement et les travaux de réparation récurrents du domaine ;
- 0,250 M€ pour des études à réaliser en vue de travaux d'accessibilité PMR et de réfection d'étanchéité sur le bâtiment de l'Orchestre national d'Ile-de-France.

Les crédits de paiement estimés à **0,180 M€** permettront de couvrir les dépenses liées aux marchés

Chapitre 903		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
31 - Culture					
313 - Patrimoine					
Développement du patrimoine en région	HP313-004	3,788	3,715	2,293	3,820
	PJ313-004			0,300	0,700
Patrimoine régional à vocation culturelle	HP313-010	0,570	0,360	0,382	0,180
TOTAL		4,358	4,075	2,975	4,700
	hcdp	4,358	4,075	2,675	4,000
	cpj			0,300	0,700

de travaux et d'entretien des deux sites.

32 - Sports

Programme Équipements sportifs d'intérêt régional

Avec une dotation budgétaire sur ce programme de **18,190 M€ en autorisations de programme et de 36,950 M€ en crédits de paiement**, la Région fait le choix de développer la politique régionale d'aménagement du territoire par le sport. En effet, malgré l'importance de la pratique sportive, son accès n'est pas encore suffisamment ouvert à toutes et à tous et le patrimoine sportif en Ile-de-France est particulièrement vétuste. Le territoire, le niveau d'encadrement ou bien encore l'accessibilité des équipements sportifs et l'insuffisance de créneaux horaires créent des inégalités.

C'est pourquoi la Région intervient en faveur du développement et de la rénovation d'équipements sportifs dans des domaines marqués d'une forte carence. Elle entend donc accroître sa politique d'investissement en l'axant particulièrement, en 2016, sur l'aide à la construction d'équipements sportifs structurants tels que les équipements sportifs d'intérêts régionaux, les terrains synthétiques de grands jeux, les piscines et les équipements sportifs mis à disposition des lycéens ainsi que la construction de salles de sports expérimentales permettant de répondre à de nouveaux besoins.

De nouvelles mesures seront ainsi développées et témoignent de l'engagement de l'Exécutif en faveur de l'aménagement sportif du territoire. Pour ce faire, la Région s'appuiera également sur le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) d'Ile-de-France, dont la gestion a été transférée à la Région depuis le 1^{er} janvier 2016 dans le cadre de la loi NOTRe, pour offrir un outil de cohérence entre pratique de haut niveau et formation à l'ensemble du mouvement sportif régional dans des infrastructures de qualité. Enfin, l'aide au développement de la pratique sportive pour les publics en situation de handicap, afin d'asseoir le développement du sport sur l'ensemble du territoire pour tous les niveaux de pratique, sera maintenue.

L'année 2016 verra se poursuivre les travaux relatifs au projet de développement du site de Vaires-sur-Marne et des premiers versements financiers conséquents. Ce projet d'envergure internationale, intégré à la candidature olympique et paralympique Paris 2024, permettra de mixer sport, loisirs et bien-être mais aussi innovation et développement économique ou encore tourisme, attractivité et aménagement du territoire.

Chapitre 903		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
32 - Sports					
32 - Sports					
Équipements sportifs d'intérêt régional	HP32-001	10,920	18,190	8,500	15,950
	PJ32-001			30,000	21,000
TOTAL		10,920	18,190	38,500	36,950
	hcdp	10,920	18,190	8,500	15,950
	cpj			30,000	21,000

33 - Loisirs

Programme Investissements dans les Iles de loisirs

Les douze Iles de loisirs régionales constituent à la fois des lieux de forte fréquentation du public, des sites riches en biodiversité, des lieux d'insertion et de brassage social ainsi que le support d'activités créatrices d'emplois, en prenant appui, le cas échéant, sur les initiatives de partenaires publics et privés. Leur aménagement s'appuie sur le principe du maintien d'un équilibre entre préservation du caractère naturel et développement des activités.

En y consacrant **9,880 M€ en autorisations de programme et 9,570 M€ en crédits de paiement**, la Région, propriétaire et statutairement unique contributeur du financement des investissements des Iles de loisirs depuis le retrait de l'État en 1989, entend axer ses interventions sur les travaux de requalification et de gros entretien, les actions en matière de développement durable, la modernisation progressive des hébergements. Les investissements de la Région seront orientés sur l'optimisation du modèle économique des Iles de loisirs.

Dans cette perspective, tout en confortant la vocation d'équipements de service public des Iles de loisirs, une place plus importante pourra être donnée au secteur privé, tant en matière d'investissement que de fonctionnement, pour permettre le développement d'activités assises sur un modèle économique plus équilibré tendant vers un équilibre d'exploitation, voire au-delà.

37 - Sécurité

Programme Sécurité dans les propriétés régionales

Propriétés régionales ouvertes toute l'année, les douze îles de loisirs accueillent, sur 3000 hectares, près de 4 millions de visiteurs. Compte tenu de leur fréquentation, une surveillance particulière de ces sites doit être exercée.

En tant que propriétaire et financeur des investissements, la Région consacrera **1,400 M€** en autorisations de programme et **0,580 M€** en crédits de paiement afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes par la réalisation d'aménagements relatifs, notamment, au contrôle des accès et par l'installation de dispositifs d'alerte.

Par ailleurs, une dotation de **0,150 M€** est prévue en crédits de paiement pour honorer les engagements des propriétés gérées par l'Agence des Espaces verts.

Chapitre 903		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
33 - Loisirs					
33 - Loisirs					
Investissements dans les Iles de loisirs	HP33-001	15,080	9,880	9,500	9,570
TOTAL		15,080	9,880	9,500	9,570
	hcdp	15,080	9,880	9,500	9,570

Chapitre 903		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
37 - Sécurité					
37 - Sécurité					
Sécurité dans les propriétés régionales	HP37-001	1,400	1,400	0,780	0,730
TOTAL		1,400	1,400	0,780	0,730
	hcdp	1,400	1,400	0,780	0,730

CHAPITRE 904 - SANTÉ ET ACTION SOCIALE

41 - Santé

Programme Accès aux soins des publics spécifiques

Une dotation de **0,400 M€** est inscrite en crédits de paiement sur ce programme afin de couvrir les engagements passés.

Programme Renforcement de l'offre de soins

Au regard des disparités territoriales en matière d'offre et d'accès aux soins, la création d'un fonds régional de résorption des déserts médicaux a pour objectif d'encourager l'installation de professionnels médicaux sur des zones déficitaires et/ou rurales par le financement de la création et l'équipement de structures de santé.

Ce fonds sera doté de **3,000 M€** en autorisations de programme et de **3,900 M€** en crédits de paiement.

Programme Maison de naissance

Une dotation de **0,100 M€** est inscrite en crédits de paiement sur ce programme afin de couvrir les engagements passés.

Programme Soutien aux centres d'IVG

La Région souhaite poursuivre le soutien aux centres de planification-contraception-IVG par la création et l'équipement d'unités fonctionnelles pratiquant des IVG chirurgicales ou médicamenteuses. Cet investissement permettra de renforcer l'offre de soins en matière de santé sexuelle.

Une dotation de **0,250 M€** est prévue en autorisations de programme et de **0,750 M€** en crédits de paiement, compte tenu des engagements passés.

Chapitre 904	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
41 - Santé	8,200	3,250	4,750	5,150
42 - Action sociale	43,700	11,400	37,250	32,950
TOTAL	51,900	14,650	42,000	38,100
hcdp	51,900	14,650	42,000	38,100

Chapitre 904	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
41 - Santé				
41 - Santé				
Accès aux soins des publics spécifiques	HP41-001	0,800	0,600	0,400
Renforcement de l'offre de soins	HP41-002	5,200	2,900	3,900
Maison de naissance	HP41-003	0,200	0,100	0,100
Soutien aux centres d'IVG	HP41-008	2,000	1,150	0,750
TOTAL		8,200	4,750	5,150
hcdp		8,200	4,750	5,150

42 - Action sociale

Programme Dispositif en faveur de la petite enfance

Le dispositif n'est pas doté en autorisations de programme dans le cadre du budget 2016. La Région souhaite en effet, avant de relancer ce dispositif, réaliser une étude de faisabilité afin de bien identifier les besoins sur les territoires franciliens.

Une dotation de **1,000 M€** est inscrite en crédits de paiement afin de couvrir les engagements passés.

Programme Dispositif en faveur des personnes âgées

Pour 2016, ce programme portera essentiellement sur le financement de structures spécialisées dans la prise en charge des malades d'Alzheimer.

Une dotation de **0,400 M€** est prévue en autorisations de programme pour 2016. **10,800 M€** sont prévus en crédits de paiement compte tenu des engagements antérieurs.

Programme Dispositif en faveur des personnes en situation précaire

Dans le cadre de ce programme la Région souhaite renforcer son intervention dans le cadre de la protection des femmes en difficultés et celles victimes de violences intra-familiales et recentrer sa politique en faveur de la prise en charge des populations les plus précaires sur l'innovation sociale.

Pour 2016, il est proposé d'inscrire sur ce programme **4,500 M€** en autorisations de programme et **9,000 M€** en crédits de paiement, compte tenu des engagements antérieurs.

La répartition des autorisations de programme est la suivante :

- 2,500 M€ pour soutenir les établissements et services pour femmes en difficulté ;
- 2,000 M€ pour soutenir les centres d'accueil et d'hébergement pour personnes sans abri.

Programme Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap

Pour 2016, il est proposé d'inscrire **6,500 M€** en autorisations de programme et **12,150 M€** en crédits de paiement sur ce programme.

La répartition des autorisations de programme est la suivante :

- 3,000 M€ pour les établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap ;
- 1,000 M€ pour l'aide à l'équipement des structures pour adultes en situation de handicap ;
- 2,500 M€ pour l'aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap.

Chapitre 904	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
42 - Action sociale				
42 - Action sociale				
Dispositif en faveur de la petite enfance	HP42-001		1,500	1,000
Dispositif en faveur des personnes âgées	HP42-002	7,300	0,400	10,800
Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	HP42-003	16,800	4,500	9,000
Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap	HP42-004	19,600	6,500	12,150
TOTAL		43,700	11,400	32,950
hcdp		43,700	11,400	32,950

CHAPITRE 905 - AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

51 - Politique de la ville

Programme Requalification urbaine: actions contractualisées

En 2016, l'intervention régionale au titre du renouvellement urbain se trouve à la croisée des chemins : l'accompagnement du PNRU est achevé après le prolongement de son terme de 2013 à 2015 et celui du NPNRU débutera effectivement, mais les modalités de cet accompagnement devront être définies par l'assemblée régionale.

Dès lors, peu d'opérations seront en fait suffisamment avancées et la période « utile » sera vraisemblablement réduite.

Pour cette raison, il est proposé d'inscrire **15,000 M€** en autorisations de programme pour le financement des opérations les plus avancées, en particulier celles qui terminent des projets relevant du précédent PNRU, ainsi que des mesures d'ingénierie liées à l'élaboration des projets du NPNRU.

En crédits de paiement, il est prévu une dotation de 58,500 M€ afin de couvrir les engagements passés et à venir.

Chapitre 905	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
51 - Politique de la ville	40,000	15,000	63,000	58,500
52 - Agglomérations et villes moyennes	106,400	53,000	71,500	89,100
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7,600	13,500	7,500	10,350
54 - Habitat - Logement	162,500	109,500	131,500	119,650
56 - Technologies de l'information et de la communication	26,800	12,500	10,700	13,250
57 - Sécurité	5,150	10,500	1,580	6,520
TOTAL	348,450	214,000	285,780	297,370
hcdp	264,050	167,000	246,780	230,570
cdp			3,000	0,500
cpj	84,400		36,000	60,300
cpr		47,000		6,000

Chapitre 905	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
51 - Politique de la ville				
51 - Politique de la ville Requalification urbaine: actions contractu- lisées	HP51-002 40,000	15,000	63,000	58,500
TOTAL	40,000	15,000	63,000	58,500
hcdp	40,000	15,000	63,000	58,500

52 - Agglomérations et villes moyennes

Programme Territoires stratégiques

Partenaire indispensable à la réalisation effective des projets urbains, la Région porte l'ambition d'accompagner la transition écologique et la production de logements, avec la réalisation de quartiers écologiques et innovants sur tout le territoire francilien. Il s'agira de financer les équipements de proximité nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants et les aménagements d'espaces publics qui permettent d'améliorer la qualité urbaine et la vie sociale. Ce dispositif permettra de soutenir l'émergence de quartiers bien desservis par les transports en commun, exemplaires d'un point de vue environnemental, garants d'une vraie mixité, pourvus d'emplois, d'espaces verts, de commerces, et de services faciles d'accès.

Il est ainsi proposé l'inscription d'une dotation de **37,000 M€** au global en autorisations de programme en faveur de ces actions sur le programme "Territoires stratégiques".

Dès 2016, une enveloppe de 30,000 M€ en autorisations de programme sera ainsi mobilisée pour permettre la signature des premiers partenariats avec les collectivités.

Afin de soutenir les territoires de la grande couronne, touchés par la réorganisation des intercommunalités, la Région mettra également en place une aide spécifique dotée d'une enveloppe de 1,000 M€ destinée au soutien aux dynamiques périurbaines, rurales et des pôles de centralité. Cette aide vise à accompagner les EPCI en matière d'ingénierie territoriale par le financement de prestations d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour élaborer leurs stratégies territoriales, leur projet de territoire, définir leur intérêt communautaire, initier des études pré-opérationnelles.

La Région souhaite également s'inscrire à partir de 2016 dans une démarche d'encouragement de l'innovation urbaine sur les fonciers délaissés. Elle mettra en place un appel à projets visant à soutenir des initiatives d'urbanisme transitoire qui permettent d'amorcer et de préfigurer des projets urbains à venir, et de valoriser durant cette période le foncier délaissé. Une enveloppe de 1,000 M€ en autorisations de programme est prévue en 2016 pour amorcer le dispositif.

La reprise des derniers engagements du dispositif Nouveaux Quartiers Urbains est également prévue, à hauteur de 5,000 M€.

En crédits de paiement, une enveloppe de **64,800 M€** permettra de répondre aux appels de fonds liées aux affectations 2016 et de traiter les demandes des collectivités ayant bénéficié d'affectations sur les exercices antérieurs, au titre du CPER 2000-2006 et du dispositif GP3 du CPER 2007-2013, prorogé jusqu'à fin 2014, et dont les opérations sont en phase de réalisation avancée ou en cours d'achèvement.

Programme Contrat régional territorial

Les contrats régionaux territoriaux participent de l'aménagement du territoire francilien. Ils sont principalement mobilisés par les territoires urbains (12,000 M€) mais concernent aussi des territoires plus ruraux (4,000 M€).

En 2016, il est proposé d'inscrire au budget primitif une dotation globale de **16,000 M€** en autorisations de programme et de **24,300 M€** en crédits de paiement. Cette enveloppe permettra, d'une part, de présenter les autorisations de programme relatives à des projets dotés dans le cadre de contrats conclus antérieurement, et, d'autre part de prendre en compte les dossiers instruits ou en cours d'instruction, et dont les projets seront prêts en 2016.

L'année 2016 sera mobilisée pour faire évoluer ce dispositif, avec la volonté de mieux répondre aux besoins des collectivités, tout en simplifiant les conditions de sa mise en œuvre, notamment par la décritérisation. Un dispositif renouvelé sera prochainement présenté pour une mise en œuvre dès 2017.

Chapitre 905		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
52 - Agglomérations et villes moyennes					
52 - Agglomérations et villes moyennes					
Territoires prioritaires et stratégiques	CP52-001			3,000	0,500
Territoires stratégiques	PJ52-001	84,400		36,000	60,300
	PR52-001		37,000		4,000
Contrat régional territorial	HP52-002	22,000	16,000	32,500	24,300
TOTAL		106,400	53,000	71,500	89,100
	hcdp	22,000	16,000	32,500	24,300
	cdp			3,000	0,500
	cpj	84,400		36,000	60,300
	cpr		37,000		4,000

53 - Espace rural et autres espaces de développement

Programme Aménagement et équipement de l'espace rural

La Région redonnera aux territoires ruraux la place qui leur est due. L'action en faveur de ces territoires sera simplifiée et renforcée, au service d'un objectif de réduction des inégalités territoriales et de valorisation de l'attractivité des territoires en dehors des zones urbaines. Les politiques menées contribueront ainsi à l'essor d'une Région plus juste, plus équilibrée et plus dynamique.

Ainsi, il est proposé de maintenir le niveau des fonds d'intervention, aménagement et équipement rural à hauteur de **1,000 M€** en autorisations de programme, pour les conventions d'aménagement et de développement rural (ADR).

En outre, des moyens spécifiques sont proposés, dès 2016, pour participer à la sauvegarde des commerces de proximité, facteur d'attractivité des zones rurales et d'équilibre territorial, à hauteur de **3,000 M€**.

Des moyens sont également prévus pour soutenir la mise en place d'espaces de travail collaboratif (télécentres, espaces de coworking, fablabs) sur les territoires ruraux, permettant de limiter les déplacements et de renforcer l'emploi local sur ces territoires. Une enveloppe de **2,500 M€** est prévue.

Le budget 2016 propose ainsi de renforcer l'engagement de la Région dans son soutien à l'aménagement et l'équipement de l'espace rural avec l'inscription de **6,500 M€** en autorisations de programme et de **4,250 M€** en crédits de paiement.

Programme Politiques contractuelles en milieu rural

Les contrats ruraux sont tripartites et s'inscrivent dans un partenariat entre la Région, le bénéficiaire de la subvention (communes ou structures intercommunales de moins de 2 000 habitants) et les départements de la grande couronne.

En 2016, le budget consacré aux contrats ruraux (CRUR) est revu à la hausse et participe, dès cette année, au doublement de l'intervention régionale à destination des zones rurales dans le cadre du Pacte en faveur des territoires ruraux. Il est proposé de doter cette action de **7,000 M€** en autorisations de programme et de **6,100 M€** en crédits de paiement.

Le budget 2016 permettra de présenter les autorisations de programme relatives à des projets dotés dans le cadre de contrats conclus antérieurement, et de nouveaux contrats. A l'image des contrats régionaux territoriaux, les dossiers de contrats ruraux sont présentés au vote de la Commission permanente au plus près de la phase de réalisation effective du projet, après délibération des départements. Les moyens de simplifier les modalités de leur mobilisation et leur instruction seront recherchés afin de traduire la volonté de l'Exécutif de rendre l'action régionale mieux adaptée aux besoins des communes et donc plus efficace.

Chapitre 905	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
53 - Espace rural et autres espaces de développement				
53 - Espace rural et autres espaces de développement				
Aménagement et équipement de l'espace rural HP53-001	1,000	6,500	1,500	4,250
Politiques contractuelles en milieu rural HP53-002	6,600	7,000	6,000	6,100
TOTAL	7,600	13,500	7,500	10,350
hcdp	7,600	13,500	7,500	10,350

54 - Habitat - Logement

Programme Développement du parc locatif social

L'intervention de la Région en faveur du développement de l'offre locative sociale permettra de couvrir tout le spectre du logement, du logement très social PLAI au logement intermédiaire PLS. Avec **70,000 M€** en autorisations de programme et de **72,400 M€** en crédits de paiement, il constitue le premier poste de dépenses du budget dédié au logement.

Programme Réhabilitation du parc locatif social

En crédits de paiement, une dotation de **3,200 M€** est proposée afin de couvrir les engagements passés.

Programme Aide au parc privé

Les moyens dédiés au parc privé, plus particulièrement voués à l'accompagnement des copropriétés en difficulté, s'élèvent à **11,500 M€** en autorisations de programme et à **9,200 M€** en crédits de paiement.

Programme Action en faveur du logement des jeunes

L'effort régional en faveur de la création d'une offre nouvelle dédiée au logement des jeunes, des étudiants et des apprentis s'élève à **28,000 M€** en autorisations de programme et à **23,150 M€** en crédits de paiement pour 2016.

Programme Lutte contre la précarité énergétique

Ce dispositif n'est pas doté en autorisations de programme pour l'année 2016, la priorité de l'intervention régionale allant au développement équilibré d'une offre nouvelle de logements.

En crédits de paiement, une dotation de **11,700 M€** est proposée sur ce programme afin de couvrir les engagements passés.

56 - Technologies de l'information et de la communication

Programme Aide au développement du territoire numérique

La mise en œuvre du programme s'articule autour de trois familles d'actions, chacune d'entre elles déclinées en différents dispositifs, pour un budget total de **12,500 M€ en autorisations de programme**.

80% de ce budget soit 10,000 M€ seront dédiés aux opérations d'infrastructures haut débit et à la poursuite de l'investissement régional dans la mise en œuvre des schémas départementaux en matière d'aménagement numérique. Ils s'inscrivent dans le cadre du volet Numérique du CPER 2015-2020. Les délégations de service public étant en cours et les travaux lissés sur plusieurs années, le besoin en autorisations de programme sera moindre en 2016 qu'en 2015 (16 M€ réalisés en 2015).

Les 20% restant soit 2,500 M€ seront orientés vers les projets de soutien à la diffusion des usages, contenus et services numériques, les projets de création de nouveaux espaces collaboratifs de travail, et la conduite d'expérimentations et de prototypes technologiques des PME et des laboratoires, dans la lignée du réalisé 2015.

La dotation en crédits de paiement sur ce programme s'établit à **13,250 M€** et permettra notamment d'honorer les engagements passés.

Chapitre 905		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
54 - Habitat - Logement					
54 - Habitat - Logement					
Action foncière	HP54-001	1,000			
Développement du parc locatif social	HP54-002	100,500	70,000	86,000	72,400
Réhabilitation du parc locatif social	HP54-003	0,300		3,900	3,200
Aide au parc privé	HP54-004	11,700	11,500	9,100	9,200
Action en faveur du logement des jeunes	HP54-005	24,000	28,000	22,100	23,150
Lutte contre la précarité énergétique	HP54-008	25,000		10,400	11,700
TOTAL		162,500	109,500	131,500	119,650
	hcdp	162,500	109,500	131,500	119,650

Chapitre 905		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
56 - Technologies de l'information et de la communication					
56 - Technologies de l'information et de la communication					
Aide au développement du territoire numérique	HP56-001	26,800	2,500	10,700	11,250
	PR56-001		10,000		2,000
TOTAL		26,800	12,500	10,700	13,250
	hcdp	26,800	2,500	10,700	11,250
	cpr		10,000		2,000

57 - Sécurité

Programme Bouclier de sécurité

En 2016, la Région Île-de-France a révisé ses modalités d'intervention en matière de sécurité en adoptant la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016. L'adoption de cette délibération est une première étape dans la constitution du bouclier de sécurité qui recouvre plusieurs domaines et niveaux d'intervention. Sous l'impulsion de Valérie Pécresse, le conseil régional met ainsi tout en œuvre pour, à son niveau et dans le cadre de ses compétences, soutenir l'État dans la lutte contre le terrorisme et renforcer la sécurité au quotidien des franciliens. Le budget 2016 de la délégation sécurité traduit une volonté forte d'action et une approche nouvelle de l'intervention régionale dans ce champ d'action pour lequel la Région a fait le choix de consacrer d'avantage de moyens.

Le bouclier de sécurité, qui constitue l'approche nouvelle de l'intervention régionale en matière de sécurité sera doté de **10,500 M€** d'autorisations de programme. Il se caractérise par quatre actions majeures dans le domaine :

- l'aide à l'implantation des forces locales de sécurité avec une dotation de 7,000 M€ d'autorisations de programme ;
- la lutte contre les cambriolages avec le soutien des communes qui souhaitent s'équiper en vidéo protection avec une dotation de 2,000 M€ ;
- le soutien à l'équipement des polices et de la gendarmerie avec une dotation de 1,000 M€ ;
- la création d'un fonds régional pour l'aide à l'équipement en portiques de sécurité des établissements sportifs et culturels publics ainsi que des établissements scolaires et de formation relevant de la Région avec une dotation de 0,500 M€.

La dotation en crédits de paiement s'élève à **6,370 M€**.

Programme Stratégie locale de prévention, de médiation et de sécurité

En crédits de paiement, une dotation de **0,150 M€** est proposée afin de couvrir les engagements passés.

Chapitre 905	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
57 - Sécurité					
57 - Sécurité					
Bouclier de sécurité	HP57-001	5,000	10,500	1,480	6,370
Stratégie locale de prévention, de médiation et de sécurité	HP57-006	0,150		0,100	0,150
TOTAL		5,150	10,500	1,580	6,520
	hcdp	5,150	10,500	1,580	6,520

CHAPITRE 906 - GESTION DES FONDS EUROPÉENS

62 - FEDER

Programme Soutien à l'aménagement durable des territoires franciliens

Le FEDER soutiendra des actions visant à soutenir la résorption de l'habitat précaire des communautés marginalisées et des actions s'inscrivant dans le cadre des investissements territoriaux intégrés (ITI) qui sont mis en œuvre par les 12 territoires sélectionnés à cet effet.

Programme Préserver la biodiversité

Les dépenses au titre de ce programme correspondent à celles de l'axe prioritaire n°2 « Préserver la biodiversité » du programme opérationnel régional FEDER/FSE. Les actions relevant de ce programme seront menées dans le cadre des ITI afin d'aider à la sauvegarde, la restauration de la biodiversité, le maintien des continuités biologiques dans les quartiers prioritaires et la maîtrise de l'anthropisation des espaces naturels.

Programme Renforcer les facteurs de compétitivité

Les dépenses de ce programme correspondent à l'axe prioritaire n° 6 « Renforcer les facteurs de compétitivité en Ile-de-France ».

Cet axe prioritaire concentre deux objectifs thématiques qui visent à renforcer les facteurs de compétitivité et de croissance en Ile-de-France :

- Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation ;
- Améliorer la compétitivité des PME.

Ces deux objectifs thématiques se retrouvent dans les priorités de la Région définies dans le cadre de sa Stratégie Régionale d'Innovation (SRI) de 2010, de sa Stratégie Régionale de Développement Économique et d'Innovation (SRDEI) en 2011 et de la Stratégie de Spécialisation Intelligente de 2013. Les dépenses sont réalisées par trois modes d'allocation des crédits : appels à projets, instruments financiers et ITI.

Programme Diversification et amélioration des applications des TIC

Ces dépenses relèvent de l'axe prioritaire 7 « Diversifier et améliorer les applications TIC ». Les fonds peuvent être alloués par les collectivités sélectionnées dans le cadre des ITI ou par le lancement d'appels à projets par la Région.

Programme Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone

Les actions soutenues relèvent de l'axe prioritaire 8 « Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Ile de France ». Leur mise en œuvre s'effectue par appels à projet, par les ITI et par un instrument financier dédié.

Programme Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine

L'axe prioritaire 10 « Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique interrégional de la Seine aux phénomènes météorologiques et préserver la biodiversité du fleuve » est interrégional. Il couvre l'ensemble du bassin hydrographique de la Seine et concernait à ce titre huit régions lors de la conclusion du programme opérationnel : Bourgogne, Champagne-Ardenne, Picardie, Ile-de-France, Haute-Normandie, Basse-Normandie et de façon plus marginale Lorraine et Centre. A cette échelle, les enjeux relatifs au partage des usages de l'eau sont interdépendants, qu'il s'agisse des enjeux quantitatifs liés aux phénomènes météorologiques ou des enjeux qualitatifs liés à la biodiversité du fleuve et des vallées.

La mise en œuvre de cet axe est du ressort de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) qui aura une délégation de gestion pour lui permettre de procéder à la sélection des projets.

Chapitre 906	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
62 - FEDER	25,116	69,755	11,468	16,137
TOTAL	25,116	69,755	11,468	16,137
hcdp	25,116	69,755	11,468	16,137

Chapitre 906	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
62 - FEDER					
62 - FEDER					
Soutien à l'aménagement durable des territoires franciliens	HP62-001	1,954	4,297	0,400	0,759
Préserver la biodiversité	HP62-002	0,645	1,200	0,130	0,180
Renforcer les facteurs de compétitivité	HP62-003	13,305	37,200	9,261	8,550
Diversification et amélioration des applications des TIC	HP62-004	2,360	4,200	0,472	0,350
Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone	HP62-005	6,180	21,055	1,100	5,757
Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique de la Seine	HP62-006	0,672	1,803	0,105	0,541
TOTAL		25,116	69,755	11,468	16,137
hcdp		25,116	69,755	11,468	16,137

CHAPITRE 907 - ENVIRONNEMENT

71 - Actions transversales

Programme Soutien aux démarches de développement durable

Une dotation de **0,100 M€** en autorisations de programme et de **0,950 M€** en crédits de paiement est proposée sur le programme. Elle portera prioritairement sur l'incitation aux communes à mettre à disposition des habitants des espaces à jardiner (jardins partagés, espaces de maraîchage pédagogique, mise en valeur d'initiatives individuelles telles que "prêter son jardin.com").

Chapitre 907	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
71 - Actions transversales	0,300	0,100	0,530	0,950
72 - Actions en matière de déchets	12,630	8,000	3,460	5,600
73 - Politique de l'air	0,620	1,560	0,350	0,800
74 - Politique de l'eau	14,700	5,900	13,950	9,900
75 - Politique de l'énergie	55,700	32,000	16,600	21,900
76 - Patrimoine naturel	26,150	14,800	28,450	25,500
77 - Environnement des infrastructures de transport	9,500	7,700	14,000	7,500
78 - Autres actions	24,900	17,270	18,310	18,020
TOTAL	144,500	87,330	95,650	90,170
hcdp	132,000	59,180	81,800	86,170
cdp			1,500	
cpj	12,500		12,350	2,500
cpr		28,150		1,500

Chapitre 907	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
71 - Actions transversales					
71 - Actions transversales					
Soutien aux démarches de développement durable	HP71-007	0,300	0,100	0,530	0,950
TOTAL		0,300	0,100	0,530	0,950
hcdp		0,300	0,100	0,530	0,950

72 - Actions en matière de déchets

Programme Prévention et gestion des déchets

Les opportunités de développement économique liées à la gestion des déchets sont importantes si ceux-ci sont utilisés comme ressources, par réemploi, recyclage ou valorisation. La Région est responsable de la planification et contribue à la gestion collective et territoriale des déchets. Elle participe à la mise en place d'actions de prévention intégrées dans une politique de production et de consommation responsable afin de répondre aux objectifs ambitieux du plan de réduction et de valorisation des déchets et du programme national de prévention des déchets 2014-2020.

S'agissant de la gestion des déchets, elle concerne la collecte, le transport, les étapes du tri et de prétraitement, de valorisation, puis d'élimination. A ce titre, deux nouvelles mesures vont être lancées en 2016 : le fonds propreté et la mise en oeuvre d'une filière de valorisation des déblais du Grand Paris.

Une dotation de **8,000 M€** en autorisations de programme et de **5,600 M€** en crédits de paiement est prévue sur ce programme pour 2016.

73 - Politique de l'air

Programme Soutien à AIRPARIF

Depuis la loi sur l'air (LAURE) en 1996, qui "reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé", et la notification dans le Code de l'environnement, une surveillance de la qualité de l'air est rendue obligatoire par l'État sur l'ensemble du territoire national. On a ainsi vu se mettre en place en France de nombreux observatoires de la qualité de l'air, organismes agréés et soutenus par l'État.

Airparif, dont la création est antérieure, fait partie de ce mouvement. Ses missions principales sont :
- surveillance de la qualité de l'air ;
- développement d'outils de connaissance des émissions de polluants ;
- information des citoyens et décideurs afin de favoriser les actions d'amélioration et de préservation de la qualité de l'air.

La dotation proposée pour 2016, de **0,560 M€** en autorisations de programme et **0,300 M€** en crédits de paiement, permettra de contribuer au renouvellement du matériel de captage et des moyens informatiques d'Airparif.

Programme Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution

Dans le cadre de la priorité apportée à la qualité de l'air, il est proposé de doter la Région de crédits d'intervention conséquents, à hauteur de **1,000 M€** en autorisations de programme et **0,500 M€** en crédits de paiement. Ces crédits permettront à la fois le lancement d'expérimentations dans le cadre du Pacte sur l'air (par exemple, le remplacement d'équipements individuels de chauffage au bois par du matériel plus performant), mais aussi le financement d'expérimentations et de projets qui participent à améliorer la situation en matière de qualité de l'air intérieur et extérieur (appels à projets ou à propositions), comme de dispositifs d'épuration pour aller au-delà de la réglementation et également des études pour quantifier l'amélioration de la qualité de l'air intérieur liées à de nouvelles pratiques.

Chapitre 907	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
72 - Actions en matière de déchets				
72 - Actions en matière de déchets				
Prévention et gestion des déchets	HP72-001	12,630	5,000	3,460
	PR72-001		3,000	5,600
TOTAL		12,630	8,000	3,460
	hcdp	12,630	5,000	3,460
	cpr		3,000	5,600

Chapitre 907	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
73 - Politique de l'air				
73 - Politique de l'air				
Soutien à AIRPARIF	HP73-001	0,620	0,560	0,300
Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	HP73-002		1,000	0,050
TOTAL		0,620	1,560	0,350
	hcdp	0,620	1,560	0,350

74 - Politique de l'eau

Programme Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements

Ce programme, doté de **1,400 M€** en autorisations de programme et **0,250 M€** en crédits de paiement, permet de subventionner des opérations de maîtrise des ruissellements par une gestion alternative de l'eau dans la ville. Cet enjeu est majeur sur la zone agglomérée pour protéger durablement la Seine des débordements de collecteurs par temps de pluie.

Ce programme concerne également les actions de réduction de la vulnérabilité au risque d'inondation identifiées au CPIER Seine. Jusqu'à présent, celles-ci étaient présentées dans un fascicule « interrégional » du budget ; elles sont désormais intégrées dans le budget Environnement. 2016 verra la première tranche de pose de repères d'inondations sur le terrain.

C'est aussi la dernière année avant la révision du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI).

Enfin, ce programme porte le financement des premières études environnementales autour du projet de casiers pilotes dans la Bassée, dans le cadre de la réduction du risque d'inondations. Il s'agit plus particulièrement d'études de réhabilitation de méandres de Seine et de reconstitution de zones humides.

Programme Protection et restauration des milieux aquatiques et de la ressource en eau

Ce programme, doté de **2,500 M€** en autorisations de programme et de **3,500 M€** en crédits de paiement, permet de financer des opérations de restauration écologique de cours d'eau ainsi que celles concourant à la mise en œuvre de la politique « Zéro phyto ». En 2016 sont attendus des projets liés aux études engagées dans les contrats de bassins.

Dans le cadre du CPIER Plan Seine, les aides prévues concernent plus spécifiquement des études de mise en œuvre de passes à poissons sur la Seine et la Marne. Ce CPIER Plan Seine ne reprend pas de volet sur la continuité écologique des berges, laquelle est traitée par le CPER et dans le CPIER Vallée de Seine.

Programme Dépollution des eaux usées et des eaux pluviales

En Ile-de-France, la mise en conformité des stations d'épuration et des réseaux d'assainissement est en cours depuis plusieurs années. La Région a soutenu financièrement les collectivités engagées dans cette démarche, aux côtés notamment de l'Agence de l'eau. Néanmoins, il reste dans ce domaine encore beaucoup à faire et les sollicitations financières des collectivités restent aujourd'hui très nombreuses et concernent des dispositifs de toute taille.

Dans le contexte de la loi NOTRe et d'évolution des compétences entre les collectivités territoriales (l'assainissement sera une compétence intercommunale en 2018), des choix s'imposent. Ainsi, les dotations 2016 en matière de politique de l'eau seront préférentiellement consacrées aux projets de lutte contre les inondations, au traitement des ruissellements des eaux pluviales et à la restauration des milieux aquatiques plutôt qu'aux projets de dépollution de l'eau, par ailleurs relativement bien financés par l'Agence de l'eau. Ces choix sont cohérents avec le rôle de la Région en tant que chef de file pour la biodiversité (loi MAPTAM) et la mise en œuvre opérationnelle de la trame verte et de la trame bleue.

C'est ce qui explique la baisse de dotation sur ce programme en 2016, qui s'établit à **2,000 M€** en autorisations de programme et à **6,100 M€** en crédits de paiement.

Chapitre 907		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
74 - Politique de l'eau					
74 - Politique de l'eau					
Prévention des risques d'inondations et maîtrise des ruissellements	HP74-001	0,500	0,500	0,400	0,250
	PR74-001		0,900		
Protection et restauration des milieux aquatiques et de la ressource en eau	HP74-002	4,100	1,000	0,900	3,500
	PJ74-002			0,350	
	PR74-002		1,500		
Dépollution des eaux usées et des eaux pluviales	HP74-003	10,000	2,000	12,000	6,100
Etude pré-opérationnelle de faisabilité et de programmation	HP74-004	0,100		0,300	0,050
TOTAL		14,700	5,900	13,950	9,900
	hcdp	14,700	3,500	13,600	9,900
	cpj			0,350	
	cpr		2,400		

Programme Etude pré-opérationnelle de faisabilité et de programmation

0,050 M€ en crédits de paiement sont inscrits sur ce programme en 2016 au titre de la couverture des engagements passés.

75 - Politique de l'énergie

Programme Politique énergie-climat

Ce programme doté de **32,000 M€** en autorisations de programme et **21,900 M€** en crédits de paiement représente à lui seul près de la moitié du budget investissement du secteur Environnement et Énergie. Il s'agit d'un enjeu essentiel pour l'Ile-de-France, région la plus énergivore du pays, et la Région doit avoir un rôle moteur dans ce domaine. Le budget 2016 se donne une priorité, celle des énergies renouvelables, avec le développement de projets de grande ampleur tout en encourageant l'émergence de plus petits projets.

Afin d'accélérer l'efficacité énergétique, il est également proposé de redéfinir les missions de la SEM Energie Posit'If et de la faire évoluer en une Agence qui proposera un guichet unique, à la disposition de tous (collectivités, grand public), leur permettant de réaliser des démarches d'évaluation et d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments.

Enfin, en parallèle de la priorité affirmée sur les énergies renouvelables, il est important de développer les réseaux de chaleur alimentés par ces nouvelles énergies. L'innovation dans ce domaine doit même aller jusqu'à récupérer la chaleur partout où elle est produite, comme dans les data center, en grand nombre en Ile-de-France. La Région lancera en partenariat avec l'ADEME Ile-de-France un appel à projets spécifique pour le développement des réseaux de chaleur valorisant des énergies renouvelables et de récupération.

76 - Patrimoine naturel

Programme Agence des espaces verts

L'Agence des espaces verts décline les objectifs de la Région selon trois axes prioritaires:

- 1- Participer à la construction d'une métropole agréable à vivre en développant les espaces naturels en zone dense et en zone de densification ;
- 2- Contribuer au maintien des fronts urbains en limite d'agglomération en préservant l'agriculture péri-urbaine et en développant l'agriculture biologique ;
- 3- Restaurer les continuités écologiques et préserver la biodiversité sur l'ensemble du territoire régional.

En investissement, les autorisations de programmes s'établiront en 2016 à **10,000 M€** et les crédits de paiement à **21,000 M€**. Il s'agira d'une année de transition, permettant de redéfinir les interventions de l'AEV en fonction des nouvelles priorités régionales et conformément au rapport de la Chambre régionale des comptes qui préconise une meilleure cohérence entre la politique régionale d'aménagement du territoire et la préservation des espaces naturels et agricoles, accompagnée d'une optimisation des moyens financiers et humains.

Le nouvel Exécutif régional souhaite s'engager dans une politique plus ambitieuse de préservation et de développement des espaces ouverts, naturels et agricoles, en particulier avec la mise en place d'un bouclier « anti-mitage » destiné à préserver les terres agricoles et les paysages naturels en construisant prioritairement sur les friches industrielles et dans les « dents creuses ». L'objectif est d'inverser les tendances actuelles et d'aboutir à un accroissement des espaces naturels et agricoles à l'horizon des dix prochaines années. Cela suppose de mettre en cohérence les interventions et les priorités géographiques de l'AEV avec les objectifs à long terme du schéma directeur et de renforcer le rôle de la Région en tant qu'échelon de coordination des collectivités territoriales en matière d'espaces naturels.

Les services de la Région et l'Agence des espaces verts vont travailler en 2016 à l'élaboration d'un

Chapitre 907		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
75 - Politique de l'énergie					
75 - Politique de l'énergie					
Politique énergie-climat	HP75-001	45,700	19,000	8,100	21,900
	PJ75-001	10,000		8,500	
	PR75-001		13,000		
TOTAL		55,700	32,000	16,600	21,900
	hcdp	45,700	19,000	8,100	21,900
	cpj	10,000		8,500	
	cpr		13,000		

Chapitre 907		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
76 - Patrimoine naturel					
76 - Patrimoine naturel					
Agence des espaces verts	HP76-001	19,650	10,000	23,800	21,000
Parcs naturels régionaux	PJ76-002	2,500		3,500	2,500
	PR76-002		1,800		0,500
Protection des milieux naturels et des paysages	HP76-003	4,000	2,750	1,150	1,500
	PR76-003		0,250		
TOTAL		26,150	14,800	28,450	25,500
	hcdp	23,650	12,750	24,950	22,500
	cpj	2,500		3,500	2,500
	cpr		2,050		0,500

nouveau Plan Pluriannuel d'Investissement et d'Entretien (PPIE) sur 2016-2020, d'une nouvelle convention d'objectifs et de moyens et sur l'élaboration d'un document de référence à long terme, la « stratégie 2030 », qui permettra de programmer l'ouverture de nouveaux Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF), mais aussi d'évaluer la pertinence des PRIF existants et d'en abandonner certains qui ne se justifieraient plus. La nouvelle convention liant la Région et l'Agence devra également traduire un meilleur équilibre des moyens entre acquisition d'espaces nouveaux et gestion du patrimoine existant. De ce fait, le volume des acquisitions sera réduit en 2016.

Programme Parcs naturels régionaux

La Région réaffirme son soutien aux Parcs Naturels Régionaux (PNR) pour 2016. Au-delà du rôle de relais privilégiés pour l'équilibre de l'aménagement et le développement durable et économique des territoires ruraux, les PNR franciliens ont vocation à constituer de vrais laboratoires d'innovation, d'expérimentation et de démonstration. De nouveaux contrats de Parcs pluriannuels seront signés en 2016 dans cet esprit et avec un objectif d'optimisation des synergies.

Il est ainsi proposé, pour 2016, de doter cette action d'une enveloppe de **1,800 M€** en autorisations de programme, et de **3,000 M€** en crédits de paiement.

Programme Protection des milieux naturels et des paysages

Ce programme, doté de **3,000 M€** en autorisations de programme et de **1,500 M€** en crédits de paiement, permet à la Région d'endosser le rôle de chef de file pour la biodiversité que la loi MAPTAM lui a confié. A ce titre, elle intervient pour la préservation et la valorisation de la nature dans toutes ses composantes : sur les sites remarquables par la mise en place de réserves naturelles régionales, en aidant les acteurs locaux notamment les collectivités à restaurer des continuités écologiques, à réintroduire des espaces verts plus riches en biodiversité en ville, à aménager des liaisons vertes et des emprises végétalisées sur les infrastructures de transports.

77 - Environnement des infrastructures de transport

Programme Réseau routier

Une dotation de **3,800 M€** d'autorisations de programme est proposée en 2016 sur ce programme au titre de l'action "lutte contre le bruit", dédiée essentiellement à la réalisation de l'opération de protections phoniques A6-Qualité dans l'Essonne et à l'achèvement des travaux de protections acoustiques le long d'A4 et d'A86 sur Saint-Maurice-Maisons-Alfort-Créteil, et de **4,500 M€** de crédits de paiement au titre de l'ensemble des actions du programme.

Programme Réseau ferré

Il est proposé en autorisations de programme, **3,900 M€** afin de financer la poursuite du programme sur le réseau RATP et SNCF.

En crédits de paiement, un montant de **3,000 M€** permettra de financer essentiellement les travaux engagés les années antérieures, traitement des points noirs du bruit de Vaires-Chelles, pont métallique de Versailles-Chantiers.

Chapitre 907	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
77 - Environnement des infrastructures de transport				
77 - Environnement des infrastructures de transport				
Réseau routier				
Réseau ferré				
TOTAL				
hcdp				
cdp				
cpr				

78 - Autres actions

Programme Circulations douces

Une dotation de **17,000 M€** d'autorisations de programme et de **18,000 M€** en crédits de paiement est proposée en 2016, qui permettra à la Région de poursuivre la politique vélo définie dans le plan régional pour une mobilité durable (PRMD 2), notamment la réalisation d'opérations situées sur le réseau cyclable structurant régional du SDRIF et du PDUIF.

Il s'agira, en particulier, de traiter les coupures et les franchissements qui sont un obstacle à la création d'itinéraires continus. Les aménagements financés permettront d'améliorer les déplacements des vélos au quotidien, et d'assurer la sécurité des cyclistes qui sont des usagers vulnérables de la route.

On peut citer, par exemple, la réalisation d'une liaison vélo entre gares à Maisons-Alfort (94), un itinéraire cyclable le long de la RD2 à Vernouillet (78), la poursuite de l'aménagement des boucles du Vexin (95) et des berges du Canal de l'Ourcq (93).

Par ailleurs, la Région soutiendra la réalisation d'un réseau de vélo de loisirs et de tourisme. La dotation 2016 permettra de poursuivre l'aménagement des itinéraires inscrits au schéma régional des véloroutes et voies vertes, en particulier l'EuroVelo 3, sur laquelle la Région Ile-de-France est chef de file national, et la Véloscénie .

Enfin, la Région présentera en 2016 son nouveau plan Vélo, qui mettra en cohérence cette politique avec les principales compétences de la Région en matière d'aménagement du territoire, de développement économique, de sécurité et d'intermodalité.

Programme Lutte contre le bruit

Bruitparif est un observatoire régional qui mesure le bruit et permet ainsi de prioriser les travaux à mener sur des infrastructures et de fournir des données importantes pour les communes. Un volet "ondes" a récemment été lancé devant l'inquiétude des riverains face à ces questions de santé publique. Une dotation de **0,270 M€** permettra d'accompagner les investissements de la structure en 2016.

0,020 M€ en crédits de paiement sont par ailleurs prévus au titre des engagements antérieurs pour l'accompagnement des plans locaux contre le bruit.

Chapitre 907	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
78 - Autres actions					
78 - Autres actions					
Circulations douces	HP78-001	24,500	17,000	18,000	18,000
Lutte contre le bruit	HP78-002	0,400	0,270	0,310	0,020
TOTAL		24,900	17,270	18,310	18,020
	hcdp	24,900	17,270	18,310	18,020

CHAPITRE 908 - TRANSPORTS

81 - Transports en commun de voyageurs

810 - Services communs

Programme Accessibilité du réseau

Le Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) a pour objectif de rendre accessibles 143 gares du réseau francilien exploité par la SNCF. Les modalités de son financement sont fixées au travers d'une convention-cadre d'un montant total de 1,454 milliard d'euros CE 2009, votée en Conseil Régional (délibération CR 51-11 du 23 juin 2011). La Région s'est engagée à financer ce programme à hauteur de 25%, soit un montant de participation régionale de 363,500 M€ CE 2009, en complément du STIF (50%) et des maîtres d'ouvrage SNCF Réseau et SNCF Mobilités (25%). L'agenda d'accessibilité programmée, dit « Ad'AP », prévu par décret gouvernemental de mars 2014, et signé pour l'Ile-de-France entre le STIF et les maîtres d'ouvrage en 2015, est venu conforter le calendrier de mise en œuvre du SDA en stabilisant sa programmation technique.

Depuis 2011, une vingtaine de gares a, de fait, été rendue accessible. Les travaux sont engagés sur une cinquantaine d'autres gares. Pour assurer la montée en charge des travaux, et tenir ainsi le calendrier stabilisé de l'Ad'AP, il est prévu un budget de **20,000 M€** en autorisations de programme et en crédits de paiement pour poursuivre l'effort d'accessibilité des gares franciliennes. Cette action vient en complément des travaux d'accessibilité du réseau francilien RATP et SNCF réalisés de facto dans le cadre des travaux du programme des contrats de plan.

Programme Études et expérimentations

Il est proposé de doter ce programme de **7,200 M€** d'autorisations de programme et **2,000 M€** en crédits de paiement pour 2016, afin de donner un coup d'accélérateur au développement des véhicules propres en renforçant le développement des dispositifs de recharge à l'échelle de toute la Région. Un rapport-cadre sera présenté à l'automne 2016 afin de doter la Région des outils et moyens d'action qui lui permettront, en liaison avec ses partenaires, de mettre en œuvre cette ambition.

Par ailleurs, en cohérence avec nos compétences en matière de développement économique, la mise en œuvre des Plans de Déplacements Inter-entreprises (PDIE) sera poursuivie. L'année 2016 devrait aussi voir l'émergence des premiers PDE universitaires au niveau des campus (Créteil et Orsay).

Cette dotation permettra également à la Région de renforcer son positionnement en matière d'innovation dans les transports, après l'appel à projets lancé en 2015, avec la perspective d'un second appel à projets pour 2016.

Chapitre 908	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
81 - Transports en commun de voyageurs	862,000	501,700	523,500	516,500
82 - Routes et voiries	58,000	66,100	59,000	36,000
87 - Sécurité	1,407		2,390	6,320
88 - Autres transports	46,500	7,500	9,000	10,000
TOTAL	967,907	575,300	593,890	568,820
hcdp	233,407	63,100	157,590	172,020
cdp			15,500	2,000
cpj	734,500	78,000	420,800	342,700
cpr		434,200		52,100

Chapitre 908	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
81 - Transports en commun de voyageurs					
810 - Services communs					
Accessibilité du réseau	HP810-001	20,000	20,000	14,500	20,000
	CP810-001		0,500		
Études et expérimentations	HP810-003	7,000	7,200	1,200	1,900
	PJ810-003		0,300		0,100
TOTAL		27,000	27,200	16,500	22,000
hcdp		27,000	27,200	15,700	21,900
cdp			0,500		
cpj			0,300		0,100

811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs

Programme Liaisons ferroviaires

L'année 2016 sera marquée par la relance des travaux d'aménagement de la rocade des tangentiels franciliennes. Après les travaux de la tangentielle légère nord (TLN) dont la mise en service est prévue en 2017, il s'agit de financer les premiers travaux de la tangentielle ouest (section Saint Cyr-Saint Germain-en-Laye) et la poursuite de ceux du Tram Train Massy-Evry (TTME).

De plus, le budget 2016 prévoit la modernisation des RER et de leurs gares, ainsi que des lignes « transilien », avec un niveau d'affectation de près de 100 M€ d'autorisations de programme. Les études d'avant-projet du Paris-Villeneuve Saint-Georges (opération visant à la déstructuration du nœud ferroviaire des gares Paris Lyon et Paris Bercy), pilotées par l'Etat et visant la refonte globale du nœud ferroviaire des gares de Lyon et de Bercy et par conséquent l'exploitation du RER D, seront notamment financées cette année.

Enfin, 2016 sera l'occasion de lancer de manière effective les conventions de financement pour la réalisation de l'électrification de la ligne P sur la branche Paris-Provins répondant à un besoin de modernisation de cette ligne et parallèlement d'engager le processus de changement du matériel roulant sur la branche Trilport - la Ferté-Milon.

Il est proposé un volume d'autorisations de programme de **174,500 M€** et de **145,000 M€** en crédits de paiement pour 2016, en lien avec l'avancement opérationnel des programmes RER et des tangentiels ferrées, notamment l'opération de la Tangentielle Nord (phase 1) dont les travaux des gares et du site de maintenance et de remisage doivent s'achever courant 2016, ainsi que les premiers travaux du prolongement d'Eole à l'Ouest ou encore les études PRO et les REA du projet TTME.

Programme Liaisons tramways

En 2016, les investissements en faveur des tramways seront importants, notamment en faveur du T3 à Porte d'Asnières et du T9 Paris-Orly.

Des crédits seront également nécessaires pour financer des études complémentaires pour le T1 à l'Est et les études opérationnelles du tramway T10 Antony-Clamart, mais aussi pour assurer la clôture budgétaire de lignes déjà en service (T5 et T6), suivant les conclusions des audits financiers pilotés par la Région et rendus en 2016.

Il est proposé en conséquence d'inscrire **74,000 M€** d'autorisations de programme, et **125,000 M€** de crédits de paiement pour assurer le solde du paiement de lignes déjà en fonctionnement (T6, T7 phase 1 et T8) et le paiement de travaux en cours (T3 Asnières et T4).

Programme Métro

Il s'agit en 2016 de financer deux prolongements de lignes de métro, le prolongement de la ligne 14 à la « Mairie de Saint Ouen » et l'affectation d'une première tranche de financement pour les travaux d'infrastructure du prolongement de la ligne 11 à Rosny-Bois Perrier.

Cette action permettra également d'assurer la mise en place des premières conventions de financements pour les travaux sur les interconnexions ferrées de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express avec le réseau SNCF et RATP.

Il est proposé d'inscrire en 2016 un montant d'autorisations de programme de **165,000 M€** et de **112,000 M€** en crédits de paiement afin d'honorer nos engagements en particulier sur la ligne 12 phase 1 (mise en service en décembre 2012), sur les lignes 4 phase 2 et 14 dont les travaux sont en cours, et sur la ligne 11 pour laquelle l'adaptation des stations existantes préalable à son prolongement est en cours.

Chapitre 908	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
81 - Transports en commun de voyageurs				
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs				
Liaisons ferroviaires				
HP811-004	20,000		2,000	1,000
CP811-004			3,000	
PJ811-004	274,000		120,000	135,000
PR811-004		174,500		9,000
Liaisons tramways				
HP811-005	45,000		15,000	30,000
CP811-005			5,000	
PJ811-005	200,000	8,000	150,000	65,000
PR811-005		66,000		30,000
Métro				
PJ811-006	125,000	55,000	75,000	107,000
PR811-006		110,000		5,000
Matériel roulant				
HP811-007			6,000	3,500
Suppression des passages à niveau				
HP811-009	8,000	8,000	6,000	5,000
TOTAL	672,000	421,500	382,000	390,500
hcdp	73,000	8,000	29,000	39,500
cdp			8,000	
cpj	599,000	63,000	345,000	307,000
cpr		350,500		44,000

Programme Matériel roulant

Une dotation de **3,500 M€** en crédits de paiement est inscrite en 2016 au titre des paiements à la SNCF relatifs à l'installation des écrans à bord des rames Francilien.

Programme Suppression des passages à niveau

En 2016, il est proposé d'inscrire **8,000 M€ d'autorisations de programme**, concernant en particulier la suppression du PN n°4 à Deuil-Montmagny dans le Val-d'Oise. Les études conduites par SNCF Réseau étant désormais suffisamment avancées, l'engagement concret des travaux pourrait intervenir en 2016.

Une dotation de **5,000 M€ de crédits de paiement** est proposée afin d'honorer les engagements antérieurs de la région.

812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires

Programme Grands pôles intermodaux

Les actions de ce programme visent à assurer la cohérence du réseau francilien, à travers le financement des pôles PDU dits de « niveau 1 », c'est-à-dire voyant transiter quotidiennement plus de 15 000 voyageurs et assurant une correspondance avec plusieurs lignes de transport.

Pour 2016, les autorisations de programme proposées à hauteur de **20,000 M€** permettront de solder la participation régionale pour des travaux en cours (pôles de Cergy Préfecture, Versailles-Chantiers), et suite aux audits financiers de clôture réalisés à l'initiative de la Région (pour les pôles de Massy, Noisy-le-Grand).

Il est également proposé un montant de crédits de paiement de **40,000 M€** pour 2016 pour financer les travaux en cours (notamment les pôles de Versailles-Chantiers, de Châtelet les Halles, de Rosa Parks et de Juvisy).

Programme Rénovations des gares

Ce dispositif est désormais pris en charge par le STIF. Une dotation de **1,500 M€** en crédits de paiements est prévue en 2016 afin d'honorer les engagements passés de la Région.

Programme Amélioration de l'accès aux gares

La mise en oeuvre de ces actions a été reprise par le STIF à compter du 1er janvier 2013.

Une dotation de **1,000 M€** en crédits de paiement est toutefois proposée en 2016 afin d'honorer les engagements passés de la Région.

Programme Lignes à grande vitesse

Dans le cadre de l'engagement des phases travaux d'Eole, il s'agira en 2016 de passer les conventions de travaux pour les mesures conservatoires de la Ligne Nouvelle Paris Normandie à réaliser dans le cadre des travaux du prolongement de la ligne E du RER. Ces financements s'inscrivent dans le cadre du CPIER vallée de la Seine pour un montant prévisionnel de **7,200 M€**.

Cette diminution significative des autorisations de programme sur cette action traduit non seulement le souhait d'avoir désormais un budget sincère mais également la volonté de l'exécutif de consacrer prioritairement ses moyens aux projets franciliens sans pour autant abandonner son intervention sur les lignes à grandes vitesses.

Il est proposé une dotation de **10,000 M€** en crédits de paiement, correspondant à l'achèvement de la seconde phase de la LGV Est.

Chapitre 908		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
81 - Transports en commun de voyageurs					
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires					
Grands pôles intermodaux	HP812-010	12,000	2,400	9,000	23,000
	CP812-010			1,000	
	PJ812-010	59,000	15,000	40,000	16,900
	PR812-010		2,600		0,100
Rénovations des gares	HP812-011			3,000	1,500
Amélioration de l'accès aux gares	HP812-012			2,000	1,000
Lignes à grande vitesse	HP812-013			10,000	9,000
	PJ812-013	20,000		2,000	0,500
	PR812-013		7,200		0,500
TOTAL		91,000	27,200	67,000	52,500
	hcdp	12,000	2,400	24,000	34,500
	cdp			1,000	
	cpj	79,000	15,000	42,000	17,400
	cpr		9,800		0,600

818 - Autres transports en commun

Programme Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport

En 2016, il est proposé de doter ce programme de **2,000 M€** d'autorisations de programme et de **0,500 M€** en crédits de paiement au titre de l'action « PLD et actions territoriales ».

Au titre des PLD :

Les Plans Locaux de Déplacements (PLD) visent à satisfaire les besoins de mobilité tout en préservant l'environnement. La Région est associée à l'élaboration du PLD et exprime en tant que personne publique associée (PPA) un avis sur le document arrêté. Cet avis est intégré au dossier d'enquête publique.

Les dernières évolutions législatives introduites par les lois du 27 janvier 2014 relatives à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM, et du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République, dite loi NOTRe impactent la configuration du territoire francilien : de nouveaux EPCI sont créés, d'autres maintenus ou modifiés. La Région sera ainsi amenée à travailler avec de nouveaux partenaires locaux.

La Région entend poursuivre pleinement son rôle d'appui aux EPCI dans leur démarche d'élaboration de PLD et par conséquent soutiendra la mission de pilotage et d'études menée par les territoires.

Au titre des actions territoriales :

La Région soutient également la réalisation de projets d'amélioration de desserte en transport public de certains équipements à vocation régionale tels que les établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ), les universités et grandes écoles en Ile-de-France, les grands établissements de soins publics, notamment les hôpitaux, les parcs naturels régionaux, les îles de loisirs.

Programme Développement et amélioration des sites propres pour autobus

Les projets destinés à développer et améliorer les sites propres pour autobus figurant dans le Contrat de Plan État-Région, signé le 19 juillet 2015 (CPER 2015-2020), contribuent au développement d'un réseau de transport structurant renforçant la desserte locale. Ils participent à la valorisation de l'espace public grâce à un partage multimodal de la voirie.

Ces aménagements de partage multimodal de la voirie contribuent à la construction d'un réseau de transport en commun efficace. Ils doivent donc être privilégiés afin d'améliorer la mobilité des Franciliens, en particulier pour les territoires bénéficiant d'un maillage insuffisant pour l'accès aux pôles d'attractivité tels que les gares et les zones d'emploi.

Une dotation de **23,800 M€** en autorisations de programme et de **41,000 M€** en crédits de paiement est proposée en 2016 sur ce programme qui permettra tout particulièrement de poursuivre la réalisation des projets prioritaires que sont les bus en sites en propre, tels que :

- le TZen 3 entre Paris et Pavillon-sous-Bois;
- le TZen 5 Vallée de la Seine entre Paris et Choisy-le-Roi ;
- le TZen 4 entre Viry-Châtillon et Corbeil-Essonnes pour le démarrage des travaux ;
- le TZen du Mantois ;
- le TCSP Altival ;
- le TCSP Esbly - Chessy – Val d'Europe, pour la poursuite des études.

La Région participera également à la réalisation des voies dédiées sur autoroutes identifiées dans le programme prioritaire annoncé par la Région, l'État et le STIF et inscrites au CPER telles que les voies situées sur l' A12 et sur l' A3. Il est également envisagé de lancer une étude d'insertion de voies bus sur A86.

Chapitre 908		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
81 - Transports en commun de voyageurs					
818 - Autres transports en commun					
Études d'amélioration et de développement de l'offre de transport	HP818-014	2,000	2,000	1,000	0,500
Développement et amélioration des sites propres pour autobus	HP818-015	57,000		15,000	28,000
	PJ818-015	10,000		25,000	10,000
	PR818-015		23,800		3,000
Aménagement de voirie pour autobus	HP818-016	3,000		17,000	10,000
TOTAL		72,000	25,800	58,000	51,500
	hcdp	62,000	2,000	33,000	38,500
	cpj	10,000		25,000	10,000
	cpr		23,800		3,000

Programme Aménagement de voirie pour autobus

Ces différents dispositifs étant achevés (Réseau principal PDU, Plan Espoir banlieues - volet bus et aide à l'exploitation du réseau), aucune autorisation de programme n'est inscrite pour 2016. Une dotation en crédits de paiement de **10,000 M€** est toutefois inscrite sur l'ensemble du programme pour honorer les engagements passés de la Région.

82 - Routes et voiries

821 - Voirie nationale

Programme Aménagement des infrastructures de voirie nationale

En 2016, la Région affirme le retour d'une ambition forte de lutte contre la congestion routière, source de pollution, de perte de temps pour les usagers et de baisse de compétitivité pour nos entreprises.

Cette ambition se traduira par une accélération des projets routiers du CPER 2015-2020 et l'élaboration d'une politique en faveur d'un usage plus fluide et efficace du réseau existant. Ces points seront précisés dans les prochains mois par la présentation du nouveau plan routes régional devant le Conseil Régional.

Le programme sera ainsi doté pour cette année de **47,100 M€** d'autorisations de programme et de **20,000 M€** en crédits de paiement pour l'ensemble des actions (déviations d'agglomérations, rocade, points de congestion, desserte routière des ports). Ces dotations contribueront à l'élaboration d'une politique en faveur d'un usage plus fluide et efficace du réseau existant.

Il est ainsi proposé de consacrer une enveloppe de 20,500 M€ afin d'accélérer le chantier d'élargissement de la Francilienne entre A4 et la RN4 en Seine-et-Marne, la réalisation du contournement nord-est de Roissy ainsi que l'aménagement de l'échangeur A14-A86 à Nanterre comprenant l'enfouissement des bretelles et le traitement des abords. En outre, il est proposé de participer à la remise en service de la voie réservée ouverte aux heures de pointe sur le tronçon commun A4-A86, principal point de congestion de France. A cet effet, des discussions seront conduites avec l'État dans les meilleurs délais.

La déviation de la RN 19 à Boissy-Saint-Léger qui est le principal chantier routier en cours en Ile-de-France nécessitera également une dotation de 20,000 M€.

Par ailleurs, une enveloppe de 4,500 M€ permettra de financer un ensemble d'opérations destinées à améliorer le fonctionnement du réseau existant et à supprimer des points noirs de la circulation, telles que l'aménagement du diffuseur A 86/RN 118 à Vélizy, des études relatives au réaménagement du carrefour Pleyel à Saint-Denis et le réaménagement du pôle Gare et de la tête de pont de Villeneuve-Saint-Georges.

Enfin, une enveloppe de 2,100 M€ sera consacrée au financement des travaux de desserte du port de Bonneuil-sur-Marne par la RN 406.

Chapitre 908		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
82 - Routes et voiries					
821 - Voirie nationale					
Aménagement des infrastructures de voirie nationale	HP821-001	18,000	2,500	28,000	15,000
	CP821-001			5,000	2,000
	PR821-001		44,600		3,000
TOTAL		18,000	47,100	33,000	20,000
	hcdp	18,000	2,500	28,000	15,000
	cdp			5,000	2,000
	cpr		44,600		3,000

823 - Voirie départementale

Programme Aménagement des infrastructures de voirie départementale

En 2016, au titre des mesures nouvelles, la Région mettra en œuvre une relance ambitieuse du programme d'aménagement des itinéraires d'intérêt régional majeur sur la voirie départementale.

A cette fin, il est proposé de doter ce programme d'une enveloppe de **15,000 M€** d'autorisations de programme et de **9,000 M€** en crédits de paiement.

Il s'agira essentiellement de mettre en œuvre les projets du SDRIF et du PDU, comme l'avenue du Paris dans le Val d'Oise ou le lancement d'études relatives aux nouveaux franchissements de Seine dans l'Essonne et le Val-de-Marne.

Ce programme sera présenté plus précisément dans le futur plan Route et sera décliné conformément aux orientations législatives récemment adoptées pour préciser les compétences des régions.

825 - Sécurité routière

Programme Aménagements de sécurité

Une dotation de **4,000 M€** en autorisations de programme et de **7,000 M€** en crédits de paiement est proposée en 2016 sur ce programme qui ne comporte aucune action sur voirie nationale dans la mesure où l'État n'a formulé aucune demande en ce sens. La dotation sera donc consacrée aux opérations sur routes départementales et permettra à la Région de soutenir d'une part, les projets portant sur l'infrastructure et la mise en œuvre des travaux d'aménagement des sites dangereux avérés et, d'autre part, les actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables aux abords immédiats des établissements recevant du public et à limiter les comportements à risque.

Chapitre 908	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
82 - Routes et voiries				
823 - Voirie départementale				
Aménagement des infrastructures de voirie départementale	HP823-003	15,000	15,000	14,000
TOTAL		15,000	15,000	14,000
hcdp		15,000	15,000	14,000
				9,000

Chapitre 908	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
82 - Routes et voiries				
825 - Sécurité routière				
Aménagements de sécurité	HP825-004	25,000	4,000	11,500
	CP825-004			0,500
TOTAL		25,000	4,000	12,000
hcdp		25,000	4,000	11,500
cdp				0,500
				7,000

87 - Sécurité

Programme Amélioration de la sécurité dans les transports en commun

En 2016, la Région Île-de-France a révisé ses modalités d'intervention en matière de sécurité en adoptant la délibération n°CR 10-16 du 21 janvier 2016. L'adoption de cette délibération est une première étape dans la constitution du bouclier de sécurité qui recouvre plusieurs domaines et niveaux d'intervention. Sous l'impulsion de Valérie Pécresse, le conseil régional met ainsi tout en œuvre pour, à son niveau et dans le cadre de ses compétences, soutenir l'État dans la lutte contre le terrorisme et renforcer la sécurité au quotidien des franciliens. Le budget 2016 de la délégation sécurité traduit une volonté forte d'action et une approche nouvelle de l'intervention régionale dans ce champ d'action pour lequel la Région a fait le choix de consacrer d'avantage de moyens.

La sécurité dans les transports franciliens est une nécessité. Il est proposé notamment de soutenir :

- la création d'une véritable police régionale des transports avec un poste de commandement intégré, unique et commun entre la Police et les différents opérateurs ;
- un grand plan de vidéo-protection au service des Franciliens, dans toutes les lignes de transports et dans toutes les gares, avec visionnage en direct par des personnes habilitées ;
- un renforcement des effectifs de sécurité dans les transports, via le STIF et les opérateurs de transports.

En crédits de paiement, il est proposé une dotation de **6,320 M€** pour continuer à couvrir les engagements pris par la Région dans le cadre de la convention RIF-SNCF d'avril 2011 et de la convention avec le STIF de janvier 2011 pour les équipements de sécurité dans les transports publics franciliens et la géolocalisation des bus du réseau Optile.

88 - Autres transports

883 - Transports fluviaux

Programme Aménagement et modernisation des voies navigables

L'année 2016 doit permettre de poursuivre les investissements entamés pour la modernisation et la fiabilisation des voies navigables dans le cadre du nouveau Contrat de Plan avec l'État ; il est proposé d'inscrire une enveloppe de **3,200 M€** pour l'année 2016. Ces investissements seront notamment destinés à la poursuite du projet Mageo ainsi qu'aux travaux de l'écluse du Coudray-Montceaux.

Il est également proposé une dotation de **7,000 M€** en crédits de paiement.

Chapitre 908	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
87 - Sécurité				
87 - Sécurité				
Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	HP87-001	1,407	2,390	6,320
TOTAL		1,407	2,390	6,320
hcdp		1,407	2,390	6,320

Chapitre 908	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
88 - Autres transports				
883 - Transports fluviaux				
Aménagement et modernisation des voies navigables	HP883-001	1,000		
	PJ883-001	9,350	5,750	6,000
	PR883-001	2,200		1,000
TOTAL		9,350	5,750	7,000
hcdp		1,000		
cpj		9,350	5,750	6,000
cpr		2,200		1,000

884 - Transports ferroviaires de marchandises

Programme Logistique urbaine

Depuis 2012 et le vote du nouveau PDU en 2014, la Région mène une politique ambitieuse afin de mieux maîtriser la logistique urbaine durable. Elle mobilise ses efforts autour d'actions opérationnelles et présentant des résultats concrets sur les territoires.

En 2016, la Région poursuivra sa démarche volontariste dans ce domaine en proposant des appels à projets auprès des collectivités et des entreprises, afin de faire émerger des concepts innovants de logistique urbaine. Plusieurs concepts sont étudiés comme la création d'hôtels logistiques, de centres de distribution urbaine, l'implantation de boîtes à colis dans les rez-de-chaussées des immeubles. L'ambition étant d'intégrer les enjeux de logistique urbaine dans l'aménagement ou le réaménagement de quartiers, d'optimiser l'utilisation des espaces pour des services urbains de proximité ou améliorer les chaînes logistiques afin de les rendre plus vertueuses.

Elle encouragera également le report modal en soutenant les entreprises qui souhaitent davantage utiliser les modes ferroviaires et fluviaux, et accompagner des projets visant à améliorer les performances des chaînes logistiques sur le « dernier kilomètre », en particulier au travers du dispositif d'aide de VNF.

L'ensemble de ces actions représente un montant prévisionnel de **2,370 M€** en autorisations de programme et **0,500 M€** en crédits de paiement.

885 - Liaisons multimodales

Programme Développement du transport multimodal

Afin de poursuivre son engagement pour le développement du transport multimodal en Ile-de-France, la Région souhaite continuer ses investissements réalisés dans le cadre du Contrat de Plan avec l'Etat et HAROPA-Ports de Paris. Il est proposé de poursuivre le maillage du réseau portuaire par des opérations de création et réhabilitation des ports urbains et des plateformes portuaires multimodales telles que Port Seine Métropole Ouest (PSMO), le port de Vitry-sur-Seine (aux Ardoines en lien avec le chantier du métro automatique de la SGP), et d'améliorer la desserte ferrée des ports grâce à la modernisation des passages à niveau pour un montant prévisionnel de **1,930 M€** en autorisations de programme et **2,500 M€** en crédits de paiement.

Chapitre 908		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
88 - Autres transports					
884 - Transports ferroviaires de marchandises					
Aménagement et développement de liaisons ferroviaires	CP884-002			0,500	
	PJ884-002	0,500		0,500	
Logistique urbaine	HP884-006		1,000		0,300
	PJ884-006	6,300		0,500	0,200
	PR884-006		1,370		
TOTAL		6,800	2,370	1,500	0,500
	hcdp		1,000		0,300
	cdp			0,500	
	cpj	6,800		1,000	0,200
	cpr		1,370		

Chapitre 908		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
88 - Autres transports					
885 - Liaisons multimodales					
Développement du transport multimodal	PJ885-003	24,200		1,500	2,000
	PR885-003		1,930		0,500
Plateformes de transport combiné	PJ885-004	6,150		0,250	
TOTAL		30,350	1,930	1,750	2,500
	cpj	30,350		1,750	2,000
	cpr		1,930		0,500

CHAPITRE 909 - ACTION ÉCONOMIQUE

91 - Interventions économiques transversales

Programme Soutien à la création et au développement des entreprises

Ce programme regroupe l'ensemble des outils de financement des entreprises : capital amorçage et investissement, prêts d'honneur (dont un nouveau dispositif de prêts dédiés aux libraires), garanties d'emprunt (en partenariat avec la BPI), aides aux entreprises en difficulté (Rebonds), ainsi que les investissements dans les Points d'Accueil à la Création d'Entreprises (PACE) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Il est proposé de doter ce programme de **29,500 M€** en autorisations de programme et **11,650 M€** en crédits de paiement.

Programme Appui au développement économique des territoires

Dans le cadre renouvelé de la loi NOTRe et au regard d'une moindre présentation de dossiers de la part des collectivités, **3,000 M€** d'autorisations de programme sont proposées pour les projets relatifs à l'appui au développement économique des territoires, ce qui représente un niveau soutenu par rapport aux affectations votées en 2015 (2,204 M€ d'autorisations de programme votées).

Ces montants permettront de construire ou réhabiliter des bâtiments dédiés au parcours résidentiel du créateur d'entreprises, notamment pour des friches industrielles.

La dotation en crédits de paiement, de **5,800 M€**, permettra la couverture des engagements passés sur ce programme.

Programme Economie sociale et solidaire

Ce programme regroupe les outils de financement des entreprises sociales et solidaires (garantie France Active, prêt d'honneur Adie) ainsi que le soutien en investissement des projets portés par les Structures d'Insertion par l'Activité Économique. Il fera l'objet d'une enveloppe de **1,400 M€** en autorisations de programme et de **1,500 M€** en crédits de paiement.

Chapitre 909	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
91 - Interventions économiques transversales	64,620	33,900	33,800	18,950
92 - Recherche et innovation	72,500	51,900	50,200	59,970
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5,600	5,500	1,750	3,830
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	26,380	28,700	12,200	19,350
95 - Tourisme et thermalisme	5,000	4,000	3,500	4,000
TOTAL	174,100	124,000	101,450	106,100
hcdp	168,600	122,000	76,663	81,475
cpj	5,500		24,787	21,100
cpr		2,000		3,525

Chapitre 909	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
91 - Interventions économiques transversales					
91 - Interventions économiques transversales					
Soutien à la création et au développement des entreprises	HP91-001	49,120	29,500	24,300	11,650
	PJ91-001		1,500		
Appui au développement économique des territoires	HP91-002	13,500	3,000	5,000	4,500
	PJ91-002		1,000		1,300
Economie sociale et solidaire	HP91-003	2,000	1,400	2,000	1,500
TOTAL		64,620	33,900	33,800	18,950
hcdp		64,620	33,900	31,300	17,650
cpj			2,500		1,300

92 - Recherche et innovation

Programme Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

L'enveloppe de **5,500 M€** prévue en autorisations de programme (**4,525 M€** en crédits de paiement) sera entièrement mobilisée pour l'appel à projets SÉSAME 2016, qui vise à soutenir des équipements de recherche dits "mi-lourds" (dont le montant est compris entre 0,200 M€ et 5,000 M€ HT) des laboratoires publics.

Programme Soutien à l'innovation technologique

Il est prévu pour le programme relatif à l'innovation technologique un montant de **8,500 M€** en autorisations de programme afin d'aider les PME dans la réalisation de leurs projets de recherche - développement et innovation (de la preuve du concept à la mise en oeuvre d'expérimentations). Cette dotation permettra d'alimenter le Fonds Régional pour l'Innovation et la Conversion Ecologique et Sociale destiné à la mise en oeuvre des Aides à l'Innovation Responsable (AIR), des Aides à la MAturation de projets innovants (AIMA) et des Aides à l'eXPérimentation (AIXPé).

Programme Soutien aux pôles de compétitivité

Le budget dédié au soutien aux projets collaboratifs de recherche et développement des pôles de compétitivité (projets issus des appels à projets FUI, FEDER, IRT...) est en légère augmentation par rapport à l'exécution 2015 (20,806 M€) pour atteindre **21,000 M€** en autorisations de programme et **19,860 M€** en crédits de paiement. Le soutien à la recherche-développement et innovation des PME est un axe fort de la politique régionale en faveur de l'innovation.

En 2013 et 2014 ont été renouvelés les engagements de l'État et de la Région en faveur des pôles de compétitivité avec la signature de leurs Contrats de Performance pour une nouvelle période 2014-2019. 2016 est l'année de l'évaluation à mi-parcours de cette phase 3 des pôles.

Programme Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)

Une enveloppe de **14,100 M€** en AP sera mobilisée à titre transitoire jusqu'à la définition en 2016 d'une nouvelle liste de Domaines d'intérêt Majeur afin de mettre à la disposition des acteurs scientifiques impliqués dans les DIM à la fois des petits et moyens (dont le montant unitaire est inférieur à 0,200 M€ HT) et des équipements de plus grande envergure, dits "mi-lourds" (d'un coût compris entre 0,200 M€ et 5,000 M€ HT).

Cette enveloppe permettra également d'apporter une participation régionale de **2,700 M€** au programme d'investissement 2016 du groupement d'intérêt public (GIP) Genopole, à la fois pour l'acquisition d'équipements mi-lourds pour les laboratoires du site et pour mener des travaux d'aménagement de locaux facilitant l'accueil d'entreprises liées aux biotechnologies.

La dotation en CPI sur ce programme est fixée à **28,195 M€** pour 2016.

Programme Soutien au dialogue Sciences- Société

Une enveloppe de **0,100 M€** en autorisation de programme (**0,090 M€** en crédits de paiement) permettra le soutien en investissement, complémentaire à celui prévu en fonctionnement, des actions en faveur de la diffusion de la culture scientifique portées par les acteurs franciliens et retenues à l'issue d'une procédure annuelle d'appel à projets.

Chapitre 909		Autorisations de programme		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
92 - Recherche et innovation					
92 - Recherche et innovation					
Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)	HP92-001	4,500	5,500	1,025	2,000
	PJ92-001	5,000		4,000	2,000
	PR92-001				0,525
Soutien à l'innovation technologique	HP92-002	12,000	6,500	7,100	6,000
	PJ92-002	0,500		0,600	0,300
	PR92-002		2,000		1,000
Soutien aux pôles de compétitivité	HP92-005	27,000	21,000	12,500	19,860
Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)	HP92-006	23,400	16,800	8,198	9,195
	PJ92-006			16,687	17,000
	PR92-006				2,000
Soutien au dialogue Sciences-Société	HP92-007	0,100	0,100	0,090	0,090
TOTAL		72,500	51,900	50,200	59,970
	hcdp	67,000	49,900	28,913	37,145
	cpj	5,500		21,287	19,300
	cpr		2,000		3,525

93 - Agriculture, pêche et agro-industrie

Programme Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire

Ce programme qui comporte deux actions va en 2016 s'enrichir de nouveaux dispositifs. Il convient de valoriser l'activité agricole en créant des pôles d'excellence agricole et en soutenant des initiatives innovantes et environnementales. Ainsi, l'Ile-de-France avec 250 000 hectares de forêt de production dont 10 000 hectares sont la propriété de la Région dispose d'un potentiel important pour relancer la filière bois, il s'agit du premier nouvel objectif.

Afin de s'inscrire pleinement dans la démarche de valorisation de l'activité agricole inscrite dans le programme de l'exécutif, les dispositifs du programme de développement rural seront revus et augmentés. Deux nouveaux dispositifs seront proposés. L'un concernera le renforcement des liens entre la recherche et les pratiques agricoles, le recours à l'innovation, et la transposition de solutions innovantes dans les exploitations agricoles. L'autre s'attachera à soutenir les investissements, la mise en œuvre d'actions individuelles ou collectives innovantes et pertinentes pour les entreprises de l'agroalimentaire.

Au total, la dotation du programme est de **4,800 M€** en autorisations de programme et de **3,600 M€** en crédits de paiement.

Programme Agriculture et Environnement

Une dotation de **0,700 M€** en autorisations de programme et de **0,230 M€** en crédits de paiement sur ce programme pour 2016 traduit la priorité régionale de créer des pôles d'excellence agricole. Ceux-ci permettront la diversification des productions et des pratiques pour répondre aux enjeux environnementaux et climatiques ainsi que la prévention, la limitation et une meilleure gestion des crises sanitaires et économiques. En ce qui concerne l'agriculture périurbaine, il s'agit de préserver les terres agricoles soumises à une forte pression foncière afin de favoriser les circuits courts et le maraîchage.

94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services

Programme Soutien à l'industrie et aux autres services

Ce programme concerne exclusivement le dispositif PM'up, qui permet d'accompagner le développement des PME/PMI de croissance durant un parcours de 3 ans pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement ambitieuse et responsable.

Pour soutenir la création d'emplois dans ces entreprises, la Région mobilise une subvention pouvant atteindre 250 000 € sur trois ans.

Une dotation de **27,820 M€** en autorisations de programme et de **18,800 M€** en crédits de paiement est proposée pour 2016.

Programme Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art

Ce programme vise à soutenir les investissements des entreprises commerciales et artisanales.

Les projets doivent permettre aux entreprises artisanales d'augmenter le niveau de protection de l'environnement découlant de leurs activités, en allant au-delà de la simple mise aux normes. Ils doivent également favoriser le maintien ou l'implantation de commerces de proximité.

Une dotation de **0,880 M€** en autorisations de programme et de **0,550 M€** en crédits de paiement est proposée sur ce programme pour 2016.

Chapitre 909	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie					
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie					
Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	HP93-001	4,900	4,800	0,650	3,100
	PJ93-001			1,000	0,500
Agriculture et Environnement	HP93-004	0,700	0,700	0,100	0,230
TOTAL		5,600	5,500	1,750	3,830
	hcdp	5,600	5,500	0,750	3,330
	cpj			1,000	0,500

Chapitre 909	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services					
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services					
Soutien à l'industrie et aux autres services	HP94-001	26,000	27,820	12,000	18,800
Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	HP94-002	0,380	0,880	0,200	0,550
TOTAL		26,380	28,700	12,200	19,350
	hcdp	26,380	28,700	12,200	19,350

95 - Tourisme et thermalisme

Programme Fonds de Développement Touristique Régional (FDTR)

L'activité du secteur touristique, avec 45 millions de visiteurs accueillis et plus de 600 000 emplois directs et induits, est un atout majeur pour l'économie régionale. Bien que fortement concurrencée, « Paris-Ile-de-France » reste la première mondiale et le secteur continue à se développer et à créer des emplois. Cette situation favorable ne doit toutefois pas conduire à occulter les menaces liées, d'une part, au renforcement des destinations concurrentes traditionnelles et à l'émergence de nouvelles et, d'autre part, à l'évolution propre du secteur.

Dans ce contexte, l'année 2016 verra la poursuite des actions menées dans le cadre du Fonds de développement touristique régional (FDTR), mis en place par la délibération du 28 juin 2012.

Doté de **4,000 M€** en autorisations de programme et en crédits de paiement, ce dispositif est destiné à soutenir le développement de cette activité, en finançant des projets structurants, créateurs d'emploi et d'intérêt régional, notamment dans le domaine de l'hébergement avec une priorité affirmée par les jeunes et les familles. A cet effet, il s'appuiera sur la mobilisation d'autres financements privés et publics afin de faire jouer un « effet de levier ».

Chapitre 909	Autorisations de programme		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
95 - Tourisme et thermalisme					
95 - Tourisme et thermalisme					
Fonds de Développement Touristique Régional (FDTR)	HP95-001	5,000	4,000	3,500	4,000
TOTAL		5,000	4,000	3,500	4,000
hcdp		5,000	4,000	3,500	4,000

CHAPITRE 930 - SERVICES GÉNÉRAUX

02 - Administration générale

0201 - Personnel non ventilé

Programme Frais de personnel

La dotation de ce programme s'établit à **117,980 M€** en crédits de paiement.

Ce budget comprend la dotation relative aux frais de personnel à hauteur de 116,440 M€, établie sur la base de l'exécution des crédits 2015, ainsi que des évolutions obligatoires et réglementaires exogènes (glissement vieillesse technicité et extension en année pleine des mesures nouvelles et réglementaires 2015). Il intègre également des mesures nouvelles liées au renforcement de la politique d'apprentissage et à l'intégration des dépenses liées à la mise en place du Schéma Directeur d'Informatisation des Lycées (SDIL ; 0,400 M€), correspondant à une nouvelle compétence pour la Région. L'évolution de la dotation est ainsi marquée par un effort de gestion permettant de limiter l'évolution de la masse salariale à 1%. Elle résulte d'une compensation des effets contraints sur les rémunérations (GVT, mesures réglementaires, etc) par la mise œuvre de mesures d'économies, dont notamment la mise en place à l'échelle régionale du non-remplacement de fonctionnaires partant à la retraite (-25) et la suppression d'emplois vacants (-25).

Le programme Frais de personnel présente également une dotation de 1,540 M€ au titre des œuvres sociales. Cette enveloppe intègre notamment, pour un montant équivalent à la dotation 2015, l'évolution des demandes des agents et la poursuite des actions liées à la convention signée avec le FIPHFP (intégralement couvertes par une recette).

Programme Assistance technique

Les dépenses liées à l'assistance technique, dans le cadre du transfert de l'autorité de gestion des Fonds Européens, s'élèvent à **0,420 M€**, étant précisé que ces dépenses font l'objet d'un remboursement.

Chapitre 930	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale	67,092	62,467	192,949	195,232
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales	5,525	3,510	4,380	3,199
TOTAL	72,617	65,977	197,329	198,431
hcdp	72,617	65,777	197,329	198,231
cpr		0,200		0,200

Chapitre 930	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale				
0201 - Personnel non ventilé				
Frais de personnel HP0201-007			116,807	117,980
Assistance technique HP0201-027			0,500	0,420
TOTAL			117,307	118,400
hcdp			117,307	118,400

0202 - Autres moyens généraux

Programme Communication institutionnelle

En fonctionnement, le budget 2016 dédié à la communication institutionnelle sera de **8,600 M€** en autorisations d'engagement, ce qui représente une baisse de -25% par rapport au budget 2015 et de -5% par rapport à l'exécution 2015, et de **8,770 M€** en crédits de paiement.

Ces crédits sont affectés aux moyens d'information (éditions, site iledefrance.fr et autres supports numériques), aux campagnes et événements auxquels participe la Région.

Par ailleurs, une enveloppe de **0,170 M€** en crédits de paiement est inscrite sur ce programme afin de couvrir le paiement des engagements pris antérieurement au titre de la campagne d'appel à candidatures du Conseil Régional des Jeunes (CRJ).

Programme Dépenses associées aux frais de personnel

Ce programme est doté de 3,965 M€ en autorisations d'engagement et 4,005 M€ en crédits de paiement. Ce budget est reconduit tout en permettant de développer les actions nécessaires à l'accompagnement des agents dans les perspectives de changements organisationnels.

- le programme de formation qui se décompose en plusieurs axes : les formations individuelles, les formations liées aux métiers, celles liées aux contrats d'apprentissage ainsi que la formation des emplois d'avenir (1,315 M€) ;
- les autres dépenses d'action sociale comprenant le financement des frais bancaires liés aux prêts sociaux (0,015 M€) ;
- la subvention à l'ASCRIF (0,305 M€) ;
- les dépenses relatives à la communication interne à destination des agents de la Région (0,215 M€) ;
- les autres dépenses de personnel dont les frais liés au recrutement du personnel et au versement de la cotisation au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (0,790 M€) ;
- la participation de la Région à la restauration collective des agents (1,365 M€).

Programme Charges liées aux immeubles

La dotation sur ce programme s'établit à **26,247 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Ce montant cumule les loyers et charges pour 21,421 M€, mais également les impôts et taxes, l'entretien, les fluides, et les assurances pour un montant total de 4,826 M€.

Elle enregistre une diminution de 1,31% qui résulte essentiellement de l'ajustement de 3 à 2 % de la revalorisation prévisionnelle des loyers et des charges indexée à l'ICC et l'ILAT et de la réduction de la dotation pour l'entretien des immeubles et des installations. La diminution au titre du nouveau contrat d'assurances général passé fin 2015 et l'augmentation sur la consommation des fluides se neutralisent.

Programme Fonctionnement des services

La dotation pour ce programme s'établit à **12,761 M€** pour 2016 en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

A l'intérieur de cette enveloppe, un montant de 5,251 M€ est inscrit pour les moyens généraux (hors informatique et Assistance technique), en diminution de 4,53 % par rapport à 2015. Hors prestations intellectuelles et frais d'actes et de contentieux, cette dotation est en réduction de 7,05 %, traduisant les effets d'une régulation des crédits déjà active, cumulés aux mesures d'économies programmées au titre du plan d'actions de réduction et de gestion plus raisonnée des moyens des services, de la nouvelle mandature.

Chapitre 930		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale					
0202 - Autres moyens généraux					
Communication institutionnelle	HP0202-003	11,650	8,600	9,750	8,770
Dépenses associées aux frais de personnel	HP0202-004	3,936	3,965	3,936	4,005
Charges liées aux immeubles	HP0202-011	26,595	26,247	26,595	26,247
Fonctionnement des services	HP0202-012	11,700	12,761	11,700	12,761
Véhicules	HP0202-013	1,096	1,080	1,096	1,080
Subventions à divers organismes	HP0202-016	1,700	1,590	1,700	1,590
TOTAL		56,677	54,243	54,777	54,453
hcdp		56,677	54,243	54,777	54,453

Programme Véhicules

Le montant des autorisations d'engagement et des crédits de paiement inscrit sur ce programme s'élève à **1,080 M€**, en diminution de 0,016 M€ par rapport à celui voté en 2015. La mesure de réduction du parc automobile des élus, à effet immédiat en investissement, voit son impact différé en fonctionnement, bien qu'à ce titre, le poste de carburant baisse dès 2016.

Programme Subventions à divers organismes

La dotation inscrite sur ce programme de **1,590 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement est en diminution de 0,110 M€ par rapport à celle votée en 2015 participant à l'effort général de réduction des dépenses de fonctionnement de l'institution. Cette diminution sera répercutée sur chacune des aides versées aux organismes bénéficiaires, ARF, AMIF,..., unions régionales des organisations syndicales représentatives.

021 - Conseil régional

Programme Jeunesse et vie associative

Pour ce programme, il est proposé d'inscrire **3,600 M€** en autorisations d'engagement.

Une dotation de 0,150 M€ est proposée pour la consultation et l'expression de la jeunesse francilienne vise à accompagner la transition du Conseil régional des Jeunes vers la constitution d'un réseau de la parole citoyenne de la jeunesse francilienne, avec une action régionale tournée sur les territoires.

Les crédits proposés visent en outre à soutenir des projets et événements en faveur de la Citoyenneté, des valeurs de la République et des expressions culturelles, pour 0,700 M€.

Une enveloppe de 0,600 M€ est également prévue dans le cadre du soutien à la lutte contre les discriminations, à la lutte contre toutes les formes de racisme et pour l'égalité femmes-hommes.

Par ailleurs, un montant de 0,200 M€ est consacré au financement des radios et télévisions locales, soutien qui s'adosse au FSER (Fonds de soutien à l'expression radiophonique), piloté par le ministère de la Culture.

Des crédits à hauteur de 0,150 M€ sont dédiés à l'animation numérique des champs d'action du secteur. Des « projets d'intérêt régional » seront labellisés afin de bénéficier d'une visibilité leur permettant d'étendre leurs sources de financement via du crowdfunding.

Des projets de territoires, basés sur un diagnostic des besoins, bénéficient d'une dotation de 1,200 M€ en autorisations d'engagement. Ils visent à renforcer l'action régionale en matière de Jeunesse et de vie associative sur certains territoires et plus particulièrement les communes rurales.

Enfin, il est proposé de doter le Centre Hubertine Auclert, centre de ressources pour la promotion de l'égalité femmes-hommes et porteur de l'observatoire régional des violences faites aux femmes, à hauteur de 0,600 M€.

En 2016, il est proposé une dotation de **5,705 M€** en crédits de paiement.

Programme Indemnités et charges

La dotation sur ce programme est inscrite pour un montant de **9,850 M€** en crédits de paiement, tenant compte notamment de l'augmentation prévue de certaines cotisations telles que l'IRCANTEC ou la cotisation vieillesse.

Chapitre 930		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale					
021 - Conseil régional					
Jeunesse et vie associative	HP021-005	5,406	3,600	3,806	5,705
Indemnités et charges	HP021-018			9,850	9,850
Société d'entraide des conseillers régionaux	HP021-019	1,440	1,470	1,440	1,470
Fonctionnement général du CR	HP021-020	2,310	1,956	2,310	1,956
Formation, information des élus régionaux	HP021-021	0,770	0,770	0,770	0,770
TOTAL		9,926	7,796	18,176	19,751
hcdp		9,926	7,796	18,176	19,751

Programme Société d'entraide des conseillers régionaux

Les crédits ouverts de **1,470 M€** sur ce programme sont destinés à assurer le versement par la Région de la subvention d'équilibre à la SECRIF (dépenses obligatoires) pour les allocations de retraite aux élus régionaux de la mandature 1986-1992 ayant cotisé pendant la durée de leur mandat. L'augmentation de 0,030 M€ par rapport au budget primitif 2015 correspond à une augmentation prévisible du nombre d'allocataires en 2016.

Programme Fonctionnement général du CR

Les mesures d'économies programmées au titre du plan d'actions pour la réduction des frais de fonctionnement des élus régionaux et des engagements de la charte éthique de la nouvelle mandature trouvent une application immédiate avec une réduction de 15,32 % de la dotation 2016 pour ce programme en autorisations d'engagement et en crédits de paiement par rapport à celle votée en 2015. Les trois enveloppes pour les frais de missions, de documentation, de réceptions et de représentation de l'assemblée régionale diminuent.

Programme Formation, information des élus régionaux

La dotation inscrite sur ce programme est reconduite pour un montant de **0,770 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement afin de permettre de répondre aux objectifs de développement de compétences des élus régionaux dans le cadre de l'exercice de leur mandat.

022 - Conseil économique, social et environnemental régional**Programme Indemnités et charges du CESER**

La dotation inscrite sur ce programme s'élève à **2,300 M€** et comprend 0,100 M€ dédiés à la formation des élus du CESER.

Programme Fonctionnement général du CESER

La dotation de **0,328 M€** inscrite sur ce programme en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est en diminution de 15,68%. Cette réduction des crédits pour le fonctionnement courant du CESER participe au processus de réduction global des dépenses de gestion courante engagé sur l'ensemble du budget régional par la nouvelle mandature.

Chapitre 930	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
02 - Administration générale				
022 - Conseil économique, social et environnemental régional				
Indemnités et charges du CESER HP022-022	0,100	0,100	2,300	2,300
Fonctionnement général du CESER HP022-023	0,389	0,328	0,389	0,328
TOTAL	0,489	0,428	2,689	2,628
hcdp	0,489	0,428	2,689	2,628

04 - Actions interrégionales, européennes et internationales

041 - Actions interrégionales

Programme Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale

L'axe de la Vallée de la Seine est stratégique pour le fonctionnement de l'Ile-de-France et sa façade maritime. L'État et les Régions ont travaillé en bonne entente sur les documents stratégiques dont la mise en œuvre est aujourd'hui traduite dans le CPIER Vallée de la Seine.

Dans un souci de simplification, les opérations interrégionales ont été intégrées dans les budgets sectoriels correspondants, permettant la disparition du fascicule budgétaire coopération interrégionale. Les actions de pilotage interrégional et d'aménagement sont rassemblées sous ce nouveau programme. Les crédits inscrits à ce titre au CPIER Vallée de la Seine s'élèvent à 3,633 M€ au global sur l'ensemble de la période contractuelle.

L'enveloppe 2016 de **0,200 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement permettra de financer le dispositif d'observation et d'études de la Vallée de la Seine ainsi que les actions de valorisation et de renforcement de l'attractivité économique du territoire qui seront déterminées en cours d'année par le Comité directeur État-Régions, auquel participe pleinement la Région Ile-de-France. La Région dispose désormais d'un budget qui permettra de répondre aux attentes des partenaires, après une année 2015 blanche.

042 - Actions européennes

Programme Actions européennes

La Région s'engagera dans une stratégie permettant de saisir les opportunités offertes par l'Union européenne et développera une politique d'influence à la hauteur des enjeux régionaux.

Cette ambition se traduira par la présentation à l'assemblée régionale d'un rapport-cadre portant une stratégie nouvelle et efficiente permettant prioritairement l'accès aux cofinancements européens vecteurs de croissance et de développement.

La Région accompagnera les porteurs de projets et mettra en synergie les acteurs locaux afin de mobiliser les cofinancements européens pour des projets franciliens.

Par ailleurs, des partenariats durables devront être développés avec des régions d'autres États membres afin de porter cette stratégie au-delà de l'Ile de France.

Ces nouveaux rapprochements avec des collectivités territoriales au rayonnement européen majeur seront favorisés et articulés autour de partenariats novateurs et ouverts aux acteurs franciliens, contribuant à l'essor de l'Ile-de-France et déclinés tout particulièrement dans les secteurs de la coopération économique, de l'éducation, de la cohésion sociale, du développement durable, de l'innovation et du développement technologique.

Chapitre 930	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales				
041 - Actions interrégionales				
Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale PR041-018		0,200		0,200
TOTAL		0,200		0,200
cpr		0,200		0,200

Chapitre 930	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales				
042 - Actions européennes				
Actions européennes HP042-004	1,400	0,800	0,805	0,304
TOTAL	1,400	0,800	0,805	0,304
hcdp	1,400	0,800	0,805	0,304

044 - Aide publique au développement

Programme Coopération décentralisée

L'ensemble des Coopérations décentralisées existantes feront l'objet d'une réévaluation. La formalisation de liens plus étroits et la mise en oeuvre de projets communs avec les collectivités et les populations du bassin méditerranéen, et notamment du Maghreb, constituera un axe fort de l'Exécutif régional.

Parallèlement, l'opportunité et les conditions d'une suspension des partenariats les moins actifs seront mises à l'étude. L'optimisation des interventions régionales et l'implication des acteurs franciliens, dans une démarche d'ouverture, de mutualisation des ressources et de recherche de retombées concrètes pour le territoire francilien, seront systématiquement recherchés. Dans tous ses engagements, la Région s'attachera à favoriser un retour sur le territoire francilien et recherchera autant que possible un cofinancement des projets de coopération par ses partenaires locaux.

La dotation proposée prévoit la prolongation jusqu'au 31 janvier 2017 des contrats des sept représentants arrivant à échéance le 30 juin 2016. Un travail d'uniformisation des modalités de portage, notamment par le recours à un opérateur unique, sera engagé afin de réduire significativement l'impact financier de ce dispositif de représentation.

Programme Solidarité internationale

Pour l'exercice 2016, il est proposé de ne pas doter les actions **Solidarité internationale (dispositif), Aide à la reconstruction et Fonds d'intervention d'urgence** en autorisations d'engagement, et de se concentrer sur les autorisations de programme.

En revanche, ce programme est doté des crédits de paiement nécessaires au mandatement des subventions votées lors des exercices précédents.

048 - Autres actions internationales

Programme Rayonnement international

L'action **Rayonnement international** n'est plus dotée qu'en CPI.

Une impulsion nouvelle sera donnée à la promotion de la **Francophonie** et pourra se décliner notamment sur les plans économique, culturel, scientifique et éducatif.

Après le retrait de la présidence du réseau Metropolis en décembre 2015, la Région limitera son engagement financier au seul versement de sa cotisation. Au-delà, l'utilité de l'engagement de la Région dans ces réseaux internationaux sera réévaluée. Outre Metropolis, sont concernées l'AFCCRE et Cités Unies France. Le versement de la cotisation à l'AIRF, aujourd'hui suspendu, pourra être reconsidéré au regard de la relance d'une action de soutien à la francophonie.

Programme Animation régionale

La Région restera présente dans le respect de son cadre budgétaire, auprès de certains acteurs franciliens de la coopération et de la solidarité internationale, en rationalisant ses interventions au titre de **l'animation régionale** et en encourageant des démarches concertées pour une meilleure visibilité et une plus grande efficacité. Les actions soutenues seront évaluées et optimisées. Il est proposé de maintenir la participation régionale au Salon des Solidarités et à la Semaine de la Solidarité internationale, qui permettent de donner une visibilité accrue à l'action de la Région et contribuent à la positionner comme acteur fédérateur des associations locales. En 2016, l'appui du secteur aux candidatures franciliennes aux JOP 2024 et à l'Exposition universelle sera poursuivi.

Chapitre 930	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales				
044 - Aide publique au développement				
Coopération décentralisée HP044-003	2,231	1,240	1,825	1,380
Solidarité internationale HP044-015	0,060		0,210	0,220
TOTAL	2,291	1,240	2,035	1,600
hcdp	2,291	1,240	2,035	1,600

Chapitre 930	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
04 - Actions interrégionales, européennes et internationales				
048 - Autres actions internationales				
Rayonnement international HP048-007	0,254	0,160	0,130	0,180
Animation régionale HP048-008	0,380	0,200	0,290	0,115
Méditerranée (dispositif) HP048-014	0,500	0,300	0,570	0,200
Coopération décentralisée hors APD HP048-017	0,700	0,610	0,550	0,600
TOTAL	1,834	1,270	1,540	1,095
hcdp	1,834	1,270	1,540	1,095

Programme Méditerranée (dispositif)

La dotation du dispositif **Méditerranée** est diminuée par rapport à l'exercice 2015, mais permettra la tenue d'une session en 2016. Parallèlement, l'exercice 2016 sera marqué par la réorientation du dispositif vers des projets à finalité économique.

Programme Coopération décentralisée hors APD

Il est proposé de réorienter la **coopération décentralisée dans les pays hors APD** vers des actions de coopération économique, en mobilisant tout particulièrement le partenariat avec Business France. L'accent sera fortement mis sur la valorisation des savoir-faire et des atouts de l'Ile-de-France et l'accès à de nouvelles opportunités d'affaires pour les acteurs franciliens. Un travail de prospection sur des zones non actuellement couvertes par des accords de coopération sera mené (en particulier les États-Unis, l'Inde, le Japon et la Chine).

CHAPITRE 931 - FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

10 - Services Communs

Programme Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Une dotation de **6,700 M€** en AE et de **7,220 M€** en CPF est prévue sur 2016 sur ce programme. Elle permettra le financement des mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage, suivantes :

- les frais de gestion déléguée de l'ASP (Agence de Services et de Paiement) et les frais de publicité des marchés publics ;
- le financement de Défi Métiers - GIP CARIF OREF francilien ;
- des opérations de promotion des métiers, de la formation et de l'emploi ;
- des projets innovants liés à l'animation et la coordination du Service Public Régional d'Orientation (SPRO).

Chapitre 931	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
10 - Services Communs	8,400	6,700	8,400	7,220
11 - Formation professionnelle	286,308	301,122	273,663	303,022
12 - Apprentissage	307,050	272,000	291,250	270,500
13 - Formations sanitaires et sociales	178,077	185,394	178,077	184,743
TOTAL	779,835	765,216	751,390	765,485
hcdp	774,479	763,644	746,034	763,913
cpj	5,356		5,356	0,500
cpr		1,572		1,072

Chapitre 931	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
10 - Services Communs					
10 - Services Communs					
Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage	HP10-002	5,900	5,200	5,900	5,720
	PJ10-002	2,500		2,500	0,500
	PR10-002		1,500		1,000
TOTAL		8,400	6,700	8,400	7,220
hcdp		5,900	5,200	5,900	5,720
cpj		2,500		2,500	0,500
cpr			1,500		1,000

11 - Formation professionnelle

Programme Accès à l'information et à l'orientation

Le programme est doté de **20,650 M€** en AE et de **22,300 M€** en CPF pour 2016.

Cette enveloppe permettra le financement des missions locales et d'autres acteurs spécifiques de l'accueil, l'information et l'orientation. Elle permettra également de soutenir les actions de VAE (validation des acquis de l'expérience) et les pôles d'information/conseil correspondants.

Programme Mesures d'insertion professionnelle

Le programme est doté de **49,900 M€** en AE et de **48,500 M€** en CPF pour le financement des actions d'insertion professionnelle.

Cette dotation permettra de financer les programme « Avenir jeunes : les Espaces dynamiques d'insertion et les Pôles de projet professionnel » ainsi que les Écoles de la 2^{ème} chance, qui sont des dispositifs de formation à destination des jeunes franciliens, fragilisés et sans qualification.

Cette dotation permettra également de financer d'avantage de places de formation sur les savoirs de base, par le renforcement du dispositif Cap compétences.

Programme Qualification par la formation continue

En 2016, il est proposé un montant de **116,350 M€** en AE et de **113,350 M€** en CPF sur ce programme pour les actions de formation à la qualification.

Un effort important sera réalisé cette année sur les formations numériques, les formations en anglais, la préparation au Code de la route, s'agissant d'actions facilitant l'accès à l'emploi des jeunes et des demandeurs d'emploi.

Un travail important d'analyse, mené avec Pôle emploi et en large concertation avec les partenaires, a permis de définir les secteurs en tension de recrutement et manquant de compétences sur le marché du travail francilien, ainsi que les besoins territoriaux des employeurs et des demandeurs d'emploi. Cette étude très fine est désormais la base des commandes de formation de la Région et notamment du groupement de commande lancé début mars 2016 avec Pôle emploi.

Un dispositif d'aide individuelle régional sera créé cette année, en articulation avec le dispositif Pôle emploi, pour répondre au mieux aux demandes spécifiques de formation des demandeurs d'emploi, visant le retour à l'emploi.

Par ailleurs dans le cadre de ce programme la Région poursuit son soutien auprès du mouvement sportif régional, avec lequel elle développe un partenariat à long terme, un accompagnement fort qui permet de renforcer à la fois la professionnalisation des techniciens et éducateurs tout autant que des bénévoles (dirigeants comme officiels) qui font vivre les clubs sur le territoire francilien.

Programme Accompagnement de la formation des salariés

Le programme d'accompagnement de la formation des actifs et principalement des salariés sera doté de **4,850 M€** en AE et de **9,000 M€** en CPF pour 2016.

Cette dotation permettra notamment financer les actions de promotion sociale et de formations d'accompagnement des salariés les plus fragilisés, en particulier licenciés dans le cadre de PSE (plans de sauvegarde de l'emploi). Ce dernier point est une des mesures mises en place pour permettre à la « Cellule de veille et d'accompagnement des entreprises », créée au Conseil régional du 18 février dernier, d'agir concrètement pour la sauvegarde de l'emploi et l'accompagnement des salariés en difficulté.

Chapitre 931		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
11 - Formation professionnelle					
11 - Formation professionnelle					
Accès à l'information et à l'orientation	HP11-004	24,070	20,650	23,520	22,300
Mesures d'insertion professionnelle	HP11-005	50,186	49,900	44,716	48,500
	PJ11-005	2,784		2,784	
Qualification par la formation continue	HP11-006	107,930	116,350	103,555	113,350
Accompagnement de la formation des salariés	HP11-007	12,250	4,850	10,000	9,000
Rémunération des stagiaires	HP11-008	85,600	105,200	85,600	105,700
Formation des emplois tremplin	HP11-010	0,100		0,100	
Formation continue - Aides soignant-e-s et auxiliaires de puériculture	HP11-011	3,388	4,172	3,388	4,172
TOTAL		286,308	301,122	273,663	303,022
	hcdp	283,524	301,122	270,879	303,022
	cpj	2,784		2,784	

Programme Rémunération des stagiaires

Ce programme est doté à hauteur de **105,200 M€** en AE et de **105,700 M€** en CPF pour 2016.

Par ce programme, la Région rémunère et participe à la protection sociale des demandeurs d'emploi non indemnisés inscrits dans les formations professionnelles agréées, après avis du Comité Consultatif Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CREFOP).

Ce programme comporte également des mesures d'accompagnement des stagiaires.

Programme Formation des emplois tremplin

Il a été décidé de mettre fin à ce dispositif en 2016. Il n'est donc plus doté en AE et CPF.

Programme Formation continue - Aides soignant-e-s et auxiliaires de puériculture

Ces financements au titre de la formation professionnelle continue sont consacrés aux formations d'aides-soignants et d'auxiliaires de puériculture dans les centres de formation tels que les GRETA et les centres de formation privés, pour assurer la gratuité des formations pour les demandeurs d'emploi.

Afin de poursuivre l'intervention régionale sur ces deux formations de niveau V qui assurent une excellente insertion, une enveloppe de **4,172 M€** est proposée qui intègre la part du financement de Pôle emploi désormais versée directement à la Région (ne sont concernés que les écoles et instituts qui ne bénéficient pas de la subvention régionale pour la formation initiale).

12 - Apprentissage

Programme Qualification par l'apprentissage

Les interventions régionales au sein du programme "Qualification par l'apprentissage", pour un montant de **226,000 M€** en AE et **224,500 M€** en CPF, recouvrent le financement des CFA et les mesures d'accompagnement de la politique d'apprentissage.

Concernant le financement du fonctionnement des CFA, en 2016, il est prévu une enveloppe de 203,000 M€ (AE=CPF). Ce montant servira à financer les centres de formation d'apprentis (CFA) dont la dotation régionale est déterminée par deux éléments majeurs :

- les ressources dont disposent les CFA, en particulier la taxe d'apprentissage ;
- les effectifs d'apprentis.

Pour 2016, du fait de la stabilité des effectifs d'apprentis, la Région maintiendra son effort pour soutenir le fonctionnement des CFA à un niveau sensiblement équivalent à 2015.

La Région consacrera 23,000 M€ en AE et 21,500 M€ en CPF à l'accompagnement de la politique d'apprentissage. Cette dotation permettra notamment de renforcer les dispositifs d'accompagnement pour les niveaux IV et V de formation (préapprentissage), et les actions en faveur du développement du nombre de contrats d'apprentissage en s'appuyant notamment sur les développeurs de l'apprentissage, la qualité de l'alternance dans les CFA et l'anticipation des besoins immédiats des entreprises dans les CFA, en amont et au cours des formations en apprentissage.

Programme Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprenti-e-s

Les modalités de versement des primes ont fortement évolué puisqu'une refonte du dispositif a été mise en place par le Gouvernement et une concentration de l'effort sur les petits employeurs (TPE) a été actée. Un nouveau règlement d'attribution a été adopté au Conseil régional de février 2014 et mis en œuvre pour la 1^{ère} année pour la rentrée 2014-2015.

L'indemnité compensatrice forfaitaire bénéficiant à tous les employeurs d'apprentis est remplacée progressivement par une nouvelle prime réservée aux employeurs de moins de 11 salariés, d'un montant de 1000 € par apprenti et par année de formation. En 2016, les entreprises de plus de 11 salariés bénéficient encore d'une prime de 200 € pour la troisième année de formation de leur apprenti. En 2017, le dispositif ne concernera plus que les employeurs de moins de 11 salariés.

Chapitre 931		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
12 - Apprentissage					
12 - Apprentissage					
Qualification par l'apprentissage	HP12-003	234,450	226,000	233,650	224,500
Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprenti-e-s	HP12-004	72,600	46,000	57,600	46,000
TOTAL		307,050	272,000	291,250	270,500
	hcdp	307,050	272,000	291,250	270,500

Parallèlement, dans le cadre du vote du projet de loi de finances 2015, une aide à l'embauche pour un nouvel apprenti ou un apprenti supplémentaire, recruté par les entreprises de moins de 250 salariés, a été mise en place. Le règlement d'attribution de l'aide au recrutement d'apprentis, adopté le 13 février 2015, fait application de ces dispositions par la Région Île-de-France.

En 2016, il pourra être versé avec un montant total en AE et CP de **46,000 M€** :

- le reliquat des primes dues au titre des campagnes précédentes, soit un montant prévisionnel de 17,200 M€ ;
- environ 65 % du flux 2016 qui correspond aux primes éligibles au titre de l'année de formation 2015-2016 (P1 2015, P2 2014 et P3 2013) soit un montant prévisionnel de 17,800 M€ ;
- une enveloppe d'un montant de 11,000 M€ pour l'aide au recrutement d'un nouvel apprenti ou d'un apprenti supplémentaire, recruté au cours de l'année 2016.

Par ailleurs, suite au Conseil régional du 18 février 2016, le règlement d'intervention de la prime aux employeurs d'apprentis devra intégrer de nouvelles modalités de paiement pour les contrats de la campagne 2016, afin d'accélérer le paiement des primes versées aux entreprises.

13 - Formations sanitaires et sociales

Programme Formations sanitaires

Pour ce programme, il est proposé d'inscrire une enveloppe de **145,586 M€** en autorisations d'engagement et **144,586 M€** en crédits de paiement.

La proposition de budget 2016 de 19,258 M€ pour les bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires vise à poursuivre la revalorisation des bourses des formations sanitaires et sociales afin de ne pas creuser l'écart avec ceux de l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, un montant de 1,608 M€ est consacré au remboursement des frais engagés par les étudiants masseurs-kinésithérapeutes et ergothérapeutes lors de leurs stages.

Les crédits proposés pour les subventions de fonctionnement des centres de formations sanitaires s'élèvent à 124,720 M€ en autorisations d'engagement et 123,720 M€ en crédits de paiement. Outre le financement du fonctionnement global (essentiellement des frais de personnel), les crédits permettront la poursuite du financement des réformes licence-master-doctorat (LMD) des formations en soins infirmiers et de manipulateur d'électroradiologie médicale, des nouvelles places masseurs-kinésithérapeutes, la prise en compte des situations financières délicates de certains instituts et écoles de formation qui remettent en cause la poursuite des formations dans de bonnes conditions, la gratuité des formations de niveau V (aide-soignant et auxiliaire de puériculture), le développement de l'apprentissage par la simulation, le renforcement de la sécurité et la réalisation d'un diagnostic sur l'état des bâtiments des instituts et écoles.

Programme Formations sociales

Pour ce programme, il est proposé d'inscrire **39,005 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Il est proposé d'inscrire 3,875 M€ au budget 2016 pour les bourses aux élèves et étudiants des formations sociales, afin de poursuivre le financement de la revalorisation adoptée à partir de la rentrée de septembre 2015 et d'anticiper une nouvelle revalorisation à la rentrée de septembre 2016.

Les crédits proposés pour les subventions de fonctionnement des centres de formations en travail social s'élèvent à 35,130 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Outre le financement du fonctionnement global (essentiellement des frais de personnel), les crédits permettront de poursuivre le financement des places nouvelles d'éducateur de jeunes enfants, de financer une partie des frais directement liés aux projets d'investissement soutenus par la Région (financiers et amortissements), de financer la gratuité des formations de niveau V pour les demandeurs d'emploi et de financer le renforcement de la sécurité des bâtiments des instituts et écoles.

Chapitre 931		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
13 - Formations sanitaires et sociales					
13 - Formations sanitaires et sociales					
Formations sanitaires	HP13-001	138,867	145,586	138,867	144,586
Formations sociales	HP13-002	38,323	39,005	38,323	39,005
Mesures diverses	HP13-003	0,465	0,331	0,465	0,680
	PJ13-003	0,072		0,072	
	PR13-003		0,072		0,072
Fonds régional d'aide sociale	HP13-004	0,350	0,400	0,350	0,400
TOTAL		178,077	185,394	178,077	184,743
	hcdp	178,005	185,322	178,005	184,671
	cpj	0,072		0,072	
	cpr		0,072		0,072

Programme Mesures diverses

Il est proposé de doter ce programme de **0,403 M€** en autorisations d'engagement et **0,752 M€** en crédits de paiement.

Ces crédits sont consacrés à la poursuite du partenariat avec Défi-Métiers pour poursuivre le travail engagé dans les études portant sur l'emploi et la formation du secteur sanitaire et social et sur le schéma régional des formations sanitaires et sociales, pour un montant de 0,072 M€.

Dans le cadre de la convention signée entre l'Union régionale pour l'Habitat des Jeunes (URHAJ) et la Région pour le logement des apprentis et des étudiants des formations sanitaires et sociales, une enveloppe de 0,010 M€ est proposée.

Une enveloppe de 0,071 M€ est proposée pour le développement d'une solution informatique qui améliorera la qualité du recueil des données financières et comptables des organismes de formation et facilitera ainsi le contrôle budgétaire et également la gestion et le suivi des autorisations et des agréments.

Afin de préparer une intervention en investissement, la Région doit disposer d'éléments de diagnostic sur les bâtiments. Une expertise technique s'avère donc nécessaire pour réaliser un état des lieux précis des sites de formation afin de recenser les besoins en travaux et de prioriser les interventions. Pour cela, une enveloppe de 0,250 M€ est proposée en 2016.

En 2016, il est nécessaire de prévoir les crédits de paiement pour payer les bons de commande des marchés en cours d'exécution :

- action de sensibilisation sur les violences faites aux femmes : 0,170 M€
- action de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes : 0,105 M€
- action de sensibilisation à la santé environnement : 0,100 M€

Programme Fonds régional d'aide sociale

Les deux actions relatives au FRAS sanitaire et social sont regroupées au sein d'un même programme pour s'adapter au mieux aux besoins des bénéficiaires.

Sur l'année 2016, il est proposé de renforcer, à hauteur de **0,400 M€**, le financement de ce dispositif d'aide aux étudiants les plus en difficulté et non éligibles à la bourse.

CHAPITRE 932 - ENSEIGNEMENT

22 - Enseignement du second degré

222 - Lycées publics

Programme Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics

Une dotation de **132,050 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est prévue pour 2016.

Celle-ci permettra tout d'abord de répondre aux besoins des lycées en matière de maintenance immobilière mais aussi de financer les contrôles techniques et les contrats d'entretien obligatoires relatifs aux ascenseurs, aux systèmes de sécurité incendie, aux portails, etc. pour un montant de 14,100 M€. Par ailleurs, cette dotation permettra de prendre en charge les opérations d'élimination et de retraitement d'une partie des déchets spéciaux des lycées, à hauteur de 0,150 M€.

Une enveloppe de 73,225 M€ est également prévue en autorisations d'engagement et en crédits de paiement afin de financer la dotation globale de fonctionnement des lycées (DGFL) 2016 au titre des lycées publics conformément à la délibération votée par le conseil régional de septembre 2015 (délibération n°CR 78-15).

Au global, la DGFL arrêtée pour 2016 s'établit à 81,070 M€ dont 0,300 M€ au titre de la dotation attribuée pour les lycées accueillant des élèves relevant de la mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS). Il est à noter qu'une réfaction a été opérée sur la DGFL 2016 pour les établissements dont la fourniture d'énergie (gaz et de réseau de chaleur) est désormais directement payée par la Région ainsi que pour les dépenses d'électricité désormais prises en charge par Région depuis le 1^{er} janvier 2016.

Enfin, dans le cadre du budget 2016, une nouvelle action « prestation électricité » permettra la prise en charge des dépenses d'électricité des lycées publics à compter du 1^{er} janvier 2016. 19,575 M€ sont inscrits à cet effet sur ce programme.

Programme Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires

Une enveloppe de **2,404 M€** en autorisation d'engagement et de **1,765 M€** en crédits de paiement est prévue pour prendre en charge diverses dépenses relatives aux opérations de reconstruction, de rénovation des lycées (déménagement et gardiennage- sécurité des établissements, mise en place d'équipe de sécurité incendie dans certains établissements.)

Ce programme permet aussi d'imputer le règlement des taxes locales dues par la Région pour des lycées fermés, en attente de réaffectation ou de reconstruction, les dépenses afférentes à la location de terrains ou d'ateliers ainsi que la prise en charge de loyers dans le cadre d'opérations de rénovation et les provisions de conciliation ordonnées par les tribunaux. Elle permet également d'imputer la redevance d'archéologie préventive.

Enfin, cette dotation permet de régler les différents contentieux qui interviennent en cours d'année ainsi que les intérêts moratoires.

Programme Rémunération des agents techniques titulaires des lycées

Pour 2016, ce programme s'élève à **287,920 M€** en crédits de paiement, répondant à l'objectif de sanctuarisation des moyens alloués aux lycées. Il comprend :

- le socle nécessaire pour les rémunérations, établi sur la base de l'exécution des crédits 2015, actualisé à 283,489 M€, afin de prendre en compte les évolutions obligatoires et réglementaires exogènes (dont le glissement vieillesse technicité) et l'extension en année pleine des mesures nouvelles et réglementaires de 2015 ;

- les dépenses annexes à la rémunération (congrés bonifiés ...) : 4,000 M€ ;

Chapitre 932	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré	229,133	220,637	533,405	533,383
23 - Enseignement supérieur	6,560	6,300	6,560	8,240
27 - Sécurité	0,990	0,640	0,990	0,890
28 - Autres services périscolaires et annexes	40,427	44,729	42,230	45,857
TOTAL	277,110	272,306	583,185	588,370
hcdp	277,110	272,099	583,185	588,163
cpr		0,207		0,207

Chapitre 932	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré				
222 - Lycées publics				
Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics HP222-017	138,994	132,050	133,747	132,050
Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires HP222-018	1,770	2,404	1,520	1,765
Rémunération des agents techniques titulaires des lycées HP222-022			288,809	287,920
Rémunération des agents techniques non titulaires des lycées HP222-023			21,473	20,840
Dépenses associées aux agents des lycées HP222-024	0,810	0,810	5,503	5,410
TOTAL	141,574	135,264	451,052	447,985
hcdp	141,574	135,264	451,052	447,985

- les mesures nouvelles à hauteur de 0,431 M€ comprenant la mise au stage de 200 agents non titulaires dans le cadre d'une politique de déprécarisation des agents.

Programme Rémunération des agents techniques non titulaires des lycées

Ce programme est doté de **20,840 M€** en crédits de paiement pour la rémunération et les frais associés au titre d'une provision pour le recrutement d'agents non-titulaires sur postes vacants et d'agents non-titulaires effectuant des missions de suppléance. Il permet de maintenir un niveau d'effectif répondant à l'objectif de sanctuarisation des moyens alloués aux lycées.

Programme Dépenses associées aux agents des lycées

Ce programme est doté de **5,410 M€** en crédits de paiement (dont **0,810 M€** en autorisations d'engagement) afin de financer les actions de formation, les frais de communication interne ainsi que les différentes actions sociales en faveur des agents des lycées. Cette enveloppe prend notamment en compte le maintien du niveau de l'action sociale en faveur des agents des lycées ainsi que le développement de leurs compétences, en particulier dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité. Cette dotation permettra de plus la poursuite des dispositifs liés à la convention signée avec le FIPHFP (intégralement couvert par une recette).

223 - Lycées privés

Programme Lycées privés forfait d'externat "matériel"

Pour la part matériel du forfait d'externat, un montant de **32,725 M€** est inscrit en 2016.

Programme Lycées privés forfait d'externat "personnel"

Pour la part matériel du forfait d'externat, un montant de **33,861 M€** est inscrit en 2016.

Chapitre 932	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
22 - Enseignement du second degré				
223 - Lycées privés				
Lycées privés forfait d'externat "matériel" HP223-016	32,500	32,725	32,500	32,725
Lycées privés forfait d'externat "personnel" HP223-028	33,600	33,861	33,600	33,861
TOTAL	66,100	66,586	66,100	66,586
hcdp	66,100	66,586	66,100	66,586

224 - Participation à des cités mixtes

Programme Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales

Une enveloppe de **0,137 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est prévue au titre de la dotation globale de fonctionnement pour 2016 concernant les établissements dont la gestion relève du département des Yvelines (lycée Franco-Allemand de Buc [78], lycée international de Saint-Germain [78]).

0,025 M€ sont également inscrits en crédits de paiement pour la prise en charge des opérations d'élimination et de retraitement des déchets d'équipements électriques et électroniques des lycées (DEEE).

Programme Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales

Une dotation de **18,650 M€** d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement est prévue afin de verser la dotation globale de fonctionnement aux 46 établissements en cités mixtes régionales, dont la gestion a été confiée à la Région, calculée selon les mêmes modalités que la DGFL des autres lycées franciliens.

Celle-ci permettra également le financement des contrôles techniques et des contrats de maintenance et d'entretien obligatoires, à hauteur de 1,650 M€.

Par ailleurs, au titre de l'action « Prestations chauffage des cités mixtes régionales » 5,000 M€ sont inscrits pour financer la fourniture d'énergie ainsi que des prestations de maintenance des équipements de chauffage des établissements dans le cadre du marché régional d'exploitation des installations de production et de distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire, conclu en 2013 pour une durée de 9 ans.

Enfin, au même titre que les EPLE, la nouvelle action « Prestations électricité des cités mixtes régionales » permettra de prendre en charge la fourniture d'électricité à compter du 1^{er} janvier 2016, estimée à 4,292 M€.

Chapitre 932	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
22 - Enseignement du second degré					
224 - Participation à des cités mixtes					
Participation aux charges de fonctionnement des lycées dans les cités mixtes départementales	HP224-020	0,218	0,137	0,258	0,162
Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales	HP224-031	21,241	18,650	15,995	18,650
TOTAL		21,459	18,787	16,253	18,812
hcdp		21,459	18,787	16,253	18,812

23 - Enseignement supérieur

Programme Actions en faveur de la mobilité internationale

La dotation de **4,000 M€** en autorisations d'engagement et **6,125 M€** en crédits de paiement proposée en 2016 sur ce programme contribuera à soutenir la mobilité internationale des étudiants franciliens. Cette aide joue un rôle déterminant pour leur réussite et leur insertion professionnelle.

Programme Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants

L'Île-de-France attire chaque année de nombreux étudiants grâce à la richesse de son offre de formations supérieures. Elle présente par ailleurs un taux important de réussite au baccalauréat.

Face à ce constat d'excellence, la Région entend favoriser d'avantage la réussite de tous et développer l'accès à l'enseignement supérieur en Ile-de-France.

Une enveloppe de **2,300 M€** en autorisations d'engagement (**2,115 M€** en crédits de paiement) sera mobilisée pour la mise en place de deux nouveaux dispositifs :

- une bourse au mérite : une aide régionale réservée aux étudiants issus de familles modestes, ayant obtenu une mention "très bien" à la dernière session du baccalauréat et poursuivant des études supérieures en Ile-de-France ;
- une bourse d'étude pour les franciliens qui ont commencé leur vie professionnelle sans avoir le bac pour qu'ils puissent présenter le Diplôme d'Accès aux Études Universitaires (DAEU).

27 - Sécurité

Programme Prévention et lutte contre les violences scolaires

Une dotation de **0,640 M€** d'autorisations d'engagement est proposée, pour financer la mise en place d'actions de prévention de la violence en milieu scolaire.

En crédits de paiement, il est proposé une dotation de **0,890 M€**

Chapitre 932	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
23 - Enseignement supérieur					
23 - Enseignement supérieur					
Actions en faveur de la mobilité internationale	HP23-004	5,600	4,000	5,600	6,125
Accompagnement des conditions de vie et d'études des étudiants	HP23-008	0,960	2,300	0,960	2,115
TOTAL		6,560	6,300	6,560	8,240
hcdp		6,560	6,300	6,560	8,240

Chapitre 932	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
27 - Sécurité					
27 - Sécurité					
Prévention et lutte contre les violences scolaires	HP27-002	0,990	0,640	0,990	0,890
TOTAL		0,990	0,640	0,990	0,890
hcdp		0,990	0,640	0,990	0,890

28 - Autres services périscolaires et annexes

Programme Centre de ressources

Une dotation de **0,300 M€** d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement est destinée à participer au financement des dépenses de fonctionnement liées aux activités du GIE CERTA (Centre de Ressources Techniques Avancées) qui associe Renault, l'Éducation Nationale et la Région Ile-de-France.

Celle-ci permet aussi de participer au financement du CERGE (Centre État Région en Génie Électrique) situé dans les locaux du lycée Jean Macé à Vitry-sur-Seine (94). L'Éducation Nationale affecte des postes de formateurs et de coordonnateur et la Région met à disposition des élèves de l'ensemble de la Région Ile-de-France des filières du génie électrique des installations spécifiques professionnelles (haute tension, laboratoire de compatibilité électromagnétique).

Programme Aides aux élèves de second cycle

Un montant de **35,813 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est destiné aux aides aux élèves de second cycle réparti de la façon suivante :

- Une enveloppe de **4,890 M€** est destinée à permettre de maintenir les collections au regard des pertes et détériorations après l'effort d'acquisition réalisé durant 3 ans de 2010 à 2012 dans le cadre de la réforme du lycée engagée par le Ministère de l'Éducation Nationale en 2010. Elle intègre en outre une dotation similaire pour les lycées privés. Cette aide permet également l'achat de livrets d'exercice, dits "Consommables", pour les élèves des filières professionnelles des lycées publics et privés.

- **26,398 M€** seront consacrés à l'aide régionale à la demi-pension (ARDP) afin de favoriser l'accès aux restaurants scolaires des lycéens dont les familles rencontrent des difficultés financières et réduit les entraves de nature économique ou sociale à l'accès à la demi-pension.

L'ARDP sera étendue à la rentrée 2016 aux demi-pensionnaires boursiers des 193 établissements du privé.

En parallèle, la Région poursuit la démarche, initiée à la rentrée scolaire 2014, de généralisation d'une tarification unifiée et modulée en fonction du quotient familial dans les restaurants scolaires des lycées publics.

Ainsi après les 113 lycées du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis, et les 109 lycées de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne, la tarification au quotient familial sera déployée dans les départements de l'Essonne, des Hauts de Seine et des Yvelines à compter de la rentrée scolaire 2016, soit dans 158 lycées supplémentaires. Au total, 380 lycées auront un tarif unifié en septembre 2016.

La Région poursuit la démarche, initiée à la rentrée scolaire 2014, de généralisation d'une tarification unifiée et modulée en fonction du quotient familial dans les restaurants scolaires des lycées et de développement de la qualité et de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Après les 114 lycées du Val d'Oise et de la Seine-Saint-Denis, la tarification au quotient familial sera déployée dans les 112 lycées de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne à compter de la rentrée scolaire 2015. A cet effet, une dotation de 14,360 M€ d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement est inscrite au budget 2015.

Pour les lycées des autres départements, l'aide régionale à la demi-pension est maintenue selon les principes retenus précédemment, pour une enveloppe estimée à 3,000 M€ en 2015.

- Une dotation de **4,525 M€** permettra aux établissements d'acquérir des équipements (matériels pédagogiques personnels) pour les élèves. Elle bénéficiera, à la rentrée 2016, aux élèves de première année de ces filières concernées des lycées publics et privés.

Programme Schéma des formations

Ce programme est doté de **8,500 M€** en autorisations d'engagement et de **9,628 M€** en crédits de paiement afin de poursuivre la mise en œuvre des actions engagées et de développer l'engagement régional en faveur de la lutte contre le décrochage scolaire, dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec l'Éducation Nationale.

La Région s'attache ainsi à favoriser la réussite des élèves à travers l'adaptation de la carte des formations, les actions de lutte contre le décrochage, ainsi que celles nécessaires à la réussite tout au

Chapitre 932	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
28 - Autres services périscolaires et annexes				
28 - Autres services périscolaires et annexes				
Centre de ressources HP28-003	0,320	0,300	0,320	0,300
Aides aux élèves de second cycle HP28-004	28,020	35,813	27,620	35,813
Schéma des formations HP28-005	10,917	8,293	13,120	9,421
		0,207		0,207
Aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées HP28-009	1,170	0,116	1,170	0,116
TOTAL	40,427	44,729	42,230	45,857
hcdp	40,427	44,522	42,230	45,650
cpr		0,207		0,207

long du parcours de formation.

Enfin sont financés la maintenance des ENT et le démarrage du schéma directeur de l'informatisation des lycées (SDIL) afin de permettre de répondre aux premiers actes de la maintenance informatique de base pour tous les lycées, d'héberger et de maintenir en conditions opérationnelles l'ENT et de payer les services d'accès à Internet des lycées des départements de Paris, Seine-et-Marne et Seine-Saint-Denis et d'une partie des Yvelines et du Val-de-Marne dans le cadre de l'accompagnement de l'accès au très haut débit.

Dans le cadre de l'action « Citoyenneté » l'enveloppe est prévue pour des actions éducatives et culturelles dans les lycées permettant notamment le soutien à :

- des projets d'innovation éducative des lycées,
- des dispositifs de lutte contre les violences et la radicalisation,
- des partenariats relatifs au travail sur la mémoire (Shoah, Mémorial de Caen, association Jean Monnet),
- des fédérations de parents d'élèves.

Par ailleurs, une enveloppe de 0,200 M€ permettra le financement, de l'expérimentation d'un budget d'autonomie des lycées (volet politiques éducatives).

Programme Aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées

Une dotation de **0,116M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement permettra de verser les compléments de dotations au titre de l'année scolaire écoulée.

CHAPITRE 933 - CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

31 - Culture

312 - Activités culturelles et artistiques

Programme Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue

La dotation sur ce programme est de **32,608 M€** en autorisations d'engagement et de **32,740 M€** en crédits de paiement.

Elle permettra le soutien aux aides à projets, manifestations et festivals, notamment en direction des musiques actuelles et des arts de la rue et de la piste, deux politiques plus récentes qui permettent une ouverture plus large à des publics qui ne sont pas des habitués des lieux de spectacle vivant.

Dans ce cadre budgétaire seront accompagnées les actions menées par les organismes associés dans les domaines des arts vivants, qu'ils soient eux-mêmes opérateurs culturels comme l'Orchestre National d'Île-de-France ou dédiés au soutien de l'ensemble des opérateurs comme Arcadi.

Quant aux conventions de permanence artistique et culturelle, elles accompagnent des projets artistiques sur le territoire francilien. Ce soutien régional est très axé sur l'emploi et repose sur la prise en compte de la rémunération du travail des créateurs, des interprètes et des techniciens pour favoriser le développement et la réalisation des projets artistiques en vue de leur diffusion et de leur enracinement auprès des publics dans les territoires.

C'est pourquoi, le soutien régional aux équipes indépendantes et aux lieux qui sont susceptibles d'accueillir en résidence des artistes et de prendre des risques sur la création est primordial. De plus, les projets retenus dans le cadre de la PAC visent à transformer les pratiques artistiques afin de susciter de nouveaux modes de rencontres entre les populations et les œuvres. C'est un dispositif qui joue un rôle important dans le nécessaire renouvellement et rajeunissement des publics du spectacle vivant.

Pour favoriser la création francilienne et la diffuser le plus largement possible ces politiques régionales seront renforcées et complétée en 2016 par des mesures nouvelles qui permettront de développer l'offre des «Cafés musicaux» de proximité en les incitant à programmer de jeunes talents franciliens et de soutenir la production de créations d'artistes franciliens accueillis dans le festival IN d'Avignon puis leur diffusion dans des lieux franciliens à la rentrée suivante.

Programme Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques

Le soutien aux arts plastiques bénéficie d'une dotation de **2,616 M€** en autorisations d'engagement et de **2,056 M€** en crédits de paiement pour 2016.

L'engagement de la Région en faveur des lieux d'exposition et des réseaux pour la réalisation de projets et de manifestations permet de valoriser la cohérence et la qualité de l'offre de diffusion des œuvres contemporaines sur le territoire francilien.

Le musée passager, quant à lui, est une manifestation itinérante œuvrant pour le soutien des œuvres de la création contemporaine. Cette opération continue en 2016 et sera présente à Bondy, Cachan et Boulogne-Billancourt.

Parallèlement, le Fonds régional d'art contemporaine (FRAC) amorcera un nouveau programme d'exposition de ses œuvres au plus près des franciliens dans les gares. L'activité de l'association a évolué et continue en 2016 son projet d'activité sur les sites du Plateau à Paris et du parc culturel de Rentilly en Seine-et-Marne.

Cette volonté d'offrir au grand public un accès aisé aux œuvres se concrétisera également cette année par la mise en place d'expositions itinérantes dans des lieux de grande fréquentation à partir de la collection de l'artothèque du Musée du Louvre, composée de reproductions numériques d'œuvres d'art.

Chapitre 933	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
31 - Culture	66,042	53,510	59,742	59,451
32 - Sports	8,560	12,836	7,600	13,836
33 - Loisirs	1,910	1,534	1,870	1,534
TOTAL	76,512	67,880	69,212	74,821
hcdp	76,512	67,880	69,212	74,821

Chapitre 933	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
31 - Culture					
312 - Activités culturelles et artistiques					
Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue	HP312-005	36,129	32,608	33,844	32,740
Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques	HP312-006	2,033	2,616	1,678	2,056
Soutien à la création et à la diffusion numériques	HP312-007	0,621	0,617	0,500	0,550
Aide au livre et à la lecture	HP312-008	4,448	3,987	4,184	3,896
Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel	HP312-009	19,529	8,922	16,441	16,179
Soutien culturel pluridisciplinaire	HP312-013	2,468	4,044	2,400	3,320
Projets transversaux	HP312-014	0,150		0,060	
TOTAL		65,378	52,794	59,107	58,741
hcdp		65,378	52,794	59,107	58,741

Programme Soutien à la création et à la diffusion numériques

Le programme, doté de **0,617 M€** en autorisations d'engagement et de **0,550 M€** en crédits de paiement, est complémentaire des moyens alloués au secteur des arts plastiques auquel il donne une dimension « art visuel et soutien à la création contemporaine » à travers les nouveaux médias et la pluridisciplinarité des expressions.

Le soutien aux projets et structures permet de démocratiser et valoriser auprès du grand public les nouvelles formes d'art dans le domaine de la création numérique et multimédia, mais également les formes hybrides de la création qui favorisent le décloisonnement des disciplines. La dotation permettra de rester ouvert aux projets et événements de dimension artistique qui, via le médium des arts numériques, sont autant de propositions interactives sur le territoire conduites en lien avec les populations.

Programme Aide au livre et à la lecture

Avec une dotation de **3,987 M€** en autorisations d'engagement et de **3,896 M€** en crédits de paiement, la Région soutient tous les acteurs de la chaîne du livre. Le secteur du livre, particulièrement inventif et créatif, semble en passe de surmonter ces inquiétudes liées à l'arrivée du numérique. Si la vente en ligne prend une part conséquente du marché (18,6%) et déstabilise les plus petites librairies, les pratiques de lecture ne basculent pas massivement vers ce nouveau support (à peine 3% du chiffre d'affaires de l'édition). De sorte que les grands équilibres tendent à se maintenir, dans un contexte où la lecture reste une valeur sûre, même si on peut observer une certaine désaffectation du public jeune et une baisse du nombre de grands lecteurs.

S'adressant aux auteurs via un important programme de résidences, aux éditeurs et aux librairies indépendants, aux revues et aux manifestations littéraires, le soutien régional à la chaîne du livre est déterminant, tant pour l'attention à ses maillons les plus fragiles que pour accompagner la créativité de cette industrie culturelle. La création littéraire est particulièrement encouragée, ainsi que la lecture des jeunes avec le prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, et la quinzaine de la librairie pour les lycéens, dans une attention particulière aux territoires.

La Région qui s'engage depuis des années pour que tous les Franciliens aient accès au livre et à la lecture mettra en œuvre en 2016 une nouvelle mesure visant à installer des « Boîtes à livres » dans les gares franciliennes.

Observatoire du livre et de l'écrit, le MOTif produit des études dans les domaines touchant au livre et à la lecture. Il remplit également une mission de centre de ressources, à travers son site Internet et des services de conseils juridiques.

Programme Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Avec un total de **8,922 M€** en autorisations d'engagement et **16,179 M€** en crédits de paiement, la dotation proposée doit permettre les différentes interventions de la Région dans les domaines de l'éducation à l'image, au bénéfice des manifestations et des réseaux cinématographiques mais également au soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle.

Elle fera ainsi vivre les deux dispositifs d'éducation à l'image en direction des lycéens et des apprentis et soutiendra les structures travaillant sur la diffusion du cinéma dans toute sa diversité sur le territoire francilien.

Au titre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel, au-delà du volet économique, les œuvres soutenues par la Région représentent pleinement la diversité de la création française et connaissent un double succès, public et professionnel. La récente délibération n°CR46-15 du 10 juillet 2015 a permis de pérenniser ce dispositif intitulé désormais Fonds de soutien cinéma et audiovisuel et de le sécuriser juridiquement. La concurrence internationale reste néanmoins très vive et impose la poursuite des efforts consentis depuis plus de 10 ans. La réforme et l'optimisation des crédits d'impôts, national et international, devraient fortement dynamiser ce secteur et profiter prioritairement au territoire francilien qui concentre plus de 80% de l'activité du secteur.

De par leur nature, les aides à la production cinématographique et audiovisuelle s'apparentent à des aides à l'investissement. Il a donc été décidé de basculer une partie des crédits en Investissement. En

2016, les aides attribuées au titre de ce dispositif seront encore pour partie affectées en fonctionnement pour permettre d'assurer la transition nécessaire d'un point de vue administratif et juridique.

Le dispositif d'aide à l'écriture de scénario créé en juin 2012 permet quant à lui de favoriser la création et l'émergence de nouveaux scénaristes dans un lien au territoire francilien et à ses publics.

La légère baisse de la dotation régionale pour l'Aide après réalisation devrait néanmoins permettre d'assurer un fonctionnement en adéquation avec l'ambition de cette politique de soutien destinée à favoriser la diversité de la création et l'émergence de nouveaux talents

La dotation de l'EPCC Commission du film lui permettra d'assurer la continuité de ses missions en se recentrant sur ses missions prioritaires afin d'assurer la promotion de la filière cinématographique et audiovisuelle francilienne, de proposer et d'apporter des services d'accueil de tournage aux productions cinématographiques et audiovisuelles nationales et internationales.

Programme Soutien culturel pluridisciplinaire

Une dotation globale de **4,044 M€** en autorisations d'engagement et de **3,320 M€** en crédits de paiement est proposée sur ce programme.

Le dispositif des Fabriques culturelles, adopté par le Conseil régional en septembre 2012, permet de soutenir les lieux intermédiaires dédiés principalement à la création artistique. L'ensemble des champs de la création artistique y est représenté afin de favoriser croisements et nouvelles formes de création. Le dispositif permet de pérenniser l'activité des structures grâce à un conventionnement triennal qui porte sur leur budget global de fonctionnement. La rencontre avec les publics y est essentielle : elle s'effectue par la présentation des chantiers de création et par des actions liées au processus de création pour articuler chaque Fabrique à son territoire dans une dynamique relationnelle.

Actuellement 39 structures font l'objet d'une convention triennale. La dotation proposée à hauteur de 1,887 M€ permettra de renouveler une partie des conventions.

D'autre part, deux mesures nouvelles destinées à favoriser l'émergence artistique vont voir le jour en 2016 : le fonds régional des talents émergents (FORTE) et une plateforme régionale de financement participatif (l'île des chances). Il s'agit d'aider à la professionnalisation et à l'insertion professionnelle des jeunes artistes qui ne parviennent pas à s'inscrire dans les cadres d'intervention publique existants, de renouveler les générations d'artistes, de soutenir l'innovation artistique et l'invention de nouvelles manières de créer.

La dotation proposée est de 1,000 M€ pour le premier projet et de 0,115 M€ pour le second.

En matière d'éducation artistique dans les Lycées et les CFA un nouveau programme d'actions sera mis en œuvre en 2016 affirmant ainsi le rôle primordial de la culture dans l'éducation des jeunes. La politique régionale contribuera à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances de manière concrète.

La dotation proposée est de 1,042 M€.

313 - Patrimoine

Programme Développement du patrimoine en région

Les crédits inscrits, d'un montant de **0,336 M€** en autorisations d'engagement et de **0,330 M€** en crédits de paiement, concernent essentiellement la compétence obligatoire « inventaire » transférée par l'Etat à la Région. Ils permettent notamment de conduire les actions de valorisation du patrimoine sous différentes formes : publication d'ouvrages, matériel multimédia, expositions, semaine des patrimoines.

En 2016 deux mesures nouvelles vont permettre de déployer des actions de valorisation du patrimoine. Le label patrimoine Ile-de-France accompagnera en priorité le patrimoine rural (étude historique, expertise technique, valorisation) ainsi que la mise en réseau des patrimoines franciliens. Le Programme thématique de connaissances des patrimoines permettra de communiquer sur la progression des recherches du service inventaire en lien avec les territoires : reportages en ligne, signalétique, flyer...

Programme Patrimoine régional à vocation culturelle

La dotation inscrite sur ce programme en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, de **0,380 M€**, est en diminution de 0,005 M€. Les crédits seront consacrés à l'entretien des espaces verts du domaine de Villarceaux, ainsi que l'ensemble des dépenses nécessaires au bon fonctionnement du site, dont celles pour l'accueil du public pendant l'ouverture du domaine et l'organisation de la saison culturelle.

32 - Sports

Programme Développement de la pratique sportive

Attentive à porter son action au plus près des acteurs de terrain comme aux valeurs éducatives du sport, la Région a choisi d'intervenir en concertation et en partenariat étroit avec le mouvement sportif régional. Principal organisateur de la pratique sportive à travers ses ligues et ses comités sportifs régionaux garants d'une mission de service public, il constitue l'acteur de référence le plus à même de répondre aux objectifs régionaux.

Parmi les priorités définies par la Région sont également prises en compte les actions de développement et la valorisation des pratiques féminines ou mixtes et des personnes en situation de handicap, le soutien des actions agissant en faveur de la reconnaissance des bénévoles, de l'accompagnement des pratiques sportives innovantes, ainsi que la formation qui est l'une des compétences obligatoires de la Région. Notons également qu'un effort sera porté vers la fidélisation des adolescents dans les clubs sportifs ainsi que le positionnement des valeurs de la République au cœur du projet des clubs.

Afin de répondre à ces enjeux, une enveloppe de **6,026 M€** en autorisations d'engagement et **6,336 M€** en crédits de paiement est inscrite en faveur du développement d'une pratique sportive de qualité et ouverte à tous, allant des premiers pas jusqu'à l'excellence, du loisir jusqu'à la compétition. Les financements dédiés visent directement ou indirectement les 6,5 millions de Franciliennes et de Franciliens pratiquant régulièrement une activité physique ou sportive, en promouvant la pratique encadrée en club, en lien avec les territoires concernés.

L'intervention se situe dans le cadre de la politique régionale du sport en Ile-de-France et plus particulièrement à travers les conventions pluriannuelles avec les ligues et comités sportifs régionaux, le soutien aux athlètes de haut niveau à travers les Ambassadeurs du sport, le financement de l'Institut Régional de Développement du Sport (IRDS), le « chèque tranSport », ainsi que le développement du Plan Sport Oxygène permettant de favoriser les pratiques sportives libres.

Chapitre 933		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
31 - Culture					
313 - Patrimoine					
Développement du patrimoine en région	HP313-004	0,279	0,336	0,250	0,330
Patrimoine régional à vocation culturelle	HP313-010	0,385	0,380	0,385	0,380
TOTAL		0,664	0,716	0,635	0,710
hcdp		0,664	0,716	0,635	0,710

Chapitre 933		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
32 - Sports					
32 - Sports					
Développement de la pratique sportive	HP32-002	5,730	6,026	6,150	6,336
Événements sportifs	HP32-003	2,830	6,810	1,450	7,500
TOTAL		8,560	12,836	7,600	13,836
hcdp		8,560	12,836	7,600	13,836

Programme Événements sportifs

Les territoires d'Ile-de-France bénéficient du dynamisme et de l'image qu'apportent le montage et la réalisation d'événements sportifs qui contribuent par ailleurs à la valorisation des athlètes et des bénévoles franciliens. Au-delà du rayonnement international qu'ils assurent, ces événements constituent un révélateur du savoir-faire des responsables sportifs en matière d'organisation et d'accueil des spectateurs, notamment ceux venant des pays étrangers. Ils sont de véritables outils de développement et de promotion de la pratique sportive, et contribuent à l'animation des territoires.

Avec une dotation de **6,810 M€** en autorisations d'engagement et **7,500 M€** en crédits de paiement, la Région poursuit l'accompagnement des événements sportifs intégrant la démarche générale de l'Agenda 21 du sport français, la participation ou l'organisation de manifestations portant sur la thématique du sport ou participant à des sensibilisations d'intérêt général. Elle participe aussi de l'accueil de délégations sportives issues de pays dans lesquels se trouvent des zones de coopération prioritaire de la Région ou en relation avec cette dernière par le biais de sa politique en faveur de la francophonie dans le cadre de son dispositif « Ile-de-France, terre d'accueil ». S'ajoutent pour 2016 des crédits dédiés, 5,000 M€, nécessaires au respect des engagements du GIP Paris 2024, au titre des Jeux olympiques et paralympiques d'été 2024 ainsi qu'un accompagnement exceptionnel de 0,200 M€ sur les opérations liées à l'Euro 2016 de football qui se déroulera au début de l'été.

33 - Loisirs

Programme Charges diverses liées aux Iles de loisirs

Une enveloppe de **0,339 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement est ouverte pour couvrir les différentes charges de gestion qui s'imposent à la Région en tant que propriétaire des biens immeubles des Iles de loisirs et pour répondre aux obligations contractuelles de la délégation de service public du site de Vaires-Torcy. Cette dernière action prend également en compte les dépenses liées à l'entretien du site de Vaires par l'Agence des Espaces Verts.

Programme Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances

Cette politique régionale, dotée de **1,195 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement, a pour objectif de lutter contre l'exclusion des Franciliennes et Franciliens défavorisés dans le domaine de l'accès aux vacances et aux loisirs. Elle s'inscrit dans les objectifs de la Région de lutte contre les inégalités sociales et l'exclusion.

L'action régionale est recentrée sur le dispositif des « Tickets loisirs » qui offre aux acteurs sociaux et de la jeunesse ainsi qu'aux familles en situation de précarité l'accès à des activités encadrées et à des courts séjours dans les Iles de loisirs. Elle permet également l'organisation de manifestations sur un format similaire à celui des villages sportifs.

Chapitre 933		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
33 - Loisirs					
33 - Loisirs					
Charges diverses liées aux Iles de loisirs	HP33-002	0,370	0,339	0,370	0,339
Développement de l'accès aux loisirs et aux vacances	HP33-003	1,540	1,195	1,500	1,195
TOTAL		1,910	1,534	1,870	1,534
	hcdp	1,910	1,534	1,870	1,534

CHAPITRE 934 - SANTÉ ET ACTION SOCIALE

40 - Services communs

Programme Développement de la vie associative

La proposition de budget 2016 sur ce programme s'élève à **1,250 M€** en autorisations d'engagement et à **1,695 M€** en crédits de paiement.

Un montant de 0,750 M€ en autorisations d'engagement est dédié au soutien du développement de la vie associative et du bénévolat. La formation des bénévoles associatifs et l'assistance technique aux associations en constituent l'objet principal.

0,500 M€ sont également proposés en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour le soutien aux fédérations Jeunesse et Éducation populaire, afin de développer des partenariats d'envergure régionale et mobiliser un réseau d'acteurs conséquent, notamment sur les questions de jeunesse.

Programme Manifestations et actions de solidarité

Une dotation de **0,160 M€** est inscrite en crédits de paiement afin de couvrir les engagements passés sur ce programme.

Programme Observatoires et organismes consultatifs

Il est proposé de doter ce programme à hauteur de **0,753 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Ce financement permettra à la Mission d'information sur la pauvreté et l'exclusion sociale (MIPES) de poursuivre son travail d'études et l'Observatoire régionales de santé (ORS) de mettre en œuvre son programme d'étude sur 2016.

Chapitre 934	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
40 - Services communs	3,822	2,003	3,316	2,608
41 - Santé	7,223	5,111	7,223	6,462
42 - Action sociale	2,400	1,550	2,400	2,690
TOTAL	13,445	8,664	12,939	11,760
hcdp	13,445	8,664	12,939	11,760

Chapitre 934	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
40 - Services communs					
40 - Services communs					
Développement de la vie associative	HP40-001	2,250	1,250	1,744	1,695
Manifestations et actions de solidarité	HP40-002	0,797		0,797	0,160
Observatoires et organismes consultatifs	HP40-004	0,775	0,753	0,775	0,753
TOTAL		3,822	2,003	3,316	2,608
hcdp		3,822	2,003	3,316	2,608

41 - Santé

Programme Prévention et éducation à la santé

Pour 2016, la dotation budgétaire proposée s'établit à **4,931 M€** en autorisations d'engagement sur ce programme, et à **6,282 M€** en crédits de paiement, afin de couvrir les engagements passés.

Cette dotation permettra à la Région d'intervenir prioritairement en fonctionnement sur le soutien aux actions associatives de prévention santé, de doubler l'aide à la mutuelle des étudiants et aux apprentis, et de créer une bourse régionale d'aide à l'installation médicale. Elle permettra également le développement de l'e-santé.

Programme Transport aérien d'urgence

Il est proposé de doter ce programme à hauteur de **0,180 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour 2016.

Ce financement permettra au GIP Transport sanitaire par l'hélicoptère en Ile-de-France de poursuivre sa mission d'intérêt général en vue d'assurer la prise en charge en urgence et l'accès rapide aux établissements hospitaliers des patients requérant ce service.

42 - Action sociale

Programme Dispositif en faveur de la petite enfance

La Région souhaite relancer le financement des crèches en favorisant la création de structures à proximité des gares de transports et des zones déficitaires. Ce programme financera une étude de besoins en matière de crèches sur les territoires franciliens.

Il est proposé de doter ce programme à hauteur de **0,050 M€** en autorisations d'engagement et crédits de paiement afin de financer cette étude.

Programme Dispositif en faveur des personnes en situation précaire

La Région souhaite créer un Fonds régional de solidarité et de soutien aux familles en remplacement des « projets et programme de lutte contre les exclusions et l'utilité sociale. Sa création doit permettre le financement de projets dans la prise en charge des plus fragiles en privilégiant une approche d'innovation sociale.

Il est proposé de doter ce programme à hauteur de **1,500 M€** en autorisations d'engagements et de **2,640 M€** en crédits de paiement, compte tenu des engagements antérieurs.

Chapitre 934		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
41 - Santé					
41 - Santé					
Prévention et éducation à la santé	HP41-001	7,023	4,931	7,023	6,282
Transport aérien d'urgence	HP41-004	0,200	0,180	0,200	0,180
TOTAL		7,223	5,111	7,223	6,462
hcdp		7,223	5,111	7,223	6,462

Chapitre 934		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
42 - Action sociale					
42 - Action sociale					
Dispositif en faveur de la petite enfance	HP42-001		0,050		0,050
Dispositif en faveur des personnes en situation précaire	HP42-003	2,400	1,500	2,400	2,640
TOTAL		2,400	1,550	2,400	2,690
hcdp		2,400	1,550	2,400	2,690

CHAPITRE 935 - AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

50 - Services communs

Programme SDRIF

La Région entend consolider son dispositif de suivi du SDRIF qui permettra d'alimenter son évaluation prévue en 2019. Enfin, la Région entend initier de nouvelles réflexions prospectives sur la conception de ces politiques publiques dans le champ de l'aménagement afin de préparer l'avenir en continu.

Pour répondre à ces enjeux en 2016, une enveloppe de **0,300 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est proposée.

Programme Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement

Le rôle moteur de la Région en matière d'aménagement du territoire passe par son soutien réaffirmé à l'IAU comme agence d'urbanisme régionale. La Région entend anticiper les grandes évolutions afin de les intégrer dans les politiques d'aménagement du territoire dont elle a la responsabilité.

L'IAU constitue un atout majeur pour accompagner la Région dans ses compétences directes à l'échelle de la Région métropole et dans ses réflexions stratégiques et prospectives, à moyen terme. Il constitue un outil précieux de connaissance du territoire et de production d'études. L'Institut est également appelé à jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la compétence de coordination de l'information géographique dévolue aux Régions par la loi NOTRe.

Les modalités du soutien régional à l'IAU en 2016 (19,760 M€) tiennent toutefois compte des efforts fournis à l'échelle du budget de fonctionnement de la Région dans un contexte de finances publiques contraintes. Dans un souci de concentration à la seule échelle régionale, il est proposé de ne pas reconduire les subventions antérieurement versées aux agences d'urbanisme locales (APUR, AUDAS, AUDES).

Pour valoriser l'ensemble du territoire francilien et soutenir l'innovation architecturale, dix ans après le Grand Paris, la Région souhaite lancer une consultation internationale sur plusieurs thématiques de développement urbain, architectural et paysager couvrant l'ensemble du territoire francilien intitulée "Dessine moi le Grand Paris de demain" ; une dotation de 0,900 M€ est prévue à ce titre sur ce programme pour 2016.

Afin d'asseoir de manière pérenne cette démarche, la Région organisera une biennale de l'architecture et de l'urbanisme dont la préfiguration sera conduite en 2016 (0,100 M€).

Enfin, l'année 2016 doit être l'occasion pour la Région de lancer une réflexion quant à la pertinence du maintien de sa participation au conseil d'administration de l'Atelier International du Grand Paris (AIGP). Dans cette perspective, il est proposé de provisionner une dotation de 0,150 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement au titre de la cotisation 2016.

Il est proposé d'inscrire une enveloppe totale de **20,910 M€** pour 2016 en autorisations d'engagement et de **20,410 M€** en crédits de paiement sur le programme « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement ».

Programme Stratégies métropolitaines et métropole francilienne

Syndicat mixte d'études ouvert regroupant un large champ d'acteurs, Paris Métropole offre un lieu d'échange entre les territoires franciliens, la Région et la Métropole. En 2016, la Région souhaite y réaffirmer sa participation afin de pouvoir dialoguer sur les enjeux de gouvernance du territoire francilien.

Ces engagements se traduiront par l'inscription de **0,341 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Chapitre 935	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
50 - Services communs	22,791	21,551	22,791	21,051
51 - Politique de la ville	5,300	2,900	5,250	5,400
52 - Agglomérations et villes moyennes	1,700	1,500	1,700	1,500
54 - Habitat - Logement	0,877	0,305	0,977	0,430
56 - Technologies de l'information et de la communication	3,708	2,700	3,344	2,605
57 - Sécurité	2,060	1,100	2,060	2,350
TOTAL	36,436	30,056	36,122	33,336
hcdp	34,636	28,556	34,322	31,836
cpj	1,800		1,800	
cpr		1,500		1,500

Chapitre 935	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
50 - Services communs				
50 - Services communs				
SDRIF HP50-001	0,425	0,300	0,425	0,300
Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement HP50-002	21,925	20,910	21,925	20,410
Valorisation expertise appel à projets NQU PJ50-007	0,100		0,100	
Stratégies métropolitaines et métropole francilienne HP50-008	0,341	0,341	0,341	0,341
TOTAL	22,791	21,551	22,791	21,051
hcdp	22,691	21,551	22,691	21,051
cpj	0,100		0,100	

51 - Politique de la ville

Programme Actions Politique de la Ville

Par son intervention en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, la Région vise à prévenir et à réduire les inégalités territoriales, à renforcer la cohésion sociale et à maintenir son soutien aux acteurs œuvrant dans ces quartiers.

En 2015, la Région a fait évoluer son intervention par l'adoption de la délibération cadre n° CR 23-15 "Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale". Elle poursuivra cette intervention en 2016, dans l'objectif constant de l'amélioration du cadre de vie des habitants des quartiers prioritaires.

Pour ce faire, une dotation de **2,900 M€** en autorisations d'engagement et de **4,284 M€** en crédits de paiement est proposée pour 2016.

Il convient de préciser que le financement des villages sportifs d'été, dont la dotation proposée pour 2016 s'élève à 0,350 M€ en autorisations d'engagements, est transféré au secteur Sports et Loisirs.

Programme Autres opérations non contractualisées d'intérêt régional

Ce programme a été abrogé par la délibération cadre n° CR 23-15 adoptée le 12 février 2015 et n'est, de ce fait, pas doté en autorisations d'engagement. Cependant, pour honorer les engagements pris les années précédentes, une dotation de **1,116 M€** est inscrite en crédits de paiement pour 2016.

52 - Agglomérations et villes moyennes

Programme Territoires stratégiques

La Région poursuit aux côtés de l'Etat son soutien au fonctionnement des établissements publics d'aménagement (EPA), porteurs de grands projets, dans le cadre du Contrat de plan.

Les financements s'adressent à trois structures : EPA Plaine de France, EPAMSA (Seine Aval) et EPA ORSA (Orly-Seine-Amont).

Les modalités d'intervention restent à préciser et il conviendra de prendre en compte le rapprochement annoncé des EPA Plaine de France et ORSA avec Grand Paris Aménagement (ex-AFTRP) ainsi que la montée en puissance du Pôle métropolitain de Seine-Aval. Dans l'attente, la Région maintiendra en 2016 son soutien aux trois EPA à hauteur de 1,400 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

La Région souhaite également s'inscrire à partir de 2016 dans une démarche d'encouragement de l'innovation urbaine sur les fonciers délaissés. Elle mettra en place un appel à projets visant à soutenir des initiatives d'urbanisme transitoire qui permettent d'amorcer et de préfigurer des projets urbains à venir, et de valoriser durant cette période le foncier délaissé. En complément de l'enveloppe prévue en investissement (1,000 M€), une dotation de 0,100 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est inscrite au budget 2016 afin de lancer l'appel à projets et d'organiser plusieurs événements visant à le faire connaître (interventions d'experts, journées d'échanges, site internet, constitution de jurys, ...).

Sur ce programme, la dotation pour 2016 s'élèvera ainsi à **1,500 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Chapitre 935	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
51 - Politique de la ville					
51 - Politique de la ville					
Actions Politique de la Ville	HP51-003	5,300	2,900	3,750	4,284
Autres opérations non contractualisées d'intérêt régional	HP51-004			1,500	1,116
TOTAL		5,300	2,900	5,250	5,400
hcdp		5,300	2,900	5,250	5,400

Chapitre 935	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
52 - Agglomérations et villes moyennes					
52 - Agglomérations et villes moyennes					
Territoires stratégiques	PJ52-001	1,700		1,700	
	PR52-001			1,500	1,500
TOTAL		1,700	1,500	1,700	1,500
cpj		1,700		1,700	
cpr				1,500	1,500

54 - Habitat - Logement

Programme Actions en faveur du logement des jeunes

Une dotation de **0,040 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement doit permettre de poursuivre le partenariat avec l'union régionale pour l'habitat des jeunes (URHAJ).

Programme Autres actions logement

Une dotation de **0,265 M€** en autorisations d'engagement et de **0,390 M€** en crédits de paiement est inscrite sur ce programme afin, d'une part, de renouveler le partenariat engagé avec la Fédération nationale Solidarité Femme (FNSF) et, d'autre part, de participer à la création d'une bourse d'échange numérique de logements sociaux ainsi que d'une plateforme téléphonique dédiée à la lutte contre les marchands de sommeil (numéro vert).

56 - Technologies de l'information et de la communication

Programme Aide au développement du territoire numérique

Des actions en faveur de la diffusion des outils des technologies de l'information et de la communication, de leurs usages, services et contenus sont mises en oeuvre conjointement à l'accompagnement des projets d'aménagement numérique du territoire.

Dans un objectif de stimulation du potentiel de créativité et de foisonnement des talents franciliens, une dotation de **1,900 M€** d'autorisations d'engagement et de **1,805 M€** de crédits de paiement est proposée sur le programme du développement du territoire numérique.

Programme Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des TIC

Le budget de la Fonderie, agence régionale du numérique, est réduit de 50% par rapport à 2015, soit une dotation en autorisations d'engagement et crédits de paiement de **0,800 M€**.

Cette baisse est permise par la situation de trésorerie de l'organisme, excédentaire, et doit s'accompagner d'un recentrage de ses missions sur des fonctions de support de la politique régionale.

Chapitre 935		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
54 - Habitat - Logement					
54 - Habitat - Logement					
Actions en faveur du logement des jeunes	HP54-005	0,064	0,040	0,164	0,040
Autres actions logement	HP54-006	0,813	0,265	0,813	0,390
TOTAL		0,877	0,305	0,977	0,430
hcdp		0,877	0,305	0,977	0,430

Chapitre 935		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
56 - Technologies de l'information et de la communication					
56 - Technologies de l'information et de la communication					
Aide au développement du territoire numérique	HP56-001	2,100	1,900	1,736	1,805
Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des TIC	HP56-003	1,608	0,800	1,608	0,800
TOTAL		3,708	2,700	3,344	2,605
hcdp		3,708	2,700	3,344	2,605

57 - Sécurité

Programme Actions de prévention et de médiation

Une dotation de **1,100 M€** d'autorisations d'engagement est proposée afin de soutenir des projets structurants en matière de prévention et d'accès aux droits. L'adoption de la délibération n°CR 16-10 le 21 janvier 2016 permettra également de financer des opérations "voisins vigilants".

En crédits de paiement, il est proposé une dotation de **2,350 M€** au titre des engagements passés et futurs.

Chapitre 935	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
57 - Sécurité				
57 - Sécurité				
Actions de prévention et de médiation				
	HP57-004	2,060	1,100	2,060
TOTAL		2,060	1,100	2,060
	hcdp	2,060	1,100	2,060

CHAPITRE 936 - GESTION DES FONDS EUROPÉENS

61 - FSE

Programme Soutien à la création et à la reprise d'activité

Ce programme relève de l'axe prioritaire 3 du POR « Favoriser la création et reprise d'activité, assurer une intégration durable dans l'emploi » et l'investissement prioritaire « L'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises, y compris les micros, petites et moyennes entreprises innovantes ». Il est mis en œuvre par la voie d'appels à projets et par une délégation de gestion auprès de la Chambre de Commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France.

Programme Soutien aux dynamiques de l'inclusion

Dans l'axe prioritaire 4 « Favoriser les dynamiques de l'inclusion », la Région va soutenir des actions en faveur des populations marginalisées et lutter contre les discriminations.

Programme Investissement dans l'éducation et adaptation des compétences

Ce programme correspond à l'axe prioritaire 5 « Investir dans l'éducation et adapter les compétences » du POR FEDER /FSE et deux investissements prioritaires et deux actions :

- réduction et prévention du décrochage scolaire précoce et promotion de l'égalité d'accès à des programmes de développement pour la petite enfance ainsi qu'à un enseignement primaire et secondaire de qualité comprenant des parcours d'apprentissage formels, non formels et informels permettant de réintégrer les filières d'éducation et de formation ;

- meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âge dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main d'œuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples en passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises.

Plusieurs acteurs interviennent sur ce programme : la Région avec des appels à projet, les organismes délégataires d'une subvention globale et les territoires sélectionnés dans le cadre des ITI .

Programme IEJ en Seine Saint Denis

Ce programme relève de l'axe 9 « Mise en place de l'initiative emploi jeunes en Seine Saint-Denis » et de la priorité d'investissement « L'intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, y compris les jeunes exposés à l'exclusion sociale et ceux issus de groupes marginalisés, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse ».

Il concerne les jeunes ni en emploi, ni en éducation ou formation (NEET) habitant en Seine-Saint-Denis.

La mise en œuvre s'effectue par une délégation de gestion au Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis et par un appel à projets de la Région.

Programme Assistance technique FSE

Les organismes intermédiaires sélectionnés pour assurer la gestion d'une partie du programme au titre du FSE peuvent bénéficier de crédits d'assistance technique pour renforcer leurs moyens administratifs pour la mise en œuvre des crédits délégués.

Chapitre 936	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
61 - FSE	65,674	39,983	16,634	23,605
62 - FEDER	4,148	7,990	1,020	2,333
63 - Autres (FEADER)	8,236	12,000	8,236	12,000
TOTAL	78,058	59,973	25,890	37,938
hcdp	78,058	59,973	25,890	37,938

Chapitre 936	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
61 - FSE					
61 - FSE					
Soutien à la création et à la reprise d'activité	HP61-001	17,700	16,200	5,410	8,370
Soutien aux dynamiques de l'inclusion	HP61-002	3,670	2,338	0,886	0,790
Investissement dans l'éducation et adaptation des compétences	HP61-003	35,510	18,245	8,650	12,845
IEJ en Seine Saint Denis	HP61-004	7,190	1,600	1,248	0,500
Assistance technique FSE	HP61-005	1,604	1,600	0,440	1,100
TOTAL		65,674	39,983	16,634	23,605
hcdp		65,674	39,983	16,634	23,605

62 - FEDER

Programme Renforcement des facteurs de compétitivité

Les dépenses de ce programme correspondent à l'axe prioritaire n° 6 « Renforcer les facteurs de compétitivité en Ile-de-France » pour son volet fonctionnement. Leur mise en œuvre est effectuée soit par les ITI soit dans le cadre d'un appel à projets concernant la structuration des filières économiques et de renforcement de la compétitivité des entreprises franciliennes.

Programme Diversification et amélioration des applications des TIC

Ce programme relève de l'axe prioritaire 7 « Diversifier et améliorer les applications TIC » et concerne le volet fonctionnement des actions. Les actions sont mises en œuvre par un appel à projets visant le développement des outils et services numériques et par une délégation de gestion accordée aux GIP académiques.

Programme Soutien au bassin hydrographique de la Seine

Ce programme relève de l'axe prioritaire 10 « Diminuer les vulnérabilités du bassin hydrographique interrégional de la Seine aux phénomènes météorologiques et préserver la biodiversité du fleuve » qui est interrégional. Il s'agit du volet fonctionnement de l'axe 10 (études et diagnostics).

Programme Assistance technique FEDER

Les organismes intermédiaires sélectionnés pour assurer la gestion d'une partie du programme au titre du FEDER peuvent bénéficier de crédits d'assistance technique pour renforcer leurs moyens administratifs pour la mise en œuvre des crédits délégués.

63 - Autres (FEADER)

Programme FEADER

Les crédits relevant du FEADER sont soumis à des modalités spécifiques de mise en œuvre, dont les paiements ont été délégués au niveau national à l'agence de service et de paiement (ASP). Conformément à l'instruction du 11 février relative au traitement budgétaire et comptable des opérations relatives aux fonds européens pour la programmation 2014 à 2020, les dotations au titre de ce fonds sont inscrites au budget primitif de la Région mais ne donnent pas lieu à engagements et mandatements sur le budget régional.

Chapitre 936		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
62 - FEDER					
62 - FEDER					
Renforcement des facteurs de compétitivité	HP62-003	2,055	3,610	0,415	0,993
Diversification et amélioration des applications des TIC	HP62-004	0,645	3,480	0,130	0,850
Soutien au bassin hydrographique de la Seine	HP62-006	0,452	0,200	0,072	0,060
Assistance technique FEDER	HP62-007	0,996	0,700	0,403	0,430
TOTAL		4,148	7,990	1,020	2,333
hcdp		4,148	7,990	1,020	2,333

Chapitre 936		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
63 - Autres (FEADER)					
63 - Autres (FEADER)					
FEADER	HP63-001	8,236	12,000	8,236	12,000
TOTAL		8,236	12,000	8,236	12,000
hcdp		8,236	12,000	8,236	12,000

CHAPITRE 937 - ENVIRONNEMENT

71 - Actions transversales

Programme Démarches de développement durable

Ce programme, doté de **3,240 M€** en autorisations d'engagement et **3,430 M€** en crédits de paiement, comporte 3 actions dont deux seulement sont dotées en 2016: "Agenda 21" et "Fonctionnement de l'ARENE".

L'Agenda 21 régional va évoluer et devenir de deuxième génération au cours de cette année. Il sera plus axé sur l'économie, l'exemplarité et le territoire.

L'ARENE inscrira ses actions dans le cadre des objectifs mentionnés dans la convention 2015/2017 autour des enjeux de l'énergie et du climat.

Programme Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable

Ce programme, doté à hauteur de **0,900 M€** en autorisations d'engagement (**2,000 M€** en crédits de paiement), est particulièrement dédié aux aides aux associations dans des champs d'actions différents.

Ainsi, en ce qui concerne l'éducation à l'environnement, il s'agit d'associations d'intérêt régional et agréées "Éducation Populaire". Cette politique, en 2016, va évoluer vers des appels à projets thématiques.

La politique "Emplois insertion environnement" permet à des associations de créer des emplois dans un but de réinsertion. Cette politique sera évaluée au cours de l'année.

Enfin, pour l'action "Soutien aux associations et organismes œuvrant dans le domaine de l'environnement", l'enveloppe 2016 permettra la réalisation de projets qui n'ont pu se dérouler en 2015, pour des raisons de sécurité liées aux attentats. Le contexte et les évolutions de compétences liées à la loi NOTRe expliquent une dotation moindre en 2016.

Chapitre 937	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
71 - Actions transversales	7,466	4,140	7,466	5,430
72 - Actions en matière de déchets	3,400	1,860	3,200	3,000
73 - Politique de l'air	0,915	0,950	0,915	0,950
74 - Politique de l'eau	0,740	0,580	0,740	0,450
75 - Politique de l'énergie	3,050	1,600	1,250	1,600
76 - Patrimoine naturel	18,215	16,750	18,215	17,100
78 - Autres actions	1,140	1,030	1,140	1,030
TOTAL	34,926	26,910	32,926	29,560
hcdp	28,561	18,930	26,611	22,170
cpj	6,365		6,315	0,500
cpr		7,980		6,890

Chapitre 937	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
71 - Actions transversales					
71 - Actions transversales					
Démarches de développement durable	HP71-002	3,856	3,240	3,856	3,430
Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable	HP71-008	3,610	0,900	3,610	2,000
TOTAL		7,466	4,140	7,466	5,430
hcdp		7,466	4,140	7,466	5,430

72 - Actions en matière de déchets

Programme Prévention et gestion des déchets

La politique "Déchets" portée par la Région se retrouve dans ce programme. Outre la subvention à l'ORDIF qui permettra à cet organisme de poursuivre ses missions d'observation, les deux autres actions déclinent les actions régionales.

L'action " plan régional de prévention" s'inscrit dans une logique "économie circulaire" qui est une réponse à la problématique de production et de gestion des déchets. Afin d'encourager l'objectif "O" déchet en Ile-de-France, elle s'attachera à soutenir les communes et les EPCI pour développer une politique de réduction et de recyclage ainsi que la mise en place de la collecte.

Enfin, conformément à la loi NOTRe, la Région va devoir réviser sa planification dans le domaine des déchets.

Ce programme sera doté en 2016 de **1,860 M€** en autorisations d'engagement et de **3,000 M€** en crédits de paiement.

73 - Politique de l'air

Programme Soutien à AIRPARIF

Ce programme qui porte la subvention régionale au budget d'AIRPARIF sera doté de **0,850 M€** en 2016.

Programme Actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique

L'air est une des priorités du nouvel exécutif. Afin de donner à la Région les moyens d'impulser une nouvelle politique et de mettre en place des actions, la dotation pour ce programme (**0,100 M€**). Elle permettra dans un premier temps l'organisation d'une conférence sur l'air et le lancement de premières expérimentations.

Chapitre 937	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
72 - Actions en matière de déchets					
72 - Actions en matière de déchets					
Prévention et gestion des déchets	HP72-001	3,400	1,860	3,200	3,000
TOTAL		3,400	1,860	3,200	3,000
	hcdp	3,400	1,860	3,200	3,000

Chapitre 937	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
73 - Politique de l'air					
73 - Politique de l'air					
Soutien à AIRPARIF	HP73-001	0,865		0,865	
	PR73-001		0,850		0,850
Actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique	HP73-002	0,050	0,100	0,050	0,100
TOTAL		0,915	0,950	0,915	0,950
	hcdp	0,915	0,100	0,915	0,100
	cpr		0,850		0,850

74 - Politique de l'eau

Programme Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau

Ce programme, doté à hauteur de **0,580 M€** en autorisations d'engagement en 2016 et **0,450 M€** en crédits de paiement, rassemble l'ensemble des actions qui concerne la politique de l'eau.

Elle intègre notamment la subvention régionale à Aquibrie, association gestionnaire de la nappe souterraine du calcaire de Champigny.

S'agissant de l'action "Soutien aux SAGE", la Région assume la fin des contrats existants mais aucun nouveau projet ne sera pris en compte.

En revanche, la Région concentrera ses efforts sur les contrats de bassin puisque l'animation territoriale est un levier essentiel pour relayer et concrétiser la politique régionale de l'eau.

75 - Politique de l'énergie

Programme Politique énergie-climat

Grâce à ce programme, doté de **1,600 M€** en 2016, la Région soutiendra le fonctionnement des structures qui agissent sur le terrain pour sensibiliser les citoyens à la transition énergétique. Parmi les structures concernées, on trouve les Espaces info énergie (EIE), l'Agence Parisienne du Climat (APC) ou encore les Agences locales de l'énergie (ALEC).

La loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) a par ailleurs confié aux régions l'élaboration du Plan Régional pour l'Efficacité Énergétique (PREE). Il s'agira donc de financer en 2016 les premiers travaux, avec recours probable à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de ce plan.

Chapitre 937	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
74 - Politique de l'eau					
74 - Politique de l'eau					
Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau	HP74-005	0,740	0,580	0,740	0,450
TOTAL		0,740	0,580	0,740	0,450
	hcdp	0,740	0,580	0,740	0,450

Chapitre 937	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
75 - Politique de l'énergie					
75 - Politique de l'énergie					
Politique énergie-climat	HP75-001	2,300	0,700	0,550	1,200
	PJ75-001	0,750		0,700	
	PR75-001		0,900		0,400
TOTAL		3,050	1,600	1,250	1,600
	hcdp	2,300	0,700	0,550	1,200
	cpj	0,750		0,700	
	cpr		0,900		0,400

76 - Patrimoine naturel

Programme Agence des espaces verts

Ce programme porte la subvention annuelle de fonctionnement à l'AEV, qui s'établit à **9,660 M€** pour 2016, inférieure à celle de 2015. L'AEV doit en conséquence entamer une démarche d'économie tout en maintenant l'entretien des propriétés régionales, afin de pouvoir continuer à y accueillir le public dans de bonnes conditions de sécurité.

Programme Parcs naturels régionaux

La Région réaffirme son soutien aux **Parcs Naturels Régionaux** (PNR) en 2016. Au-delà du rôle de relais privilégiés pour l'équilibre de l'aménagement et le développement durable et économique des territoires ruraux, les PNR franciliens ont vocation à constituer de vrais laboratoires d'innovation, d'expérimentation et de démonstration. De nouveaux contrats de Parcs pluriannuels seront signés en 2016 dans cet esprit et avec un objectif d'optimisation des synergies.

La Région participera aux besoins en fonctionnement des structures des quatre parcs existants ainsi que des deux projets de parc de la Brie et deux Morin et le projet de PNR du Bocage Gâtinais. En outre, la Région soutiendra le financement en fonctionnement d'actions conduites par les parcs, en complément de son soutien en investissement.

L'enveloppe inscrite au BP 2016 pour soutenir les parcs en fonctionnement est ainsi de **3,340 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Programme Protection des milieux naturels et des paysages

Dotée de **3,750 M€** en autorisations d'engagement et **4,100 M€** en crédits de paiement, la politique en faveur de la biodiversité comprend 3 actions comprises dans ce programme.

L'action "Aide aux actions de protection des milieux naturels et de la biodiversité" sous-tend le rôle de chef de file biodiversité conféré à la Région par la loi MAPTAM de 2014. Ainsi sont déployées des politiques telles que le système d'information sur la nature, la trame verte et bleue ou encore les plans régionaux en faveur des espèces menacées.

Ce programme permet aussi de verser à Natureparif sa dotation annuelle de fonctionnement et de soutenir le fonctionnement des réserves naturelles régionales et la mise en oeuvre de leur plan de gestion.

Chapitre 937		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
76 - Patrimoine naturel					
76 - Patrimoine naturel					
Agence des espaces verts	HP76-001	10,200	9,660	10,200	9,660
Parcs naturels régionaux	PJ76-002	3,550		3,550	0,500
	PR76-002		3,340		2,840
Protection des milieux naturels et des paysages	HP76-003	2,400	0,860	2,400	1,300
	PJ76-003	2,065		2,065	
	PR76-003		2,890		2,800
TOTAL		18,215	16,750	18,215	17,100
	hcdp	12,600	10,520	12,600	10,960
	cpj	5,615		5,615	0,500
	cpr		6,230		5,640

78 - Autres actions**Programme Lutte contre le bruit**

Ce programme permet de verser la dotation annuelle de fonctionnement à Bruitparif, fixée à **1,030 M€** pour 2016.

Chapitre 937	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
78 - Autres actions				
78 - Autres actions				
Lutte contre le bruit	HP78-002	1,140	1,030	1,140
TOTAL		1,140	1,030	1,140
	hcdp	1,140	1,030	1,140

CHAPITRE 938 - TRANSPORTS

80 - Services communs

Programme Études générales

Pour 2016, il est proposé d'inscrire une enveloppe de **0,900 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Les thématiques qui seront approfondies dans le cadre du programme d'études générales porteront sur le enjeux territoriaux des interconnexions du Grand Paris Express, la desserte de la grande couronne, la définition du réseau routier d'intérêt régional, la mutualisation des emprises des sites de remisage et de maintenance, les enjeux du foncier logistique ainsi que l'évolution du réseau PAM et la réflexion sur le transport adapté. Seront également financés des audits financiers des opérations de transports mises en service, à savoir, T7 phase 1 ; T5 ; T8 et RER B Nord +.

La dotation proposée au titre de l'écomobilité permettra la mise en œuvre de plans de déplacements inter-entreprises (PDIE), outil d'intervention de la stratégie régionale Pro'Mobilité, le conseil en mobilité qui se structure sur l'ensemble du territoire et les projets d'Agences Locales de Mobilité (ALM) continueront à se développer en 2016. La Région est un acteur central de la démarche et son rôle d'animateur du réseau mérite d'être conforté. Le développement de nouveaux services à la mobilité répond également à une forte demande d'actions innovantes de la part des territoires.

Chapitre 938	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
80 - Services communs	1,233	0,900	1,233	0,900
81 - Transports en commun de voyageurs	799,546	799,156	799,546	799,156
TOTAL	800,779	800,056	800,779	800,056
hcdp	800,779	800,056	800,779	800,056

Chapitre 938	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
80 - Services communs				
80 - Services communs				
Études générales HP80-001	1,233	0,900	1,233	0,900
TOTAL	1,233	0,900	1,233	0,900
hcdp	1,233	0,900	1,233	0,900

81 - Transports en commun de voyageurs

810 - Services communs

Programme Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens

La participation régionale aux charges d'exploitation des services de transports publics franciliens résulte de l'application de l'article 17 du décret n°2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Île-de-France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, qui dispose que les charges sont réparties entre la Région et les collectivités territoriales membres du syndicat, la région prenant à sa charge 51% du montant des contributions publiques.

En 2016, il est proposé d'inscrire un montant de **645,600 M€** au titre de la contribution de la Région Île-de-France, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, sur la base d'un montant total des contributions publiques estimé à 1 265,890 M€.

Programme Actions spécifiques en matière de tarification

En 2016, **139,474 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement sont proposés au titre des actions spécifiques en matière de tarification :

- 58,474 M€ pour la carte Imagine'R ;
- 75,500 M€ pour la tarification sociale, en tenant compte de la diminution de 11,000 M€, suite à la suppression de la réduction à 75% aux étrangers en situation irrégulière, approuvée lors du Conseil régional du 21 janvier 2016 ;
- 5,500 M€ pour le dispositif tarifaire en faveur des jeunes en insertion.

Programme Soutien au développement des transports en commun

Il est proposé pour 2016 une dotation de **0,082 M€** en **autorisations d'engagement** et en crédits de paiement au titre des cotisations aux organismes auxquels la Région adhère dans le domaine des Transports.

Chapitre 938	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
81 - Transports en commun de voyageurs					
810 - Services communs					
Contribution régionale à l'exploitation des transports franciliens	HP810-019	634,155	645,600	634,155	645,600
Actions spécifiques en matière de tarification	HP810-020	151,186	139,474	151,186	139,474
Soutien au développement des transports en commun	HP810-021	0,125	0,082	0,125	0,082
TOTAL		785,466	785,156	785,466	785,156
	hcdp	785,466	785,156	785,466	785,156

818 - Autres transports en commun

Programme Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Le Conseil du STIF a approuvé en 2009, un nouveau règlement régional des services spécialisés pour le transport des personnes handicapées. Ce règlement régional, PAM 2^{ème} génération (Pour Aider à la Mobilité), fixe notamment les exigences vis-à-vis des Départements chargés de mettre œuvre les prestations.

La Région a parallèlement approuvé ce règlement PAM 2^{ème} génération qui a pris effet le 1^{er} janvier 2011. Avec l'entrée du département de Seine-Saint-Denis en 2014, tous les départements ont signé avec la Région et le STIF la nouvelle convention de financement afférente au nouveau règlement PAM 2^{ème} génération.

En 2016, il est proposé d'inscrire **14,000 M€** en autorisation d'engagement et en crédit de paiement au titre de la participation de la Région au réseau PAM Ile de France.

Chapitre 938	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
81 - Transports en commun de voyageurs					
818 - Autres transports en commun					
Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées	HP818-018	14,080	14,000	14,080	14,000
TOTAL		14,080	14,000	14,080	14,000
hcdp		14,080	14,000	14,080	14,000

CHAPITRE 939 - ACTION ÉCONOMIQUE

91 - Interventions économiques transversales

Programme Soutien à la création et au développement des entreprises

Ce programme vise le soutien régional aux opérateurs de la gamme de financement régionale. Il regroupe également les moyens dédiés au fonctionnement des plateformes dématérialisées d'information sur la création d'entreprise (creersaboite.fr) et d'accès aux marchés publics franciliens (Maximilien). Il intègre également les dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat dans les Quartiers Politique de la Ville.

Il est proposé une dotation de **3,062 M€** pour 2016.

Programme Appui au développement économique des territoires

Il est proposé une enveloppe de **0,600 M€** pour soutenir les initiatives économiques des territoires engagées dans les Pactes pour le développement des territoires.

Cette dotation permet de soutenir des actions spécifiques et structurantes dans les territoires à enjeux franciliens.

Programme Economie sociale et solidaire

Ce programme contribue à soutenir les structures d'accompagnement à la création d'activités sociales et solidaires (dont l'Atelier et les couveuses), les opérateurs de la gamme de financement ESS, les dynamiques sectorielles ainsi qu'un nouveau fonds dédié à la création et au développement d'activités sociales et solidaires.

Pour accompagner la mise en œuvre de ce programme, il est proposé une enveloppe globale d'AE de **5,300 M€** en autorisations d'engagement (**5,055 M€** en crédits de paiement).

Programme Appui à l'attractivité et au développement économique francilien

Ce programme soutient un ensemble d'organismes qui contribuent au rayonnement et au développement économique de l'Ile-de-France : l'agence Paris Région Entreprises (PRE), divers organismes dont la Région est membre, de futurs points d'appui à l'international et l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT) dont le financement est inscrit au Contrat de Plan État/Région 2014-2020.

Une dotation globale de **11,241 M€** en autorisations d'engagement (**10,981 M€** en crédits de paiement) est proposée pour 2016 sur ce programme.

Programme Soutien à l'emploi

Il est proposé une enveloppe de **26,100 M€** en AE et **27,050 M€** en CPF sur ce programme « Soutien à l'emploi ».

Ce programme « soutien à l'emploi » regroupe les 4 actions suivantes :

- l'action « accompagnement dans l'emploi », dotée de 1,995 M€ en AE ;
- l'action « Emplois-tremplin », doté de 15,645 M€ en AE ;
- l'action « Participation aux contrats aidés », doté de 6,460 M€ en AE ;
- l'action « Fonds de transition », doté de 2,000 M€ en AE.

Chapitre 939	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
91 - Interventions économiques transversales	81,546	46,303	61,256	46,748
92 - Recherche et innovation	29,063	19,697	27,430	26,947
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	8,387	6,490	7,387	6,140
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5,610	3,960	7,460	6,400
95 - Tourisme et thermalisme	21,000	19,671	21,000	19,671
TOTAL	145,606	96,121	124,533	105,906
hcdp	133,467	95,621	115,761	102,056
cpj	12,139		8,772	3,350
cpr		0,500		0,500

Chapitre 939	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
91 - Interventions économiques transversales					
91 - Interventions économiques transversales					
Soutien à la création et au développement des entreprises	HP91-001	4,897	3,062	3,100	3,062
Appui au développement économique des territoires	HP91-002	0,750	0,600	0,600	0,600
Economie sociale et solidaire	HP91-003	8,436	5,300	4,583	5,055
Appui à l'attractivité et au développement économique francilien	HP91-006	13,476	11,041	13,731	10,781
	PJ91-006	0,300		0,692	
	PR91-006		0,200		0,200
Soutien à l'emploi	HP91-012	53,687	26,100	38,550	27,050
TOTAL		81,546	46,303	61,256	46,748
hcdp		81,246	46,103	60,564	46,548
cpj		0,300		0,692	
cpr			0,200		0,200

92 - Recherche et innovation

Programme Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

Au global, la dotation prévue sur le programme "Soutien à la recherche hors DIM" s'élève à **2,210 M€** en autorisations d'engagement (**1,800 M€** en crédits de paiement).

Cette enveloppe permettra de soutenir l'accueil des chercheurs étrangers porté par ACC&SS Paris-Île-de-France qui intègre quatre centres de mobilité franciliens (Paris-Jourdan, Paris-Nord, Paris-Sud et Marne-la-Vallée) et deux antennes locales (Évry et Créteil), et d'accompagner les actions en faveur de la poursuite des carrières des jeunes chercheurs et de l'insertion professionnelle des docteurs.

1,610 M€ de cette dotation seront mobilisés pour lancer un appel à candidatures dans le cadre du dispositif "Chaires d'Excellence » dont la vocation est d'accueillir des chercheurs étrangers de toutes disciplines et de réputation mondiale, renforçant ainsi la visibilité et l'attractivité scientifiques internationales de la Région Île-de-France.

Programme Soutien à l'innovation technologique

En mobilisant **4,197 M€** en autorisations d'engagement (**3,697 M€** en crédits de paiement) pour favoriser la diffusion de l'innovation, quelle soit technologique, sociale, de design ou prenne d'autres formes (ouverte, sociétale, plurielle...), la Région entend favoriser son appui aux PME, en soutenant les structures d'accompagnement de l'innovation tels que le Lieu du Design (baisse de 42% par rapport à 2015), les clusters franciliens, ainsi que les incubateurs. L'objectif est d'assurer la bonne diffusion des conseils aux projets des entreprises et de permettre le suivi des jeunes PME au sein de structures adaptées à leur développement. Dans ce budget, 0,350 M€ sont par ailleurs dédiés à des études, évaluations et actions de communication en faveur de l'innovation.

Programme Evaluations, études, actions support

L'enveloppe prévue sur ce programme (**0,160 M€** en autorisations d'engagement, **0,065 M€** en crédits de paiement) devrait notamment permettre de financer des colloques de recherche et des manifestations scientifiques d'intérêt régional et/ou d'envergure nationale et internationale. Une enveloppe de 0,010 M€ sera mobilisée pour permettre le fonctionnement du nouveau Conseil scientifique régional, en particulier pour la rémunération d'expertises spécifiques.

Programme Soutien aux pôles de compétitivité

L'ambition nouvelle des pôles est de se tourner davantage vers les débouchés économiques et l'emploi. Du statut « d'usine à projets », les pôles ont comme nouvelle mission de devenir les « usines à produits d'avenir », vecteurs d'emplois durables. Pour ce faire, ils doivent accompagner plus efficacement les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) innovantes depuis la recherche et développement jusqu'à la commercialisation de leurs produits. Ils sont moteurs dans l'émergence d'un environnement favorable au développement de leurs membres, en se focalisant sur quatre principaux domaines : l'accès aux financeurs, en particulier privés, l'internationalisation des entreprises, l'accompagnement des PME et l'anticipation des besoins en compétences.

Dans le cadre de la phase 3 des pôles de compétitivité, il est proposé de reconduire le soutien régional aux structures de gouvernance à quasi hauteur du réalisé 2015 et tel qu'inscrit dans les contrats de performance 2014-2019 des pôles signés avec la Région, l'État et les collectivités concernées. Au total il est prévu **1,700 M€** sur ce programme en 2016 pour permettre aux pôles de compétitivité d'assurer leurs missions.

Programme Soutien aux domaines d'intérêt majeur

Une enveloppe de **8,010 M€** en AE sera mobilisée afin de soutenir en fonctionnement, à titre transitoire jusqu'à la définition en 2016 d'une nouvelle liste de DIM, les acteurs scientifiques relevant des "Domaines d'Intérêt Majeur labellisés sur la période 2012-2015". Le soutien de la Région pourra porter sur des allocations de recherche (doctorales et postdoctorales), des colloques scientifiques, des chaires, etc.

Cette action inclut également la dotation de fonctionnement pour 2016 du GIP Genopole, à hauteur de

Chapitre 939		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
92 - Recherche et innovation					
92 - Recherche et innovation					
Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)	HP92-001	1,761	2,210	1,900	1,800
	PJ92-001	0,389		0,300	0,300
Soutien à l'innovation technologique	HP92-002	2,463	4,197		3,697
	PJ92-002	5,000		4,130	0,550
Evaluations, études, actions support	HP92-003	0,135	0,160	0,075	0,065
Soutien aux pôles de compétitivité	HP92-005		1,700		1,700
	PJ92-005	1,700		1,400	
Soutien aux domaines d'intérêt majeur	HP92-006	15,965	10,780	17,825	17,335
Soutien au dialogue sciences-société	HP92-007	1,650	0,650	1,300	1,300
	PJ92-007			0,500	0,200
TOTAL		29,063	19,697	27,430	26,947
	hcdp	21,974	19,697	21,100	25,897
	cpj	7,089		6,330	1,050

2,767 M€.

La dotation en CPF sur ce programme est fixée à **17,335 M€.**

Programme Soutien au dialogue sciences- société

Une enveloppe de **0,650 M€** en AE (**0,500 M€** en CPF) est proposée sur ce programme pour le lancement en 2016 d'un nouvel appel à projets auprès des acteurs franciliens de la culture scientifique et technique, destiné à financer des actions en faveur de la diffusion de la culture scientifique auprès de tous les publics, et en particulier les scolaires.

Par ailleurs, ces crédits permettront également de poursuivre l'action "Questions de Sciences Enjeux Citoyens" cofinancée par le programme Investissements d'Avenir.

Une dotation de **1,000 M€** est prévue en CPF sur cette action pour 2016 au titre de la couverture d'engagements antérieurs de la Région au titre des partenariats institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI).

93 - Agriculture, pêche, agro-industrie

Programme Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire

Ce programme contient en réalité 2 actions dotées en 2016, à hauteur de **1,600 M€** en autorisations d'engagement (**1,250 M€** en crédits de paiement) : "Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles" et "Soutien aux filières".

Concernant la première action, il est prévu de la faire évoluer en 2016 afin de l'adapter aux nouveaux besoins et au nouveau contexte des politiques publiques à l'installation.

En 2016, 4 Pass-filières seront également soutenus ainsi que des projets de proximité par un appel à projets. 2 nouveaux Pass filières sont envisagés. La convention avec les chambres d'agriculture sera également poursuivie.

Programme Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire

Ce programme permet de verser au CERVIA sa dotation annuelle de fonctionnement, fixée à **1,740 M€** en 2016.

Programme Actions agri-environnementales

Les politiques menées dans le cadre de ce programme, doté de **3,150 M€** en 2016, permettent d'accompagner les agriculteurs qui souhaitent s'engager dans des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et des pratiques bio, de développer les circuits courts et de faire émerger de nouveaux territoires agri-urbains.

Chapitre 939		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
		BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie					
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie					
Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire	HP93-001	2,650	1,600	2,150	1,250
	PJ93-001	0,250		0,250	
Valorisation de la production agricole et agro-alimentaire	HP93-002	1,887	1,740	1,887	1,740
Actions agri-environnementales	HP93-003	3,600	2,850	3,100	2,850
	PR93-003		0,300		0,300
TOTAL		8,387	6,490	7,387	6,140
	hcdp	8,137	6,190	7,137	5,840
	cpj	0,250		0,250	
	cpr		0,300		0,300

94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services

Programme Soutien à l'industrie et aux autres services

Sur ce programme, **3,260 M€** en autorisations d'engagement (**6,000 M€** en crédits de paiement) sont prévus pour le soutien aux plans filières régionaux (éco-activités, numérique, optique et systèmes complexes, plan inter-filières industries, santé), dont les actions permettent de répondre aux besoins des entreprises. Ces plans filières sont également mis en lien avec le plan régional pour l'internationalisation des entreprises.

Programme Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art

Il est proposé une dotation de **0,700 M€** en autorisations d'engagement (**0,400 M€** en crédits de paiement) pour déployer les dispositifs en faveur de l'artisanat et des métiers d'art et de la création, s'agissant notamment de transmissions et de développement d'entreprises, dans le cadre de démarches individuelles ou collectives.

95 - Tourisme et thermalisme

Programme Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique

Une enveloppe d'un montant de **2,583 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiements est inscrite pour financer le fonctionnement des 7 points d'accueil et d'information touristique installés dans les aéroports de Paris-Charles-de-Gaulle (5) et de Paris-Orly (2), dans le cadre du partenariat renouvelé avec ADP par une convention établie pour la période 2014-2018. Ces 2 aérogares constituent en effet les principales portes d'entrée des touristes sur le territoire francilien, en particulier des visiteurs étrangers.

La création du « Fonds de soutien au secteur touristique », doté de **1 M€**, pourra se traduire, d'une part, par des actions de promotion ciblées pour la reconquête des clientèles traditionnelles qui ont momentanément délaissé la destination suite aux attentats de Paris, et, d'autre part, par la mise en place d'aides à destination des entreprises du secteur touristique mises en difficulté par la baisse de fréquentation.

Programme Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme

La Région s'appuie par sa politique en faveur du tourisme sur ses organismes associés que sont le Comité régional du tourisme (CRT) et les Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) qui intègrent l'Espace Disney à compter de début 2015. C'est ainsi que le CRT poursuit la réalisation des actions en matière de promotion, d'ingénierie, de qualité, d'accueil et engagera en 2016 l'élaboration du nouveau schéma régional du tourisme et des loisirs (SRTL),

A cet effet, une enveloppe de **16,088 M€** en autorisations d'engagement et en crédits de paiement est inscrite sur ce programme pour 2016. L'enveloppe proposée prend en compte :

- les besoins du CRT tout en intégrant le fonds de roulement et le recentrage sur les actions prioritaires.
- la consolidation des moyens des CART réunis à la réalisation des objectifs qui leur ont été dévolus.

Les dotations budgétaires permettront également de reconduire le partenariat noué avec l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT) pour son rôle de mutualisation, d'appui et de coordination, notamment en matière de tourisme social et des jeunes, et de poursuivre le soutien au

Chapitre 939	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services					
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services					
Soutien à l'industrie et aux autres services	HP94-001	0,410	3,260	5,560	3,700
	PJ94-001	4,500		1,500	2,300
Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art	HP94-002	0,700	0,700	0,400	0,400
TOTAL		5,610	3,960	7,460	6,400
	hcdp	1,110	3,960	5,960	4,100
	cpj	4,500		1,500	2,300

Chapitre 939	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	
95 - Tourisme et thermalisme					
95 - Tourisme et thermalisme					
Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique	HP95-001	2,548	3,583	2,548	3,583
Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme	HP95-002	18,452	16,088	18,452	16,088
TOTAL		21,000	19,671	21,000	19,671
	hcdp	21,000	19,671	21,000	19,671

cluster tourisme de Val d'Europe ainsi qu'à l'association « acteurs du tourisme durable ».

CHAPITRE 944 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ÉLUS

- - Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Programme Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Le chapitre 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » appartient, en application de l'instruction budgétaire et comptable M71, aux opérations non ventilées. Il n'est en conséquence rattaché à aucune fonction particulière.

Il est proposé de porter pour 2016 la dotation relative au « Fonctionnement des groupes d'élus – frais de personnel » à hauteur de **0,040 M€** en autorisations d'engagement (**2,870 M€** en crédits de paiement). Ce montant correspond au plafond autorisé par le code général des collectivités territoriales (30% des indemnités brutes non chargées versées aux élus). Pour l'année 2016, il doit également intégrer les rémunérations de décembre 2015 versées en janvier aux collaborateurs recrutés dans cadre de la nouvelle mandature.

Chapitre 944	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus		0,040	2,356	2,870
TOTAL		0,040	2,356	2,870
hcdp		0,040	2,356	2,870

Chapitre 944	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€	BP 2015 en M€	BP 2016 en M€
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus				
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus				
Frais de fonctionnement des groupes d'élus HP01-003		0,040	2,356	2,870
TOTAL		0,040	2,356	2,870
hcdp		0,040	2,356	2,870

LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

Information du Conseil Régional sur les engagements pluriannuels

Les informations communiquées au Conseil Régional à l'occasion de la présentation du projet de Budget Primitif résultent de deux textes :

- l'article 11 du règlement budgétaire et financier (n° CR 10-10) précise qu'« *un état des engagements pluriannuels est communiqué au Conseil régional à l'occasion du vote du budget primitif* » ;
- l'article 3 bis de la délibération relative au budget primitif 2006 dispose que « *les consommations de crédits de paiement sur autorisations de programme affectées doivent faire l'objet d'un suivi pluriannuel précis (prévisionnel / réalisation) qui est communiqué aux élus, programme par programme, en annexe de tout nouveau document budgétaire* ».

Cette annexe fournit les informations nécessaires ou indique l'annexe budgétaire dans laquelle figurent ces informations.

1) Application de l'article 11 du Règlement budgétaire et financier

En application de l'article 11 du règlement budgétaire adopté par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, la présente annexe à l'exposé général des motifs du projet de budget primitif présente un état des engagements pluriannuels qui détaille le stock de restes à mandater sur les AP et AE affectées.

Concernant l'investissement, les états fournis donnent la situation des autorisations de programme ouvertes, affectées, engagées et couvertes en crédits de paiement, par chapitre budgétaire, des exercices antérieurs à 2000 et jusqu'en 2014.

Concernant le fonctionnement, les états fournis donnent la situation des autorisations d'engagement ouvertes, affectées, engagées et couvertes en crédits de paiement à partir de l'exercice 2005, date d'introduction de la gestion pluriannuelle en fonctionnement dans le cadre du passage à l'instruction M71.

Des tableaux détaillent par secteur d'intervention, chapitre et, depuis 2005, par code fonctionnel la situation des engagements pluriannuels au 31/12/2014.

Cette information est complétée en intégrant les prévisions d'affectations et de consommation de crédits de paiement sur l'exercice 2015 afin de fournir un bilan prévisionnel du stock de restes à mandater au 31/12/2015. Les données définitives au 31/12/2015 feront l'objet d'une présentation dans le cadre du compte administratif 2015.

Ces états permettent de dresser le bilan suivant :

a) Sur les autorisations de programme affectées

A fin 2014, le stock des restes à mandater sur les AP affectées s'élevait à 6 020 M€.

En 2015, le montant prévisionnel des autorisations de programme affectées est de 1 557 M€ et celui des crédits de paiement consommés de 1 676 M€. Le stock total des AP affectées non couvertes par des CP s'établirait ainsi à 5 901 M€ à fin 2015.

Ces estimations provisoires pourraient varier en fonction des AP qui seraient caduques à la fin de l'année 2015 et des consommations réelles qui seront constatées définitivement au compte administratif 2015.

Sur la base de ces prévisions, le ratio de couverture (rapport entre les restes à mandater sur les autorisations de programme affectées et la prévision de consommation des crédits de paiement en 2015) s'établirait ainsi à 3 ans et 6 mois, soit à un niveau proche celui de 2014 (3 ans et 8 mois).

b) Sur les autorisations d'engagement affectées

La situation en fonctionnement est à analyser différemment de celle en investissement. Le stock des restes à mandater s'élève à fin 2014 à 702 M€, ce qui résulte plutôt de glissements d'exécution d'un exercice sur l'autre que d'engagements pluriannuels.

En 2015, la prévision d'affectation en autorisations d'engagement est de 2 278 M€ et celle de la consommation en crédits de paiement de 2 208 M€ (en excluant ceux qui ne se rattachent pas à des autorisations d'engagement, c'est-à-dire essentiellement les frais de personnel).

Le stock des restes à mandater s'élèverait donc à 779 M€ en prévision à fin 2015, ce qui correspond à un ratio de couverture de 0,35 (soit environ 4 mois), proche de celui constaté en 2014 (0,33). Ces estimations provisoires pourraient varier en fonction des AE qui seraient caduques à la fin de l'année et des consommations réelles qui seront définitivement constatées au compte administratif 2015.

2) Application de l'article 3 bis de la délibération relative au budget primitif 2006

En application de l'article 3 bis de la délibération n° CR 14-06 du 3 février 2006 relative au vote du budget primitif 2006, il est communiqué au Conseil régional un état de l'exécution des autorisations de programme, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement.

Ces données figurent dans les annexes budgétaires n°1 à 17 qui précisent, pour chaque secteur d'intervention régional, le bilan de l'exécution prévisionnelle pour 2015 en AP, AE et CP, programme par programme, accompagné de commentaires.

RESTES A MANDATER SUR AP AFFECTEES

Situation à fin 2014 :

Années	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées au 31/12/2014
1993-1999	118 848 919,73	-	-	-238 291,88	1 021 782,61	117 588 845,24
2000	72 146 664,21	-	-	-69 467,51	46 267,75	72 030 928,95
2001	103 907 554,30	-	-	-327 860,12	10 448 497,59	93 131 196,59
2002	110 178 806,36	-	-	-129 698,06	415 648,35	109 633 459,95
2003	128 735 468,66	-	-	-34 780,59	12 244 223,79	116 456 464,28
2004	119 933 527,08	-	-	-396 860,63	6 467 874,65	113 068 791,80
2005	98 803 806,40	-	-	-434 879,97	5 994 552,80	92 374 373,63
2006	225 713 999,47	-	-	-2 169 872,24	34 922 804,94	188 621 322,29
2007	284 412 463,89	-	-	-1 235 348,76	49 311 280,62	233 865 834,51
2008	343 189 422,35	-	-	-13 554 111,84	73 209 120,24	256 426 190,27
2009	335 378 768,59	-	-	-15 432 525,65	130 427 409,05	189 518 833,89
2010	538 046 200,99	-	-	-20 372 076,40	165 751 540,78	351 922 583,81
2011	895 241 119,55	-	-12 714 533,45	-36 359 142,43	340 892 344,16	505 275 099,51
2012	1 233 274 426,20	-	-	-4 534 204,46	354 639 637,88	874 100 583,86
2013	1 493 479 501,11	-	-	-4 312 304,63	272 686 031,23	1 216 481 165,25
2014	-	1 670 078 677,45	-1 183 821,26	-	179 202 796,17	1 489 692 060,02
Totaux	6 101 290 648,89	1 670 078 677,45	-13 898 354,71	-99 601 425,17	1 637 681 812,61	6 020 187 733,85

Année 2015 : Prévisions d'exécution

Prévision d'affectation des AP 2015	Prévision de consommation des CP sur AP 2015 et antérieures
1 557 M€	1 676 M€

Prévisions de situation cumulée à fin 2015

AP affectées non couvertes par des CP en 2014 + Prévisions d'affectations 2015	Prévision de consommation des CP sur AP 2015 et antérieures	Prévision du reste à mandater au 31/12/2015
7 577 M€	1 676 M€	5 901 M€

RESTES A MANDATER SUR AE AFFECTEES

Situation à fin 2014 :

Années	AE Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE affectées en 2014	AE caduques en 2014	AE clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AE affectées au 31/12/2014
2005	21 790 146,59	-	-	-10 841 981,92	2 112,00	10 946 052,67
2006	32 827 558,08	-	-	-4 141 250,48	143 489,10	28 542 818,50
2007	17 387 858,32	-	-	-284 282,60	57 579,14	17 045 996,58
2008	17 275 510,78	-	-	-3 072 869,39	25 444,80	14 177 196,59
2009	19 046 890,52	-	-	-3 205 041,32	103 367,83	15 738 481,37
2010	43 694 236,74	-	-	-10 906 569,42	9 781 268,98	23 006 398,34
2011	71 614 300,06	-	-3 481 189,77	-10 169 896,29	12 976 380,57	44 986 833,43
2012	115 506 793,72	-	-	-1 614 119,47	59 430 070,46	54 462 603,79
2013	373 499 947,41	-	-	-6 929 765,17	206 488 571,99	160 081 610,25
2014	-	2 194 420 086,87	-3 623 398,37	-	1 850 654 132,58	340 142 555,92
Totaux	712 643 242,22	2 194 420 086,87	-7 104 588,14	-51 165 776,06	2 139 662 417,45	709 130 547,44

Année 2015 : Prévisions d'exécution

Prévision d'affectation des AE 2015	Prévision de consommation des CP sur AE 2015 et antérieures*
2 278 M€	2 208 M€

Situation cumulée prévisionnelle à fin 2015

AE affectées non couvertes par des CP en 2014 + Prévisions d'affectations 2015	Prévision de consommation des CP sur AE 2015 et antérieures	Prévision du reste à mandater au 31/12/2015
2 987 M€	2 208 M€	779 M€

* Les crédits de paiement hors AE (440 M€) ne sont pas pris en compte ici ; la prévision d'exécution des dépenses réelles de fonctionnement hors chapitres financiers s'élève à 2 648 M€.

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2000

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	2 647 653,36					2 647 653,36
905 - Aménagement des territoires	2 622 270,74					2 622 270,74
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 529 497,97					2 529 497,97
53 - Espace rural et autres espaces de développement	92 772,77					92 772,77
907 - Environnement	25 382,62					25 382,62
76 - Patrimoine naturel	25 382,62					25 382,62
COO - Coopération interrégionale						
900 - Services Généraux						
041 - Actions interrégionales						
CU - Culture	5 449,37				5 449,37	0,00
903 - Culture, Sports et Loisirs	5 449,37				5 449,37	0,00
312 - Activités culturelles et artistiques	5 449,37				5 449,37	0,00
313 - Patrimoine						
DEEE - Développement économique , innovation et TIC						
905 - Aménagement des territoires						
56 - Technologies de l'information et de la communication						
909 - Action économique						
91 - Interventions économiques transversales						
92 - Recherche et innovation						
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services						
DSS - Développement social et santé						
904 - Santé et action sociale						
41 - Santé						
42 - Action sociale						
EAE - Environnement, agriculture et énergie						
907 - Environnement						
72 - Actions en matière de déchets						
73 - Politique de l'air						
74 - Politique de l'eau						
909 - Développement économique						
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie						
ESE - Enseignement secondaire	16 733 558,71			-69 467,51	26 551,58	16 637 539,62
902 - Enseignement	16 733 558,71			-69 467,51	26 551,58	16 637 539,62
222 - Lycées publics	12 910 625,12			-69 467,51	26 551,58	12 814 606,03
223 - Lycées privés						
224 - Participation à des cités mixtes	3 822 933,59					3 822 933,59
28 - Autres services périscolaires et annexes						
ESU - Enseignement supérieur	11 263 293,03				14 266,80	11 249 026,23
902 - Enseignement	11 263 293,03				14 266,80	11 249 026,23
23 - Enseignement supérieur	11 263 293,03				14 266,80	11 249 026,23
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi						
901 - Formation professionnelle et apprentissage						
11 - Formation professionnelle						
12 - Apprentissage						
LO - Logement						
905 - Aménagement des territoires						
54 - Habitat - Logement						
MO - Mobilités	18 225 822,50					18 225 822,50
907 - Environnement						

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	18 225 822,50	-	-	-	-	18 225 822,50
818 - Autres transports en commun	6 564 056,84	-	-	-	-	6 564 056,84
821 - Voirie nationale	6 594 766,43	-	-	-	-	6 594 766,43
823 - Voirie départementale	2 972 092,91	-	-	-	-	2 972 092,91
825 - Sécurité routière	2 094 906,32	-	-	-	-	2 094 906,32
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	796 168,38	-	-	-	-	796 168,38
902 - Enseignement	378 443,99	-	-	-	-	378 443,99
27 - Sécurité	378 443,99	-	-	-	-	378 443,99
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	417 724,39	-	-	-	-	417 724,39
908 - Transports	417 724,39	-	-	-	-	417 724,39
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
SL - Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	21 798 591,17	-	-	-	-	21 798 591,17
908 - Transports	21 798 591,17	-	-	-	-	21 798 591,17
810 - Services communs	7 963 050,38	-	-	-	-	7 963 050,38
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	8 382 442,03	-	-	-	-	8 382 442,03
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	5 453 098,76	-	-	-	-	5 453 098,76
TMSP - Transports de marchandise en site propre	676 127,69	-	-	-	-	676 127,69
908 - Transports	676 127,69	-	-	-	-	676 127,69
883 - Transports fluviaux	344 225,16	-	-	-	-	344 225,16
884 - Transports ferroviaires de marchandises	331 902,53	-	-	-	-	331 902,53
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	72 146 664,21	-	-	-69 467,51	46 267,75	72 030 928,95

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2001

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	7 499 254,11					7 499 254,11
905 - Aménagement des territoires	7 478 026,20					7 478 026,20
52 - Agglomérations et villes moyennes	6 518 779,51					6 518 779,51
53 - Espace rural et autres espaces de développement	959 246,69					959 246,69
907 - Environnement	21 227,91					21 227,91
76 - Patrimoine naturel	21 227,91					21 227,91
COO - Coopération interrégionale						
900 - Services Généraux						
041 - Actions interrégionales						
CU - Culture						
903 - Culture, Sports et Loisirs						
312 - Activités culturelles et artistiques						
313 - Patrimoine						
DEEE - Développement économique - innovation et TIC						
905 - Aménagement des territoires						
56 - Technologies de l'information et de la communication						
909 - Action économique						
91 - Interventions économiques transversales						
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services						
DSS - Développement social et santé						
904 - Santé et action sociale						
42 - Action sociale						
EAE - Environnement, agriculture et énergie	241 259,77					241 259,77
907 - Environnement	241 259,77					241 259,77
71 - Actions transversales	3 190,94					3 190,94
72 - Actions en matière de déchets	238 068,83					238 068,83
73 - Politique de l'air						
74 - Politique de l'eau						
75 - Politique de l'énergie						
76 - Patrimoine naturel						
909 - Développement économique						
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie						
ESE - Enseignement secondaire	28 964 317,20					28 964 317,20
902 - Enseignement	28 964 317,20					28 964 317,20
222 - Lycées publics	25 163 286,12					25 163 286,12
223 - Lycées privés						
224 - Participation à des cités mixtes	3 801 031,08					3 801 031,08
28 - Autres services périscolaires et annexes						
ESU - Enseignement supérieur	2 776 301,94					2 776 301,94
902 - Enseignement	2 776 301,94					2 776 301,94
23 - Enseignement supérieur	2 776 301,94					2 776 301,94
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi						
901 - Formation professionnelle et apprentissage						
11 - Formation professionnelle						
12 - Apprentissage						
LO - Logement						
905 - Aménagement des territoires						
54 - Habitat - Logement						
MO - Mobilités	29 039 216,29					29 039 216,29

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
905 - Aménagement des territoires						
52 - Agglomérations et villes nouvelles						
907 - Environnement						
77 - Environnement des infrastructures de transport						
78 - Autres actions	29 039 216,29					29 039 216,29
908 - Transports	7 178 031,58					7 178 031,58
818 - Autres transports en commun	7 579 602,43					7 579 602,43
821 - Voirie nationale	10 420 094,12					10 420 094,12
823 - Voirie départementale	3 861 488,16					3 861 488,16
825 - Sécurité routière						
PMG - Patrimoine et Moyens généraux						
900 - Services généraux						
0202 - Autres moyens généraux						
PV - Politique de la ville						
905 - Aménagement des territoires						
51 - Politique de la ville						
RIN - Recherche						
909 - Action économique						
92 - Recherche et innovation						
SE - Sécurité	1 052 576,27					767 867,88
902 - Enseignement	374 280,54					89 271,85
27 - Sécurité	374 280,54					89 271,85
903 - Culture, sports et loisirs						
37 - Sécurité						
905 - Aménagement des territoires						
57 - Sécurité	678 295,73					678 295,73
908 - Transports	678 295,73					678 295,73
87 - Sécurité						
SI - Systèmes d'information	1 196,00					1 196,00
900 - Services généraux	1 196,00					1 196,00
0202 - Autres moyens généraux	1 196,00					1 196,00
SL - Sports et Loisirs	48 061,58					3 343,88
903 - Culture, sports et loisirs	48 061,58					3 343,88
33 - Loisirs	48 061,58					3 343,88
TC - Transports en commun	33 896 456,97					33 836 195,28
908 - Transports	33 896 456,97					33 836 195,28
810 - Services communs	6 463 079,00					6 402 817,31
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	24 143 357,68					24 143 357,68
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	3 290 020,29					3 290 020,29
TMS - Transports de marchandise en site propre	388 914,17					388 914,17
908 - Transports	388 914,17					388 914,17
883 - Transports fluviaux	388 914,17					388 914,17
884 - Transports ferroviaires de marchandises						
TO - Tourisme						
909 - Action économique						
95 - Tourisme et thermalisme						
Total général	103 907 554,30			-327 860,12	10 448 497,59	93 131 196,59

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2002

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales et européennes						
900 - Services généraux						
044 - Aide publique au développement						
AM - Aménagement	5 522 972,42					5 522 972,42
905 - Aménagement des territoires	5 509 582,80					5 509 582,80
52 - Agglomérations et villes moyennes	5 065 699,61					5 065 699,61
53 - Espace rural et autres espaces de développement	443 883,19					443 883,19
907 - Environnement	13 389,62					13 389,62
76 - Patrimoine naturel	13 389,62					13 389,62
COO - Coopération interrégionale						
900 - Services Généraux						
041 - Actions interrégionales						
CU - Culture	21 142,15					
903 - Culture, Sports et Loisirs	21 142,15					
311 - Enseignement Artistique						
312 - Activités culturelles et artistiques	21 142,15					
313 - Patrimoine						
DEEE - Développement économique, innovation et TIC						
905 - Aménagement des territoires						
56 - Technologies de l'information et de la communication						
909 - Action économique						
91 - Interventions économiques transversales						
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services						
DSS - Développement social et santé						
904 - Santé et action sociale						
41 - Santé						
42 - Action sociale						
EAE - Environnement, agriculture et énergie	57 691,44					57 691,44
907 - Environnement	57 691,44					57 691,44
72 - Actions en matière de déchets						
73 - Politique de l'air						
74 - Politique de l'eau						
75 - Politique de l'énergie						
76 - Patrimoine naturel						
78 - Autres actions						
909 - Développement économique						
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie						
ESE - Enseignement secondaire	30 116 401,85					29 798 418,68
902 - Enseignement	30 116 401,85					29 798 418,68
222 - Lycées publics	20 072 089,48					19 754 106,31
223 - Lycées privés						
224 - Participation à des cités mixtes						
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 044 312,37					10 044 312,37
ESU - Enseignement supérieur	1 630 944,70					1 596 573,00
902 - Enseignement	1 630 944,70					1 596 573,00
23 - Enseignement supérieur	1 630 944,70					1 596 573,00
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi						
901 - Formation professionnelle et apprentissage						
11 - Formation professionnelle						

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP ciôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	13 765 106,62	-	-	-	-	13 765 106,62
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes nouvelles	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	13 765 106,62	-	-	-	-	13 765 106,62
818 - Autres transports en commun	3 929 530,10	-	-	-	-	3 929 530,10
821 - Voie nationale	1 905 439,46	-	-	-	-	1 905 439,46
823 - Voie départementale	6 033 473,87	-	-	-	-	6 033 473,87
825 - Sécurité routière	1 896 663,19	-	-	-	-	1 896 663,19
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	5 193 681,63	-	-	-12 681,19	78 644,13	5 102 356,31
902 - Enseignement	746 307,66	-	-	-12 681,19	-	733 626,47
27 - Sécurité	746 307,66	-	-	-12 681,19	-	733 626,47
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	4 447 373,97	-	-	-	78 644,13	4 368 729,84
908 - Transports	4 447 373,97	-	-	-	78 644,13	4 368 729,84
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 583,08	-	-	-	-	4 583,08
900 - Services généraux	4 583,08	-	-	-	-	4 583,08
0202 - Autres moyens généraux	4 583,08	-	-	-	-	4 583,08
SL - Sports et Loisirs	261 793,10	-	-	-	30 590,72	231 202,38
903 - Culture, sports et loisirs	261 793,10	-	-	-	30 590,72	231 202,38
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	261 793,10	-	-	-	30 590,72	231 202,38
TC - Transports en commun	50 441 618,04	-	-	-	49 933,35	50 391 684,69
908 - Transports	50 441 618,04	-	-	-	49 933,35	50 391 684,69
810 - Services communs	17 410 503,81	-	-	-	49 933,35	17 360 570,46
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	31 607 835,11	-	-	-	-	31 607 835,11
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	1 423 279,12	-	-	-	-	1 423 279,12
TMSF - Transports de marchandises en site propre	3 162 871,33	-	-	-	-	3 162 871,33
908 - Transports	3 162 871,33	-	-	-	-	3 162 871,33
883 - Transports fluviaux	1 654 796,27	-	-	-	-	1 654 796,27
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liasons multimodales	1 508 075,06	-	-	-	-	1 508 075,06
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
909 - Action économique 95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	110 178 806,36	-	-	-129 698,06	415 648,35	109 633 459,95

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2003

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales et européennes						
900 - Services généraux						
044 - Aide publique au développement						
AM - Aménagement	7 778 680,12					7 778 680,12
905 - Aménagement des territoires	7 767 176,12					7 767 176,12
52 - Agglomérations et villes moyennes	7 072 863,86					7 072 863,86
53 - Espace rural et autres espaces de développement	694 312,26					694 312,26
907 - Environnement	11 504,00					11 504,00
76 - Patrimoine naturel	11 504,00					11 504,00
CI - Citoyenneté						
904 - Développement social et Santé						
40 - Services communs						
COO - Coopération interrégionale						
900 - Services Généraux						
041 - Actions interrégionales						
CU - Culture	6 206,41					6 206,41
903 - Culture, Sports et Loisirs	6 206,41					6 206,41
311 - Enseignement Artistique						
312 - Activités culturelles et artistiques	6 206,41					6 206,41
313 - Patrimoine						
DEEE - Développement économique, innovation et TIC						
905 - Aménagement des territoires						
56 - Technologies de l'information et de la communication						
909 - Action économique						
91 - Interventions économiques transversales						
92 - Recherche et innovation						
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services						
DSS - Développement social et santé						
904 - Santé et action sociale						
41 - Santé						
42 - Action sociale						
EAE - Environnement, agriculture et énergie						
907 - Environnement						
72 - Actions en matière de déchets						
73 - Politique de l'air						
74 - Politique de l'eau						
75 - Politique de l'énergie						
76 - Patrimoine naturel						
78 - Autres actions						
909 - Développement économique						
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie						
ESE - Enseignement secondaire	51 609 177,29					40 185 019,01
902 - Enseignement	51 609 177,29				11 398 624,11	40 185 019,01
222 - Lycées publics	34 039 052,40				11 398 624,11	22 614 894,12
223 - Lycées privés						
224 - Participation à des cités mixtes	17 570 124,89					17 570 124,89
28 - Autres services périscolaires et annexes						
ESU - Enseignement supérieur	3 896 182,70					3 896 182,70
902 - Enseignement	3 896 182,70					3 896 182,70

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP ciôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
23 - Enseignement supérieur	3 896 182,70	-	-	-	-	3 896 182,70
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi						
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement						
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	20 965 878,85					20 965 878,85
905 - Aménagement des territoires	610 152,13	-	-	-	-	610 152,13
52 - Agglomérations et villes nouvelles	610 152,13	-	-	-	-	610 152,13
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	20 355 726,72	-	-	-	-	20 355 726,72
818 - Autres transports en commun	8 921 179,82	-	-	-	-	8 921 179,82
821 - Voirie nationale	5 458 714,25	-	-	-	-	5 458 714,25
823 - Voirie départementale	3 308 767,68	-	-	-	-	3 308 767,68
825 - Sécurité routière	2 667 064,97	-	-	-	-	2 667 064,97
PMG - Patrimoine et Moyens généraux						
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville						
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	1 266 698,08				300 000,00	963 928,00
909 - Action économique	1 266 698,08	-	-	-2 770,08	300 000,00	963 928,00
92 - Recherche et innovation	1 266 698,08	-	-	-2 770,08	300 000,00	963 928,00
SE - Sécurité	5 660 204,01					5 653 727,67
902 - Enseignement	271 537,15	-	-	-6 476,34	-	265 060,81
27 - Sécurité	271 537,15	-	-	-6 476,34	-	265 060,81
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	5 388 666,86	-	-	-	-	5 388 666,86
87 - Sécurité	5 388 666,86	-	-	-	-	5 388 666,86
SI - Systèmes d'information	33 808,48					33 808,48
900 - Services généraux	33 808,48	-	-	-	-	33 808,48
0202 - Autres moyens généraux	33 808,48	-	-	-	-	33 808,48
SL - Sports et Loisirs	587 017,37				545 599,68	41 417,69
903 - Culture, sports et loisirs	587 017,37	-	-	-	545 599,68	41 417,69
32 - Sports	545 599,68	-	-	-	545 599,68	-
33 - Loisirs	41 417,69	-	-	-	-	41 417,69
TC - Transports en commun	32 925 722,22					32 925 722,22
908 - Transports	32 925 722,22	-	-	-	-	32 925 722,22
810 - Services communs	12 122 117,46	-	-	-	-	12 122 117,46
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	17 902 085,14	-	-	-	-	17 902 085,14
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	2 901 519,62	-	-	-	-	2 901 519,62
TMSP - Transports de marchandise en site propre	4 005 893,13					4 005 893,13
908 - Transports	4 005 893,13	-	-	-	-	4 005 893,13

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
883 - Transports fluviaux	711 838,94	-	-	-	-	711 838,94
884 - Transports ferroviaires de marchandises	1 364 977,16	-	-	-	-	1 364 977,16
885 - Liaisons multimodales	1 929 077,03	-	-	-	-	1 929 077,03
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	128 735 468,66	-	-	-34 780,59	12 244 223,79	116 456 464,28

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2004

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales et européennes						
900 - Services généraux						
044 - Aide publique au développement						
AM - Aménagement	6 384 459,54					6 384 459,54
905 - Aménagement des territoires	6 385 643,54					6 385 643,54
52 - Agglomérations et villes moyennes	5 479 113,29					5 479 113,29
53 - Espace rural et autres espaces de développement	886 530,25					886 530,25
907 - Environnement	18 816,00					18 816,00
76 - Patrimoine naturel	18 816,00					18 816,00
CI - Citoyenneté						
904 - Développement social et Santé						
40 - Services communs						
COO - Coopération interrégionale						
900 - Services Généraux						
041 - Actions interrégionales						
CU - Culture						
903 - Culture, Sports et Loisirs						
311 - Enseignement Artistique						
312 - Activités culturelles et artistiques						
313 - Patrimoine						
DEEE - Développement économique, innovation et TIC						
905 - Aménagement des territoires						
56 - Technologies de l'information et de la communication						
909 - Action économique						
91 - Interventions économiques transversales						
92 - Recherche et innovation						
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services						
DSS - Développement social et santé						
904 - Santé et action sociale						
41 - Santé						
42 - Action sociale						
EAE - Environnement, agriculture et énergie	35 745,51					35 745,51
907 - Environnement	35 745,51					35 745,51
71 - Actions transversales	35 745,51					35 745,51
72 - Actions en matière de déchets						
73 - Politique de l'air						
74 - Politique de l'eau						
75 - Politique de l'énergie						
76 - Patrimoine naturel						
78 - Autres actions						
909 - Développement économique						
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie						
ESE - Enseignement secondaire	21 739 545,35					21 739 545,35
902 - Enseignement	21 739 545,35					21 739 545,35
222 - Lycées publics	20 197 011,78					20 197 011,78
223 - Lycées privés						
224 - Participation à des cités mixtes	1 542 533,57					1 542 533,57
28 - Autres services périscolaires et annexes						
ESU - Enseignement supérieur	2 785 871,10					2 785 871,10
					72 103,01	2 713 768,09

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP cloturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
902 - Enseignement	2 785 871,10	-	-	-	72 103,01	2 713 768,09
23 - Enseignement supérieur	2 785 871,10	-	-	-	72 103,01	2 713 768,09
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	475 680,66	-	-	-	399 415,75	76 264,91
901 - Formation professionnelle et apprentissage	475 680,66	-	-	-	399 415,75	76 264,91
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	475 680,66	-	-	-	399 415,75	76 264,91
LO - Logement	208 260,54	-	-	-	68 723,90	119 115,35
905 - Aménagement des territoires	208 260,54	-	-	-	68 723,90	119 115,35
54 - Habitat - Logement	208 260,54	-	-	-	68 723,90	119 115,35
MO - Mobilités	17 079 907,96	-	-	-	751 120,37	16 320 299,59
905 - Aménagement des territoires	278 311,36	-	-	-	-	278 311,36
52 - Agglomérations et villes nouvelles	278 311,36	-	-	-	-	278 311,36
907 - Environnement	8 488,00	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	8 488,00	-	-	-	-	-
908 - Transports	16 793 108,60	-	-	-	751 120,37	16 041 988,23
818 - Autres transports en commun	7 809 413,23	-	-	-	-	7 809 413,23
821 - Voirie nationale	748 245,00	-	-	-	-	748 245,00
823 - Voirie départementale	5 663 422,28	-	-	-	751 120,37	4 912 301,91
825 - Sécurité routière	2 572 028,09	-	-	-	-	2 572 028,09
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	0,21	-	-	-	-	0,21
900 - Services généraux	0,21	-	-	-	-	0,21
0202 - Autres moyens généraux	0,21	-	-	-	-	0,21
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	1 615 738,57	-	-	-	-17 602,10	1 598 136,47
902 - Enseignement	115 039,81	-	-	-	-	97 437,71
27 - Sécurité	115 039,81	-	-	-	-17 602,10	97 437,71
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	1 500 698,76	-	-	-	-	1 500 698,76
87 - Sécurité	1 500 698,76	-	-	-	-	1 500 698,76
SI - Systèmes d'information	116 915,22	-	-	-	-	116 915,22
900 - Services généraux	116 915,22	-	-	-	-	116 915,22
0202 - Autres moyens généraux	116 915,22	-	-	-	-	116 915,22
SL - Sports et Loisirs	4 805 364,38	-	-	-	3 182 600,32	1 622 764,06
903 - Culture, sports et loisirs	4 805 364,38	-	-	-	3 182 600,32	1 622 764,06
32 - Sports	3 196 804,56	-	-	-	2 948 400,32	248 404,24
33 - Loisirs	1 608 559,82	-	-	-	234 200,00	1 374 359,82
TC - Transports en commun	64 580 770,98	-	-	-	-	64 580 770,98
908 - Transports	64 580 770,98	-	-	-	-	64 580 770,98
810 - Services communs	16 746 635,58	-	-	-	-	16 746 635,58
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	43 414 595,63	-	-	-	-	43 414 595,63
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	4 419 539,77	-	-	-	-	4 419 539,77

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées en 2014	AP caduques en 2014	AP clôturées ou prorogées en 2014	CP consommés en 2014	Restes à mandater sur AP affectées
TMSP - Transports de marchandise en site propre	105 267,06	-	-	-	-	105 267,06
908 - Transports	105 267,06	-	-	-	-	105 267,06
883 - Transports fluviaux	25 142,06	-	-	-	-	25 142,06
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	80 125,00	-	-	-	-	80 125,00
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	119 933 527,08	-	-	-396 860,63	6 467 874,65	113 068 791,80

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2005

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/10/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/10/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 250 000,00		5 250 000,00	2 451 700,00								
900 - Services généraux	5 250 000,00		5 250 000,00	2 451 700,00								
044 - Aide publique au développement	5 250 000,00		5 250 000,00	2 451 700,00								
048 - Autres actions internationales												
AM - Aménagement	90 518 000,00	35 700 000,00	126 218 000,00	104 091 388,97				9 722 612,11	-9 558,78	10 230 583,49	9 713 053,33	
905 - Aménagement des territoires	87 500 000,00	35 700 000,00	123 200 000,00	102 813 159,57				9 713 441,61	-9 558,78	10 221 412,99	9 703 882,83	
50 - Services communs	50 000,00	20 000 000,00	20 050 000,00	50 000,00				32 568,30		32 568,30	32 568,30	
52 - Agglomérations et villes moyennes	80 550 000,00	9 900 000,00	90 450 000,00	90 108 153,46				8 280 724,07	-9 558,78	8 654 488,99	8 271 165,29	
53 - Espace rural et autres espaces de développement	6 900 000,00	5 800 000,00	12 700 000,00	12 655 006,11				1 400 149,24		1 534 355,70	1 400 149,24	
907 - Environnement	3 018 000,00		3 018 000,00	1 278 229,40				9 170,50		9 170,50	9 170,50	
76 - Patrimoine naturel	3 018 000,00		3 018 000,00	1 278 229,40				9 170,50		9 170,50	9 170,50	
CI - Citoyenneté	100 000,00		100 000,00	92 123,00								
900 - Services généraux												
021 - Conseil régional												
904 - Développement social et Santé	100 000,00		100 000,00	92 123,00								
40 - Services communs	100 000,00		100 000,00	92 123,00								
COM - Communication	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	700 000,00				308,48	-308,48	308,48	-308,48	
900 - Services généraux	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	700 000,00				308,48	-308,48	308,48	-308,48	
0202 - Autres moyens généraux	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	700 000,00				308,48	-308,48	308,48	-308,48	
COMPTA - Direction de la comptabilité												
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté												
-- Opération non ventilée												
923 - Dettes et autres opérations financières												
-- Opération non ventilée												
925 - Opérations patrimoniales												
-- Opération non ventilée												
926 - Transferts entre les sections												
-- Opération non ventilée												
COO - Coopération interrégionale	10 990 000,00		10 990 000,00	337 750,00								
900 - Services Généraux	10 990 000,00		10 990 000,00	337 750,00								
041 - Actions interrégionales	10 990 000,00		10 990 000,00	337 750,00								
CU - Culture	27 600 000,00		27 600 000,00	28 250 370,33								
903 - Culture, Sports et Loisirs	27 600 000,00		27 600 000,00	28 250 370,33								
311 - Enseignement Artistique	2 000 000,00	1 416 326,90	3 416 326,90	3 416 326,90								
312 - Activités culturelles et artistiques	19 267 000,00	642 690,73	19 909 690,73	15 678 871,56								
313 - Patrimoine	6 333 000,00	-2 059 017,63	4 273 982,37	9 155 171,87								
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	29 150 000,00		29 150 000,00	17 722 687,94				74,00		74,00	74,00	
905 - Aménagement des territoires												
56 - Technologies de l'information et de la communication												
909 - Action économique	29 150 000,00		29 150 000,00	17 722 687,94				74,00		74,00	74,00	
91 - Interventions économiques transversales	19 120 000,00		19 120 000,00	14 337 287,94								
92 - Recherche et innovation												
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 030 000,00		10 030 000,00	3 385 400,00				74,00		74,00	74,00	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	71 400 000,00	-	71 400 000,00	67 369 557,00	-	-	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	71 400 000,00	-	71 400 000,00	67 369 557,00	-	-	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	12 500 000,00	93 392,00	12 593 392,00	11 585 589,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	58 900 000,00	-93 392,00	58 806 608,00	55 783 968,00	-	-	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement, agriculture et énergie	107 230 000,00	-	107 230 000,00	79 680 365,12	123 924,35	-123 924,35	-123 924,35	123 924,35	-123 924,35	-	-	-
907 - Environnement	104 185 000,00	-	104 185 000,00	76 785 365,12	123 924,35	-123 924,35	-	123 924,35	-123 924,35	-	-	-
71 - Actions transversales	500 000,00	-	500 000,00	3 251,00	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	-	1 750 000,00	171 170,00	-	-	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	8 300 000,00	-	8 300 000,00	7 386 092,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	58 784 000,00	-	58 784 000,00	44 818 339,25	117 617,53	-117 617,53	-	117 617,53	-117 617,53	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	7 000 000,00	-	7 000 000,00	1 802 389,17	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	26 851 000,00	-	26 851 000,00	22 496 609,00	6 306,82	-6 306,82	-	6 306,82	-6 306,82	-	-	-
78 - Autres actions	1 000 000,00	-	1 000 000,00	107 514,70	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 045 000,00	-	3 045 000,00	2 895 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 045 000,00	-	3 045 000,00	2 895 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	331 875 000,00	2 477 895,00	334 352 895,00	470 631 106,15	25 619 594,79	-93 470,35	-93 470,35	16 797 568,88	-216 136,14	35 087,38	25 491 037,06	16 546 345,36
902 - Enseignement	331 875 000,00	2 477 895,00	334 352 895,00	470 631 106,15	25 619 594,79	-93 470,35	-93 470,35	16 797 568,88	-216 136,14	35 087,38	25 491 037,06	16 546 345,36
222 - Lycées publics	292 249 000,00	-11 547 844,53	280 701 155,47	415 222 847,62	10 669 790,98	-93 470,35	-93 470,35	2 358 037,80	-216 136,14	35 087,38	10 541 233,25	2 106 814,28
223 - Lycées privés	14 070 000,00	-	14 070 000,00	15 826 520,00	510 272,73	-	-	-	-	-	510 272,73	-
224 - Participation à des cités mixtes	15 200 000,00	14 483 979,89	29 683 979,89	29 683 979,89	14 361 034,01	-	-	14 361 034,01	-	-	14 361 034,01	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 356 000,00	-458 240,36	9 897 759,64	9 897 759,64	78 497,07	-	-	78 497,07	-	-	78 497,07	-
ESU - Enseignement supérieur	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	26 651 436,68	80 680,21	-	-	80 680,21	-	2 008,32	78 671,89	78 671,89
902 - Enseignement	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	26 651 436,68	80 680,21	-	-	80 680,21	-	2 008,32	78 671,89	78 671,89
23 - Enseignement supérieur	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	26 651 436,68	80 680,21	-	-	80 680,21	-	2 008,32	78 671,89	78 671,89

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	4 323 000,00	-	4 323 000,00	3 991 400,00	17 341,91	-	17 341,91	17 341,91	-	17 341,91	17 341,91	17 341,91
900 - Services généraux	4 323 000,00	-	4 323 000,00	3 991 400,00	17 341,91	-	17 341,91	17 341,91	-	17 341,91	17 341,91	17 341,91
0202 - Autres moyens généraux	4 323 000,00	-	4 323 000,00	3 991 400,00	17 341,91	-	17 341,91	17 341,91	-	17 341,91	17 341,91	17 341,91
SL - Sports et Loisirs	22 404 000,00	-	22 404 000,00	22 569 988,00	5 932 649,27	-	5 932 649,27	5 932 649,27	-	5 932 649,27	5 932 649,27	5 932 649,27
903 - Culture, sports et loisirs	22 404 000,00	-	22 404 000,00	22 569 988,00	5 932 649,27	-	5 932 649,27	5 932 649,27	-	5 932 649,27	5 932 649,27	5 932 649,27
32 - Sports	8 490 000,00	-985 000,00	7 505 000,00	7 505 000,00	4 481 350,00	-	4 481 350,00	4 481 350,00	-	4 481 350,00	4 481 350,00	4 481 350,00
33 - Loisirs	13 914 000,00	985 000,00	14 899 000,00	15 064 988,00	1 451 299,27	-	1 451 299,27	1 451 299,27	-	1 451 299,27	1 451 299,27	1 451 299,27
TC - Transports en commun	320 100 000,00	9 667 648,49	329 767 648,49	357 101 227,92	36 437 214,54	-	35 575 349,94	35 575 349,94	-143 393,45	30 549 750,76	29 544 492,71	29 544 492,71
908 - Transports	320 100 000,00	9 667 648,49	329 767 648,49	357 101 227,92	36 437 214,54	-	35 575 349,94	35 575 349,94	-143 393,45	30 549 750,76	29 544 492,71	29 544 492,71
810 - Services communs	54 500 000,00	18 299 599,99	72 799 599,99	131 657 091,92	24 153 175,50	-	24 033 262,50	24 033 262,50	-143 393,45	18 543 849,49	18 280 543,04	18 280 543,04
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	203 000 000,00	-41 292 421,50	161 707 578,50	63 979 666,00	3 608 106,46	-	2 904 562,15	2 904 562,15	-	3 608 106,46	2 904 562,15	2 904 562,15
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	62 600 000,00	32 660 470,00	95 260 470,00	161 464 470,00	8 675 932,58	-	8 637 525,29	8 637 525,29	-	8 397 794,81	8 359 387,52	8 359 387,52
TMSP - Transports de marchandise en site propre	15 650 000,00	-	15 650 000,00	10 723 600,00	1 043 141,22	-	593 141,22	593 141,22	-	1 043 141,22	593 141,22	593 141,22
908 - Transports	15 650 000,00	-	15 650 000,00	10 723 600,00	1 043 141,22	-	593 141,22	593 141,22	-	1 043 141,22	593 141,22	593 141,22
883 - Transports fluviaux	5 500 000,00	-	5 500 000,00	9 490 000,00	2 041,22	-	2 041,22	2 041,22	-	2 041,22	2 041,22	2 041,22
884 - Transports ferroviaires de marchandises	7 900 000,00	-	7 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	1 233 600,00	1 041 100,00	-	591 100,00	591 100,00	-	1 041 100,00	591 100,00	591 100,00
888 - Autres	50 000,00	-	50 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 575 848,09	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 575 848,09	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 575 848,09	-	-	-	-	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 715 530 000,00	-	1 715 530 000,00	1 697 517 271,46	98 803 806,40	-434 879,97	86 287 811,18	-710 497,99	5 994 552,80	92 374 373,63	79 582 760,39	79 582 760,39
				98,95 %					0,35 %	-6,51 %	-7,77 %	-7,77 %

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	74 100 000,00	5 500 000,00	79 600 000,00	62 081 211,00	743 143,51	-445 278,08	743 143,51	743 143,51	-445 278,08	297 865,43	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	6 000 000,00	-	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	6 000 000,00	-	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	68 100 000,00	5 500 000,00	73 600 000,00	62 081 211,00	743 143,51	-445 278,08	743 143,51	743 143,51	-445 278,08	297 865,43	-	-
41 - Santé	9 600 000,00	4 412 475,00	14 012 475,00	2 479 918,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	58 500 000,00	1 087 525,00	59 587 525,00	59 601 293,00	743 143,51	-445 278,08	743 143,51	743 143,51	-445 278,08	297 865,43	-	-
EAE - Environnement, agriculture et énergie	110 873 000,00	6 200 000,00	117 073 000,00	113 674 979,98	1 367 812,28	-67 239,23	1 367 812,28	1 367 812,28	-67 239,23	1 300 573,05	1 300 573,05	1 300 573,05
907 - Environnement	107 473 000,00	5 000 000,00	112 473 000,00	109 574 979,98	1 367 812,28	-67 239,23	1 367 812,28	1 367 812,28	-67 239,23	1 300 573,05	1 300 573,05	1 300 573,05
71 - Actions transversales	200 000,00	-200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	17 202 463,07	18 952 463,07	18 952 463,07	2 994,58	-	2 994,58	2 994,58	-	2 994,58	2 994,58	2 994,58
73 - Politique de l'air	6 924 000,00	-2 290 000,00	4 634 000,00	4 493 702,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	56 849 000,00	-5 212 463,07	51 636 536,93	51 222 515,75	599 404,54	-7 234,50	599 404,54	599 404,54	-7 234,50	592 170,04	592 170,04	592 170,04
75 - Politique de l'énergie	10 000 000,00	-1 200 000,00	8 800 000,00	8 653 988,96	48 756,73	-48 756,73	48 756,73	48 756,73	-48 756,73	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	29 648 000,00	-3 300 000,00	26 348 000,00	25 805 165,00	716 656,43	-11 248,00	716 656,43	716 656,43	-11 248,00	705 408,43	705 408,43	705 408,43
78 - Autres actions	2 102 000,00	-	2 102 000,00	447 145,20	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 400 000,00	1 200 000,00	4 600 000,00	4 100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 400 000,00	1 200 000,00	4 600 000,00	4 100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	477 000 000,00	-2 560 000,00	474 440 000,00	486 272 922,74	68 036 675,60	-27 056,96	68 036 675,60	68 036 675,60	-27 056,96	20 134 260,24	47 875 358,40	36 973 351,22
902 - Enseignement	477 000 000,00	-2 560 000,00	474 440 000,00	486 272 922,74	68 036 675,60	-27 056,96	68 036 675,60	68 036 675,60	-27 056,96	20 134 260,24	47 875 358,40	36 973 351,22
222 - Lycées publics	418 600 000,00	16 721 247,60	435 321 247,60	448 144 549,27	63 728 507,41	-27 056,96	63 728 507,41	63 728 507,41	-27 056,96	18 771 329,86	44 930 120,59	35 720 905,57
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-5 023 160,00	13 976 840,00	13 976 840,00	175 109,13	-	175 109,13	175 109,13	-	175 109,13	175 109,13	175 109,13
224 - Participation à des cités mixtes	29 100 000,00	-14 321 247,60	14 778 752,40	14 069 881,98	4 133 059,06	-	4 133 059,06	4 133 059,06	-	2 770 128,68	2 770 128,68	2 770 128,68
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 300 000,00	63 160,00	10 363 160,00	10 081 651,49	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	86 314 000,00	-	86 314 000,00	74 365 521,59	12 909,38	-	12 909,38	12 909,38	-	3 660,97	9 248,41	9 248,41
902 - Enseignement	86 314 000,00	-	86 314 000,00	74 365 521,59	12 909,38	-	12 909,38	12 909,38	-	3 660,97	9 248,41	9 248,41
23 - Enseignement supérieur	86 314 000,00	-	86 314 000,00	74 365 521,59	12 909,38	-	12 909,38	12 909,38	-	3 660,97	9 248,41	9 248,41

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE				SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014			
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et empl.	26 808 000,00	20 000 000,00	46 808 000,00	46 806 909,00	25 610,87	-	-	-	-	-	25 610,87	-			
901 - Formation professionnelle et apprentissage	26 808 000,00	20 000 000,00	46 808 000,00	46 806 909,00	25 610,87	-	-	-	-	-	25 610,87	-			
10 - Services communs	100 000,00	-99 971,00	29,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
11 - Formation professionnelle	2 200 000,00	-818 208,00	1 381 792,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
12 - Apprentissage	24 508 000,00	20 918 179,00	45 426 179,00	45 426 179,00	25 610,87	-	-	-	-	-	25 610,87	-			
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
LO - Logement	206 000 000,00	-12 714 206,00	193 285 794,00	174 569 655,00	109 559,56	-29 933,70	109 559,56	-29 933,70	-29 933,70	79 625,86	79 625,86	79 625,86			
905 - Aménagement des territoires	206 000 000,00	-12 714 206,00	193 285 794,00	174 569 655,00	109 559,56	-29 933,70	109 559,56	-29 933,70	-29 933,70	79 625,86	79 625,86	79 625,86			
50 - Services communs	20 000 000,00	-	20 000 000,00	18 875 860,00	-	-	-	-	-	-	-	-			
54 - Habitat - Logement	186 000 000,00	-12 714 206,00	173 285 794,00	155 693 795,00	109 559,56	-29 933,70	109 559,56	-29 933,70	-29 933,70	79 625,86	79 625,86	79 625,86			
MO - Mobilités	222 888 000,00	2 249 290,08	225 137 290,08	215 462 500,68	31 688 938,48	-470 388,32	31 171 475,81	-617 564,94	52 188,72	31 166 361,44	30 501 722,15	30 501 722,15			
905 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 380 716,00	150 000,00	-	150 000,00	-	-	150 000,00	150 000,00	150 000,00			
52 - Agglomérations et villes moyennes	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 380 716,00	150 000,00	-	150 000,00	-	-	150 000,00	150 000,00	150 000,00			
907 - Environnement	47 408 000,00	-5 000 000,00	42 408 000,00	32 022 656,60	478 434,88	-470 388,32	478 434,88	-470 388,32	8 046,56	-0,00	-0,00	-0,00			
77 - Environnement des infrastructures de transport	28 700 000,00	-	28 700 000,00	16 856 558,00	421 638,32	-421 638,32	421 638,32	-421 638,32	-	-	-	-			
78 - Autres actions	18 708 000,00	-5 000 000,00	13 708 000,00	15 166 098,60	56 796,56	-48 750,00	56 796,56	-48 750,00	8 046,56	-0,00	-0,00	-0,00			
908 - Transports	167 480 000,00	7 249 290,08	174 729 290,08	176 059 128,08	31 060 503,60	-	30 543 040,93	-147 176,62	44 142,16	31 016 361,44	30 351 722,15	30 351 722,15			
818 - Autres transports en commun	65 900 000,00	8 469 292,08	74 369 292,08	73 829 352,08	17 809 873,20	-	17 742 642,00	-147 176,62	-	17 809 873,20	17 595 465,38	17 595 465,38			
821 - Voirie nationale	43 330 000,00	-1 220 002,00	42 109 998,00	42 109 998,00	1 467 098,26	-	1 467 098,26	-	-	1 467 098,26	1 467 098,26	1 467 098,26			
823 - Voirie départementale	23 750 000,00	-	23 750 000,00	23 750 000,00	6 527 332,63	-	6 427 332,63	-	44 142,16	6 483 190,47	6 383 190,47	6 383 190,47			
825 - Sécurité routière	34 500 000,00	-	34 500 000,00	36 369 778,00	5 256 199,51	-	4 905 968,04	-	-	5 256 199,51	4 905 968,04	4 905 968,04			
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	9 015 000,00	-	9 015 000,00	9 372 000,00	38 929,99	-	38 930,43	-0,44	28 092,50	10 837,49	10 837,49	10 837,49			
900 - Services généraux	8 015 000,00	-	8 015 000,00	8 248 500,00	29 527,70	-	29 528,14	-0,44	28 092,50	1 435,20	1 435,20	1 435,20			
0202 - Autres moyens généraux	8 015 000,00	-	8 015 000,00	8 248 500,00	29 527,70	-	29 528,14	-0,44	28 092,50	1 435,20	1 435,20	1 435,20			
903 - Culture, sports et loisirs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 123 500,00	9 402,29	-	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29	9 402,29			
313 - Patrimoine	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 123 500,00	9 402,29	-	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29	9 402,29			
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
PV - Politique de la ville	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	53 509 673,34	1 778 529,24	-1 029 521,01	1 778 529,24	-1 029 521,01	749 008,23	438 378,80	453 166,87	453 166,87			
905 - Aménagement des territoires	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	53 509 673,34	1 778 529,24	-1 029 521,01	1 778 529,24	-1 029 521,01	749 008,23	438 378,80	453 166,87	453 166,87			
51 - Politique de la ville	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	53 509 673,34	1 778 529,24	-1 029 521,01	1 778 529,24	-1 029 521,01	749 008,23	438 378,80	453 166,87	453 166,87			
RIN - Recherche	88 770 000,00	500 000,00	89 270 000,00	84 977 126,00	5 592 865,31	-27 291,57	5 592 865,31	-12 503,50	5 127 194,94	438 378,80	453 166,87	453 166,87			
905 - Aménagement des territoires	18 000 000,00	-	18 000 000,00	17 212 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-			
56 - Technologies de l'information et de la communication	18 000 000,00	-	18 000 000,00	17 212 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-			
909 - Action économique	70 770 000,00	500 000,00	71 270 000,00	67 765 126,00	5 592 865,31	-27 291,57	5 592 865,31	-12 503,50	5 127 194,94	438 378,80	453 166,87	453 166,87			
92 - Recherche et innovation	70 770 000,00	500 000,00	71 270 000,00	67 765 126,00	5 592 865,31	-27 291,57	5 592 865,31	-12 503,50	5 127 194,94	438 378,80	453 166,87	453 166,87			
SE - Sécurité	50 500 000,00	-	50 500 000,00	35 153 153,89	4 245 110,72	-12 161,88	4 245 110,72	-12 161,88	64 210,50	4 168 738,34	4 168 738,34	4 168 738,34			
902 - Enseignement	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 725 392,50	17 218,70	-12 161,88	17 218,70	-12 161,88	3 658,66	1 398,16	1 398,16	1 398,16			
27 - Sécurité	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 725 392,50	17 218,70	-12 161,88	17 218,70	-12 161,88	3 658,66	1 398,16	1 398,16	1 398,16			
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 119 499,14	58,61	-	58,61	-	-	58,61	58,61	58,61			
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 119 499,14	58,61	-	58,61	-	-	58,61	58,61	58,61			
905 - Aménagement des territoires	21 200 000,00	-	21 200 000,00	15 621 965,75	60 551,84	-	60 551,84	-	60 551,84	-	-	-			
57 - Sécurité	21 200 000,00	-	21 200 000,00	15 621 965,75	60 551,84	-	60 551,84	-	60 551,84	-	-	-			
908 - Transports	22 000 000,00	-	22 000 000,00	11 686 296,50	4 167 281,57	-	4 167 281,57	-	-	4 167 281,57	4 167 281,57	4 167 281,57			
87 - Sécurité	22 000 000,00	-	22 000 000,00	11 686 296,50	4 167 281,57	-	4 167 281,57	-	-	4 167 281,57	4 167 281,57	4 167 281,57			

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	4 400 000,00	-	4 400 000,00	4 400 000,00	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	1 057 431,74
900 - Services généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	4 400 000,00	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	1 057 431,74
0202 - Autres moyens généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	4 400 000,00	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	1 057 431,74
SL - Sports et Loisirs	30 492 000,00	-	30 492 000,00	54 341 298,83	8 323 192,35	-	-	8 323 192,35	-	4 052,02	8 319 140,33	8 319 140,33
903 - Culture, sports et loisirs	30 492 000,00	-	30 492 000,00	54 341 298,83	8 323 192,35	-	-	8 323 192,35	-	4 052,02	8 319 140,33	8 319 140,33
32 - Sports	11 990 000,00	-	11 990 000,00	31 379 750,00	4 781 588,00	-	-	4 781 588,00	-	-	4 781 588,00	4 781 588,00
33 - Loisirs	18 502 000,00	-	18 502 000,00	22 961 548,83	3 541 604,35	-	-	3 541 604,35	-	4 052,02	3 537 552,33	3 537 552,33
TC - Transports en commun	380 300 000,00	-7 514 842,00	372 785 158,00	367 131 960,00	83 804 260,64	-	-	77 815 443,56	-	7 076 150,13	70 739 293,43	70 739 293,43
908 - Transports	380 300 000,00	-7 514 842,00	372 785 158,00	367 131 960,00	83 804 260,64	-	-	77 815 443,56	-	7 076 150,13	70 739 293,43	70 739 293,43
810 - Services communs	56 550 000,00	12 975 075,00	69 525 075,00	62 451 075,00	26 710 595,16	-	-	23 281 536,38	-	979 953,34	22 301 583,04	22 301 583,04
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	276 950 000,00	-30 778 302,00	246 171 698,00	247 592 500,00	36 158 170,48	-	-	36 158 169,95	-	5 324 294,22	30 833 876,26	30 833 876,26
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	46 800 000,00	10 288 385,00	57 088 385,00	57 088 385,00	20 935 495,00	-	-	18 375 737,23	-	771 902,57	17 603 834,66	17 603 834,66
TMSP - Transports de marchandise en site propre	20 000 000,00	-954 450,08	19 045 549,92	22 356 166,36	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
908 - Transports	20 000 000,00	-954 450,08	19 045 549,92	22 356 166,36	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
883 - Transports fluviaux	9 850 000,00	-	9 850 000,00	19 203 666,36	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
884 - Transports ferroviaires de marchandises	7 900 000,00	-2 356 950,08	5 543 049,92	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	2 200 000,00	1 452 500,00	3 652 500,00	3 152 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
888 - Autres	50 000,00	-50 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 199 997,77	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 199 997,77	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 199 997,77	-	-	-	-	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 023 679 000,00	22 569 998,00	2 046 248 998,00	1 970 628 711,58	225 713 999,47	-2 169 872,24	9 700,00	209 343 909,92	-4 013 134,86	34 922 804,94	188 621 322,29	170 417 670,12
				96,30 %						1,77 %	-16,43 %	-18,59 %

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014	
DSS - Développement social et santé	78 763 000,00	-	78 763 000,00	74 976 542,80	1 313 347,36	-195 647,02	-	1 313 347,36	-195 647,02	588 711,66	528 988,68	528 988,68	
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 000 000,00	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
13 - Formations sanitaires et sociales	3 000 000,00	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
904 - Santé et action sociale	75 763 000,00	-	75 763 000,00	74 976 542,80	1 313 347,36	-195 647,02	-	1 313 347,36	-195 647,02	588 711,66	528 988,68	528 988,68	
41 - Santé	12 000 000,00	-	12 000 000,00	10 202 029,00	181 299,75	-181 299,75	-	181 299,75	-181 299,75	-	-	-	
42 - Action sociale	63 763 000,00	-	63 763 000,00	64 774 513,80	1 132 047,61	-14 347,27	-	1 132 047,61	-14 347,27	588 711,66	528 988,68	528 988,68	
EAE - Environnement, agriculture et énergie	115 000 000,00	-5 862 888,45	109 137 111,55	93 774 356,64	1 165 381,98	-350 274,69	-	1 165 381,98	-350 274,69	66 249,51	748 857,78	748 857,78	
907 - Environnement	111 200 000,00	-5 862 888,45	105 337 111,55	90 404 356,64	1 165 381,98	-350 274,69	-	1 165 381,98	-350 274,69	66 249,51	748 857,78	748 857,78	
71 - Actions transversales	700 000,00	-	700 000,00	233 953,69	34 089,09	-4 089,09	-	34 089,09	-4 089,09	-	-	-	
72 - Actions en matière de déchets	2 250 000,00	-	2 250 000,00	576 257,29	-	-	-	-	-	-	-	-	
73 - Politique de l'air	3 500 000,00	-	3 500 000,00	162 400,00	1 298,20	-1 298,20	-	1 298,20	-1 298,20	-	-	-	
74 - Politique de l'eau	54 295 000,00	-	54 295 000,00	53 317 174,40	378 462,06	-179 023,35	-	378 462,06	-179 023,35	66 249,51	133 189,20	133 189,20	
75 - Politique de l'énergie	16 000 000,00	-5 862 888,45	10 137 111,55	8 940 344,26	751 532,63	-165 864,05	-	751 532,63	-165 864,05	-	585 668,58	585 668,58	
76 - Patrimoine naturel	31 875 000,00	-	31 875 000,00	27 067 942,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
78 - Autres actions	2 580 000,00	-	2 580 000,00	106 285,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
909 - Développement économique	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 370 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 370 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
ESE - Enseignement secondaire	432 775 000,00	1 800 000,00	434 575 000,00	438 514 524,28	159 624 435,73	-143 958,40	17,61	140 890 283,01	2 719 364,73	40 126 070,20	119 354 407,13	103 483 595,15	
902 - Enseignement	432 775 000,00	1 800 000,00	434 575 000,00	438 514 524,28	159 624 435,73	-143 958,40	17,61	140 890 283,01	2 719 364,73	40 126 070,20	119 354 407,13	103 483 595,15	
222 - Lycées publics	373 792 000,00	14 880 610,71	388 672 610,71	392 612 134,99	158 978 416,16	-116 392,02	17,61	140 244 263,44	2 747 886,91	40 118 817,18	118 743 206,96	102 873 350,78	
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	19 000 000,00	6 307,75	-6 307,75	-	6 307,75	-6 307,75	-	-	-	
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	-12 401 250,29	14 198 749,71	14 198 749,71	639 711,82	-21 258,63	-	639 711,82	-22 214,43	7 253,02	611 200,17	610 244,37	
28 - Autres services périscolaires et annexes	13 383 000,00	-679 360,42	12 703 639,58	12 703 639,58	-	-	-	-	-	-	-	-	
ESU - Enseignement supérieur	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 757 303,85	1 271 767,15	-361 240,79	-	1 271 767,15	-361 240,79	107 584,67	802 941,69	802 941,69	
902 - Enseignement	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 757 303,85	1 271 767,15	-361 240,79	-	1 271 767,15	-361 240,79	107 584,67	802 941,69	802 941,69	
23 - Enseignement supérieur	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 757 303,85	1 271 767,15	-361 240,79	-	1 271 767,15	-361 240,79	107 584,67	802 941,69	802 941,69	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	34 440 000,00	-	34 440 000,00	34 594 969,52	70 162,97	-	-	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
901 - Formation professionnelle et apprentissage	34 440 000,00	-	34 440 000,00	34 594 969,52	70 162,97	-	-	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
10 - Services communs	100 000,00	-100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	740 000,00	-330 792,00	409 208,00	273 777,52	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	33 600 000,00	430 792,00	34 030 792,00	34 321 192,00	70 162,97	-	-	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	165 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	169 968 068,45	214 969,70	-94 276,09	-94 276,09	214 969,70	-94 276,09	117 722,15	2 971,46	2 971,46
905 - Aménagement des territoires	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	169 968 068,45	214 969,70	-94 276,09	-94 276,09	214 969,70	-94 276,09	117 722,15	2 971,46	2 971,46
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	169 968 068,45	214 969,70	-94 276,09	-94 276,09	214 969,70	-94 276,09	117 722,15	2 971,46	2 971,46
MO - Mobilités	215 900 000,00	-22 693 462,86	193 206 537,14	199 607 831,58	20 668 737,01	-16 275,00	-16 275,00	18 685 106,65	117 006,67	1 892 395,40	18 760 066,61	16 909 717,92
905 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 622 500,00	524 500,00	-	-	524 500,00	-	-	524 500,00	524 500,00
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 622 500,00	524 500,00	-	-	524 500,00	-	-	524 500,00	524 500,00
907 - Environnement	50 000 000,00	5 862 888,45	55 862 888,45	55 862 888,45	464 069,58	-16 275,00	-16 275,00	326 894,58	120 900,00	305 008,58	142 786,00	142 786,00
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 500 000,00	-	35 500 000,00	35 500 000,00	142 786,00	-	-	142 786,00	-	-	142 786,00	142 786,00
78 - Autres actions	14 500 000,00	5 862 888,45	20 362 888,45	20 362 888,45	321 283,58	-16 275,00	-16 275,00	184 108,58	120 900,00	305 008,58	-0,00	-0,00
908 - Transports	161 900 000,00	-28 556 351,31	133 343 648,69	141 122 443,13	19 680 167,43	-	-	17 833 712,07	-3 893,33	1 587 386,82	16 242 431,92	16 242 431,92
818 - Autres transports en commun	80 000 000,00	-28 556 351,31	51 443 648,69	51 294 050,00	11 031 025,70	-	-	9 790 883,00	20 709,88	11 010 315,82	9 770 173,12	9 770 173,12
821 - Voirie nationale	23 400 000,00	-	23 400 000,00	29 576 000,00	153 082,00	-	-	153 082,00	-	153 082,00	153 082,00	153 082,00
823 - Voirie départementale	24 000 000,00	-	24 000 000,00	24 000 000,00	4 205 326,78	-	-	3 932 762,33	-	4 205 326,78	3 932 762,33	3 932 762,33
825 - Sécurité routière	34 500 000,00	-	34 500 000,00	36 252 393,13	4 290 732,95	-	-	3 956 984,74	-3 893,33	1 566 676,94	2 386 414,47	2 386 414,47
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	5 015 000,00	-	5 015 000,00	4 225 000,00	37 483,37	-	-	37 483,37	-	-	37 483,37	37 483,37
900 - Services généraux	3 265 000,00	-	3 265 000,00	3 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	3 265 000,00	-	3 265 000,00	3 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 750 000,00	-	1 750 000,00	975 000,00	37 483,37	-	-	37 483,37	-	37 483,37	37 483,37	37 483,37
313 - Patrimoine	1 750 000,00	-	1 750 000,00	975 000,00	37 483,37	-	-	37 483,37	-	37 483,37	37 483,37	37 483,37
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	7 124 432,00	76 973,76	-	-	76 973,76	-	-	76 973,76	76 973,76
905 - Aménagement des territoires	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	7 124 432,00	76 973,76	-	-	76 973,76	-	-	76 973,76	76 973,76
51 - Politique de la ville	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	7 124 432,00	76 973,76	-	-	76 973,76	-	-	76 973,76	76 973,76
RIN - Recherche	82 200 000,00	-	82 200 000,00	72 097 337,00	1 374 499,76	-40 017,48	-40 017,48	1 374 499,76	-40 017,48	434 000,00	900 482,28	900 482,28
905 - Aménagement des territoires	5 500 000,00	-	5 500 000,00	1 804 330,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	5 500 000,00	-	5 500 000,00	1 804 330,00	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	76 700 000,00	-	76 700 000,00	70 293 007,00	1 374 499,76	-40 017,48	-40 017,48	1 374 499,76	-40 017,48	434 000,00	900 482,28	900 482,28
92 - Recherche et innovation	76 700 000,00	-	76 700 000,00	70 293 007,00	1 374 499,76	-40 017,48	-40 017,48	1 374 499,76	-40 017,48	434 000,00	900 482,28	900 482,28
SE - Sécurité	44 300 000,00	-	44 300 000,00	19 996 442,69	3 173 133,56	-10 049,47	-10 049,47	3 173 133,56	-10 049,47	3 163 084,09	3 163 084,09	3 163 084,09
902 - Enseignement	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 499 611,00	10 049,47	-10 049,47	-10 049,47	10 049,47	-10 049,47	-	-	-
27 - Sécurité	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 499 611,00	10 049,47	-10 049,47	-10 049,47	10 049,47	-10 049,47	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	20 500 000,00	-	20 500 000,00	8 290 713,69	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	20 500 000,00	-	20 500 000,00	8 290 713,69	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	16 500 000,00	-	16 500 000,00	3 956 118,00	-	-	-	3 163 084,09	-	3 163 084,09	3 163 084,09	3 163 084,09
87 - Sécurité	16 500 000,00	-	16 500 000,00	3 956 118,00	-	-	-	3 163 084,09	-	3 163 084,09	3 163 084,09	3 163 084,09

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	4 130 000,00	-	4 130 000,00	3 443 320,00	192 159,05	-	-	192 159,05	-	3 198,00	188 961,05	188 961,05
900 - Services généraux	4 130 000,00	-	4 130 000,00	3 443 320,00	192 159,05	-	-	192 159,05	-	3 198,00	188 961,05	188 961,05
0202 - Autres moyens généraux	4 130 000,00	-	4 130 000,00	3 443 320,00	192 159,05	-	-	192 159,05	-	3 198,00	188 961,05	188 961,05
SL - Sports et Loisirs	32 389 000,00	-	32 389 000,00	41 566 996,22	4 662 058,63	-	-	4 662 058,63	-	-	4 662 058,63	4 662 058,63
903 - Culture, sports et loisirs	32 389 000,00	-	32 389 000,00	41 566 996,22	4 662 058,63	-	-	4 662 058,63	-	-	4 662 058,63	4 662 058,63
32 - Sports	16 505 000,00	-	16 505 000,00	24 540 887,20	3 616 000,00	-	-	3 616 000,00	-	-	3 616 000,00	3 616 000,00
33 - Loisirs	15 884 000,00	-	15 884 000,00	17 026 109,02	1 046 058,63	-	-	1 046 058,63	-	-	1 046 058,63	1 046 058,63
TC - Transports en commun	395 100 000,00	28 566 351,31	423 666 351,31	423 011 979,31	66 039 810,35	-	-	62 402 651,67	-1 323 011,35	1 348 017,57	64 691 792,78	59 731 622,75
908 - Transports	395 100 000,00	28 566 351,31	423 666 351,31	423 011 979,31	66 039 810,35	-	-	62 402 651,67	-1 323 011,35	1 348 017,57	64 691 792,78	59 731 622,75
810 - Services communs	65 600 000,00	5 170 170,00	70 770 170,00	70 765 295,00	26 882 043,09	-	-	26 264 233,18	-1 141 844,37	327 224,87	26 554 818,22	24 795 163,94
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	280 500 000,00	51 367 039,31	331 867 039,31	331 867 039,31	36 007 465,81	-	-	34 620 140,98	-	908 857,31	35 098 608,50	33 711 283,67
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	49 000 000,00	-27 980 858,00	21 019 142,00	20 379 645,00	3 150 301,45	-	-	1 518 277,51	-181 166,98	111 935,39	3 038 366,06	1 225 175,14
TMSP - Transports de marchandise en site propre	15 600 000,00	-	15 600 000,00	22 798 800,00	1 712 862,33	-	-	1 664 335,10	-	25 000,00	1 687 862,33	1 639 335,10
908 - Transports	15 600 000,00	-	15 600 000,00	22 798 800,00	1 712 862,33	-	-	1 664 335,10	-	25 000,00	1 687 862,33	1 639 335,10
883 - Transports fluviaux	7 300 000,00	-	7 300 000,00	14 600 000,00	204 000,00	-	-	204 000,00	-	-	204 000,00	204 000,00
884 - Transports ferroviaires de marchandises	1 300 000,00	-1 073 800,00	226 200,00	125 000,00	25 000,00	-	-	25 000,00	-	25 000,00	-	-
885 - Liaisons multimodales	7 000 000,00	1 073 800,00	8 073 800,00	8 073 800,00	1 483 862,33	-	-	1 435 335,10	-	-	1 483 862,33	1 435 335,10
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 533 000,00	-	4 533 000,00	4 482 518,03	13 810,40	-13 810,40	-13 810,40	13 810,40	-13 810,40	-	-	-
909 - Action économique	4 533 000,00	-	4 533 000,00	4 482 518,03	13 810,40	-13 810,40	-13 810,40	13 810,40	-13 810,40	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 533 000,00	-	4 533 000,00	4 482 518,03	13 810,40	-13 810,40	-13 810,40	13 810,40	-13 810,40	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 883 780 000,00	1 800 000,00	1 885 580 000,00	1 794 726 651,67	284 412 463,89	-1 235 348,76	17,61	258 740 822,56	-183 593,36	49 311 280,62	233 865 834,51	209 245 986,19
				95,18 %						2,75 %	-17,77 %	-19,13 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2008

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 791 141,00	54 000,00	-4 000,00	-	54 000,00	-4 000,00	-	50 000,00	50 000,00
900 - Services généraux	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 791 141,00	54 000,00	-4 000,00	-	54 000,00	-4 000,00	-	50 000,00	50 000,00
044 - Aide publique au développement	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 791 141,00	54 000,00	-4 000,00	-	54 000,00	-4 000,00	-	50 000,00	50 000,00
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	76 330 000,00	401 087,43	76 731 087,43	55 028 741,42	15 111 533,19	-38 173,09	-	14 943 160,10	-610 455,10	4 583 001,53	10 490 358,57	9 749 703,47
905 - Aménagement des territoires	74 650 000,00	-	74 650 000,00	52 443 621,39	15 073 360,10	-	-	14 904 987,01	-572 282,01	4 583 001,53	10 490 358,57	9 749 703,47
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	64 150 000,00	-124 610,76	64 025 389,24	41 819 010,63	12 613 412,96	-	-	12 485 186,25	-458 613,05	3 945 752,58	8 667 660,38	8 080 820,62
53 - Espace rural et autres espaces de développement	10 500 000,00	124 610,76	10 624 610,76	10 624 610,76	2 459 947,14	-	-	2 419 800,76	-113 688,96	637 248,95	1 822 698,19	1 688 882,85
907 - Environnement	1 680 000,00	401 087,43	2 081 087,43	2 585 120,03	38 173,09	-38 173,09	-	38 173,09	-38 173,09	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	1 680 000,00	401 087,43	2 081 087,43	2 585 120,03	38 173,09	-38 173,09	-	38 173,09	-38 173,09	-	-	-
CI - Citoyenneté	100 000,00	-	100 000,00	60 224,00	781,57	-781,57	-	781,57	-781,57	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	60 224,00	781,57	-781,57	-	781,57	-781,57	-	-	-
40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	60 224,00	781,57	-781,57	-	781,57	-781,57	-	-	-
COM - Communication	1 200 000,00	-	1 200 000,00	840 000,00	6 330,17	-6 330,17	-	6 330,17	-6 330,17	-	-	-
900 - Services généraux	1 200 000,00	-	1 200 000,00	840 000,00	6 330,17	-6 330,17	-	6 330,17	-6 330,17	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 200 000,00	-	1 200 000,00	840 000,00	6 330,17	-6 330,17	-	6 330,17	-6 330,17	-	-	-
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
923 - Dettes et autres opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
925 - Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
926 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	8 700 000,00	-	8 700 000,00	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	8 700 000,00	-	8 700 000,00	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	8 700 000,00	-	8 700 000,00	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	29 550 000,00	-	29 550 000,00	25 505 163,65	2 986 649,88	-436 744,46	-	2 986 649,88	-436 744,46	2 549 605,42	300,00	300,00
903 - Culture, Sports et Loisirs	29 550 000,00	-	29 550 000,00	25 505 163,65	2 986 649,88	-436 744,46	-	2 986 649,88	-436 744,46	2 549 605,42	300,00	300,00
311 - Enseignement Artistique	4 000 000,00	854 811,00	4 854 811,00	4 854 811,00	-	-	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	21 795 000,00	-	21 795 000,00	18 215 101,36	2 828 464,27	-428 065,48	-	2 828 464,27	-428 065,48	2 400 098,79	300,00	300,00
313 - Patrimoine	3 755 000,00	-854 811,00	2 900 189,00	2 435 251,29	158 185,61	-8 678,98	-	158 185,61	-8 678,98	149 506,63	-0,00	-0,00
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	44 600 000,00	-	44 600 000,00	34 881 283,76	2 277 832,22	-2 064 503,84	-	2 277 832,22	-2 064 503,84	130 178,38	83 150,00	83 150,00
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	44 600 000,00	-	44 600 000,00	34 881 283,76	2 277 832,22	-2 064 503,84	-	2 277 832,22	-2 064 503,84	130 178,38	83 150,00	83 150,00
91 - Interventions économiques transversales	37 700 000,00	-	37 700 000,00	30 505 263,76	2 038 559,22	-1 908 378,84	-	2 038 559,22	-1 908 378,84	2 000,00	2,00	2,00
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	6 900 000,00	-	6 900 000,00	4 376 020,00	239 273,00	-156 125,00	-	239 273,00	-156 125,00	83 148,00	83 148,00	83 148,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014	
DSS - Développement social et santé	75 434 000,00	-	75 434 000,00	76 310 097,82	8 351 480,86	-3 405 584,64	-	8 371 966,26	-3 426 070,04	4 303 490,47	642 405,75	642 405,75	
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 300 000,00	-	1 300 000,00	608 838,82	-	-	-	-	-	-	-	-	
13 - Formations sanitaires et sociales	1 300 000,00	-	1 300 000,00	608 838,82	-	-	-	-	-	-	-	-	
904 - Santé et action sociale	74 134 000,00	-	74 134 000,00	75 701 259,00	8 351 480,86	-3 405 584,64	-	8 371 966,26	-3 426 070,04	4 303 490,47	642 405,75	642 405,75	
41 - Santé	9 300 000,00	-563 529,00	8 746 471,00	8 410 003,00	49 482,69	-49 482,69	-	49 482,69	-49 482,69	-	-	-	
42 - Action sociale	64 834 000,00	553 529,00	65 387 529,00	67 291 256,00	8 301 978,17	-3 356 081,95	-	8 322 483,57	-3 376 587,35	4 303 490,47	642 405,75	642 405,75	
EAE - Environnement, agriculture et énergie	112 905 000,00	-894 587,98	112 010 412,02	101 611 345,49	2 638 852,21	-424 880,57	-	2 637 110,25	-424 880,57	101 151,91	2 112 819,73	2 111 077,77	
907 - Environnement	109 255 000,00	-894 587,98	108 360 412,02	98 790 496,92	2 638 852,21	-424 880,57	-	2 637 110,25	-424 880,57	101 151,91	2 112 819,73	2 111 077,77	
71 - Actions transversales	475 000,00	-	475 000,00	75 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
72 - Actions en matière de déchets	6 250 000,00	-894 587,98	5 355 412,02	5 18 353,50	171 013,62	-120 246,52	-	171 013,62	-120 246,52	50 292,71	474,39	474,39	
73 - Politique de l'air	1 450 000,00	-254 667,84	1 195 332,16	275 046,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
74 - Politique de l'eau	53 720 000,00	-	53 720 000,00	53 719 960,73	661 970,26	-157 166,15	-	661 970,26	-157 166,15	50 859,20	453 944,91	453 944,91	
75 - Politique de l'énergie	18 000 000,00	2 954 667,84	20 954 667,84	21 022 489,19	947 878,96	-84 209,54	-	947 878,96	-84 209,54	863 669,42	863 669,42	863 669,42	
76 - Patrimoine naturel	26 275 000,00	-	26 275 000,00	22 950 964,50	855 421,56	-60 690,55	-	853 679,60	-60 690,55	794 731,01	792 989,05	792 989,05	
78 - Autres actions	3 085 000,00	-2 700 000,00	385 000,00	228 683,00	2 587,81	-2 587,81	-	2 587,81	-2 587,81	-	-	-	
909 - Développement économique	3 650 000,00	-	3 650 000,00	2 820 848,57	-	-	-	-	-	-	-	-	
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 650 000,00	-	3 650 000,00	2 820 848,57	-	-	-	-	-	-	-	-	
ESE - Enseignement secondaire	423 800 000,00	-	423 800 000,00	519 542 704,31	117 008 817,07	-520 653,53	-	110 553 495,66	-595 030,15	16 341 221,34	100 146 942,20	94 282 244,17	
902 - Enseignement	423 800 000,00	-	423 800 000,00	519 542 704,31	117 008 817,07	-520 653,53	-	110 553 495,66	-595 030,15	16 341 221,34	100 146 942,20	94 282 244,17	
222 - Lycées publics	364 777 000,00	4 672 166,33	369 449 166,33	464 489 489,34	113 581 628,47	-213 340,32	-	107 106 860,10	-458 216,85	15 982 383,88	97 385 904,27	91 331 259,37	
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	19 520 000,00	298 023,48	-186 090,73	-	298 053,64	-45 487,05	111 932,75	0,00	140 633,84	
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	-837 231,34	25 762 768,66	25 947 408,66	3 129 165,12	-121 222,48	-	3 148 581,92	-91 326,25	246 904,71	2 761 037,93	2 810 350,96	
28 - Autres services périscolaires et annexes	13 423 000,00	-3 834 934,99	9 588 065,01	9 585 806,31	-	-	-	-	-	-	-	-	
ESU - Enseignement supérieur	39 248 000,00	-	39 248 000,00	39 243 640,03	9 415 557,11	-3 011 235,96	-	9 415 557,11	-3 011 235,96	1 718 953,96	4 685 367,19	4 685 367,19	
902 - Enseignement	39 248 000,00	-	39 248 000,00	39 243 640,03	9 415 557,11	-3 011 235,96	-	9 415 557,11	-3 011 235,96	1 718 953,96	4 685 367,19	4 685 367,19	
23 - Enseignement supérieur	39 248 000,00	-	39 248 000,00	39 243 640,03	9 415 557,11	-3 011 235,96	-	9 415 557,11	-3 011 235,96	1 718 953,96	4 685 367,19	4 685 367,19	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014		
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et empl.	30 500 000,00	-	30 500 000,00	30 431 075,15	88 281,82	-56 188,89	-	88 281,82	-56 188,89	21 476,35	10 616,58	10 616,58		
901 - Formation professionnelle et apprentissage	30 500 000,00	-	30 500 000,00	30 431 075,15	88 281,82	-56 188,89	-	88 281,82	-56 188,89	21 476,35	10 616,58	10 616,58		
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
11 - Formation professionnelle	500 000,00	-417 889,00	82 111,00	13 186,15	852,89	-	-	852,89	-	-	852,89	852,89		
12 - Apprentissage	30 000 000,00	417 889,00	30 417 889,00	30 417 889,00	87 428,93	-56 188,89	-	87 428,93	-56 188,89	21 476,35	9 763,69	9 763,69		
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
LO - Logement	171 800 000,00	6 858 186,00	178 658 186,00	177 361 013,87	2 229 358,98	-556 218,14	-	2 355 814,14	-631 103,39	1 206 561,72	486 579,12	518 149,03		
905 - Aménagement des territoires	171 800 000,00	6 858 186,00	178 658 186,00	177 361 013,87	2 229 358,98	-556 218,14	-	2 355 814,14	-631 103,39	1 206 561,72	486 579,12	518 149,03		
50 - Services communs	3 000 000,00	-	3 000 000,00	1 629 928,16	-	-	-	-	-	-	-	-		
54 - Habitat - Logement	168 800 000,00	6 858 186,00	175 658 186,00	175 731 085,71	2 229 358,98	-556 218,14	-	2 355 814,14	-631 103,39	1 206 561,72	486 579,12	518 149,03		
MO - Mobilités	248 100 000,00	-53 843 361,25	194 256 638,75	169 480 420,72	26 996 079,16	-287 995,56	-	26 017 358,21	-1 033 646,05	1 438 130,77	25 269 952,83	23 545 581,39		
905 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	677 775,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	677 775,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
907 - Environnement	50 000 000,00	493 500,55	50 493 500,55	46 636 442,05	4 915 688,69	-287 995,56	-	4 915 688,69	-287 995,56	-	4 627 693,13	4 627 693,13		
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 500 000,00	-	35 500 000,00	31 642 941,50	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	4 560 667,59		
78 - Autres actions	14 500 000,00	493 500,55	14 993 500,55	14 993 500,55	355 021,10	-287 995,56	-	355 021,10	-287 995,56	-	67 025,54	67 025,54		
908 - Transports	194 100 000,00	-54 336 861,80	139 763 138,20	122 166 203,67	22 080 390,47	-	-	21 101 689,52	-745 650,49	1 438 130,77	20 642 259,70	18 917 888,26		
818 - Autres transports en commun	129 500 000,00	-54 336 861,80	75 163 138,20	56 025 478,41	6 129 962,83	-	-	5 553 170,50	-	6 129 962,83	5 553 170,50	5 553 170,50		
821 - Voirie nationale	23 500 000,00	-	23 500 000,00	25 040 725,26	1 138,14	-	-	1 138,14	-	1 138,14	-	-		
823 - Voirie départementale	17 000 000,00	-	17 000 000,00	17 000 000,00	6 099 655,92	-	-	6 099 655,92	-	1 395 848,98	4 703 806,94	4 703 806,94		
825 - Sécurité routière	24 100 000,00	-	24 100 000,00	24 100 000,00	9 849 633,58	-	-	9 849 633,58	-745 650,49	41 143,65	9 808 489,93	8 660 910,82		
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 950 000,00	-	2 950 000,00	2 102 760,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
900 - Services généraux	2 300 000,00	-	2 300 000,00	1 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
0202 - Autres moyens généraux	2 300 000,00	-	2 300 000,00	1 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
903 - Culture, sports et loisirs	650 000,00	-	650 000,00	202 760,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
313 - Patrimoine	650 000,00	-	650 000,00	202 760,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
PV - Politique de la ville	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	25 114 871,17	1 375 281,13	-632 374,42	-	1 375 281,13	-632 374,42	742 906,71	-0,00	-0,00		
905 - Aménagement des territoires	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	25 114 871,17	1 375 281,13	-632 374,42	-	1 375 281,13	-632 374,42	742 906,71	-0,00	-0,00		
51 - Politique de la ville	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	25 114 871,17	1 375 281,13	-632 374,42	-	1 375 281,13	-632 374,42	742 906,71	-0,00	-0,00		
RIN - Recherche	101 000 000,00	-	101 000 000,00	82 680 286,00	18 883 098,60	-1 734 322,48	-	17 493 245,04	-2 468 161,43	3 927 894,76	13 220 881,36	11 097 188,85		
905 - Aménagement des territoires	6 905 000,00	-	6 905 000,00	4 166 347,00	174 719,75	-165 440,66	-	174 719,75	-165 440,66	4 129,66	5 149,43	5 149,43		
56 - Technologies de l'information et de la communication	6 905 000,00	-	6 905 000,00	4 166 347,00	174 719,75	-165 440,66	-	174 719,75	-165 440,66	4 129,66	5 149,43	5 149,43		
909 - Action économique	94 095 000,00	-	94 095 000,00	78 513 939,00	18 708 378,85	-1 568 881,82	-	17 318 525,29	-2 302 720,77	3 923 765,10	13 215 731,93	11 092 039,42		
92 - Recherche et innovation	94 095 000,00	-	94 095 000,00	78 513 939,00	18 708 378,85	-1 568 881,82	-	17 318 525,29	-2 302 720,77	3 923 765,10	13 215 731,93	11 092 039,42		
SE - Sécurité	32 000 000,00	-	32 000 000,00	19 419 506,77	1 640 523,99	-600 530,15	-	1 640 523,99	-600 530,15	71 855,76	968 138,08	968 138,08		
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	5 063 905,00	42 866,99	-18 141,02	-	42 866,99	-18 141,02	1 865,76	22 860,21	22 860,21		
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	5 063 905,00	42 866,99	-18 141,02	-	42 866,99	-18 141,02	1 865,76	22 860,21	22 860,21		
903 - Culture, sports et loisirs	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	185 516,58	-7,53	-	185 516,58	-7,53	-	185 509,05	185 509,05		
37 - Sécurité	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	185 516,58	-7,53	-	185 516,58	-7,53	-	185 509,05	185 509,05		
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	9 964 345,52	784 756,19	-582 381,60	-	784 756,19	-582 381,60	-	202 374,59	202 374,59		
57 - Sécurité	15 000 000,00	-	15 000 000,00	9 964 345,52	784 756,19	-582 381,60	-	784 756,19	-582 381,60	-	202 374,59	202 374,59		
908 - Transports	10 000 000,00	-	10 000 000,00	2 391 256,25	627 384,23	-	-	627 384,23	-	69 990,00	557 394,23	557 394,23		
87 - Sécurité	10 000 000,00	-	10 000 000,00	2 391 256,25	627 384,23	-	-	627 384,23	-	69 990,00	557 394,23	557 394,23		

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	5 075 000,00	-	5 075 000,00	5 075 000,00	219 463,45	-	-	219 463,45	-	29 514,68	189 948,77	189 948,77
900 - Services généraux	5 075 000,00	-	5 075 000,00	5 075 000,00	219 463,45	-	-	219 463,45	-	29 514,68	189 948,77	189 948,77
0202 - Autres moyens généraux	5 075 000,00	-	5 075 000,00	5 075 000,00	219 463,45	-	-	219 463,45	-	29 514,68	189 948,77	189 948,77
SL - Sports et Loisirs	40 280 000,00	-	40 280 000,00	41 381 803,50	7 961 504,43	354 473,27	354 473,27	7 961 504,43	2 200 699,00	3 078 290,56	5 237 687,14	7 083 912,87
903 - Culture, sports et loisirs	40 280 000,00	-	40 280 000,00	41 381 803,50	7 961 504,43	354 473,27	354 473,27	7 961 504,43	2 200 699,00	3 078 290,56	5 237 687,14	7 083 912,87
32 - Sports	18 100 000,00	-	18 100 000,00	18 097 803,50	7 841 409,15	354 634,94	354 634,94	7 841 409,15	2 200 880,67	3 078 290,56	5 117 753,53	6 963 979,26
33 - Loisirs	22 180 000,00	-	22 180 000,00	23 284 000,00	120 095,28	-161,67	-161,67	120 095,28	-161,67	-	119 933,61	119 933,61
TC - Transports en commun	512 300 000,00	52 851 861,80	565 151 861,80	527 925 666,80	122 979 481,24	-	-	99 794 299,88	-2 473 418,54	32 762 989,79	90 216 491,45	64 557 891,55
908 - Transports	512 300 000,00	52 851 861,80	565 151 861,80	527 925 666,80	122 979 481,24	-	-	99 794 299,88	-2 473 418,54	32 762 989,79	90 216 491,45	64 557 891,55
810 - Services communs	108 000 000,00	-43 086 431,00	64 913 569,00	54 571 364,00	35 069 906,44	-	-	12 089 069,08	-218 758,98	56 174,10	35 013 732,34	11 814 136,00
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	365 300 000,00	92 451 861,80	457 751 861,80	439 177 861,80	69 866 918,00	-	-	69 866 528,34	-249 390,21	26 012 519,57	43 854 398,43	43 604 618,56
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	39 000 000,00	3 486 431,00	42 486 431,00	34 176 431,00	18 042 656,80	-	-	17 838 702,46	-2 005 289,35	6 694 296,12	11 348 380,68	9 139 136,99
TMSF - Transports de marchandise en site propre	34 400 000,00	1 485 000,00	35 885 000,00	33 360 435,67	2 834 851,18	-	-	2 834 311,36	-81 849,37	201 896,13	2 632 955,05	2 550 565,86
908 - Transports	34 400 000,00	1 485 000,00	35 885 000,00	33 360 435,67	2 834 851,18	-	-	2 834 311,36	-81 849,37	201 896,13	2 632 955,05	2 550 565,86
883 - Transports fluviaux	26 200 000,00	-1 000 000,00	25 200 000,00	25 151 475,67	2 532 595,98	-	-	2 532 302,76	-80 151,03	193 594,47	2 339 001,51	2 258 557,26
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 700 000,00	4 539 960,00	7 239 960,00	7 258 960,00	29 246,60	-	-	29 000,00	-1 698,34	8 301,66	20 944,94	19 000,00
885 - Liaisons multimodales	5 500 000,00	-2 054 960,00	3 445 040,00	950 000,00	273 008,60	-	-	273 008,60	-	-	273 008,60	273 008,60
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 955 537,18	129 684,09	-128 087,64	-128 087,64	129 684,09	-128 087,64	-	1 596,45	1 596,45
909 - Action économique	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 955 537,18	129 684,09	-128 087,64	-128 087,64	129 684,09	-128 087,64	-	1 596,45	1 596,45
95 - Tourisme et thermalisme	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 955 537,18	129 684,09	-128 087,64	-128 087,64	129 684,09	-128 087,64	-	1 596,45	1 596,45
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 044 492 000,00	-	2 044 492 000,00	1 976 102 708,31	343 189 422,35	-13 554 111,84	665 000,00	311 156 650,76	-16 484 692,74	73 209 120,24	256 426 190,27	222 127 837,78
				96,65 %						3,70 %	-25,28 %	-28,61 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2009

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 032 218,00	385 535,02	-286 840,40	-	385 535,02	-286 840,40	1 630,00	97 064,62	97 064,62
900 - Services généraux	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 032 218,00	385 535,02	-286 840,40	-	385 535,02	-286 840,40	1 630,00	97 064,62	97 064,62
044 - Aide publique au développement	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 032 218,00	385 535,02	-286 840,40	-	385 535,02	-286 840,40	1 630,00	97 064,62	97 064,62
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	101 232 000,00	-16 941 451,00	84 290 549,00	84 516 411,68	30 708 624,63	-1 406 223,05	-	30 727 621,81	-1 338 026,30	8 423 902,50	20 878 499,08	20 965 693,01
905 - Aménagement des territoires	98 000 000,00	-16 941 451,00	81 058 549,00	81 448 902,46	30 427 784,87	-1 348 522,90	-	30 433 751,42	-1 267 295,52	8 272 677,58	20 806 584,39	20 893 778,32
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	87 500 000,00	-15 277 386,20	72 222 613,80	72 627 526,14	29 103 607,21	-1 215 240,56	-	29 109 492,63	-1 133 932,05	7 834 585,84	20 053 780,81	20 140 974,74
53 - Espace rural et autres espaces de développement	10 500 000,00	-1 664 064,80	8 835 935,20	8 821 376,32	1 324 177,66	-133 282,34	-	1 324 258,79	-133 363,47	438 091,74	752 803,58	752 803,58
907 - Environnement	3 232 000,00	-	3 232 000,00	3 067 509,22	280 839,76	-57 700,15	-	293 870,39	-70 730,78	151 224,92	71 914,69	71 914,69
76 - Patrimoine naturel	3 232 000,00	-	3 232 000,00	3 067 509,22	280 839,76	-57 700,15	-	293 870,39	-70 730,78	151 224,92	71 914,69	71 914,69
CI - Citoyenneté	70 000,00	-	70 000,00	58 492,00	11 231,12	-6 869,31	-	11 231,12	-6 869,31	-	4 361,81	4 361,81
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	70 000,00	-	70 000,00	58 492,00	11 231,12	-6 869,31	-	11 231,12	-6 869,31	-	4 361,81	4 361,81
40 - Services communs	70 000,00	-	70 000,00	58 492,00	11 231,12	-6 869,31	-	11 231,12	-6 869,31	-	4 361,81	4 361,81
COM - Communication	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 000 000,00	2 660,27	-2 660,27	-	2 660,27	-2 660,27	-	-	-
900 - Services généraux	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 000 000,00	2 660,27	-2 660,27	-	2 660,27	-2 660,27	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 000 000,00	2 660,27	-2 660,27	-	2 660,27	-2 660,27	-	-	-
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
923 - Dettes et autres opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
925 - Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
926 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	7 500 000,00	-	7 500 000,00	5 099 840,00	3 732 334,36	-69 659,74	-	3 732 334,36	-278 155,87	224 687,89	3 507 646,47	3 507 646,47
900 - Services Généraux	7 500 000,00	-	7 500 000,00	5 099 840,00	3 732 334,36	-69 659,74	-	3 732 334,36	-278 155,87	224 687,89	3 507 646,47	3 507 646,47
041 - Actions interrégionales	7 500 000,00	-	7 500 000,00	5 099 840,00	3 732 334,36	-69 659,74	-	3 732 334,36	-278 155,87	224 687,89	3 507 646,47	3 507 646,47
CU - Culture	30 005 000,00	-	30 005 000,00	29 613 633,05	1 961 808,60	-69 659,74	-	2 170 304,73	-278 155,87	785 199,12	1 106 949,74	1 106 949,74
903 - Culture, Sports et Loisirs	30 005 000,00	-	30 005 000,00	29 613 633,05	1 961 808,60	-69 659,74	-	2 170 304,73	-278 155,87	785 199,12	1 106 949,74	1 106 949,74
311 - Enseignement Artistique	1 500 000,00	-	1 500 000,00	1 290 949,00	182 938,80	-	-	182 938,80	-	182 938,80	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	24 305 000,00	619 107,00	24 924 107,00	24 914 104,99	1 227 058,37	-68 911,22	-	1 293 088,58	-134 941,43	423 120,29	735 026,86	735 026,86
313 - Patrimoine	4 200 000,00	-619 107,00	3 580 893,00	3 408 579,06	551 811,43	-748,52	-	694 277,35	-143 214,44	179 140,03	371 922,88	371 922,88
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	51 000 000,00	-	51 000 000,00	46 101 216,15	4 187 076,72	-3 140 347,55	-	4 295 888,14	-3 249 158,97	803 855,73	242 873,44	242 873,44
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	51 000 000,00	-	51 000 000,00	46 101 216,15	4 187 076,72	-3 140 347,55	-	4 295 888,14	-3 249 158,97	803 855,73	242 873,44	242 873,44
91 - Interventions économiques transversales	42 000 000,00	178 461,00	42 178 461,00	38 525 756,15	1 239 913,87	-523 814,55	-	1 348 725,29	-632 625,97	715 268,73	830,59	830,59
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	9 000 000,00	-178 461,00	8 821 539,00	7 575 460,00	2 947 162,85	-2 616 533,00	-	2 947 162,85	-2 616 533,00	88 587,00	242 042,85	242 042,85

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	76 300 000,00	-	76 300 000,00	63 631 710,76	9 047 477,44	-2 241 028,96	-	9 059 985,20	-2 153 818,95	1 648 163,17	5 158 285,31	5 258 003,08
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 200 000,00	-	1 200 000,00	637 840,00	10 830,19	-6 523,63	-	10 830,19	-6 523,63	-	4 306,56	4 306,56
13 - Formations sanitaires et sociales	1 200 000,00	-	1 200 000,00	637 840,00	10 830,19	-6 523,63	-	10 830,19	-6 523,63	-	4 306,56	4 306,56
904 - Santé et action sociale	75 100 000,00	-	75 100 000,00	62 993 870,76	9 036 647,25	-2 234 505,33	-	9 049 155,01	-2 147 295,32	1 648 163,17	5 153 978,75	5 253 696,52
41 - Santé	8 000 000,00	-	8 000 000,00	4 178 809,38	386 921,30	-131 990,36	-	386 921,30	-131 990,36	55 191,67	199 739,27	199 739,27
42 - Action sociale	67 100 000,00	-	67 100 000,00	58 815 061,38	8 649 725,95	-2 102 514,97	-	8 662 233,71	-2 015 304,96	1 592 971,50	4 954 239,48	5 053 957,25
EAE - Environnement, agriculture et énergie	108 673 000,00	-2 815 602,10	105 857 397,90	103 507 621,72	6 205 092,54	-610 266,81	-	6 220 063,70	-683 349,91	400 350,79	5 194 474,94	5 136 363,00
907 - Environnement	104 973 000,00	-2 815 602,10	102 157 397,90	101 284 584,94	6 197 869,70	-610 266,81	-	6 175 802,12	-646 311,17	400 350,79	5 187 252,10	5 129 140,16
71 - Actions transversales	250 000,00	753 344,00	1 003 344,00	1 003 344,00	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	3 000 000,00	-778 566,32	2 221 433,68	2 221 433,68	364 098,50	-39 026,88	-	321 252,11	-50 231,88	170 745,72	154 325,90	100 274,51
73 - Politique de l'air	635 000,00	-143 403,78	491 596,22	335 000,00	95 560,88	-95 560,88	-	95 560,88	-95 560,88	-	-	-
74 - Politique de l'eau	51 900 000,00	-	51 900 000,00	51 904 000,15	2 299 947,89	-227 938,06	-	2 299 947,89	-234 844,85	139 308,99	1 932 700,84	1 925 794,05
75 - Politique de l'énergie	23 288 000,00	-254 912,00	23 033 088,00	22 713 967,06	3 336 440,44	-210 021,40	-	3 336 440,44	-210 021,40	84 893,66	3 041 525,38	3 041 525,38
76 - Patrimoine naturel	24 300 000,00	-1 003 344,00	23 296 656,00	22 895 560,05	101 821,99	-37 719,59	-	122 600,80	-55 652,16	5 402,42	58 699,98	61 546,22
78 - Autres actions	1 600 000,00	-	1 600 000,00	211 280,00	7 222,84	-	-	44 261,58	-37 038,74	-	7 222,84	7 222,84
909 - Développement économique	3 700 000,00	-1 388 720,00	2 311 280,00	2 223 036,78	7 222,84	-	-	44 261,58	-37 038,74	-	7 222,84	7 222,84
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 700 000,00	-	3 700 000,00	2 223 036,78	7 222,84	-	-	44 261,58	-37 038,74	-	7 222,84	7 222,84
ESE - Enseignement secondaire	350 000 000,00	-	350 000 000,00	347 163 199,86	45 670 063,35	2 350 012,38	-	45 913 110,98	2 385 862,28	9 712 701,03	38 307 374,70	38 586 272,23
902 - Enseignement	350 000 000,00	-	350 000 000,00	347 163 199,86	45 670 063,35	2 350 012,38	-	45 913 110,98	2 385 862,28	9 712 701,03	38 307 374,70	38 586 272,23
222 - Lycées publics	294 100 000,00	-13 604 533,28	280 495 466,72	278 661 378,94	34 735 197,69	2 740 215,72	-	34 736 547,47	2 784 104,59	7 967 657,64	29 507 755,77	29 552 994,42
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	19 242 000,00	1 506 172,79	-286 249,91	-	1 720 995,63	-293 672,68	299 066,43	920 856,45	1 128 256,52
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	9 795 601,29	36 395 601,29	35 415 888,93	9 428 692,87	-103 953,43	-	9 441 880,16	-90 861,91	1 445 976,96	7 878 762,48	7 905 021,29
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 300 000,00	3 808 931,99	14 108 931,99	13 843 931,99	-	-	-	13 707,72	-13 707,72	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 763 969,00	14 087 625,32	-	-	14 087 625,32	-	3 540 966,07	10 546 659,25	10 546 659,25
902 - Enseignement	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 763 969,00	14 087 625,32	-	-	14 087 625,32	-	3 540 966,07	10 546 659,25	10 546 659,25
23 - Enseignement supérieur	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 763 969,00	14 087 625,32	-	-	14 087 625,32	-	3 540 966,07	10 546 659,25	10 546 659,25

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 655 000,00	285 909,71	-	-	285 909,71	-	110 509,64	175 400,07	175 400,07
900 - Services généraux	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 655 000,00	285 909,71	-	-	285 909,71	-	110 509,64	175 400,07	175 400,07
0202 - Autres moyens généraux	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 655 000,00	285 909,71	-	-	285 909,71	-	110 509,64	175 400,07	175 400,07
SL - Sports et Loisirs	42 030 000,00	-	42 030 000,00	41 029 230,64	6 968 083,27	-20 423,80	-	6 969 015,14	-21 343,02	4 630 104,66	2 317 554,81	2 317 567,46
903 - Culture, sports et loisirs	42 030 000,00	-	42 030 000,00	41 029 230,64	6 968 083,27	-20 423,80	-	6 969 015,14	-21 343,02	4 630 104,66	2 317 554,81	2 317 567,46
32 - Sports	20 150 000,00	-2 135 000,00	18 015 000,00	17 014 231,25	3 460 817,87	-11 200,00	-	3 460 817,87	-11 200,00	1 522 248,12	1 927 389,75	1 927 389,75
33 - Loisirs	21 880 000,00	2 135 000,00	24 015 000,00	24 014 999,39	3 507 265,40	-9 223,80	-	3 508 197,27	-10 143,02	3 107 856,54	390 185,06	390 197,71
TC - Transports en commun	547 500 000,00	-3 795 795,00	543 704 205,00	505 156 109,53	101 873 361,11	-	-	101 694 063,28	-1 894 213,86	65 788 788,70	36 084 572,41	34 011 060,72
908 - Transports	547 500 000,00	-3 795 795,00	543 704 205,00	505 156 109,53	101 873 361,11	-	-	101 694 063,28	-1 894 213,86	65 788 788,70	36 084 572,41	34 011 060,72
810 - Services communs	4 000 000,00	7 345 730,00	11 345 730,00	8 710 795,00	1 108 954,46	-	-	1 101 485,37	-32 737,14	59 413,00	1 049 541,46	1 042 052,37
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	488 500 000,00	-562 000,00	487 938 000,00	456 465 059,53	84 173 157,95	-	-	84 063 815,92	-	59 760 515,56	24 412 642,39	24 270 563,22
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	55 000 000,00	-10 579 525,00	44 420 475,00	39 980 255,00	16 591 248,70	-	-	16 528 781,99	-1 861 476,72	5 968 860,14	10 622 388,56	8 698 445,13
TMSP - Transports de marchandise en site propre	34 400 000,00	2 350 000,00	36 750 000,00	36 267 750,00	13 008 526,33	-	-	13 750 137,93	-938 325,31	3 104 398,93	9 904 127,40	9 707 413,69
908 - Transports	34 400 000,00	2 350 000,00	36 750 000,00	36 267 750,00	13 008 526,33	-	-	13 750 137,93	-938 325,31	3 104 398,93	9 904 127,40	9 707 413,69
883 - Transports fluviaux	25 000 000,00	-3 367 000,00	21 633 000,00	21 550 750,00	9 326 711,98	-	-	10 184 612,58	-923 407,56	2 784 296,69	6 542 415,29	6 476 908,33
884 - Transports ferroviaires de marchandises	6 300 000,00	-985 000,00	5 315 000,00	5 315 000,00	1 035 885,05	-	-	919 596,05	-14 917,75	320 102,24	715 782,81	584 576,06
885 - Liaisons multimodales	3 100 000,00	6 702 000,00	9 802 000,00	9 402 000,00	2 645 929,30	-	-	2 645 929,30	-	-	2 645 929,30	2 645 929,30
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 470 000,00	-	4 470 000,00	4 469 999,95	474 805,91	-35 844,42	-	474 805,91	-35 844,42	116 567,25	322 394,24	322 394,24
909 - Action économique	4 470 000,00	-	4 470 000,00	4 469 999,95	474 805,91	-35 844,42	-	474 805,91	-35 844,42	116 567,25	322 394,24	322 394,24
95 - Tourisme et thermalisme	4 470 000,00	-	4 470 000,00	4 469 999,95	474 805,91	-35 844,42	-	474 805,91	-35 844,42	116 567,25	322 394,24	322 394,24
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 060 630 000,00	-	2 060 630 000,00	1 932 005 880,80	335 378 768,59	-15 432 525,65	-	335 485 493,59	-25 086 899,52	130 427 409,05	189 518 833,89	179 971 185,02
				93,76 %						6,75 %	-43,49 %	-46,36 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2010

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 050 000,00	-	5 050 000,00	4 807 221,00	300 683,53	-1 957,00	-	300 683,53	-1 957,00	139 802,00	158 924,53	158 924,53
900 - Services généraux	5 050 000,00	-	5 050 000,00	4 807 221,00	300 683,53	-1 957,00	-	300 683,53	-1 957,00	139 802,00	158 924,53	158 924,53
044 - Aide publique au développement	5 050 000,00	-	5 050 000,00	4 807 221,00	300 683,53	-1 957,00	-	300 683,53	-1 957,00	139 802,00	158 924,53	158 924,53
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	108 295 000,00	-1 407 934,00	106 887 066,00	84 455 179,04	27 779 221,92	-669 788,62	-	27 817 279,28	-681 469,00	11 714 155,01	15 395 278,29	15 421 655,27
905 - Aménagement des territoires	103 000 000,00	-1 407 934,00	101 592 066,00	79 640 240,88	26 106 291,64	-550 618,05	-	26 145 433,73	-562 298,43	10 870 412,56	14 685 261,03	14 712 722,74
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	94 200 000,00	-1 407 934,00	92 792 066,00	71 379 644,69	24 759 331,35	-535 252,25	-	24 798 473,44	-561 445,94	10 216 161,23	14 007 917,87	14 020 866,27
53 - Espace rural et autres espaces de développement	8 800 000,00	-	8 800 000,00	8 260 596,19	1 346 960,29	-15 365,80	-	1 346 960,29	-852,49	654 251,33	677 343,16	691 856,47
907 - Environnement	5 295 000,00	-	5 295 000,00	4 814 938,16	1 672 930,28	-119 170,57	-	1 671 845,55	-119 170,57	843 742,45	710 017,26	708 932,53
76 - Patrimoine naturel	5 295 000,00	-	5 295 000,00	4 814 938,16	1 672 930,28	-119 170,57	-	1 671 845,55	-119 170,57	843 742,45	710 017,26	708 932,53
CI - Citoyenneté	58 000,00	-	58 000,00	56 517,00	4 337,87	-	-	4 337,87	-	-	4 337,87	4 337,87
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	58 000,00	-	58 000,00	56 517,00	4 337,87	-	-	4 337,87	-	-	4 337,87	4 337,87
40 - Services communs	58 000,00	-	58 000,00	56 517,00	4 337,87	-	-	4 337,87	-	-	4 337,87	4 337,87
COM - Communication	900 000,00	-	900 000,00	900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	900 000,00	-	900 000,00	900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	900 000,00	-	900 000,00	900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
923 - Dettes et autres opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
925 - Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
926 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	26 000 000,00	-	26 000 000,00	675 558,01	47 035,73	-	-	47 035,73	-	-	47 035,73	47 035,73
900 - Services Généraux	26 000 000,00	-	26 000 000,00	675 558,01	47 035,73	-	-	47 035,73	-	-	47 035,73	47 035,73
041 - Actions interrégionales	26 000 000,00	-	26 000 000,00	675 558,01	47 035,73	-	-	47 035,73	-	-	47 035,73	47 035,73
CU - Culture	29 700 000,00	-	29 700 000,00	18 829 452,86	5 798 406,63	-40 931,17	-	5 802 435,05	-24 335,94	2 105 190,24	3 652 285,22	3 672 908,87
903 - Culture, Sports et Loisirs	29 700 000,00	-	29 700 000,00	18 829 452,86	5 798 406,63	-40 931,17	-	5 802 435,05	-24 335,94	2 105 190,24	3 652 285,22	3 672 908,87
311 - Enseignement Artistique	2 000 000,00	-29 026,00	1 970 974,00	1 717 771,00	710 891,86	-	-	710 891,86	-	561 611,86	149 280,00	149 280,00
312 - Activités culturelles et artistiques	23 912 000,00	-	23 912 000,00	13 520 863,86	4 327 865,35	-40 931,17	-	4 331 893,77	-24 335,94	1 340 631,11	2 946 303,07	2 966 926,72
313 - Patrimoine	3 788 000,00	29 026,00	3 817 026,00	3 590 818,00	759 649,42	-	-	759 649,42	-	202 947,27	556 702,15	556 702,15
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	51 150 000,00	-	51 150 000,00	34 302 165,56	5 212 534,40	-925 336,69	-	5 272 357,91	-231 790,65	974 437,89	3 312 759,82	4 066 129,37
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	51 150 000,00	-	51 150 000,00	34 302 165,56	5 212 534,40	-925 336,69	-	5 272 357,91	-231 790,65	974 437,89	3 312 759,82	4 066 129,37
91 - Interventions économiques transversales	38 850 000,00	-	38 850 000,00	30 491 919,56	3 166 797,40	-925 336,69	-	3 226 620,91	-231 790,65	833 325,89	1 408 134,82	2 161 504,37
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	12 300 000,00	-	12 300 000,00	3 810 246,00	2 045 737,00	-	-	2 045 737,00	-	141 112,00	1 904 625,00	1 904 625,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	79 500 000,00	-	79 500 000,00	65 442 583,29	19 438 931,22	-2 019 832,57	-	19 444 768,97	-1 634 244,25	3 437 043,77	13 982 054,88	14 373 480,95
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 200 000,00	-	1 200 000,00	976 305,00	235 896,95	-38 942,51	-	235 896,95	-38 942,51	80 906,16	116 048,28	116 048,28
13 - Formations sanitaires et sociales	1 200 000,00	-	1 200 000,00	976 305,00	235 896,95	-38 942,51	-	235 896,95	-38 942,51	80 906,16	116 048,28	116 048,28
904 - Santé et action sociale	78 300 000,00	-	78 300 000,00	64 466 278,29	19 203 034,27	-1 980 890,06	-	19 208 872,02	-1 595 301,74	3 356 137,61	13 866 006,60	14 257 432,67
41 - Santé	6 000 000,00	-	6 000 000,00	3 519 031,00	262 407,54	-	-	262 407,54	-	60 000,00	202 407,54	202 407,54
42 - Action sociale	72 300 000,00	-	72 300 000,00	60 947 247,29	18 940 626,73	-1 980 890,06	-	18 946 464,48	-1 595 301,74	3 296 137,61	13 663 599,06	14 055 025,13
EAE - Environnement, agriculture et énergie	115 105 000,00	-	115 105 000,00	95 781 520,91	10 323 000,51	-640 648,47	-	10 367 671,06	-672 332,42	2 981 271,55	6 701 080,49	6 714 067,09
907 - Environnement	111 555 000,00	-	111 555 000,00	93 052 549,93	10 317 205,03	-640 648,47	-	10 361 875,58	-672 332,42	2 981 271,55	6 695 285,01	6 708 271,61
71 - Actions transversales	570 000,00	368 918,78	938 918,78	938 918,78	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	6 150 000,00	-193 190,50	5 956 809,50	4 527 343,12	768 180,54	-36 544,81	-	768 180,54	-36 544,81	96 050,13	635 585,60	635 585,60
73 - Politique de l'air	935 000,00	-	935 000,00	335 000,00	33 500,00	-30 359,10	-	33 500,00	-30 359,10	3 140,90	0,00	0,00
74 - Politique de l'eau	52 800 000,00	-368 918,78	52 431 081,22	41 749 403,53	3 215 232,70	-561 169,82	-	3 259 903,25	-603 437,51	899 720,34	1 754 342,54	1 766 745,40
75 - Politique de l'énergie	26 600 000,00	193 190,50	26 793 190,50	25 793 190,50	5 615 606,25	-9 200,27	-	5 615 606,25	-1 991,00	1 657 490,63	3 948 915,35	3 966 124,62
76 - Patrimoine naturel	23 200 000,00	-	23 200 000,00	19 444 694,00	681 885,54	-3 374,47	-	681 885,54	-	324 869,55	353 641,52	357 015,99
78 - Autres actions	1 300 000,00	-	1 300 000,00	264 000,00	2 800,00	-	-	2 800,00	-	-	2 800,00	2 800,00
909 - Développement économique	3 550 000,00	-	3 550 000,00	2 728 970,98	5 795,48	-	-	5 795,48	-	-	5 795,48	5 795,48
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 550 000,00	-	3 550 000,00	2 728 970,98	5 795,48	-	-	5 795,48	-	-	5 795,48	5 795,48
ESE - Enseignement secondaire	350 000 000,00	-	350 000 000,00	244 174 928,99	43 419 377,48	-1 600 614,63	-	43 206 140,78	-1 649 806,65	10 269 939,06	31 548 823,79	31 286 395,07
902 - Enseignement	350 000 000,00	-	350 000 000,00	244 174 928,99	43 419 377,48	-1 600 614,63	-	43 206 140,78	-1 649 806,65	10 269 939,06	31 548 823,79	31 286 395,07
222 - Lycées publics	286 078 000,00	-4 622 150,00	281 455 850,00	198 701 987,80	35 705 551,08	-1 146 352,71	-	35 771 967,57	-1 204 067,25	7 851 357,94	26 707 840,43	26 716 542,38
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	15 650 720,00	2 385 736,19	-68 719,33	-	2 387 696,60	-5 487,58	1 327 996,53	989 020,33	1 054 212,49
224 - Participation à des cités mixtes	32 600 000,00	4 622 150,00	37 222 150,00	20 133 175,46	4 785 929,82	-342 877,63	-	4 504 316,22	-387 586,86	916 518,11	3 526 534,08	3 190 211,25
28 - Autres services périscolaires et annexes	12 322 000,00	-	12 322 000,00	9 689 045,73	542 160,39	-42 664,96	-	542 160,39	-42 664,96	174 066,48	325 428,95	325 428,95
ESU - Enseignement supérieur	50 906 000,00	-	50 906 000,00	38 847 800,00	9 174 215,62	-1 522 135,76	-	9 213 161,88	-1 560 582,02	2 099 491,36	5 552 588,50	5 553 088,50
902 - Enseignement	50 906 000,00	-	50 906 000,00	38 847 800,00	9 174 215,62	-1 522 135,76	-	9 213 161,88	-1 560 582,02	2 099 491,36	5 552 588,50	5 553 088,50
23 - Enseignement supérieur	50 906 000,00	-	50 906 000,00	38 847 800,00	9 174 215,62	-1 522 135,76	-	9 213 161,88	-1 560 582,02	2 099 491,36	5 552 588,50	5 553 088,50

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 515 000,00	377 067,81	-2 857,63	377 067,81	377 067,81	-2 857,63	116 392,28	257 817,90	257 817,90
900 - Services généraux	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 515 000,00	377 067,81	-2 857,63	377 067,81	377 067,81	-2 857,63	116 392,28	257 817,90	257 817,90
0202 - Autres moyens généraux	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 515 000,00	377 067,81	-2 857,63	377 067,81	377 067,81	-2 857,63	116 392,28	257 817,90	257 817,90
SL - Sports et Loisirs	39 310 000,00	-	39 310 000,00	35 862 830,16	10 591 969,51	-462 182,75	10 664 461,16	10 664 461,16	-531 009,29	4 563 479,31	5 566 307,45	5 569 972,56
903 - Culture, sports et loisirs	39 310 000,00	-	39 310 000,00	35 862 830,16	10 591 969,51	-462 182,75	10 664 461,16	10 664 461,16	-531 009,29	4 563 479,31	5 566 307,45	5 569 972,56
32 - Sports	18 930 000,00	-	18 930 000,00	16 603 730,16	5 194 310,49	-406,00	5 194 310,49	5 194 310,49	-406,00	2 013 440,91	3 180 463,58	3 180 463,58
33 - Loisirs	20 380 000,00	-	20 380 000,00	19 259 100,00	5 397 659,02	-461 776,75	5 470 150,67	5 470 150,67	-530 603,29	2 550 038,40	2 385 843,87	2 389 508,98
TC - Transports en commun	549 200 000,00	7 179 104,30	556 379 104,30	411 955 611,90	253 527 230,91	-4 199 935,42	253 671 678,57	253 671 678,57	-288 001,58	81 189 927,25	168 137 368,24	172 193 749,74
908 - Transports	549 200 000,00	7 179 104,30	556 379 104,30	411 955 611,90	253 527 230,91	-4 199 935,42	253 671 678,57	253 671 678,57	-288 001,58	81 189 927,25	168 137 368,24	172 193 749,74
810 - Services communs	12 000 000,00	14 687 800,00	26 687 800,00	25 822 800,00	8 665 727,11	-249 742,42	8 665 334,51	8 765 334,51	-241 161,32	2 076 863,50	6 339 121,19	6 447 309,69
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	496 200 000,00	-26 866 145,70	469 333 854,30	357 391 140,00	240 189 458,98	-3 948 193,00	240 234 299,24	240 234 299,24	-44 840,26	76 885 739,76	159 355 526,22	163 303 719,22
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	41 000 000,00	19 357 450,00	60 357 450,00	28 741 671,90	4 672 044,82	-2 000,00	4 672 044,82	4 672 044,82	-2 000,00	2 227 323,99	2 442 720,83	2 442 720,83
TMSP - Transports de marchandise en site propre	34 000 000,00	-	34 000 000,00	6 755 582,00	4 144 292,62	-	4 144 292,62	4 144 292,62	-	4 144 292,62	4 144 292,62	4 144 292,62
908 - Transports	34 000 000,00	-	34 000 000,00	6 755 582,00	4 144 292,62	-	4 144 292,62	4 144 292,62	-	4 144 292,62	4 144 292,62	4 144 292,62
883 - Transports fluviaux	23 200 000,00	-	23 200 000,00	5 123 000,00	3 819 549,26	-	3 819 549,26	3 819 549,26	-	3 819 549,26	3 819 549,26	3 819 549,26
884 - Transports ferroviaires de marchandises	800 000,00	-	800 000,00	145 082,00	11 700,00	-	11 700,00	11 700,00	-	11 700,00	11 700,00	11 700,00
885 - Liaisons multimodales	10 000 000,00	-	10 000 000,00	1 487 500,00	313 043,36	-	313 043,36	313 043,36	-	313 043,36	313 043,36	313 043,36
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 190 000,00	-	4 190 000,00	4 109 254,53	435 262,01	-11 284,44	447 540,48	447 540,48	-23 562,91	126 688,47	297 289,10	297 289,10
909 - Action économique	4 190 000,00	-	4 190 000,00	4 109 254,53	435 262,01	-11 284,44	447 540,48	447 540,48	-23 562,91	126 688,47	297 289,10	297 289,10
95 - Tourisme et thermalisme	4 190 000,00	-	4 190 000,00	4 109 254,53	435 262,01	-11 284,44	447 540,48	447 540,48	-23 562,91	126 688,47	297 289,10	297 289,10
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 113 923 000,00	-	2 113 923 000,00	1 580 777 700,39	538 046 200,99	-20 372 076,40	538 220 399,67	538 220 399,67	-15 228 196,44	165 751 540,78	351 922 583,81	357 240 662,45
				74,76 %						10,49 %	-34,59 %	-33,63 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2011

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 050 000,00	-	5 050 000,00	3 875 443,00	1 444 316,11	-4 347,93	-	1 446 349,45	-2 055,88	177 330,55	1 262 637,63	1 266 963,02
900 - Services généraux	5 050 000,00	-	5 050 000,00	3 875 443,00	1 444 316,11	-4 347,93	-	1 446 349,45	-2 055,88	177 330,55	1 262 637,63	1 266 963,02
044 - Aide publique au développement	5 050 000,00	-	5 050 000,00	3 875 443,00	1 444 316,11	-4 347,93	-	1 446 349,45	-2 055,88	177 330,55	1 262 637,63	1 266 963,02
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	109 000 000,00	-	109 000 000,00	103 584 121,11	54 623 969,91	-2 864 588,30	-	54 748 439,40	-2 928 550,41	15 960 641,41	35 798 740,20	35 859 247,58
905 - Aménagement des territoires	109 000 000,00	-	109 000 000,00	103 584 121,11	54 623 969,91	-2 864 588,30	-	54 748 439,40	-2 928 550,41	15 960 641,41	35 798 740,20	35 859 247,58
50 - Services communs	-	-	-	99 848 672,95	52 079 705,50	-2 805 200,37	-	52 204 174,99	-2 883 854,03	14 868 132,66	34 406 372,47	34 452 188,30
52 - Agglomérations et villes moyennes	96 400 000,00	2 118 718,83	98 518 718,83	94 167 391,78	50 254 413,20	-2 710 792,50	-	50 361 850,85	-2 772 417,46	13 978 083,82	33 565 536,88	33 611 349,57
53 - Espace rural et autres espaces de développement	8 800 000,00	-2 118 718,83	6 681 281,17	5 681 281,17	1 825 292,30	-94 407,87	-	1 842 324,14	-111 436,57	890 048,84	840 835,59	840 838,73
907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 735 448,16	2 544 264,41	-59 387,93	-	2 544 264,41	-44 696,38	1 092 508,75	1 392 367,73	1 407 059,28
76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 735 448,16	2 544 264,41	-59 387,93	-	2 544 264,41	-44 696,38	1 092 508,75	1 392 367,73	1 407 059,28
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	600 000,00	-	600 000,00	550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	600 000,00	-	600 000,00	550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	600 000,00	-	600 000,00	550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
923 - Dettes et autres opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
925 - Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
926 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	22 500 000,00	-	22 500 000,00	520 833,33	109 901,21	-42,00	-	42 401,21	-	108,00	109 751,21	109 751,21
900 - Services Généraux	22 500 000,00	-	22 500 000,00	520 833,33	109 901,21	-42,00	-	42 401,21	-	108,00	109 751,21	109 751,21
041 - Actions interrégionales	22 500 000,00	-	22 500 000,00	520 833,33	109 901,21	-42,00	-	42 401,21	-	108,00	109 751,21	109 751,21
CU - Culture	32 700 000,00	-	32 700 000,00	28 422 166,47	14 114 771,05	-297 967,05	-	14 120 086,79	-303 282,79	8 910 884,93	4 905 919,07	4 905 919,07
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 700 000,00	-	32 700 000,00	28 422 166,47	14 114 771,05	-297 967,05	-	14 120 086,79	-303 282,79	8 910 884,93	4 905 919,07	4 905 919,07
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	2 227 080,00	958 108,34	-	-	958 108,34	-	844 746,14	113 362,20	113 362,20
312 - Activités culturelles et artistiques	26 712 000,00	-710 000,00	26 002 000,00	22 230 599,47	10 315 251,15	-57 604,20	-	10 320 258,45	-62 611,50	6 993 221,45	3 264 425,50	3 264 425,50
313 - Patrimoine	3 488 000,00	710 000,00	4 198 000,00	3 964 487,00	2 841 411,56	-240 362,85	-	2 841 720,00	-240 671,29	1 072 917,34	1 528 131,37	1 528 131,37
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	87 900 000,00	-	87 900 000,00	68 695 328,00	36 954 974,57	-115 211,67	-	26 954 974,57	-85 513,67	9 045 497,79	27 794 265,11	27 823 963,11
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	87 900 000,00	-	87 900 000,00	68 695 328,00	36 954 974,57	-115 211,67	-	26 954 974,57	-85 513,67	9 045 497,79	27 794 265,11	27 823 963,11
91 - Interventions économiques transversales	80 600 000,00	-	80 600 000,00	63 581 471,00	35 277 608,89	-85 349,67	-	25 277 608,89	-85 349,67	8 868 454,79	26 323 804,43	26 323 804,43
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	7 300 000,00	-	7 300 000,00	5 113 857,00	1 677 365,68	-29 862,00	-	1 677 365,68	-164,00	177 043,00	1 470 460,68	1 500 158,68

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	78 585 000,00	-	78 585 000,00	71 533 058,42	34 288 669,60	-6 427 776,59	-	34 288 260,03	-6 384 664,90	9 115 123,71	18 745 769,30	18 798 471,42
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 276 975,00	924 745,04	-181 944,57	-	924 745,04	-181 944,57	273 061,69	469 738,78	469 738,78
13 - Formations sanitaires et sociales	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 276 975,00	924 745,04	-181 944,57	-	924 745,04	-181 944,57	273 061,69	469 738,78	469 738,78
904 - Santé et action sociale	77 185 000,00	-	77 185 000,00	70 256 083,42	33 363 924,56	-6 245 832,02	-	33 373 514,99	-6 202 720,33	8 842 062,02	18 328 732,64	18 328 732,64
41 - Santé	5 500 000,00	768 214,62	6 268 214,62	3 822 335,47	2 127 516,77	-200 017,88	-	2 127 516,77	-200 017,88	468 676,80	1 458 822,09	1 458 822,09
42 - Action sociale	71 685 000,00	-768 214,62	70 916 785,38	66 433 747,95	31 236 407,79	-6 045 814,14	-	31 245 988,22	-6 002 702,45	8 373 385,22	16 871 208,43	16 889 910,55
EAE - Environnement, agriculture et énergie	115 785 000,00	-	115 785 000,00	91 515 427,09	34 611 168,33	-2 626 821,93	-	34 620 367,31	-2 617 270,65	12 949 160,24	19 035 186,16	19 053 936,42
907 - Environnement	110 105 000,00	-	110 105 000,00	88 724 318,83	33 824 534,22	-2 624 733,93	-	33 833 733,20	-2 615 182,65	12 217 826,13	18 981 974,16	19 000 724,42
71 - Actions transversales	2 553 000,00	1 448 544,97	4 001 544,97	4 001 544,97	2 769 334,79	-	-	2 769 334,79	-	431 514,35	2 337 820,44	2 337 820,44
72 - Actions en matière de déchets	6 276 000,00	-1 295 136,33	4 980 863,67	4 403 639,32	2 412 565,74	-826 027,15	-	2 413 852,21	-827 313,62	376 667,65	1 209 870,94	1 209 870,94
73 - Politique de l'air	1 000 000,00	-	1 000 000,00	618 007,00	229 402,46	-	-	229 402,46	-	76 415,63	152 986,83	152 986,83
74 - Politique de l'eau	29 700 000,00	-	29 700 000,00	28 970 551,77	6 219 671,92	-185 292,46	-	6 225 997,13	-173 799,61	2 038 662,98	3 995 716,48	4 013 534,54
75 - Politique de l'énergie	45 000 000,00	-	45 000 000,00	26 128 747,57	14 460 535,12	-1 579 772,67	-	14 460 535,12	-1 578 840,47	4 319 738,84	8 561 023,61	8 561 955,81
76 - Patrimoine naturel	24 376 000,00	-153 408,64	24 222 591,36	24 156 384,20	7 670 110,19	-19 641,65	-	7 671 697,49	-2 122,95	4 966 148,68	2 684 319,86	2 684 319,86
78 - Autres actions	1 200 000,00	-	1 200 000,00	445 444,00	62 914,00	-14 000,00	-	62 914,00	-14 000,00	8 678,00	40 236,00	40 236,00
909 - Développement économique	5 680 000,00	-	5 680 000,00	2 791 108,26	786 634,11	-2 088,00	-	786 634,11	-2 088,00	731 334,11	53 212,00	53 212,00
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5 680 000,00	-	5 680 000,00	2 791 108,26	786 634,11	-2 088,00	-	786 634,11	-2 088,00	731 334,11	53 212,00	53 212,00
ESE - Enseignement secondaire	372 000 000,00	-	372 000 000,00	287 617 973,17	104 053 665,10	-10 035 614,12	-	88 692 802,47	-1 272 796,08	23 539 955,44	70 478 095,54	70 896 694,54
902 - Enseignement	372 000 000,00	-	372 000 000,00	287 617 973,17	104 053 665,10	-10 035 614,12	-	88 692 802,47	-1 272 796,08	23 539 955,44	70 478 095,54	70 896 694,54
222 - Lycées publics	316 237 000,00	-16 830 258,88	299 406 741,12	228 089 114,80	73 770 995,12	-8 019 298,41	-	62 108 560,75	-1 062 323,64	16 955 979,13	48 795 717,58	49 197 804,52
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	8 210 000,52	2 590 758,90	-280 591,69	-	2 580 898,51	-205 698,89	1 017 867,33	1 292 299,88	1 357 332,29
224 - Participation à des cités mixtes	33 298 000,00	16 721 646,20	50 019 646,20	38 775 445,17	24 038 123,73	-1 387 486,44	-	20 658 880,65	34 159,24	2 854 581,12	19 796 056,17	19 747 525,82
28 - Autres services périscolaires et annexes	14 165 000,00	108 612,68	14 273 612,68	12 543 412,68	3 653 787,35	-348 237,58	-	3 344 482,56	-38 932,79	2 711 527,86	594 021,91	594 021,91
ESU - Enseignement supérieur	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 680 000,00	20 696 787,30	-3 419,95	-	20 666 557,35	6 810,00	10 222 713,53	10 470 653,82	10 470 653,82
902 - Enseignement	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 680 000,00	20 696 787,30	-3 419,95	-	20 666 557,35	6 810,00	10 222 713,53	10 470 653,82	10 470 653,82
23 - Enseignement supérieur	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 680 000,00	20 696 787,30	-3 419,95	-	20 666 557,35	6 810,00	10 222 713,53	10 470 653,82	10 470 653,82

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014	SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS	
													AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et empl.	38 000 000,00	-	38 000 000,00	37 538 705,08	21 149 141,26	19 374,42	-	21 149 141,26	19 374,42	7 741 501,35	13 427 014,33	13 427 014,33		
901 - Formation professionnelle et apprentissage	38 000 000,00	-	38 000 000,00	37 538 705,08	21 149 141,26	19 374,42	-	21 149 141,26	19 374,42	7 741 501,35	13 427 014,33	13 427 014,33		
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
11 - Formation professionnelle	1 000 000,00	-47 248,00	952 752,00	491 457,08	39 904,11	-	-	39 904,11	-	-	39 904,11	39 904,11		
12 - Apprentissage	37 000 000,00	47 248,00	37 047 248,00	37 047 248,00	21 109 237,15	19 374,42	-	21 109 237,15	19 374,42	7 741 501,35	13 387 110,22	13 387 110,22		
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
LO - Logement	227 700 000,00	-	227 700 000,00	200 807 127,46	78 840 098,49	-5 744 504,26	-	78 885 187,92	-5 285 519,03	34 020 422,10	39 075 172,13	39 579 246,79		
905 - Aménagement des territoires	227 700 000,00	-	227 700 000,00	200 807 127,46	78 840 098,49	-5 744 504,26	-	78 885 187,92	-5 285 519,03	34 020 422,10	39 075 172,13	39 579 246,79		
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
54 - Habitat - Logement	227 700 000,00	-	227 700 000,00	200 807 127,46	78 840 098,49	-5 744 504,26	-	78 885 187,92	-5 285 519,03	34 020 422,10	39 075 172,13	39 579 246,79		
MO - Mobilités	190 000 000,00	-19 879 112,00	170 120 888,00	87 592 878,95	41 958 654,41	-4 970 709,77	-	42 016 606,58	-4 645 579,06	9 054 209,98	27 933 734,66	28 316 817,54		
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 958 194,00	1 405 577,27	-3 418,43	-	1 405 577,27	-	313 934,08	1 088 224,76	1 091 643,19		
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 958 194,00	1 405 577,27	-3 418,43	-	1 405 577,27	-	313 934,08	1 088 224,76	1 091 643,19		
907 - Environnement	50 000 000,00	-	50 000 000,00	32 078 128,95	14 301 034,99	-1 479 107,09	-	14 358 661,07	-1 407 585,52	4 770 691,04	8 051 236,86	8 180 384,51		
77 - Environnement des infrastructures de transport	26 000 000,00	-	26 000 000,00	13 764 894,40	5 456 082,49	-	-	5 513 708,57	-57 626,08	1 768 254,77	3 687 827,72	3 687 827,72		
78 - Autres actions	24 000 000,00	-	24 000 000,00	18 313 234,55	8 844 952,50	-1 479 107,09	-	8 844 952,50	-1 349 989,44	3 002 436,27	4 363 409,14	4 492 586,79		
908 - Transports	118 120 888,00	-19 879 112,00	98 241 776,00	53 566 566,00	26 252 042,15	-3 488 184,25	-	26 252 368,24	-3 237 983,54	9 969 584,86	18 794 273,04	19 044 789,84		
818 - Autres transports en commun	101 000 000,00	-21 558 771,00	79 441 229,00	25 361 826,00	14 147 660,16	-577 260,66	-	14 147 986,25	-486 419,24	2 279 745,19	11 290 654,31	11 381 821,82		
821 - Voirie nationale	11 500 000,00	-135 900,00	11 364 100,00	11 366 675,00	336 675,00	-	-	336 675,00	-	336 675,00	-	-		
823 - Voirie départementale	7 500 000,00	1 815 559,00	9 315 559,00	9 315 559,00	8 785 935,84	-2 633 721,00	-	8 785 935,84	-2 633 721,00	591 871,74	5 560 343,10	5 560 343,10		
825 - Sécurité routière	18 000 000,00	-	18 000 000,00	7 542 496,00	2 981 771,15	-277 202,59	-	2 981 771,15	-117 853,30	761 292,93	1 943 275,63	2 102 624,92		
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	15 920 000,00	-	15 920 000,00	15 920 000,00	2 351 324,57	-346 520,54	-	688 546,06	10 422,13	836 453,00	1 188 351,03	1 178 329,59		
900 - Services généraux	15 420 000,00	-	15 420 000,00	15 420 000,00	2 026 034,77	-313 019,27	-	688 320,37	10 417,73	597 475,28	1 115 540,22	1 123 892,22		
0202 - Autres moyens généraux	15 420 000,00	-	15 420 000,00	15 420 000,00	2 026 034,77	-313 019,27	-	688 320,37	10 417,73	597 475,28	1 115 540,22	1 123 892,22		
903 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00	325 289,80	-33 501,27	-	284 224,69	4,40	238 977,72	52 810,81	54 437,37		
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00	325 289,80	-33 501,27	-	284 224,69	4,40	238 977,72	52 810,81	54 437,37		
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
PV - Politique de la ville	70 000 000,00	-	70 000 000,00	69 881 489,57	31 674 700,88	-2 108 124,83	-	31 674 700,88	-2 108 124,83	15 112 995,03	14 453 581,02	14 453 581,02		
905 - Aménagement des territoires	70 000 000,00	-	70 000 000,00	69 881 489,57	31 674 700,88	-2 108 124,83	-	31 674 700,88	-2 108 124,83	15 112 995,03	14 453 581,02	14 453 581,02		
51 - Politique de la ville	70 000 000,00	-	70 000 000,00	69 881 489,57	31 674 700,88	-2 108 124,83	-	31 674 700,88	-2 108 124,83	15 112 995,03	14 453 581,02	14 453 581,02		
RIN - Recherche	104 615 000,00	-	104 615 000,00	88 346 152,46	64 039 510,43	-759 619,20	-	69 044 532,64	-5 513 069,31	16 264 296,38	47 015 594,85	47 267 166,95		
905 - Aménagement des territoires	11 450 000,00	-	11 450 000,00	6 014 815,80	2 152 211,16	-62 518,93	-	2 157 233,37	-67 540,86	1 511 662,91	578 029,32	578 029,60		
56 - Technologies de l'information et de la communication	11 450 000,00	-	11 450 000,00	6 014 815,80	2 152 211,16	-62 518,93	-	2 157 233,37	-67 540,86	1 511 662,91	578 029,32	578 029,60		
909 - Action économique	93 165 000,00	-	93 165 000,00	82 331 336,66	61 887 299,27	-697 100,27	-	66 887 299,27	-5 445 528,45	14 752 633,47	46 437 585,53	46 689 137,35		
92 - Recherche et innovation	93 165 000,00	-	93 165 000,00	82 331 336,66	61 887 299,27	-697 100,27	-	66 887 299,27	-5 445 528,45	14 752 633,47	46 437 585,53	46 689 137,35		
SE - Sécurité	24 800 000,00	13 176 757,00	37 976 757,00	31 205 276,50	15 352 755,09	-48 369,61	-	14 700 224,79	-85 945,71	5 685 725,53	9 618 659,95	9 618 659,95		
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	3 109 003,00	674 480,98	-48 369,61	-	2 195,68	-85 945,71	382 983,36	243 128,01	243 128,01		
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	3 109 003,00	674 480,98	-48 369,61	-	2 195,68	-85 945,71	382 983,36	243 128,01	243 128,01		
903 - Culture, sports et loisirs	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 494 600,00	236 115,81	-	-	236 115,81	-	35 637,07	200 478,74	200 478,74		
37 - Sécurité	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 494 600,00	236 115,81	-	-	236 115,81	-	35 637,07	200 478,74	200 478,74		
905 - Aménagement des territoires	11 000 000,00	-	11 000 000,00	7 424 916,50	6 305 682,39	-	-	6 305 682,39	-	2 254 913,35	4 050 769,04	4 050 769,04		
57 - Sécurité	11 000 000,00	-	11 000 000,00	7 424 916,50	6 305 682,39	-	-	6 305 682,39	-	2 254 913,35	4 050 769,04	4 050 769,04		
908 - Transports	7 100 000,00	13 176 757,00	20 276 757,00	19 176 757,00	8 136 475,91	-	-	8 136 475,91	-	3 012 191,75	5 124 284,16	5 124 284,16		
87 - Sécurité	7 100 000,00	13 176 757,00	20 276 757,00	19 176 757,00	8 136 475,91	-	-	8 136 475,91	-	3 012 191,75	5 124 284,16	5 124 284,16		

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014		
SI - Systèmes d'information	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	1 655 553,43	-	936 738,47	1 658 223,73	-939 408,77	350 583,30	1 304 970,13	1 304 970,13		
900 - Services généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	1 655 553,43	-	936 738,47	1 658 223,73	-939 408,77	350 583,30	1 304 970,13	1 304 970,13		
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	1 655 553,43	-	936 738,47	1 658 223,73	-939 408,77	350 583,30	1 304 970,13	1 304 970,13		
SL - Sports et Loisirs	39 176 000,00	-	39 176 000,00	36 263 009,59	16 484 269,41	-2 885 886,39	39 109,22	13 580 491,90	-20 210,13	5 612 256,51	7 986 126,51	7 987 134,48		
903 - Culture, sports et loisirs	39 176 000,00	-	39 176 000,00	36 263 009,59	16 484 269,41	-2 885 886,39	39 109,22	13 580 491,90	-20 210,13	5 612 256,51	7 986 126,51	7 987 134,48		
32 - Sports	19 426 000,00	-	19 426 000,00	18 557 375,84	9 471 540,53	-1 957,46	-	9 482 688,79	-13 075,72	4 121 606,81	5 347 976,26	5 347 976,26		
33 - Loisirs	19 750 000,00	-	19 750 000,00	17 705 633,75	7 012 728,88	-2 883 928,93	39 109,22	4 097 833,11	-7 134,41	1 490 649,70	2 639 150,25	2 639 158,22		
TC - Transports en commun	600 250 000,00	23 792 082,73	624 042 082,73	403 341 272,85	313 785 161,88	-9 547 216,91	-	313 771 528,69	-8 862 333,09	152 625 058,01	151 612 886,96	152 284 137,59		
908 - Transports	600 250 000,00	23 792 082,73	624 042 082,73	403 341 272,85	313 785 161,88	-9 547 216,91	-	313 771 528,69	-8 862 333,09	152 625 058,01	151 612 886,96	152 284 137,59		
810 - Services communs	18 250 000,00	-2 565 000,00	15 685 000,00	15 636 266,00	12 673 344,94	-2 218 415,73	-	12 669 711,75	-2 204 782,54	6 673 683,03	3 781 246,18	3 781 246,18		
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	527 000 000,00	29 053 822,88	556 053 822,88	350 401 747,00	280 033 122,86	-5 755 603,44	-	280 033 122,86	-5 755 603,44	136 124 697,35	138 152 822,07	138 152 822,07		
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	55 000 000,00	-2 696 740,15	52 303 259,85	37 303 259,85	21 078 694,08	-1 573 197,74	-	21 078 694,08	-901 947,11	9 826 677,63	9 678 818,71	10 350 089,34		
TMSP - Transports de marchandise en site propre	45 000 000,00	-17 089 727,73	27 910 272,27	7 910 000,00	5 280 076,00	-	-	5 280 076,00	-	2 674 193,55	2 605 882,45	2 605 882,45		
908 - Transports	45 000 000,00	-17 089 727,73	27 910 272,27	7 910 000,00	5 280 076,00	-	-	5 280 076,00	-	2 674 193,55	2 605 882,45	2 605 882,45		
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-2 240 000,00	7 760 000,00	7 760 000,00	5 260 000,00	-	-	5 260 000,00	-	2 674 193,55	2 585 806,45	2 585 806,45		
884 - Transports ferroviaires de marchandises	800 000,00	-800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
885 - Liaisons multimodales	34 200 000,00	-14 049 727,73	20 150 272,27	150 000,00	20 076,00	-	-	20 076,00	-	-	20 076,00	20 076,00		
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
TO - Tourisme	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 740 724,40	1 771 650,52	-306 309,25	-	1 771 946,52	-287 731,80	993 233,82	472 107,45	480 980,90		
909 - Action économique	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 740 724,40	1 771 650,52	-306 309,25	-	1 771 946,52	-287 731,80	993 233,82	472 107,45	480 980,90		
95 - Tourisme et thermalisme	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 740 724,40	1 771 650,52	-306 309,25	-	1 771 946,52	-287 731,80	993 233,82	472 107,45	480 980,90		
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total général	2 240 770 000,00	-	2 240 770 000,00	1 682 340 987,45	895 241 119,55	-49 073 675,88	19 821 861,08	870 075 444,55	-41 315 449,56	340 882 344,16	505 275 099,51	507 689 511,91		
				75,08 %						20,26 %	-43,56 %	-41,65 %		

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2012

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014	
AIE - Actions internationales et européennes	4 400 000,00	-	4 400 000,00	1 291 257,50	-1 363,68	-	1 291 257,79	-1 363,97	455 158,05	834 735,77	834 735,77	
900 - Services généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	1 291 257,50	-1 363,68	-	1 291 257,79	-1 363,97	455 158,05	834 735,77	834 735,77	
044 - Aide publique au développement	4 400 000,00	-	4 400 000,00	1 291 257,50	-1 363,68	-	1 291 257,79	-1 363,97	455 158,05	834 735,77	834 735,77	
048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AM - Aménagement	103 850 000,00	-	103 850 000,00	82 348 709,00	-255 430,80	-	82 396 947,77	-174 851,56	24 123 045,84	57 970 232,36	58 099 050,37	
905 - Aménagement des territoires	100 050 000,00	-	100 050 000,00	79 536 087,76	-252 795,00	-	79 584 306,53	-172 215,76	23 417 951,00	55 865 321,76	55 994 139,77	
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
52 - Agglomérations et villes moyennes	91 450 000,00	-	91 450 000,00	74 419 324,04	-202 421,81	-	74 445 630,45	-122 082,94	21 324 769,28	52 892 132,95	52 998 778,23	
53 - Espace rural et autres espaces de développement	8 600 000,00	-	8 600 000,00	7 557 810,59	-50 373,19	-	7 538 676,08	-50 132,82	2 093 181,72	2 973 188,81	2 995 361,54	
907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 404 310,83	-2 635,80	-	3 404 310,83	-2 635,80	705 094,84	2 104 910,60	2 104 910,60	
76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 404 310,83	-2 635,80	-	3 404 310,83	-2 635,80	705 094,84	2 104 910,60	2 104 910,60	
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COM - Communication	575 000,00	-	575 000,00	540 000,00	-	-	540 000,00	-	-	-	-	
900 - Services généraux	575 000,00	-	575 000,00	540 000,00	-	-	540 000,00	-	-	-	-	
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
923 - Dettes et autres opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
925 - Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
926 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COO - Coopération interrégionale	22 520 000,00	-	22 520 000,00	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	1 000 000,00	
900 - Services Généraux	22 520 000,00	-	22 520 000,00	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	1 000 000,00	
041 - Actions interrégionales	22 520 000,00	-	22 520 000,00	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	-	-	1 000 000,00	1 000 000,00	
CU - Culture	32 950 000,00	-	32 950 000,00	27 919 398,00	-37 618,87	-	27 919 398,00	-37 618,87	8 848 139,63	12 437 016,09	12 442 349,71	
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 950 000,00	-	32 950 000,00	27 919 398,00	-37 618,87	-	27 919 398,00	-37 618,87	8 848 139,63	12 437 016,09	12 442 349,71	
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-88 109,00	2 411 891,00	1 829 388,00	365 877,60	-	1 829 388,00	365 877,60	182 938,80	182 938,80	182 938,80	
312 - Activités culturelles et artistiques	28 962 000,00	1 506 511,00	28 468 511,00	24 022 690,00	-37 357,32	-	24 022 690,00	-37 357,32	8 243 588,89	11 289 702,67	11 295 036,29	
313 - Patrimoine	3 488 000,00	-1 418 402,00	2 069 598,00	2 067 320,00	-261,55	-	2 067 320,00	-261,55	421 631,94	964 374,62	964 374,62	
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	124 350 000,00	-	124 350 000,00	79 003 202,91	-226 931,42	-	79 003 202,91	-226 931,42	9 623 467,22	20 841 037,21	20 874 734,16	
905 - Aménagement des territoires	20 340 000,00	-	20 340 000,00	3 617 853,20	-168 751,71	-	3 617 853,20	-168 751,71	583 095,94	1 751 555,09	1 766 028,93	
56 - Technologies de l'information et de la communication	20 340 000,00	-	20 340 000,00	3 617 853,20	-168 751,71	-	3 617 853,20	-168 751,71	583 095,94	1 751 555,09	1 766 028,93	
909 - Action économique	104 010 000,00	-	104 010 000,00	75 385 349,71	-58 179,71	-	75 385 349,71	-58 179,71	9 040 371,28	19 089 482,12	19 108 705,23	
91 - Interventions économiques transversales	58 610 000,00	-	58 610 000,00	44 387 331,00	-15 600,00	-	44 387 331,00	-15 600,00	2 203 458,72	4 264 045,79	4 264 045,79	
92 - Recherche et innovation	40 000 000,00	-	40 000 000,00	25 904 773,71	-23 260,60	-	25 904 773,71	-23 260,60	5 634 720,24	12 747 324,04	12 747 324,04	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 400 000,00	-	5 400 000,00	5 093 245,00	-19 319,11	-	5 093 245,00	-19 319,11	1 202 192,32	2 078 112,29	2 097 335,40	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014	
DSS - Développement social et santé	80 845 000,00	-	80 845 000,00	51 163 026,65	36 302 974,57	-673 127,41	91 843,15	36 322 731,27	-663 262,65	12 155 476,67	23 474 370,49	23 503 991,95	
901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 400 000,00	-	1 400 000,00	859 629,11	415 023,69	-22 827,02	91 843,15	415 023,69	-35,85	49 918,14	342 278,53	365 069,70	
13 - Formations sanitaires et sociales	1 400 000,00	-	1 400 000,00	859 629,11	415 023,69	-22 827,02	50 684,00	415 023,69	-35,85	49 918,14	342 278,53	365 069,70	
904 - Santé et action sociale	79 445 000,00	-	79 445 000,00	50 303 397,54	35 887 950,88	-650 300,39	-	35 907 707,58	-663 226,80	12 105 568,53	23 132 091,96	23 138 922,25	
41 - Santé	7 960 000,00	-	7 960 000,00	3 634 139,78	1 962 884,63	-16 339,89	-	1 967 062,09	-20 055,32	1 090 038,86	856 505,88	856 967,91	
42 - Action sociale	71 485 000,00	-	71 485 000,00	46 669 257,76	33 925 066,25	-633 960,50	-	33 940 645,49	-643 171,48	11 015 519,67	22 275 586,08	22 281 954,34	
EAE - Environnement, agriculture et énergie	102 294 000,00	2 300 000,00	104 594 000,00	70 296 713,60	51 200 881,13	-386 525,93	91 843,15	51 077 125,03	-381 151,57	19 687 932,84	31 156 422,36	31 149 883,77	
907 - Environnement	98 314 000,00	2 300 000,00	100 614 000,00	67 390 151,24	49 689 396,98	-386 525,93	91 843,15	49 565 640,88	-361 151,57	18 324 995,51	30 977 875,54	30 971 336,95	
71 - Actions transversales	1 610 000,00	-	1 610 000,00	1 218 417,16	529 731,01	-6 904,90	50 684,00	459 737,77	-1 799,36	140 935,71	381 890,40	367 686,70	
72 - Actions en matière de déchets	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 335 215,43	2 964 914,18	-113 846,10	-	2 966 282,25	-61 436,42	923 315,20	1 927 752,88	1 981 530,63	
73 - Politique de l'air	700 000,00	-	700 000,00	511 294,08	241 469,63	-	-	241 469,63	-	91 673,04	149 796,59	149 796,59	
74 - Politique de l'eau	23 375 000,00	-468 859,90	22 906 140,10	19 291 053,98	7 939 772,77	-233 431,89	-	7 986 691,51	-271 316,91	3 268 196,31	4 438 144,57	4 447 178,29	
75 - Politique de l'énergie	44 336 000,00	-69 140,10	44 266 859,90	17 077 076,50	13 371 207,15	-17 940,07	-	13 371 207,15	-11 172,32	1 678 573,46	11 674 693,62	11 681 461,37	
76 - Patrimoine naturel	23 093 000,00	2 838 000,00	25 931 000,00	25 485 441,09	24 583 449,24	-14 082,97	41 159,15	24 481 399,57	-15 426,56	12 217 781,79	12 351 584,48	12 289 350,37	
78 - Autres actions	700 000,00	-	700 000,00	471 653,00	58 853,00	-320,00	-	58 853,00	-	4 520,00	54 013,00	54 333,00	
909 - Développement économique	3 980 000,00	-	3 980 000,00	2 906 562,36	1 511 484,15	-	-	1 511 484,15	-	1 332 937,33	178 546,82	178 546,82	
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 980 000,00	-	3 980 000,00	2 906 562,36	1 511 484,15	-	-	1 511 484,15	-	1 332 937,33	178 546,82	178 546,82	
ESE - Enseignement secondaire	399 158 000,00	-	399 158 000,00	328 813 653,62	192 064 748,66	-564 193,25	15 603 599,89	168 561 087,18	-626 065,77	64 530 443,52	126 970 111,89	119 008 177,78	
902 - Enseignement	399 158 000,00	-	399 158 000,00	328 813 653,62	192 064 748,66	-564 193,25	15 603 599,89	168 561 087,18	-626 065,77	64 530 443,52	126 970 111,89	119 008 177,78	
222 - Lycées publics	335 232 000,00	-6 890 220,52	328 341 779,48	268 303 900,47	149 404 080,44	-250 450,86	14 435 374,79	131 029 486,27	211 146,79	48 774 556,99	100 379 072,59	96 901 450,86	
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-312 030,00	7 987 970,00	7 987 970,00	7 571 428,17	-27 839,82	-	7 571 428,17	-27 839,82	3 775 059,03	3 768 529,32	3 768 529,32	
224 - Participation à des cités mixtes	40 471 000,00	7 236 500,52	47 707 500,52	41 817 100,52	26 905 394,47	-285 000,00	1 168 225,10	22 045 327,16	-791 982,14	10 237 546,03	16 382 848,44	12 184 024,09	
28 - Autres services périscolaires et annexes	15 155 000,00	-34 250,00	15 120 750,00	10 704 682,63	8 183 845,58	-902,57	-	7 914 845,58	-17 390,60	1 743 281,47	6 439 661,54	6 154 173,51	
ESU - Enseignement supérieur	62 500 000,00	-	62 500 000,00	52 712 850,00	51 465 729,26	-44 388,56	980 014,57	50 474 172,83	-103 092,01	6 380 801,45	45 040 539,25	44 970 293,94	
902 - Enseignement	62 500 000,00	-	62 500 000,00	52 712 850,00	51 465 729,26	-44 388,56	980 014,57	50 474 172,83	-103 092,01	6 380 801,45	45 040 539,25	44 970 293,94	
23 - Enseignement supérieur	62 500 000,00	-	62 500 000,00	52 712 850,00	51 465 729,26	-44 388,56	980 014,57	50 474 172,83	-103 092,01	6 380 801,45	45 040 539,25	44 970 293,94	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE				SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS					
	AP ouvertes au BP 2012		Total AP ouvertes		Total AP affectées		AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014		Total AP engagées		AP affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014		AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014		CP mandatés en 2014		AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	
	Mouvements	Total	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et couvertes par des CP au 31/12/2014							
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et empl.	38 500 000,00	38 500 000,00	30 818 246,00	24 375 407,00	-810,72	-	24 384 537,40	-9 941,12	3 641 217,14	20 733 379,14	20 733 379,14	20 733 379,14	20 733 379,14	20 733 379,14	20 733 379,14	20 733 379,14	20 733 379,14	
901 - Formation professionnelle et apprentissage		37 900 000,00	30 476 496,00	24 193 812,37	-810,72	-	24 202 942,77	-9 941,12	3 527 972,51	20 665 029,14	20 665 029,14	20 665 029,14	20 665 029,14	20 665 029,14	20 665 029,14	20 665 029,14	20 665 029,14	
10 - Services communs																		
11 - Formation professionnelle		800 000,00	160 526,00	61 223,36			61 223,36		29 200,93	32 022,43	32 022,43	32 022,43	32 022,43	32 022,43	32 022,43	32 022,43	32 022,43	
12 - Apprentissage		37 100 000,00	30 315 970,00	24 132 589,01			24 141 719,41	-9 941,12	3 498 771,58	20 633 006,71	20 633 006,71	20 633 006,71	20 633 006,71	20 633 006,71	20 633 006,71	20 633 006,71	20 633 006,71	
909 - Action économique		600 000,00	341 750,00	181 594,63			181 594,63		113 244,63	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	
91 - Interventions économiques transversales		600 000,00	600 000,00	341 750,00			181 594,63		113 244,63	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	68 350,00	
LO - Logement	215 200 000,00	207 697 996,83	168 090 559,80	112 691 032,99	-680 895,41	-	112 748 892,75	-618 508,22	38 876 426,41	73 133 711,17	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	
905 - Aménagement des territoires	215 200 000,00	207 697 996,83	168 090 559,80	112 691 032,99	-680 895,41	-	112 748 892,75	-618 508,22	38 876 426,41	73 133 711,17	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	
50 - Services communs																		
54 - Habitat - Logement		215 200 000,00	168 090 559,80	112 691 032,99	-680 895,41	-	112 748 892,75	-618 508,22	38 876 426,41	73 133 711,17	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	73 253 958,12	
50 - Services communs																		
MO - Mobilités	191 393 000,00	12 801 052,00	121 507 752,00	106 296 860,95	-1 170 467,40	-	105 864 873,42	-1 134 344,61	31 595 697,09	73 530 696,46	73 530 696,46	73 530 696,46	73 530 696,46	73 530 696,46	73 530 696,46	73 530 696,46	73 530 696,46	
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
907 - Environnement	56 893 000,00	-2 300 000,00	31 359 268,90	24 355 637,59	-157 612,98	-	23 923 650,06	-131 579,89	5 844 144,72	18 353 879,89	17 947 925,45	17 947 925,45	17 947 925,45	17 947 925,45	17 947 925,45	17 947 925,45	17 947 925,45	
77 - Environnement des infrastructures de transport	30 893 000,00	-71 756,70	13 587 512,20	11 314 199,70	-157 612,98	-	11 314 199,70	-131 579,89	1 988 382,25	9 325 817,45	9 325 817,45	9 325 817,45	9 325 817,45	9 325 817,45	9 325 817,45	9 325 817,45	9 325 817,45	
78 - Autres actions	26 000 000,00	-2 228 243,30	17 771 756,70	13 041 437,89	-157 612,98	-	12 609 450,36	-131 579,89	3 855 762,47	9 028 082,44	8 622 108,00	8 622 108,00	8 622 108,00	8 622 108,00	8 622 108,00	8 622 108,00	8 622 108,00	
908 - Transports	132 500 000,00	15 101 052,00	90 148 483,10	81 941 223,36	-1 012 854,42	-	81 941 223,36	-1 012 854,42	25 751 552,37	55 176 816,57	55 186 906,27	55 186 906,27	55 186 906,27	55 186 906,27	55 186 906,27	55 186 906,27	55 186 906,27	
818 - Autres transports en commun	83 000 000,00	16 740 823,00	64 740 823,00	60 180 285,36	-370 678,41	-	60 180 285,36	-370 678,41	10 246 432,10	49 563 174,87	49 563 174,87	49 563 174,87	49 563 174,87	49 563 174,87	49 563 174,87	49 563 174,87	49 563 174,87	
821 - Voirie nationale	15 000 000,00	-	15 000 000,00	15 000 000,00	-401 994,33	-	15 000 000,00	-401 994,33	14 598 005,67	-	-	-	-	-	-	-	-	
823 - Voirie départementale	6 500 000,00	-	6 500 000,00	6 500 000,00	-	-	6 500 000,00	-	6 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
825 - Sécurité routière	28 000 000,00	-1 639 771,00	5 360 229,00	4 565 785,98	-240 181,68	-	4 565 785,98	-230 091,98	907 114,60	3 418 489,70	3 428 579,40	3 428 579,40	3 428 579,40	3 428 579,40	3 428 579,40	3 428 579,40	3 428 579,40	
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	21 610 000,00	35 880,00	21 396 500,00	6 034 688,33	-	-	308 881,78	4 593,73	5 044 104,99	990 563,34	304 419,40	304 419,40	304 419,40	304 419,40	304 419,40	304 419,40	304 419,40	
900 - Services généraux	20 910 000,00	35 880,00	20 735 000,00	5 511 745,92	-	-	212 072,88	-1 143,67	4 989 191,16	522 554,76	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	
0202 - Autres moyens généraux	20 910 000,00	35 880,00	20 735 000,00	5 511 745,92	-	-	212 072,88	-1 143,67	4 989 191,16	522 554,76	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	133 100,72	
903 - Culture, sports et loisirs	700 000,00	-	661 500,00	522 922,41	-	-	96 808,90	5 737,40	54 913,83	488 008,58	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	
313 - Patrimoine	700 000,00	-	661 500,00	522 922,41	-	-	96 808,90	5 737,40	54 913,83	488 008,58	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	171 318,68	
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
PV - Politique de la ville	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	82 502 003,17	-410 970,52	-	62 746 739,67	-390 988,49	14 172 767,49	48 163 001,66	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	
905 - Aménagement des territoires	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	82 502 003,17	-410 970,52	-	62 746 739,67	-390 988,49	14 172 767,49	48 163 001,66	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	
51 - Politique de la ville	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	82 502 003,17	-410 970,52	-	62 746 739,67	-390 988,49	14 172 767,49	48 163 001,66	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	48 163 003,69	
RIN - Recherche	49 100 000,00	-	43 285 462,00	41 718 187,98	-1 031,33	-	41 718 187,98	-	4 434 601,31	37 282 555,34	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	
905 - Aménagement des territoires	49 100 000,00	-	43 285 462,00	41 718 187,98	-1 031,33	-	41 718 187,98	-	4 434 601,31	37 282 555,34	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	
56 - Technologies de l'information et de la communication	49 100 000,00	-	43 285 462,00	41 718 187,98	-1 031,33	-	41 718 187,98	-	4 434 601,31	37 282 555,34	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	
909 - Action économique	49 100 000,00	-	43 285 462,00	41 718 187,98	-1 031,33	-	41 718 187,98	-	4 434 601,31	37 282 555,34	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	
92 - Recherche et innovation	49 100 000,00	-	43 285 462,00	41 718 187,98	-1 031,33	-	41 718 187,98	-	4 434 601,31	37 282 555,34	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	37 283 586,67	
SE - Sécurité	25 056 000,00	-743 463,87	10 679 467,05	7 449 420,00	-	-	7 449 420,00	-	1 572 774,12	5 876 645,88	5 873 145,88	5 873 145,88	5 873 145,88	5 873 145,88	5 873 145,88	5 873 145,88	5 873 145,88	
902 - Enseignement	4 600 000,00	-	2 977 260,00	653 500,00	-	-	653 500,00	-	735 250,00	653 500,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	
27 - Sécurité	4 600 000,00	-	2 977 260,00	653 500,00	-	-	653 500,00	-	735 250,00	653 500,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	
903 - Culture, sports et loisirs	1 200 000,00	-	1 102 207,05	195 920,00	-	-	195 920,00	-	33 600,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	
37 - Sécurité	1 200 000,00	-	1 102 207,05	195 920,00	-	-	195 920,00	-	33 600,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	162 320,00	
905 - Aménagement des territoires	10 000 000,00	-	10 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
57 - Sécurité	10 000 000,00	-	10 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
908 - Transports	10 000 000,00	-743 463,87	9 256 536,13	6 600 000,00	-	-	6 600 000,00	-	1 539 174,12	5 06								

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	4 108 200,00	916 369,32	-	208 733,53	845 037,41	-137 401,62	759 777,80	156 591,52	156 591,52
900 - Services généraux	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	4 108 200,00	916 369,32	-	208 733,53	845 037,41	-137 401,62	759 777,80	156 591,52	156 591,52
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	4 108 200,00	916 369,32	-	208 733,53	845 037,41	-137 401,62	759 777,80	156 591,52	156 591,52
SL - Sports et Loisirs	51 100 000,00	-	51 100 000,00	42 453 598,01	27 509 896,67	-68 620,15	236 444,30	11 486 014,33	-72 947,21	4 158 262,42	23 283 014,10	7 491 249,00
903 - Culture, sports et loisirs	51 100 000,00	-	51 100 000,00	42 453 598,01	27 509 896,67	-68 620,15	236 444,30	11 486 014,33	-72 947,21	4 158 262,42	23 283 014,10	7 491 249,00
32 - Sports	31 350 000,00	-	31 350 000,00	26 363 024,36	21 164 297,83	-67 046,98	-	8 164 297,83	-67 046,98	2 829 998,94	18 287 251,91	5 287 251,91
33 - Loisirs	19 750 000,00	-	19 750 000,00	16 090 573,65	6 345 598,84	-1 573,17	236 444,30	3 321 716,50	-5 900,23	1 328 263,48	5 015 762,19	2 223 997,09
TC - Transports en commun	621 600 000,00	-12 932 906,13	608 667 093,87	383 347 356,57	359 649 452,63	-8 575,70	-	359 649 452,63	-	100 818 991,57	258 821 885,36	258 830 461,06
908 - Transports	621 600 000,00	-12 932 906,13	608 667 093,87	383 347 356,57	359 649 452,63	-8 575,70	-	359 649 452,63	-	100 818 991,57	258 821 885,36	258 830 461,06
810 - Services communs	19 100 000,00	-1 095 626,13	18 004 373,87	15 004 373,87	11 572 804,27	-	-	11 572 804,27	-	4 420 838,78	7 151 965,49	7 151 965,49
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	546 500 000,00	-17 128 327,50	529 371 672,50	309 051 935,20	305 141 953,46	-8 575,70	-	305 141 953,46	-	89 188 311,77	215 945 065,99	215 953 641,69
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	56 000 000,00	5 291 047,50	61 291 047,50	59 291 047,50	42 934 694,90	-	-	42 934 694,90	-	7 209 841,02	35 724 853,88	35 724 853,88
TMSF - Transports de marchandise en site propre	69 000 000,00	-1 424 682,00	67 575 318,00	13 337 318,00	12 750 319,71	-	120,00	12 657 217,63	18 878,00	2 235 844,38	10 514 475,33	10 440 371,25
908 - Transports	69 000 000,00	-1 424 682,00	67 575 318,00	13 337 318,00	12 750 319,71	-	120,00	12 657 217,63	18 878,00	2 235 844,38	10 514 475,33	10 440 371,25
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-	10 000 000,00	9 032 188,00	9 023 159,81	-	-	9 023 159,81	-	877 648,99	8 145 510,82	8 145 510,82
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 500 000,00	-1 247 800,00	1 252 200,00	752 200,00	669 209,90	-	120,00	576 107,82	18 878,00	471 655,03	197 554,87	123 450,79
885 - Liaisons multimodales	56 500 000,00	-176 882,00	56 323 118,00	3 552 950,00	3 057 950,00	-	-	3 057 950,00	-	886 540,36	2 171 409,64	2 171 409,64
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 496 731,85	3 447 560,39	-3 253,31	-	3 456 145,17	-11 838,09	1 554 707,94	1 889 599,14	1 889 599,14
909 - Action économique	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 496 731,85	3 447 560,39	-3 253,31	-	3 456 145,17	-11 838,09	1 554 707,94	1 889 599,14	1 889 599,14
95 - Tourisme et thermalisme	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 496 731,85	3 447 560,39	-3 253,31	-	3 456 145,17	-11 838,09	1 554 707,94	1 889 599,14	1 889 599,14
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 301 045 000,00	-	2 301 045 000,00	1 636 964 886,45	1 233 274 426,20	-4 534 204,46	18 164 887,22	1 190 554 771,48	-4 622 206,78	354 639 637,88	874 100 583,86	849 457 814,04
				71,14 %						21,66 %	-29,12 %	-28,65 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2013

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	3 850 000,00	-	3 850 000,00	1 867 420,00	1 539 300,68	-1 221,99	-	1 539 300,68	-1 221,99	319 774,79	1 218 303,90	1 218 303,90
900 - Services généraux	3 850 000,00	-	3 850 000,00	1 867 420,00	1 539 300,68	-1 221,99	-	1 539 300,68	-1 221,99	319 774,79	1 218 303,90	1 218 303,90
044 - Aide publique au développement	3 450 000,00	-41 000,00	3 409 000,00	1 426 420,00	1 230 600,68	-1 221,99	-	1 230 600,68	-1 221,99	319 774,79	909 603,90	909 603,90
048 - Autres actions internationales	400 000,00	41 000,00	441 000,00	441 000,00	308 700,00	-	-	308 700,00	-	-	308 700,00	308 700,00
AM - Aménagement	104 850 000,00	-	104 850 000,00	98 173 935,41	97 210 414,50	-829 352,69	-	97 211 808,38	-172 206,18	19 641 606,13	76 739 455,68	77 397 996,07
905 - Aménagement des territoires	101 050 000,00	-	101 050 000,00	95 523 530,25	94 566 219,34	-819 208,86	-	94 567 613,22	-162 062,35	19 206 626,32	74 540 384,16	75 198 924,55
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	93 400 000,00	-	93 400 000,00	88 298 519,24	87 437 892,10	-746 403,38	-	87 437 892,10	-132 291,19	17 690 735,30	69 000 753,42	69 614 865,61
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 650 000,00	-	7 650 000,00	7 225 011,01	7 128 327,24	-72 805,48	-	7 129 721,12	-29 771,16	1 515 891,02	5 539 630,74	5 584 058,94
907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	2 650 405,16	2 644 195,16	-10 143,83	-	2 644 195,16	-10 143,83	434 979,81	2 199 071,52	2 199 071,52
76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	2 650 405,16	2 644 195,16	-10 143,83	-	2 644 195,16	-10 143,83	434 979,81	2 199 071,52	2 199 071,52
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
923 - Dettes et autres opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
925 - Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
926 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	167 000,00	167 000,00	-	-	167 000,00	-	-	167 000,00	167 000,00
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	167 000,00	167 000,00	-	-	167 000,00	-	-	167 000,00	167 000,00
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	167 000,00	167 000,00	-	-	167 000,00	-	-	167 000,00	167 000,00
CU - Culture	32 950 000,00	-	32 950 000,00	28 333 689,91	27 784 587,02	-8 079,00	-	11 796,21	-21 816,45	5 831 371,58	21 945 136,44	21 905 136,44
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 950 000,00	-	32 950 000,00	28 333 689,91	27 784 587,02	-8 079,00	-	11 796,21	-21 816,45	5 831 371,58	21 945 136,44	21 905 136,44
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	2 286 735,00	2 286 735,00	-	-	2 286 735,00	-	2 286 735,00	2 286 735,00	2 286 735,00
312 - Activités culturelles et artistiques	27 825 000,00	95 967,00	27 920 967,00	23 866 931,91	23 467 865,66	-1 866,00	-	11 796,21	-15 603,45	4 931 610,54	18 534 389,12	18 494 389,12
313 - Patrimoine	2 625 000,00	-95 967,00	2 529 033,00	2 180 023,00	2 029 986,36	-6 213,00	-	-	-6 213,00	899 761,04	1 124 012,32	1 124 012,32
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	128 600 000,00	-35 000,00	128 565 000,00	102 167 476,83	67 738 160,85	-127 767,17	-	2 000 000,00	-127 697,55	12 507 994,94	55 102 398,74	55 102 468,36
905 - Aménagement des territoires	19 800 000,00	-	19 800 000,00	16 671 009,28	16 553 915,52	-116 079,97	-	-	-116 079,97	2 631 341,35	13 806 494,20	13 806 563,82
56 - Technologies de l'information et de la communication	19 800 000,00	-	19 800 000,00	16 671 009,28	16 553 915,52	-116 079,97	-	-	-116 079,97	2 631 341,35	13 806 494,20	13 806 563,82
909 - Action économique	108 800 000,00	-35 000,00	108 765 000,00	85 496 467,55	51 184 245,33	-11 687,20	2 000 000,00	49 184 245,33	-11 687,20	9 876 653,59	41 295 904,54	41 295 904,54
91 - Interventions économiques transversales	64 510 000,00	-35 000,00	64 475 000,00	48 461 012,39	18 285 424,93	-8 852,29	2 000 000,00	16 285 424,93	-8 852,29	3 580 360,47	14 696 212,17	14 696 212,17
92 - Recherche et innovation	38 490 000,00	-	38 490 000,00	31 469 583,16	27 721 023,55	-2 834,91	-	-	-2 834,91	4 405 778,69	23 312 409,95	23 312 409,95
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 800 000,00	-	5 800 000,00	5 565 872,00	5 177 796,85	-	-	5 177 796,85	-	1 890 514,43	3 287 282,42	3 287 282,42

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	81 072 000,00	-	81 072 000,00	41 990 731,12	38 284 782,11	-288 387,94	186 652,00	38 295 245,07	-276 453,76	11 304 568,11	26 711 796,06	26 714 223,20
901 - Formation professionnelle et apprentissage	5 372 000,00	-	5 372 000,00	4 860 069,37	4 855 397,87	-35 920,36	186 652,00	4 855 397,87	-35 920,36	770 504,16	4 048 973,35	4 048 973,35
13 - Formations sanitaires et sociales	5 372 000,00	-	5 372 000,00	4 860 069,37	4 855 397,87	-35 920,36	140 104,00	4 855 397,87	-35 920,36	770 504,16	4 048 973,35	4 048 973,35
904 - Santé et action sociale	75 700 000,00	-	75 700 000,00	37 130 661,75	33 429 354,24	-232 487,58	46 548,00	33 439 847,20	-240 533,40	10 534 063,95	22 662 822,71	22 665 249,85
41 - Santé	8 260 000,00	-	8 260 000,00	6 281 132,71	5 834 377,78	-27 965,31	-	5 840 425,13	-34 012,66	2 205 982,91	3 600 429,56	3 600 429,56
42 - Action sociale	67 440 000,00	-	67 440 000,00	30 849 529,04	27 594 976,46	-204 502,27	-	27 599 422,07	-206 520,74	8 328 081,04	19 062 398,15	19 064 820,29
EAE - Environnement, agriculture et énergie	104 800 000,00	-	104 800 000,00	72 228 965,21	68 010 184,41	-768 659,95	186 652,00	67 697 350,97	-646 964,98	14 515 700,36	52 725 824,10	52 721 337,63
907 - Environnement	100 600 000,00	-	100 600 000,00	69 989 577,63	66 264 213,19	-604 152,20	186 652,00	65 951 379,75	-482 457,23	13 789 855,12	51 870 205,87	51 865 719,40
71 - Actions transversales	1 326 000,00	-	1 326 000,00	1 277 381,69	1 265 471,98	-2 560,76	-	1 095 471,98	-2 240,19	388 755,54	874 155,68	844 580,25
72 - Actions en matière de déchets	5 153 200,00	-1 000 000,00	4 153 200,00	1 837 782,55	1 797 762,81	-141 011,41	-	1 800 231,30	-143 479,90	371 967,58	1 284 783,82	1 284 783,82
73 - Politique de l'air	920 000,00	-	920 000,00	791 699,90	505 492,75	-	-	505 492,75	-	309 792,85	195 699,90	195 699,90
74 - Politique de l'eau	23 550 800,00	1 429 034,92	24 979 834,92	18 079 834,92	17 288 746,10	-148 140,20	-	17 299 572,81	-21 716,96	2 868 325,40	14 282 280,50	14 409 530,45
75 - Politique de l'énergie	44 800 000,00	-4 386 291,95	40 413 708,05	19 748 900,94	19 319 646,12	-301 979,60	46 548,00	19 223 517,48	-304 559,95	1 550 641,16	17 487 025,36	17 414 864,37
76 - Patrimoine naturel	24 250 000,00	3 957 257,03	28 207 257,03	27 807 250,03	25 807 250,03	-9 270,23	-	25 757 250,03	-9 270,23	8 073 246,79	17 724 733,01	17 674 733,01
78 - Autres actions	600 000,00	-	600 000,00	446 727,60	269 843,40	-1 190,00	-	269 843,40	-1 190,00	227 125,80	41 527,60	41 527,60
909 - Développement économique	4 200 000,00	-	4 200 000,00	2 239 387,58	1 745 971,22	-164 507,75	-	1 745 971,22	-164 507,75	725 845,24	855 618,23	855 618,23
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	4 200 000,00	-	4 200 000,00	2 239 387,58	1 745 971,22	-164 507,75	-	1 745 971,22	-164 507,75	725 845,24	855 618,23	855 618,23
ESE - Enseignement secondaire	405 144 000,00	-	405 144 000,00	332 324 987,67	228 736 048,90	-178 690,62	37 275 355,60	162 571 348,49	14 646 390,65	68 399 903,93	160 157 454,35	146 093 190,81
902 - Enseignement	405 144 000,00	-	405 144 000,00	332 324 987,67	228 736 048,90	-178 690,62	37 275 355,60	162 571 348,49	14 646 390,65	68 399 903,93	160 157 454,35	146 093 190,81
222 - Lycées publics	353 132 000,00	-2 632 444,41	350 499 555,59	294 632 669,90	202 114 786,10	-126 330,69	34 269 531,86	142 446 061,10	14 829 299,86	62 423 984,20	139 564 471,21	129 120 908,62
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	8 027 230,00	7 829 409,18	-1 956,38	-	7 832 103,98	-4 651,18	1 460 852,21	6 366 600,59	6 366 600,59
224 - Participation à des cités mixtes	28 592 000,00	2 818 434,00	31 410 434,00	23 242 333,36	12 877 171,81	-33 000,00	2 719 323,74	6 704 501,60	-189 545,21	2 276 967,03	10 567 204,78	6 977 313,10
28 - Autres services périscolaires et annexes	15 120 000,00	-185 989,59	14 934 010,41	6 422 754,41	5 914 681,81	-17 403,55	286 500,00	5 588 681,81	-8 712,82	2 238 100,49	3 659 177,77	3 628 368,50
ESU - Enseignement supérieur	69 230 000,00	-	69 230 000,00	66 826 855,53	63 607 150,49	-	3 622 877,99	59 400 150,49	-	6 386 510,65	57 220 639,84	56 636 517,83
902 - Enseignement	69 230 000,00	-	69 230 000,00	66 826 855,53	63 607 150,49	-	3 622 877,99	59 400 150,49	-	6 386 510,65	57 220 639,84	56 636 517,83
23 - Enseignement supérieur	69 230 000,00	-	69 230 000,00	66 826 855,53	63 607 150,49	-	3 622 877,99	59 400 150,49	-	6 386 510,65	57 220 639,84	56 636 517,83

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emba.	37 550 000,00	35 000,00	37 585 000,00	37 416 483,02	35 281 936,53	-9 089,60	16 512,00	35 248 487,18	8 537,37	4 945 659,91	30 327 187,02	30 327 846,64
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 550 000,00	-	37 550 000,00	37 381 483,02	35 246 936,53	-9 089,60	16 512,00	35 213 487,18	8 537,37	4 945 659,91	30 292 187,02	30 292 846,64
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	450 000,00	-168 383,98	281 616,02	281 616,02	279 547,64	-8 807,38	-	281 616,02	-9 275,57	101 523,54	169 216,72	170 816,91
12 - Apprentissage	37 100 000,00	168 383,98	37 268 383,98	37 099 867,00	34 967 388,89	-282,22	16 512,00	34 931 841,16	17 812,94	4 844 136,37	30 122 970,30	30 122 029,73
909 - Action économique	-	35 000,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00	-	-	35 000,00	-	-	35 000,00	35 000,00
91 - Interventions économiques transversales	-	35 000,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00	-	-	35 000,00	-	-	35 000,00	35 000,00
LO - Logement	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	151 292 811,98	142 348 668,87	-243 977,36	499 995,00	141 854 045,73	-224 192,62	31 379 071,42	110 725 620,09	110 750 776,69
905 - Aménagement des territoires	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	151 292 811,98	142 348 668,87	-243 977,36	499 995,00	141 854 045,73	-224 192,62	31 379 071,42	110 725 620,09	110 750 776,69
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	151 292 811,98	142 348 668,87	-243 977,36	499 995,00	141 854 045,73	-224 192,62	31 379 071,42	110 725 620,09	110 750 776,69
MO - Mobilités	166 000 000,00	5 542 620,00	171 542 620,00	113 580 475,41	109 263 424,30	-353 662,06	232 475,58	109 263 424,30	-95 238,66	13 733 110,19	95 166 652,05	95 425 075,45
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	2 000 000,00
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	2 000 000,00
907 - Environnement	44 500 000,00	-	44 500 000,00	29 037 855,41	26 355 921,49	-352 390,47	-	26 355 921,49	-95 238,66	8 128 883,78	17 874 647,24	18 131 799,05
77 - Environnement des infrastructures de transport	18 500 000,00	-	18 500 000,00	9 162 569,31	7 374 925,31	-12 686,75	-	7 374 925,31	-12 686,75	4 258 558,53	3 103 680,03	3 103 680,03
78 - Autres actions	26 000 000,00	-	26 000 000,00	19 875 286,10	18 980 996,18	-339 703,72	-	18 980 996,18	-82 551,91	3 870 325,25	14 770 967,21	15 028 119,02
908 - Transports	119 500 000,00	5 542 620,00	125 042 620,00	82 542 620,00	80 897 502,81	-1 271,59	-	80 897 502,81	-	5 604 226,41	75 292 004,81	75 293 276,40
818 - Autres transports en commun	66 500 000,00	-3 382 876,00	63 117 124,00	41 617 124,00	41 536 466,01	-	-	41 536 466,01	-	2 753 404,23	38 783 061,78	38 783 061,78
821 - Voirie nationale	22 000 000,00	9 000 000,00	31 000 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00	-	-	30 000 000,00	-	-	30 000 000,00	30 000 000,00
823 - Voirie départementale	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 500 000,00	2 986 540,80	-	-	2 986 540,80	-	1 166 540,80	1 820 000,00	1 820 000,00
825 - Sécurité routière	26 500 000,00	-74 504,00	26 425 496,00	6 425 496,00	6 374 496,00	-1 271,59	-	6 374 496,00	-	1 664 281,38	4 688 943,03	4 690 214,62
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	4 495 000,00	-	4 495 000,00	4 382 625,00	1 778 543,88	-0,03	232 475,58	1 131 806,74	-145 717,36	1 019 785,04	788 756,81	198 779,92
900 - Services généraux	4 290 000,00	-	4 290 000,00	4 177 625,00	1 590 285,72	-0,01	232 475,58	1 066 488,74	-146 369,80	961 947,42	628 338,29	190 647,10
0202 - Autres moyens généraux	4 290 000,00	-	4 290 000,00	4 177 625,00	1 590 285,72	-0,01	232 475,58	1 066 488,74	-146 369,80	961 947,42	628 338,29	190 647,10
903 - Culture, sports et loisirs	205 000,00	-	205 000,00	205 000,00	188 258,16	-0,02	-	65 318,00	652,44	57 837,62	130 420,52	8 132,82
313 - Patrimoine	205 000,00	-	205 000,00	205 000,00	188 258,16	-0,02	-	65 318,00	652,44	57 837,62	130 420,52	8 132,82
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	99 114 563,89	92 928 146,85	-1 303 197,13	-	93 010 573,30	-1 198 497,54	22 978 811,33	68 646 138,39	68 833 264,43
905 - Aménagement des territoires	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	99 114 563,89	92 928 146,85	-1 303 197,13	-	93 010 573,30	-1 198 497,54	22 978 811,33	68 646 138,39	68 833 264,43
51 - Politique de la ville	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	99 114 563,89	92 928 146,85	-1 303 197,13	-	93 010 573,30	-1 198 497,54	22 978 811,33	68 646 138,39	68 833 264,43
RIN - Recherche	43 000 000,00	-	43 000 000,00	39 476 104,49	38 929 304,69	-17 862,41	-	38 929 304,69	-17 862,41	194 109,83	38 717 332,45	38 717 332,45
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	43 000 000,00	-	43 000 000,00	39 476 104,49	38 929 304,69	-17 862,41	-	38 929 304,69	-17 862,41	194 109,83	38 717 332,45	38 717 332,45
92 - Recherche et innovation	43 000 000,00	-	43 000 000,00	39 476 104,49	38 929 304,69	-17 862,41	-	38 929 304,69	-17 862,41	194 109,83	38 717 332,45	38 717 332,45
SE - Sécurité	26 100 000,00	-150 000,00	25 950 000,00	19 000 473,95	15 950 344,73	-52 941,33	58 292,68	15 590 901,48	-108,68	2 144 299,08	13 753 104,32	13 494 786,40
902 - Enseignement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 302 944,00	358 700,00	-52 700,00	50 000,00	50 000,00	-	-	306 000,00	50 000,00
27 - Sécurité	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 302 944,00	358 700,00	-52 700,00	50 000,00	50 000,00	-	-	306 000,00	50 000,00
903 - Culture, sports et loisirs	2 700 000,00	-	2 700 000,00	2 632 471,00	2 526 585,78	-	8 292,68	2 515 842,53	132,65	1 339 764,27	1 186 821,51	1 184 503,59
37 - Sécurité	2 700 000,00	-	2 700 000,00	2 632 471,00	2 526 585,78	-	8 292,68	2 515 842,53	132,65	1 339 764,27	1 186 821,51	1 184 503,59
905 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 215 058,95	7 215 058,95	-241,33	-	7 215 058,95	-241,33	804 534,81	6 410 282,81	6 410 282,81
57 - Sécurité	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 215 058,95	7 215 058,95	-241,33	-	7 215 058,95	-241,33	804 534,81	6 410 282,81	6 410 282,81
908 - Transports	10 000 000,00	-150 000,00	9 850 000,00	5 850 000,00	5 850 000,00	-	-	5 850 000,00	-	5 850 000,00	5 850 000,00	5 850 000,00
87 - Sécurité	10 000 000,00	-150 000,00	9 850 000,00	5 850 000,00	5 850 000,00	-	-	5 850 000,00	-	5 850 000,00	5 850 000,00	5 850 000,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 624 000,00	1 443 050,21	-31 340,08	661 747,04	804 923,78	-188 419,52	1 054 995,59	356 714,54	223 255,71
900 - Services généraux	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 624 000,00	1 443 050,21	-31 340,08	661 747,04	804 923,78	-188 419,52	1 054 995,59	356 714,54	223 255,71
0202 - Autres moyens généraux	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 624 000,00	1 443 050,21	-31 340,08	661 747,04	804 923,78	-188 419,52	1 054 995,59	356 714,54	223 255,71
SL - Sports et Loisirs	51 400 000,00	-	51 400 000,00	40 648 507,68	37 806 213,81	-118 075,27	86 114,13	13 263 313,40	-155 560,70	7 701 024,28	29 987 114,26	5 492 842,55
903 - Culture, sports et loisirs	51 400 000,00	-	51 400 000,00	40 648 507,68	37 806 213,81	-118 075,27	86 114,13	13 263 313,40	-155 560,70	7 701 024,28	29 987 114,26	5 492 842,55
32 - Sports	35 342 000,00	-	35 342 000,00	34 590 631,21	34 309 367,16	-115 140,34	5 554,05	9 973 067,51	-154 793,41	6 099 303,73	28 094 923,09	3 724 524,42
33 - Loisirs	16 058 000,00	-	16 058 000,00	6 057 876,47	3 496 846,65	-2 934,93	80 560,08	3 290 245,89	-767,29	1 601 720,55	1 892 191,17	1 768 318,13
TC - Transports en commun	623 850 000,00	-3 223 503,50	620 626 496,50	407 700 943,93	407 529 479,99	-	-	407 559 941,97	-30 461,98	46 793 838,50	360 735 641,49	360 735 641,49
908 - Transports	623 850 000,00	-3 223 503,50	620 626 496,50	407 700 943,93	407 529 479,99	-	-	407 559 941,97	-30 461,98	46 793 838,50	360 735 641,49	360 735 641,49
810 - Services communs	22 850 000,00	-6 094 237,30	16 755 762,70	16 755 762,70	16 755 762,70	-	-	16 755 762,70	69 375,49	69 375,49	16 686 387,21	16 686 387,21
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	553 000 000,00	12 183 073,80	565 183 073,80	360 257 521,23	360 086 057,29	-	-	360 116 519,27	-30 461,98	38 355 736,64	321 730 320,65	321 730 320,65
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	48 000 000,00	-9 312 340,00	38 687 660,00	30 687 660,00	30 687 660,00	-	-	30 687 660,00	-	8 368 726,37	22 318 933,63	22 318 933,63
TMSF - Transports de marchandise en site propre	69 000 000,00	-2 169 116,50	66 830 883,50	12 330 883,50	12 330 883,50	-	92 700,00	12 180 883,50	-	758 667,01	11 572 216,49	11 514 916,49
908 - Transports	69 000 000,00	-2 169 116,50	66 830 883,50	12 330 883,50	12 330 883,50	-	92 700,00	12 180 883,50	-	758 667,01	11 572 216,49	11 514 916,49
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-255 150,00	9 744 850,00	7 744 850,00	7 744 850,00	-	-	7 744 850,00	-	328 604,87	7 416 245,13	7 416 245,13
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 500 000,00	-1 219 314,00	1 280 686,00	1 130 686,00	1 130 686,00	-	-	1 130 686,00	-	14 740,00	1 115 946,00	1 115 946,00
885 - Liaisons multimodales	56 500 000,00	-694 652,50	55 805 347,50	3 455 347,50	3 455 347,50	-	92 700,00	3 305 347,50	-	415 322,14	3 040 025,36	2 982 725,36
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 834 860,00	4 821 904,79	-	-	4 821 904,79	-	1 075 228,56	3 746 676,23	3 746 676,23
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 834 860,00	4 821 904,79	-	-	4 821 904,79	-	1 075 228,56	3 746 676,23	3 746 676,23
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 834 860,00	4 821 904,79	-	-	4 821 904,79	-	1 075 228,56	3 746 676,23	3 746 676,23
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 247 215 000,00	-	2 247 215 000,00	1 678 833 794,53	1 493 479 501,11	-4 312 304,63	44 744 518,23	1 394 006 374,05	11 352 507,64	272 686 031,23	1 216 481 165,25	1 177 417 366,69
				74,71 %					16,24 %		-18,55 %	-15,54 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2014

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	3 150 000,00	-	3 150 000,00	1 887 864,00	-	-486,80	1 887 864,00	-	375 771,96	1 511 605,24	1 512 092,04	
900 - Services généraux	3 150 000,00	-	3 150 000,00	1 887 864,00	-	-486,80	1 887 864,00	-	375 771,96	1 511 605,24	1 512 092,04	
044 - Aide publique au développement	2 950 000,00	-	2 950 000,00	1 887 864,00	-	-486,80	1 887 864,00	-	375 771,96	1 511 605,24	1 512 092,04	
048 - Autres actions internationales	200 000,00	-	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
AM - Aménagement	119 500 000,00	-	119 500 000,00	113 301 499,89	-	-72 528,86	113 301 499,89	-	1 418 239,93	111 810 731,10	111 879 189,55	
905 - Aménagement des territoires	115 900 000,00	-	115 900 000,00	111 754 594,26	-	-72 528,86	111 754 594,26	-	1 418 239,93	110 263 825,47	110 332 283,92	
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
52 - Agglomérations et villes moyennes	108 000 000,00	-	108 000 000,00	103 863 307,86	-	-48 035,66	103 863 307,86	-	1 155 331,45	102 659 940,75	102 707 976,41	
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 900 000,00	-	7 900 000,00	7 891 286,40	-	-24 493,20	7 891 286,40	-	262 908,48	7 603 884,72	7 624 307,51	
907 - Environnement	3 600 000,00	-	3 600 000,00	1 546 905,63	-	-	1 546 905,63	-	-	1 546 905,63	1 546 905,63	
76 - Patrimoine naturel	3 600 000,00	-	3 600 000,00	1 546 905,63	-	-	1 546 905,63	-	-	1 546 905,63	1 546 905,63	
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COM - Communication	400 000,00	-	400 000,00	350 000,00	-	-157 127,34	192 872,66	-	109 254,26	83 618,40	83 618,40	
900 - Services généraux	400 000,00	-	400 000,00	350 000,00	-	-157 127,34	192 872,66	-	109 254,26	83 618,40	83 618,40	
0202 - Autres moyens généraux	400 000,00	-	400 000,00	350 000,00	-	-157 127,34	192 872,66	-	109 254,26	83 618,40	83 618,40	
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
001 - Solde d'exécution d'investissement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
923 - Dettes et autres opérations financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
925 - Opérations patrimoniales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
926 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
CU - Culture	34 100 000,00	-	34 100 000,00	22 382 869,50	-	-	22 317 869,50	-	982 677,99	21 400 191,51	21 335 191,51	
903 - Culture, Sports et Loisirs	34 100 000,00	-	34 100 000,00	22 382 869,50	-	-	22 317 869,50	-	982 677,99	21 400 191,51	21 335 191,51	
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	1 524 490,00	-	-	1 524 490,00	-	-	1 524 490,00	1 524 490,00	
312 - Activités culturelles et artistiques	28 475 000,00	-1 627 153,50	26 847 846,50	16 106 226,00	-	-	16 041 226,00	-	879 082,39	15 227 163,61	15 162 163,61	
313 - Patrimoine	3 125 000,00	1 627 153,50	4 752 153,50	4 752 153,50	-	-	4 752 153,50	-	103 615,60	4 648 537,90	4 648 537,90	
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	165 040 000,00	-	165 040 000,00	129 861 386,36	-	-61 621,92	114 856 986,36	-	30 440 676,04	99 359 088,40	84 359 312,40	
905 - Aménagement des territoires	26 900 000,00	-	26 900 000,00	22 987 619,95	-	-2 739,84	22 987 619,95	-	121 250,15	22 863 629,96	22 863 629,96	
56 - Technologies de l'information et de la communication	26 900 000,00	-	26 900 000,00	22 987 619,95	-	-2 739,84	22 987 619,95	-	121 250,15	22 863 629,96	22 863 629,96	
909 - Action économique	138 140 000,00	-	138 140 000,00	106 873 766,41	-	-58 882,08	91 869 366,41	-	30 319 425,89	76 495 458,44	61 495 682,44	
91 - Interventions économiques transversales	78 410 000,00	-1 895 241,00	76 514 759,00	50 858 389,52	-	-57 072,90	35 853 989,52	-	23 558 471,78	27 242 844,84	12 242 844,84	
92 - Recherche et innovation	39 290 000,00	-	39 290 000,00	33 981 661,80	-	-1 568,51	33 981 661,80	-	5 422 298,20	28 557 795,09	28 557 795,09	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	20 440 000,00	1 895 241,00	22 335 241,00	22 033 715,09	-	-240,67	22 033 715,09	-	1 338 655,91	20 694 818,51	20 695 042,51	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	69 060 000,00	-	69 060 000,00	40 372 620,79	-	-101 747,31	40 372 620,79	-	-99 136,67	3 680 266,26	36 590 607,22	36 593 217,86
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 300 000,00	-	3 300 000,00	2 815 838,00	-	-	2 815 838,00	-	-	161 572,28	2 654 265,72	2 654 265,72
13 - Formations sanitaires et sociales	3 300 000,00	-	3 300 000,00	2 815 838,00	-	-	2 815 838,00	-	-	161 572,28	2 654 265,72	2 654 265,72
904 - Santé et action sociale	65 760 000,00	-	65 760 000,00	37 556 782,79	-	-101 747,31	37 556 782,79	-	-99 136,67	3 518 693,98	33 936 341,50	33 938 952,14
41 - Santé	8 160 000,00	-	8 160 000,00	3 334 567,09	-	-2 610,64	3 334 567,09	-	-	336 711,91	2 995 244,54	2 997 855,18
42 - Action sociale	57 600 000,00	-	57 600 000,00	34 222 215,70	-	-99 136,67	34 222 215,70	-	-99 136,67	3 181 982,07	30 941 096,96	30 941 096,96
EAE - Environnement, agriculture et énergie	108 730 000,00	-	108 730 000,00	72 797 375,79	-	-2 261,30	72 747 375,79	-	-892,65	2 131 901,20	70 663 213,29	70 614 581,94
907 - Environnement	104 220 000,00	-	104 220 000,00	70 107 958,17	-	-2 261,30	70 057 958,17	-	-892,65	2 131 901,20	67 973 795,67	67 925 164,32
71 - Actions transversales	520 000,00	-	520 000,00	153 874,75	-	-	153 874,75	-	-	-	153 874,75	153 874,75
72 - Actions en matière de déchets	10 870 000,00	-	10 870 000,00	4 039 861,58	-	-	4 039 861,58	-	-	249 423,78	3 790 437,80	3 790 437,80
73 - Politique de l'air	620 000,00	-	620 000,00	620 000,00	-	-	620 000,00	-	-	-	620 000,00	620 000,00
74 - Politique de l'eau	16 970 000,00	817 880,94	17 787 880,94	16 262 660,16	-	-761,90	16 262 660,16	-	-761,90	540 920,27	15 720 977,99	15 720 977,99
75 - Politique de l'énergie	48 990 000,00	-	48 990 000,00	27 013 054,58	-	-1 499,40	27 013 054,58	-	-130,75	1 150 841,25	25 860 713,93	25 862 082,58
76 - Patrimoine naturel	25 750 000,00	-817 880,94	24 932 119,06	21 584 421,10	-	-	21 534 421,10	-	-	-	21 584 421,10	21 534 421,10
78 - Autres actions	500 000,00	-	500 000,00	434 086,00	-	-	434 086,00	-	-	190 715,90	243 370,10	243 370,10
909 - Développement économique	4 510 000,00	-	4 510 000,00	2 689 417,62	-	-	2 689 417,62	-	-	2 689 417,62	2 689 417,62	2 689 417,62
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	4 510 000,00	-	4 510 000,00	2 689 417,62	-	-	2 689 417,62	-	-	2 689 417,62	2 689 417,62	2 689 417,62
ESE - Enseignement secondaire	424 150 000,00	-	424 150 000,00	366 629 301,47	-	-578 037,82	315 845 609,21	-	14 030 869,97	102 371 153,41	263 680 110,24	227 505 325,77
902 - Enseignement	424 150 000,00	-	424 150 000,00	366 629 301,47	-	-578 037,82	315 845 609,21	-	14 030 869,97	102 371 153,41	263 680 110,24	227 505 325,77
222 - Lycées publics	383 258 000,00	-7 928 388,21	375 329 611,79	323 066 821,06	-	-566 173,28	281 352 704,70	-	12 916 828,82	86 504 776,91	235 995 870,87	207 764 756,61
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	8 300 000,00	-	-	8 300 000,00	-	-	468 210,17	7 831 789,83	7 831 789,83
224 - Participation à des cités mixtes	19 972 000,00	10 822 677,21	30 794 677,21	29 621 877,21	-	-841,97	20 552 301,31	-	1 114 041,15	12 708 799,24	16 912 236,00	8 957 543,22
28 - Autres services périscolaires et annexes	12 620 000,00	-2 894 289,00	9 725 711,00	5 640 603,20	-	-11 022,57	5 640 603,20	-	-	2 689 367,09	2 940 213,54	2 951 236,11
ESU - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 767 480,00	-	-	25 896 480,00	-	-	468 851,17	52 298 628,83	25 427 628,83
902 - Enseignement	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 767 480,00	-	-	25 896 480,00	-	-	468 851,17	52 298 628,83	25 427 628,83
23 - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 767 480,00	-	-	25 896 480,00	-	-	468 851,17	52 298 628,83	25 427 628,83

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014		
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi.	37 600 000,00	-	37 600 000,00	29 665 338,00	-	-968,83	29 665 338,00	-	1 475 792,37	28 188 576,80	28 189 545,63			
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 600 000,00	-	37 600 000,00	29 665 338,00	-	-968,83	29 665 338,00	-	1 475 792,37	28 188 576,80	28 189 545,63			
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
11 - Formation professionnelle	300 000,00	-	300 000,00	130 340,00	-	-	130 340,00	-	22 239,90	108 100,10	108 100,10			
12 - Apprentissage	37 300 000,00	-	37 300 000,00	29 534 998,00	-	-968,83	29 534 998,00	-	1 453 552,47	28 080 476,70	28 081 445,53			
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
LO - Logement	173 000 000,00	-	173 000 000,00	130 889 749,71	-	-2 436,93	130 889 749,71	-	9 671 388,96	121 215 923,82	121 215 927,21			
905 - Aménagement des territoires	173 000 000,00	-	173 000 000,00	130 889 749,71	-	-2 436,93	130 889 749,71	-	9 671 388,96	121 215 923,82	121 215 927,21			
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
54 - Habitat - Logement	173 000 000,00	-	173 000 000,00	130 889 749,71	-	-2 436,93	130 889 749,71	-	9 671 388,96	121 215 923,82	121 215 927,21			
MO - Mobilités	166 000 000,00	-5 770 521,00	160 229 479,00	100 748 280,62	-	-	100 748 280,62	-	829 806,13	99 918 474,49	99 918 474,49			
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	800 000,00	-	-	800 000,00	-	-	800 000,00	800 000,00			
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	800 000,00	-	-	800 000,00	-	-	800 000,00	800 000,00			
907 - Environnement	32 250 000,00	-	32 250 000,00	25 780 560,12	-	-	25 780 560,12	-	829 806,13	24 960 753,99	24 960 753,99			
77 - Environnement des infrastructures de transport	8 000 000,00	-137 955,71	7 862 044,29	5 642 604,41	-	-	5 642 604,41	-	-	5 642 604,41	5 642 604,41			
78 - Autres actions	24 250 000,00	137 955,71	24 387 955,71	20 137 955,71	-	-	20 137 955,71	-	829 806,13	19 308 149,58	19 308 149,58			
908 - Transports	131 750 000,00	-5 770 521,00	125 979 479,00	74 167 720,50	-	-	74 167 720,50	-	-	74 167 720,50	74 167 720,50			
818 - Autres transports en commun	84 750 000,00	-6 357 321,00	78 392 679,00	46 580 920,50	-	-	46 580 920,50	-	-	46 580 920,50	46 580 920,50			
821 - Voirie nationale	18 000 000,00	-13 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	-	-	5 000 000,00	-	-	5 000 000,00	5 000 000,00			
823 - Voirie départementale	4 000 000,00	13 000 000,00	17 000 000,00	17 000 000,00	-	-	17 000 000,00	-	-	17 000 000,00	17 000 000,00			
825 - Sécurité routière	25 000 000,00	586 800,00	25 586 800,00	5 586 800,00	-	-	5 586 800,00	-	-	5 586 800,00	5 586 800,00			
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 600 000,00	-	2 600 000,00	2 535 000,00	-	-14 256,38	1 463 218,10	-	1 030 637,78	1 490 103,84	440 112,52			
900 - Services généraux	2 310 000,00	-	2 310 000,00	2 245 000,00	-	-3 261,13	1 435 814,98	-	1 014 259,43	1 227 479,44	429 715,35			
0202 - Autres moyens généraux	2 310 000,00	-	2 310 000,00	2 245 000,00	-	-3 261,13	1 435 814,98	-	1 014 259,43	1 227 479,44	429 715,35			
903 - Culture, sports et loisirs	290 000,00	-	290 000,00	290 000,00	-	-10 997,25	27 403,12	-	16 378,35	262 624,40	10 397,17			
313 - Patrimoine	290 000,00	-	290 000,00	290 000,00	-	-10 997,25	27 403,12	-	16 378,35	262 624,40	10 397,17			
PRH - Personnel et Ressources humaines	98 000,00	-	98 000,00	98 000,00	-	-81 644,08	16 355,92	-	10 695,77	5 660,15	5 660,15			
900 - Services généraux	98 000,00	-	98 000,00	98 000,00	-	-81 644,08	16 355,92	-	10 695,77	5 660,15	5 660,15			
0201 - Personnel non ventilé	98 000,00	-	98 000,00	98 000,00	-	-81 644,08	16 355,92	-	10 695,77	5 660,15	5 660,15			
PV - Politique de la ville	78 000 000,00	-	78 000 000,00	51 662 035,00	-	-107 606,36	51 662 035,00	-	1 128 851,96	50 425 576,68	50 515 600,82			
905 - Aménagement des territoires	78 000 000,00	-	78 000 000,00	51 662 035,00	-	-107 606,36	51 662 035,00	-	1 128 851,96	50 425 576,68	50 515 600,82			
51 - Politique de la ville	78 000 000,00	-	78 000 000,00	51 662 035,00	-	-107 606,36	51 662 035,00	-	1 128 851,96	50 425 576,68	50 515 600,82			
RIN - Recherche	33 000 000,00	-	33 000 000,00	22 495 566,00	-	-	22 495 566,00	-	255 000,00	22 240 566,00	22 240 566,00			
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
909 - Action économique	33 000 000,00	-	33 000 000,00	22 495 566,00	-	-	22 495 566,00	-	255 000,00	22 240 566,00	22 240 566,00			
92 - Recherche et innovation	33 000 000,00	-	33 000 000,00	22 495 566,00	-	-	22 495 566,00	-	255 000,00	22 240 566,00	22 240 566,00			
SE - Sécurité	26 000 000,00	-	26 000 000,00	18 590 728,18	-	-16,74	17 355 728,18	-	2 605 057,76	15 985 653,68	14 750 653,68			
902 - Enseignement	3 839 000,00	-	3 839 000,00	3 286 754,00	-	-	3 176 754,00	-	2 446 754,00	840 000,00	730 000,00			
27 - Sécurité	3 839 000,00	-	3 839 000,00	3 286 754,00	-	-	3 176 754,00	-	2 446 754,00	840 000,00	730 000,00			
903 - Culture, sports et loisirs	3 380 000,00	-	3 380 000,00	2 829 741,00	-	-16,74	1 704 741,00	-	158 303,76	2 671 420,50	1 546 420,50			
37 - Sécurité	3 380 000,00	-	3 380 000,00	2 829 741,00	-	-16,74	1 704 741,00	-	158 303,76	2 671 420,50	1 546 420,50			
905 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	5 733 233,18	-	-	5 733 233,18	-	5 733 233,18	5 733 233,18	5 733 233,18			
57 - Sécurité	9 600 000,00	-	9 600 000,00	5 733 233,18	-	-	5 733 233,18	-	5 733 233,18	5 733 233,18	5 733 233,18			
908 - Transports	9 181 000,00	-	9 181 000,00	6 741 000,00	-	-	6 741 000,00	-	6 741 000,00	6 741 000,00	6 741 000,00			
87 - Sécurité	9 181 000,00	-	9 181 000,00	6 741 000,00	-	-	6 741 000,00	-	6 741 000,00	6 741 000,00	6 741 000,00			

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
SI - Systèmes d'information	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 632 000,00	-	-	4 392 042,79	-	147 299,66	2 974 827,26	1 657 172,74	1 564 515,19
900 - Services généraux	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 632 000,00	-	-	4 392 042,79	-	147 299,66	2 974 827,26	1 657 172,74	1 564 515,19
0202 - Autres moyens généraux	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 632 000,00	-	-	4 392 042,79	-	147 299,66	2 974 827,26	1 657 172,74	1 564 515,19
SL - Sports et Loisirs	54 700 000,00	-	54 700 000,00	37 475 251,03	-2 898,59	-2 898,59	25 554 786,06	-	6 753,95	3 132 881,48	34 339 470,96	22 428 688,53
903 - Culture, sports et loisirs	54 700 000,00	-	54 700 000,00	37 475 251,03	-2 898,59	-2 898,59	25 554 786,06	-	6 753,95	3 132 881,48	34 339 470,96	22 428 688,53
32 - Sports	32 500 000,00	-	32 500 000,00	23 435 258,09	-97,92	-97,92	14 928 782,66	-	-97,92	142 970,59	23 292 189,58	14 785 714,15
33 - Loisirs	22 200 000,00	-	22 200 000,00	14 039 992,94	-2 800,67	-2 800,67	10 626 003,40	-	6 851,87	2 989 910,89	11 047 281,38	7 642 944,38
TC - Transports en commun	787 000 000,00	5 770 521,00	792 770 521,00	453 162 721,30	-180,00	-180,00	452 872 721,30	-	-	13 481 492,52	439 681 048,78	439 391 228,78
908 - Transports	787 000 000,00	5 770 521,00	792 770 521,00	453 162 721,30	-180,00	-180,00	452 872 721,30	-	-	13 481 492,52	439 681 048,78	439 391 228,78
810 - Services communs	27 000 000,00	-8 647 983,00	18 352 017,00	13 852 016,80	-	-	13 562 016,80	-	-	13 852 016,80	10 285 000,00	13 562 016,80
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	651 000 000,00	9 654 504,00	660 654 504,00	350 756 704,50	-180,00	-180,00	350 756 704,50	-	-	114 536,85	350 641 987,65	350 642 167,65
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	109 000 000,00	4 764 000,00	113 764 000,00	88 554 000,00	-	-	88 554 000,00	-	-	13 366 955,67	75 187 044,33	75 187 044,33
TMSP - Transports de marchandise en site propre	46 500 000,00	-	46 500 000,00	12 912 691,81	-	-	12 912 691,81	-	-	-	12 912 691,81	12 912 691,81
908 - Transports	46 500 000,00	-	46 500 000,00	12 912 691,81	-	-	12 912 691,81	-	-	-	12 912 691,81	12 912 691,81
883 - Transports fluviaux	9 850 000,00	415 000,00	10 265 000,00	10 265 000,00	-	-	10 265 000,00	-	-	-	10 265 000,00	10 265 000,00
884 - Transports ferroviaires de marchandises	1 500 000,00	-350 000,00	1 150 000,00	81 149,31	-	-	81 149,31	-	-	-	81 149,31	81 149,31
885 - Liaisons multimodales	35 150 000,00	-65 000,00	35 085 000,00	2 566 542,50	-	-	2 566 542,50	-	-	-	2 566 542,50	2 566 542,50
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 860 918,00	-	-	4 860 918,00	-	-	627 571,96	4 233 346,04	4 233 346,04
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 860 918,00	-	-	4 860 918,00	-	-	627 571,96	4 233 346,04	4 233 346,04
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 860 918,00	-	-	4 860 918,00	-	-	627 571,96	4 233 346,04	4 233 346,04
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 409 460 000,00	-	2 409 460 000,00	1 670 078 677,45	-1 183 821,26	-1 183 821,26	1 562 308 609,69	-	14 011 325,63	179 202 796,17	1 489 692 060,02	1 397 117 139,15
				69,31 %						10,73 %		

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2005

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/10/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/10/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	3 725 000,00	10 000,00	3 735 000,00	3 703 276,14								
900 - Services généraux												
044 - Aide publique au développement												
930 - Services généraux	3 725 000,00	10 000,00	3 735 000,00	3 703 276,14								
042 - Actions européennes	500 000,00	-70 000,00	430 000,00	429 065,05								
044 - Aide publique au développement	2 735 000,00		2 735 000,00	2 707 354,59								
048 - Autres actions internationales	490 000,00	80 000,00	570 000,00	566 856,50								
AM - Aménagement	26 443 000,00	2 000 000,00	28 443 000,00	24 383 940,95	430 845,03			430 845,03			430 845,03	430 845,03
935 - Aménagement des territoires	23 789 000,00	2 000 000,00	25 789 000,00	22 009 509,37	430 603,02			430 603,02			430 603,02	430 603,02
50 - Services communs	21 872 000,00	2 000 000,00	23 872 000,00	20 811 864,00	430 603,02			430 603,02			430 603,02	430 603,02
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 917 000,00		1 917 000,00	1 197 645,37								
937 - Environnement	2 654 000,00		2 654 000,00	2 374 431,58	242,01			242,01			242,01	242,01
76 - Patrimoine naturel	2 654 000,00		2 654 000,00	2 374 431,58	242,01			242,01			242,01	242,01
CI - Citoyenneté	2 600 000,00	-330 104,00	2 269 896,00	919 523,00								
930 - Services généraux	2 000 000,00		2 000 000,00	669 786,00								
0202 - Autres moyens généraux												
021 - Conseil régional	2 000 000,00		2 000 000,00	669 786,00								
934 - Développement social et santé	600 000,00	-330 104,00	269 896,00	249 737,00								
40 - Services communs	600 000,00	-330 104,00	269 896,00	249 737,00								
COM - Communication	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 340 340,00	93 835,72			93 835,72			93 835,72	93 835,72
930 - Services généraux	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 340 340,00	93 835,72			93 835,72			93 835,72	93 835,72
0202 - Autres moyens généraux	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 340 340,00	93 835,72			93 835,72			93 835,72	93 835,72
COMPTA - Direction de la comptabilité												
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté												
-- Opération non ventilée												
930 - Services généraux												
01 - Opérations non ventilables												
943 - Opérations Financières												
-- Chapitre non ventilé												
945 - Provisions et autres opérations mixtes												
-- Opération non ventilée												
946 - Transferts entre les sections												
-- Opération non ventilée												
CU - Culture	43 136 000,00	2 239 761,00	45 375 761,00	45 417 546,30	9 284,73			9 284,73			9 284,73	9 284,73
933 - Culture, sports et loisirs	43 136 000,00	2 239 761,00	45 375 761,00	45 417 546,30	9 284,73			9 284,73			9 284,73	9 284,73
312 - Activités culturelles et artistiques	43 136 000,00	2 127 902,75	45 263 902,75	45 305 688,05	9 284,73			9 284,73			9 284,73	9 284,73
313 - Patrimoine		111 858,25	111 858,25	111 858,25								
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	31 583 000,00	63 500,00	31 646 500,00	27 758 857,46	230 971,58			230 971,58			230 971,58	230 971,58
935 - Aménagement des territoires												
56 - Technologies de l'information et de la communication												
938 - Action économique	31 583 000,00	63 500,00	31 646 500,00	27 758 857,46	230 971,58			230 971,58			230 971,58	230 971,58
91 - Interventions économiques transversales	24 151 000,00	-1 108 900,00	23 042 100,00	19 946 463,46	229 590,28			229 590,28			229 590,28	229 590,28
92 - Recherche et innovation												
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	7 432 000,00	1 172 400,00	8 604 400,00	7 812 394,00	1 381,30			1 381,30			1 381,30	1 381,30

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
PV - Politique de la ville	8 574 000,00	-	8 574 000,00	8 563 110,00	35 880,00	-	-	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
935 - Aménagement des territoires	8 574 000,00	-	8 574 000,00	8 563 110,00	35 880,00	-	-	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
51 - Politique de la ville	8 574 000,00	-	8 574 000,00	8 563 110,00	35 880,00	-	-	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
RIN - Recherche	25 830 000,00	-100 000,00	25 730 000,00	25 594 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	630 000,00	-	630 000,00	630 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	630 000,00	-	630 000,00	630 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	25 200 000,00	-100 000,00	25 100 000,00	24 964 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	25 200 000,00	-100 000,00	25 100 000,00	24 964 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	2 635 000,00	-	2 635 000,00	2 551 491,39	215,27	-	-	215,27	-	-	215,27	215,27
932 - Enseignement	435 000,00	-	435 000,00	119 171,55	215,27	-	-	215,27	-	-	215,27	215,27
27 - Sécurité	435 000,00	-	435 000,00	119 171,55	215,27	-	-	215,27	-	-	215,27	215,27
935 - Aménagement des territoires	2 200 000,00	-	2 200 000,00	2 432 319,84	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 200 000,00	-	2 200 000,00	2 432 319,84	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	4 779 675,85	50 969,68	-	-	50 969,68	-	-	50 969,68	50 969,68
930 - Services généraux	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	4 779 675,85	50 969,68	-	-	50 969,68	-	-	50 969,68	50 969,68
0202 - Autres moyens généraux	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	4 779 675,85	50 969,68	-	-	50 969,68	-	-	50 969,68	50 969,68
SL - Sports et Loisirs	9 390 000,00	-	9 390 000,00	9 169 323,00	3 902,69	-	-	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
933 - Culture, sports et loisirs	9 390 000,00	-	9 390 000,00	9 169 323,00	3 902,69	-	-	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
32 - Sports	8 595 000,00	-30 900,00	8 564 100,00	8 340 923,00	-	-	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	795 000,00	30 900,00	825 900,00	828 400,00	3 902,69	-	-	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
TC - Transports en commun	325 000 000,00	553 389,93	325 553 389,93	303 637 900,00	-	-	-	-	-	-	-	-
938 - Transports	325 000 000,00	553 389,93	325 553 389,93	303 637 900,00	-	-	-	-	-	-	-	-
80 - Services communs	500 000,00	-	500 000,00	307 600,00	-	-	-	-	-	-	-	-
810 - Services communs	321 400 000,00	503 389,93	321 903 389,93	300 180 300,00	-	-	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	3 100 000,00	50 000,00	3 150 000,00	3 150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 485 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 485 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 485 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 277 757 000,00	92 692 806,61	1 370 449 806,61	1 228 008 232,11	21 790 146,59	-10 841 981,92	21 790 804,16	-10 842 639,49	2 112,00	0,00 %	10 946 052,67	10 946 052,67
				89,61 %							-49,77 %	-49,77 %

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	147 146 000,00	3 577 000,00	150 723 000,00	156 251 612,00	119,60	-	-	119,60	-	-	119,60	119,60
931 - Formation professionnelle et apprentissage	135 352 000,00	2 877 000,00	138 229 000,00	140 935 475,00	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	135 352 000,00	2 877 000,00	138 229 000,00	140 935 475,00	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	11 794 000,00	700 000,00	12 494 000,00	15 316 137,00	119,60	-	-	119,60	-	-	119,60	119,60
934 - Santé et Action sociale	2 218 000,00	700 000,00	2 918 000,00	6 637 506,00	119,60	-	-	119,60	-	-	119,60	119,60
40 - Services communs	5 576 000,00	700 000,00	6 276 000,00	5 853 032,00	-	-	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 825 599,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	22 569 000,00	-	22 569 000,00	19 474 197,01	245 160,20	-	-	245 160,20	-	-	245 160,20	245 160,20
EAE - Environnement, agriculture et énergie	18 662 000,00	6 683 000,00	25 345 000,00	16 313 341,02	232 682,38	232 682,38	232 682,38	232 682,38	232 682,38	232 682,38	232 682,38	232 682,38
937 - Environnement	6 683 000,00	2 877 000,00	9 560 000,00	4 209 491,16	205 884,86	-	-	205 884,86	-	-	205 884,86	205 884,86
71 - Actions transversales	1 250 000,00	-	1 250 000,00	577 396,00	15 953,51	-	-	15 953,51	-	-	15 953,51	15 953,51
72 - Actions en matière de déchets	1 456 000,00	-	1 456 000,00	650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	800 000,00	-52 644,00	747 356,00	366 986,81	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	300 000,00	52 644,00	352 644,00	3 535 644,00	3 344,00	-	-	3 344,00	-	-	3 344,00	3 344,00
75 - Politique de l'énergie	7 756 000,00	-	7 756 000,00	6 714 724,00	7 500,01	-	-	7 500,01	-	-	7 500,01	7 500,01
76 - Patrimoine naturel	417 000,00	-	417 000,00	259 099,05	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	3 907 000,00	-	3 907 000,00	3 160 855,99	12 477,82	-	-	12 477,82	-	-	12 477,82	12 477,82
939 - Action Economique	3 907 000,00	-	3 907 000,00	3 160 855,99	12 477,82	-	-	12 477,82	-	-	12 477,82	12 477,82
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	3 907 000,00	-	3 907 000,00	3 160 855,99	12 477,82	-	-	12 477,82	-	-	12 477,82	12 477,82
ESE - Enseignement secondaire	197 845 000,00	9 213 000,00	207 058 000,00	205 999 881,51	24 574,00	24 574,00	24 574,00	24 574,00	24 574,00	24 574,00	24 574,00	24 574,00
932 - Enseignement	197 845 000,00	9 213 000,00	207 058 000,00	205 999 881,51	24 574,00	-	-	24 574,00	-	-	24 574,00	24 574,00
222 - Lycées publics	121 274 000,00	5 048 558,93	126 322 558,93	126 914 309,67	24 574,00	-	-	24 574,00	-	-	24 574,00	24 574,00
223 - Lycées privés	22 000 000,00	-745 625,84	21 254 374,16	21 254 374,16	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	13 541 000,00	244 895,83	13 785 895,83	14 029 031,22	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	41 030 000,00	4 665 171,08	45 695 171,08	43 802 166,46	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	9 794 000,00	-	9 794 000,00	9 019 360,98	45 114,78	45 114,78	45 114,78	45 114,78	45 114,78	45 114,78	45 114,78	45 114,78
932 - Enseignement	9 794 000,00	-	9 794 000,00	9 019 360,98	45 114,78	-	-	45 114,78	-	-	45 114,78	45 114,78
23 - Enseignement supérieur	9 794 000,00	-	9 794 000,00	9 019 360,98	45 114,78	-	-	45 114,78	-	-	45 114,78	45 114,78

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
PV - Politique de la ville	8 000 000,00	-	8 000 000,00	9 452 212,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	9 452 212,00	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	8 000 000,00	-	8 000 000,00	9 452 212,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	36 290 000,00	-	36 290 000,00	36 268 755,68	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	720 000,00	-	720 000,00	690 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	720 000,00	-	720 000,00	690 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	35 570 000,00	-	35 570 000,00	35 578 755,68	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	35 570 000,00	-	35 570 000,00	35 578 755,68	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	2 925 000,00	-	2 925 000,00	3 195 595,05	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	135 000,00	-	135 000,00	91 237,55	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	135 000,00	-	135 000,00	91 237,55	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 790 000,00	-	2 790 000,00	3 104 357,50	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 790 000,00	-	2 790 000,00	3 104 357,50	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 300 000,00	81 422,13	-	81 422,13	81 422,13	-	81 422,13	81 422,13	81 422,13
930 - Services généraux	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 300 000,00	81 422,13	-	81 422,13	81 422,13	-	81 422,13	81 422,13	81 422,13
0202 - Autres moyens généraux	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 300 000,00	81 422,13	-	81 422,13	81 422,13	-	81 422,13	81 422,13	81 422,13
SL - Sports et Loisirs	9 894 000,00	-	9 894 000,00	10 877 979,00	2 000,00	-	2 000,00	2 000,00	-	2 000,00	2 000,00	2 000,00
933 - Culture, sports et loisirs	9 894 000,00	-	9 894 000,00	10 877 979,00	2 000,00	-	2 000,00	2 000,00	-	2 000,00	2 000,00	2 000,00
32 - Sports	8 881 000,00	-	8 881 000,00	10 216 879,00	2 000,00	-	2 000,00	2 000,00	-	2 000,00	2 000,00	2 000,00
33 - Loisirs	1 013 000,00	-	1 013 000,00	661 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	567 740 000,00	-	567 740 000,00	483 115 640,00	104 002,00	-	104 002,00	104 002,00	-	104 002,00	104 002,00	104 002,00
938 - Transports	567 740 000,00	-	567 740 000,00	483 115 640,00	104 002,00	-	104 002,00	104 002,00	-	104 002,00	104 002,00	104 002,00
80 - Services communs	500 000,00	803 440,00	1 303 440,00	803 440,00	104 002,00	-	104 002,00	104 002,00	-	104 002,00	104 002,00	104 002,00
810 - Services communs	563 240 000,00	-954 140,00	562 285 860,00	478 161 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	4 000 000,00	150 700,00	4 150 700,00	4 150 700,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	16 150 000,00	-	16 150 000,00	17 276 731,75	-	-	17 276 731,75	17 276 731,75	-	-	-	-
939 - Action économique	16 150 000,00	-	16 150 000,00	17 276 731,75	-	-	17 276 731,75	17 276 731,75	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	16 150 000,00	-	16 150 000,00	17 276 731,75	-	-	17 276 731,75	17 276 731,75	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 767 061 000,00	45 255 000,00	1 812 316 000,00	1 324 171 172,13	32 827 558,08	-4 141 250,48	32 827 591,44	32 827 591,44	-4 141 283,84	143 489,10	28 542 818,50	28 542 818,50
				73,07 %					0,01 %	-13,05 %		-13,05 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2007

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	4 494 000,00	-	4 494 000,00	4 485 009,38	38 472,39	-	-	38 472,39	-	-	38 472,39	38 472,39
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	4 494 000,00	-	4 494 000,00	4 485 009,38	38 472,39	-	-	38 472,39	-	-	38 472,39	38 472,39
042 - Actions européennes	700 000,00	-	700 000,00	601 809,55	1 482,60	-	-	1 482,60	-	-	1 482,60	1 482,60
044 - Aide publique au développement	2 875 000,00	96 300,00	2 971 300,00	2 910 499,83	36 989,79	-	-	36 989,79	-	-	36 989,79	36 989,79
048 - Autres actions internationales	919 000,00	-96 300,00	822 700,00	972 700,00	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	25 450 000,00	-	25 450 000,00	24 180 894,60	721,87	-	-	721,87	-	-	721,87	721,87
935 - Aménagement des territoires	23 271 000,00	-	23 271 000,00	22 607 557,61	371,43	-	-	371,43	-	-	371,43	371,43
50 - Services communs	21 450 000,00	-287 000,00	21 163 000,00	20 619 557,61	371,43	-	-	371,43	-	-	371,43	371,43
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 821 000,00	287 000,00	2 108 000,00	1 988 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	2 179 000,00	-	2 179 000,00	1 573 336,99	350,44	-	-	350,44	-	-	350,44	350,44
76 - Patrimoine naturel	2 179 000,00	-	2 179 000,00	1 573 336,99	350,44	-	-	350,44	-	-	350,44	350,44
CI - Citoyenneté	4 590 000,00	-500 000,00	4 090 000,00	3 938 219,17	2 767,44	-	-	2 767,44	-	-	2 767,44	2 767,44
930 - Services généraux	4 140 000,00	-500 000,00	3 640 000,00	3 712 091,17	2 767,44	-	-	2 767,44	-	-	2 767,44	2 767,44
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-500 000,00	-	500 000,00	2 033,25	-	-	2 033,25	-	-	2 033,25	2 033,25
021 - Conseil régional	3 640 000,00	-	3 640 000,00	3 212 091,17	734,19	-	-	734,19	-	-	734,19	734,19
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	226 128,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	226 128,00	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	8 638 200,00	1 674,40	-	-	1 674,40	-	-	1 674,40	1 674,40
930 - Services généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	8 638 200,00	1 674,40	-	-	1 674,40	-	-	1 674,40	1 674,40
0202 - Autres moyens généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	8 638 200,00	1 674,40	-	-	1 674,40	-	-	1 674,40	1 674,40
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
01 - Opérations non ventilables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
943 - Opérations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Chapitre non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
945 - Provisions et autres opérations mixtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
946 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	52 302 000,00	2 135 000,00	54 437 000,00	59 015 586,12	43 943,85	-	-	43 943,85	-	-	43 943,85	43 943,85
933 - Culture, sports et loisirs	52 302 000,00	2 135 000,00	54 437 000,00	59 015 586,12	43 943,85	-	-	43 943,85	-	-	43 943,85	43 943,85
312 - Activités culturelles et artistiques	52 163 000,00	2 135 000,00	54 298 000,00	58 868 772,62	43 943,85	-	-	43 943,85	-	-	43 943,85	43 943,85
313 - Patrimoine	139 000,00	-	139 000,00	146 813,50	-	-	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	64 885 000,00	-75 000,00	64 810 000,00	30 761 762,16	1 689 303,87	-	-	1 689 303,87	-	-	1 645 539,04	1 645 539,04
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	64 885 000,00	-75 000,00	64 810 000,00	30 761 762,16	1 689 303,87	-	-	1 689 303,87	-	-	1 645 539,04	1 645 539,04
91 - Interventions économiques transversales	54 474 000,00	-75 000,00	54 399 000,00	26 208 344,16	1 105 656,87	-	-	1 105 656,87	-	-	1 105 656,87	1 105 656,87
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 411 000,00	-	10 411 000,00	4 553 418,00	583 647,00	-	-	583 647,00	-	-	539 882,17	539 882,17

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	168 384 000,00	-255 000,00	168 129 000,00	173 722 638,20	55 559,24			55 559,24			55 559,24	55 559,24
931 - Formation professionnelle et apprentissage	156 225 000,00	-	156 225 000,00	156 465 384,20	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	156 225 000,00	-	156 225 000,00	156 465 384,20	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	12 159 000,00	-255 000,00	11 904 000,00	17 257 254,00	55 559,24	-	55 559,24	55 559,24	-	-	55 559,24	55 559,24
934 - Santé et Action sociale	2 238 000,00	-255 000,00	1 983 000,00	7 891 459,00	1 614,11	-	1 614,11	1 614,11	-	-	1 614,11	1 614,11
40 - Services communs	5 686 000,00	-	5 686 000,00	5 403 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	4 235 000,00	-	4 235 000,00	3 962 395,00	53 945,13	-	53 945,13	53 945,13	-	-	53 945,13	53 945,13
42 - Action sociale	20 098 000,00	105 000,00	20 103 000,00	21 014 662,95	96 797,00	-	96 797,00	96 797,00	-	-	96 797,00	96 797,00
EAE - Environnement, agriculture et énergie	25 098 000,00	105 000,00	25 203 000,00	21 014 662,95	96 797,00			96 797,00			96 797,00	96 797,00
937 - Environnement	7 678 000,00	-496 774,00	7 181 226,00	4 847 733,30	7 800,40	-	7 800,40	7 800,40	-	-	7 800,40	7 800,40
71 - Actions transversales	1 250 000,00	601 774,00	1 851 774,00	1 971 774,00	22 955,23	-	22 955,23	22 955,23	-	-	22 955,23	22 955,23
72 - Actions en matière de déchets	1 550 000,00	-	1 550 000,00	1 141 779,70	59 630,40	-	59 630,40	59 630,40	-	-	59 630,40	59 630,40
73 - Politique de l'air	520 000,00	-	520 000,00	460 979,90	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	300 000,00	150 012,60	450 012,60	4 148 488,60	0,01	-	0,01	0,01	-	-	0,01	0,01
75 - Politique de l'énergie	8 411 000,00	-150 012,60	8 260 987,40	8 120 767,00	1 918,00	-	1 918,00	1 918,00	-	-	1 918,00	1 918,00
76 - Patrimoine naturel	389 000,00	-	389 000,00	323 140,45	4 438 595,13	-	4 438 595,13	4 438 595,13	-	-	4 438 595,13	4 438 595,13
78 - Autres actions	4 902 000,00	-	4 902 000,00	4 438 595,13	4 492,96	-	4 492,96	4 492,96	-	-	4 492,96	4 492,96
939 - Action Economique	4 902 000,00	-	4 902 000,00	4 438 595,13	4 492,96	-	4 492,96	4 492,96	-	-	4 492,96	4 492,96
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	4 902 000,00	-	4 902 000,00	4 438 595,13	4 492,96	-	4 492,96	4 492,96	-	-	4 492,96	4 492,96
ESE - Enseignement secondaire	222 488 000,00	1 034 891,00	223 522 891,00	229 940 126,34				229 940 126,34				
932 - Enseignement	222 488 000,00	1 034 891,00	223 522 891,00	229 940 126,34	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	124 537 000,00	1 564 626,30	126 101 626,30	126 604 625,61	-	-	-	-	-	-	-	-
223 - Lycées privés	38 900 000,00	488 980,33	39 388 980,33	44 974 114,72	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	16 419 000,00	1 636 446,80	18 055 446,80	18 055 446,80	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	42 632 000,00	-2 655 162,43	39 976 837,57	40 305 939,21	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	12 852 000,00		12 852 000,00	17 351 406,70	28 810,00			28 810,00			28 810,00	28 810,00
932 - Enseignement	12 852 000,00	-	12 852 000,00	17 351 406,70	28 810,00	-	28 810,00	28 810,00	-	-	28 810,00	28 810,00
23 - Enseignement supérieur	12 852 000,00	-	12 852 000,00	17 351 406,70	28 810,00	-	28 810,00	28 810,00	-	-	28 810,00	28 810,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
PV - Politique de la ville	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	9 168 213,46	20 027,06	-	-	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
935 - Aménagement des territoires	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	9 168 213,46	20 027,06	-	-	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
51 - Politique de la ville	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	9 168 213,46	20 027,06	-	-	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
RIN - Recherche	42 075 000,00	-60 000,00	42 015 000,00	38 568 355,25	113 295,19	-	-	113 295,19	-	-	113 295,19	-
935 - Aménagement des territoires	1 220 000,00	-	1 220 000,00	1 035 488,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	1 220 000,00	-	1 220 000,00	1 035 488,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	40 855 000,00	-60 000,00	40 795 000,00	37 532 867,25	113 295,19	-	-	113 295,19	-	-	113 295,19	-
92 - Recherche et innovation	40 855 000,00	-60 000,00	40 795 000,00	37 532 867,25	113 295,19	-	-	113 295,19	-	-	113 295,19	-
SE - Sécurité	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 412 585,35	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 412 585,35	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 412 585,35	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	3 810 000,00	177 074,72	-	-	177 074,72	-	11 604,49	165 470,23	165 470,23
930 - Services généraux	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	3 810 000,00	177 074,72	-	-	177 074,72	-	11 604,49	165 470,23	165 470,23
0202 - Autres moyens généraux	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	3 810 000,00	177 074,72	-	-	177 074,72	-	11 604,49	165 470,23	165 470,23
SL - Sports et Loisirs	9 926 000,00	447 000,00	10 373 000,00	13 325 815,00	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 926 000,00	447 000,00	10 373 000,00	13 325 815,00	-	-	-	-	-	-	-	-
32 - Sports	8 565 000,00	447 000,00	9 012 000,00	12 564 815,00	-	-	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	1 361 000,00	-	1 361 000,00	761 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	643 165 000,00	-	643 165 000,00	635 128 839,61	1 634,80	-	-	1 634,80	-	-	1 634,80	1 634,80
938 - Transports	643 165 000,00	-	643 165 000,00	635 128 839,61	1 634,80	-	-	1 634,80	-	-	1 634,80	1 634,80
80 - Services communs	500 000,00	-150 000,00	350 000,00	660 118,00	1 146,00	-	-	1 146,00	-	-	1 146,00	1 146,00
810 - Services communs	635 965 000,00	150 000,00	636 115 000,00	628 724 405,61	488,80	-	-	488,80	-	-	488,80	488,80
818 - Autres transports en commun	6 700 000,00	-	6 700 000,00	5 744 316,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	16 637 000,00	-	16 637 000,00	17 769 662,45	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	16 637 000,00	-	16 637 000,00	17 769 662,45	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	16 637 000,00	-	16 637 000,00	17 769 662,45	-	-	-	-	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 004 738 000,00	3 361 891,00	2 008 099 891,00	1 883 030 299,36	17 387 858,32	-284 282,60	-	17 275 412,16	-285 131,63	57 579,14	17 045 996,58	16 932 701,39
				93,77 %					0,00 %		-1,97 %	-1,98 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2008

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	4 840 000,00	-	4 840 000,00	4 619 106,99	99 287,99	-	-	99 287,99	-	-	99 287,99	99 287,99
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	4 840 000,00	-	4 840 000,00	4 619 106,99	99 287,99	-	-	99 287,99	-	-	99 287,99	99 287,99
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 140 136,40	23 721,89	-	-	23 721,89	-	-	23 721,89	23 721,89
044 - Aide publique au développement	2 675 000,00	39 290,59	2 714 290,59	2 714 290,59	75 481,65	-	-	75 481,65	-	-	75 481,65	75 481,65
048 - Autres actions internationales	965 000,00	-39 290,59	925 709,41	764 680,00	84,45	-	-	84,45	-	-	84,45	84,45
AM - Aménagement	27 855 000,00	-	27 855 000,00	26 841 448,90	29 885,59	-	-	29 885,59	-	-	29 885,59	29 885,59
935 - Aménagement des territoires	23 805 000,00	-	23 805 000,00	23 032 750,00	27 638,20	-	-	27 638,20	-	-	27 638,20	27 638,20
50 - Services communs	19 920 000,00	-	19 920 000,00	20 005 350,00	27 638,20	-	-	27 638,20	-	-	27 638,20	27 638,20
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 885 000,00	-	3 885 000,00	3 027 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 050 000,00	-	4 050 000,00	3 808 698,90	2 247,39	-	-	2 247,39	-	-	2 247,39	2 247,39
76 - Patrimoine naturel	4 050 000,00	-	4 050 000,00	3 808 698,90	2 247,39	-	-	2 247,39	-	-	2 247,39	2 247,39
CI - Citoyenneté	4 715 000,00	-500 000,00	4 215 000,00	4 448 019,17	9 446,25	-	-	9 446,25	-	-	9 446,25	9 446,25
930 - Services généraux	4 285 000,00	-500 000,00	3 785 000,00	3 998 058,17	9 446,25	-	-	9 446,25	-	-	9 446,25	9 446,25
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-500 000,00	-	400 000,00	2 619,19	-	-	2 619,19	-	-	2 619,19	2 619,19
021 - Conseil régional	3 785 000,00	-	3 785 000,00	3 598 058,17	6 827,06	-	-	6 827,06	-	-	6 827,06	6 827,06
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	449 961,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	449 961,00	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	11 089 000,00	78 043,29	-	-	78 043,29	-	-	78 043,29	78 043,29
930 - Services généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	11 089 000,00	78 043,29	-	-	78 043,29	-	-	78 043,29	78 043,29
0202 - Autres moyens généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	11 089 000,00	78 043,29	-	-	78 043,29	-	-	78 043,29	78 043,29
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
01 - Opérations non ventilables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
943 - Opérations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Chapitre non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
945 - Provisions et autres opérations mixtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
946 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	53 420 000,00	2 000 000,00	55 420 000,00	55 438 803,25	82 175,63	-4 884,00	-	82 175,63	-4 884,00	-	77 291,63	77 291,63
933 - Culture, sports et loisirs	53 420 000,00	2 000 000,00	55 420 000,00	55 438 803,25	82 175,63	-4 884,00	-	82 175,63	-4 884,00	-	77 291,63	77 291,63
312 - Activités culturelles et artistiques	53 241 000,00	2 000 000,00	55 241 000,00	55 261 731,00	66 666,67	-4 884,00	-	66 666,67	-4 884,00	-	61 782,67	61 782,67
313 - Patrimoine	179 000,00	-	179 000,00	177 072,25	15 508,96	-	-	15 508,96	-	-	15 508,96	15 508,96
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	69 557 000,00	651 018,00	70 208 018,00	70 242 378,03	1 394 083,23	-56 550,00	-	1 394 083,23	-56 550,00	20 653,32	1 316 879,91	1 316 879,91
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938 - Action économique	69 557 000,00	651 018,00	70 208 018,00	70 242 378,03	1 394 083,23	-56 550,00	-	1 394 083,23	-56 550,00	20 653,32	1 316 879,91	1 316 879,91
91 - Interventions économiques transversales	58 812 000,00	507 510,03	59 319 510,03	59 353 871,03	736 953,69	-	-	736 953,69	-	-	736 953,69	736 953,69
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 745 000,00	143 507,97	10 888 507,97	10 888 507,00	657 129,54	-56 550,00	-	657 129,54	-56 550,00	20 653,32	579 926,22	579 926,22

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	177 188 000,00	-	177 188 000,00	180 461 322,00	154 644,02	-	-	154 644,02	-	-	154 644,02	154 644,02
931 - Formation professionnelle et apprentissage	164 151 000,00	-	164 151 000,00	167 699 667,00	14 270,84	-	-	14 270,84	-	-	14 270,84	14 270,84
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 385 203,00	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	160 763 000,00	-	160 763 000,00	164 314 464,00	14 270,84	-	-	14 270,84	-	-	14 270,84	14 270,84
934 - Santé et Action sociale	13 037 000,00	-	13 037 000,00	12 761 655,00	140 373,18	-	-	140 373,18	-	-	140 373,18	140 373,18
40 - Services communs	1 992 000,00	111 500,00	2 103 500,00	2 101 500,00	4 828,18	-	-	4 828,18	-	-	4 828,18	4 828,18
41 - Santé	6 045 000,00	-80 000,00	5 965 000,00	5 938 382,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	5 000 000,00	-31 500,00	4 968 500,00	4 721 773,00	135 545,00	-	-	135 545,00	-	-	135 545,00	135 545,00
EAE - Environnement, agriculture et énergie	30 858 000,00	-141 018,00	30 716 982,00	28 115 304,52	347 925,98	-98 104,33	-98 104,33	285 400,21	-98 104,33	-	249 821,65	167 295,88
937 - Environnement	25 438 000,00	-	25 438 000,00	23 293 677,07	229 639,21	-65 039,11	-65 039,11	229 639,21	-65 039,11	-	164 600,10	164 600,10
71 - Actions transversales	7 210 000,00	-	7 210 000,00	2 491 329,65	13 874,69	-6 931,19	-6 931,19	13 874,69	-6 931,19	-	6 943,50	6 943,50
72 - Actions en matière de déchets	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 575 000,00	153 108,39	-	-	153 108,39	-	-	153 108,39	153 108,39
73 - Politique de l'air	1 500 000,00	-28 551,00	1 471 449,00	945 480,00	3 825,24	-	-	3 825,24	-	-	3 825,24	3 825,24
74 - Politique de l'eau	775 000,00	-	775 000,00	487 552,50	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	433 000,00	28 551,00	461 551,00	4 053 551,00	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	13 270 000,00	-	13 270 000,00	13 233 011,92	58 830,89	-58 107,92	-58 107,92	58 830,89	-58 107,92	-	722,97	722,97
78 - Autres actions	550 000,00	-	550 000,00	507 752,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 420 000,00	-141 018,00	5 278 982,00	4 821 627,45	118 286,77	-33 065,22	-33 065,22	35 761,00	-33 065,22	-	85 221,55	2 695,78
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 420 000,00	-141 018,00	5 278 982,00	4 821 627,45	118 286,77	-33 065,22	-33 065,22	35 761,00	-33 065,22	-	85 221,55	2 695,78
ESE - Enseignement secondaire	210 893 000,00	2 434 383,00	213 327 383,00	213 964 584,35	10 064,39	-	-	10 064,39	-	-	10 064,39	10 064,39
932 - Enseignement	210 893 000,00	2 434 383,00	213 327 383,00	213 964 584,35	10 064,39	-	-	10 064,39	-	-	10 064,39	10 064,39
222 - Lycées publics	125 921 000,00	6 722 281,72	132 643 281,72	133 505 781,72	10 064,39	-	-	10 064,39	-	-	10 064,39	10 064,39
223 - Lycées privés	38 900 000,00	1 239 155,27	40 139 155,27	40 139 155,27	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	16 062 000,00	2 568 387,55	18 630 387,55	18 784 945,55	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	30 010 000,00	-8 095 441,54	21 914 558,46	21 534 701,81	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	13 300 000,00	-	13 300 000,00	12 266 253,91	-	-	-	12 266 253,91	-	-	-	-
932 - Enseignement	13 300 000,00	-	13 300 000,00	12 266 253,91	-	-	-	12 266 253,91	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	13 300 000,00	-	13 300 000,00	12 266 253,91	-	-	-	12 266 253,91	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et couvertes par des CP au 31/12/2014		
PV - Politique de la ville	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	8 185 782,84	11 242,78	-	11 242,78	11 242,78	-	11 242,78	11 242,78	11 242,78		
935 - Aménagement des territoires	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	8 185 782,84	11 242,78	-	11 242,78	11 242,78	-	11 242,78	11 242,78	11 242,78		
51 - Politique de la ville	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	8 185 782,84	11 242,78	-	11 242,78	11 242,78	-	11 242,78	11 242,78	11 242,78		
RIN - Recherche	41 648 000,00	-	41 648 000,00	39 071 736,25	7 943,26	-7 943,26	7 943,26	7 943,26	-7 943,26	-	-	-		
935 - Aménagement des territoires	1 848 000,00	-	1 848 000,00	1 250 345,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
56 - Technologies de l'information	1 848 000,00	-	1 848 000,00	1 250 345,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
939 - Action économique	39 800 000,00	-	39 800 000,00	37 821 391,25	7 943,26	-7 943,26	7 943,26	7 943,26	-7 943,26	-	-	-		
92 - Recherche et innovation	39 800 000,00	-	39 800 000,00	37 821 391,25	7 943,26	-7 943,26	7 943,26	7 943,26	-7 943,26	-	-	-		
SE - Sécurité	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 826 763,50	-	-	-	-	-	-	-	-		
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
935 - Aménagement des territoires	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 826 763,50	-	-	-	-	-	-	-	-		
57 - Sécurité	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 826 763,50	-	-	-	-	-	-	-	-		
SI - Systèmes d'information	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 117 000,00	14 793,28	-	14 793,28	14 793,28	-	4 791,48	10 001,80	10 001,80		
930 - Services généraux	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 117 000,00	14 793,28	-	14 793,28	14 793,28	-	4 791,48	10 001,80	10 001,80		
0202 - Autres moyens généraux	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 117 000,00	14 793,28	-	14 793,28	14 793,28	-	4 791,48	10 001,80	10 001,80		
SL - Sports et Loisirs	9 585 000,00	-	9 585 000,00	9 030 041,00	51,65	-	51,65	51,65	-	51,65	51,65	51,65		
933 - Culture, sports et loisirs	9 585 000,00	-	9 585 000,00	9 030 041,00	51,65	-	51,65	51,65	-	51,65	51,65	51,65		
32 - Sports	8 115 000,00	75 000,00	8 190 000,00	8 235 784,00	51,65	-	51,65	51,65	-	51,65	51,65	51,65		
33 - Loisirs	1 470 000,00	-75 000,00	1 395 000,00	794 257,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
TC - Transports en commun	677 415 000,00	-	677 415 000,00	660 370 416,00	56 624,46	-	56 624,46	56 624,46	-	56 624,46	56 624,46	56 624,46		
938 - Transports	677 415 000,00	-	677 415 000,00	660 370 416,00	56 624,46	-	56 624,46	56 624,46	-	56 624,46	56 624,46	56 624,46		
80 - Services communs	770 000,00	54 052,00	824 052,00	824 052,00	56 619,48	-	56 619,48	56 619,48	-	56 619,48	56 619,48	56 619,48		
810 - Services communs	667 645 000,00	-54 052,00	667 590 948,00	653 546 364,00	4,98	-	4,98	4,98	-	4,98	4,98	4,98		
818 - Autres transports en commun	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
TO - Tourisme	23 675 000,00	-	23 675 000,00	35 944 651,58	-	-	-	-	-	-	-	-		
939 - Action économique	23 675 000,00	-	23 675 000,00	35 944 651,58	-	-	-	-	-	-	-	-		
95 - Tourisme et thermalisme	23 675 000,00	-	23 675 000,00	35 944 651,58	-	-	-	-	-	-	-	-		
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total général	2 064 523 000,00	5 505 361,00	2 070 028 361,00	1 982 678 030,03	17 275 510,78	-3 072 869,39	16 929 626,65	16 929 626,65	-3 072 869,39	25 444,80	14 177 196,59	13 831 312,46		
				95,78 %					0,00 %	-17,93 %		-18,30 %		

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2009

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	4 703 000,00	-500 000,00	4 203 000,00	3 974 293,13	420 807,22			420 807,22			420 807,22	420 807,22
900 - Services généraux												
044 - Aide publique au développement												
930 - Services généraux	4 703 000,00	-500 000,00	4 203 000,00	3 974 293,13	420 807,22			420 807,22			420 807,22	420 807,22
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-178 813,00	1 021 187,00	979 187,00	294 569,98			294 569,98			294 569,98	294 569,98
044 - Aide publique au développement	2 250 000,00		2 250 000,00	2 139 187,06	8 479,23			8 479,23			8 479,23	8 479,23
048 - Autres actions internationales	1 253 000,00	-321 187,00	931 813,00	855 919,07	117 758,01			117 758,01			117 758,01	117 758,01
AM - Aménagement	29 447 000,00		29 447 000,00	27 895 289,16	72 544,72			72 544,72			72 544,72	72 544,72
935 - Aménagement des territoires	25 450 000,00		25 450 000,00	24 102 636,00	44 045,13			44 045,13			44 045,13	44 045,13
50 - Services communs	21 450 000,00		21 450 000,00	21 031 236,00	44 045,13			44 045,13			44 045,13	44 045,13
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00		4 000 000,00	3 071 400,00								
937 - Environnement	3 997 000,00		3 997 000,00	3 792 653,16	28 499,59			28 499,59			28 499,59	28 499,59
76 - Patrimoine naturel	3 997 000,00		3 997 000,00	3 792 653,16	28 499,59			28 499,59			28 499,59	28 499,59
CI - Citoyenneté	5 540 000,00	-544 000,00	4 996 000,00	4 674 904,25	8 061,33			8 061,33			8 061,33	8 061,33
930 - Services généraux	4 540 000,00	-544 000,00	3 996 000,00	3 955 087,45	8 061,33			8 061,33			8 061,33	8 061,33
0202 - Autres moyens généraux	350 000,00	-350 000,00		544 000,00								
021 - Conseil régional	4 190 000,00	-194 000,00	3 996 000,00	3 411 067,45	8 061,33			8 061,33			8 061,33	8 061,33
934 - Développement social et santé	1 000 000,00		1 000 000,00	719 836,80								
40 - Services communs	1 000 000,00		1 000 000,00	719 836,80								
COM - Communication	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	8 905 000,00	4 990,00			4 990,00			4 990,00	4 990,00
930 - Services généraux	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	8 905 000,00	4 990,00			4 990,00			4 990,00	4 990,00
13 900 000,00		434 000,00	14 334 000,00	8 905 000,00	4 990,00			4 990,00			4 990,00	4 990,00
COMPTA - Direction de la comptabilité												
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté												
-- Opération non ventilée												
930 - Services généraux												
01 - Opérations non ventilables												
943 - Opérations Financières												
-- Chapitre non ventilé												
945 - Provisions et autres opérations mixtes												
-- Opération non ventilée												
946 - Transferts entre les sections												
-- Opération non ventilée												
CU - Culture	54 560 000,00	2 010 000,00	56 570 000,00	55 844 847,00	56 402,85			56 402,85			33 584,73	1 885,01
933 - Culture, sports et loisirs	54 560 000,00	2 010 000,00	56 570 000,00	55 844 847,00	56 402,85			56 402,85			33 584,73	1 885,01
312 - Activités culturelles et artistiques	54 381 000,00	2 000 000,00	56 381 000,00	55 655 847,00	51 933,25			51 933,25			29 115,13	1 871,01
313 - Patrimoine	179 000,00	10 000,00	189 000,00	189 000,00	4 469,60			4 469,60			4 469,60	14,00
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	92 669 000,00		92 669 000,00	87 411 921,92	1 926 739,78			1 926 739,78			1 404 470,73	1 404 470,73
935 - Aménagement des territoires												
56 - Technologies de l'information et de la communication												
939 - Action économique	92 669 000,00		92 669 000,00	87 411 921,92	1 926 739,78			1 926 739,78			1 404 470,73	1 404 470,73
91 - Interventions économiques transversales	74 054 000,00	-163 985,00	73 890 015,00	68 522 799,92	13 248,62			13 248,62			10 948,78	10 948,78
92 - Recherche et innovation												
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	18 615 000,00	163 985,00	18 778 985,00	18 889 122,00	1 913 491,16			1 913 491,16			1 393 521,95	1 393 521,95

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	179 916 000,00	-	179 916 000,00	174 310 855,05	248 529,28	-	-	248 529,28	-	-	248 529,28	248 529,28
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 629 000,00	-	166 629 000,00	162 065 841,00	4 181,35	-	-	4 181,35	-	-	4 181,35	4 181,35
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	2 560 630,00	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	163 241 000,00	-	163 241 000,00	159 525 211,00	4 181,35	-	-	4 181,35	-	-	4 181,35	4 181,35
934 - Santé et Action sociale	13 287 000,00	-	13 287 000,00	12 225 014,05	244 347,93	-	-	244 347,93	-	-	244 347,93	244 347,93
40 - Services communs	1 942 000,00	155 825,00	2 097 825,00	2 010 010,34	55 442,26	-	-	55 442,26	-	-	55 442,26	55 442,26
41 - Santé	6 447 000,00	-	6 447 000,00	6 444 072,00	179 446,07	-	-	179 446,07	-	-	179 446,07	179 446,07
42 - Action sociale	4 898 000,00	-155 825,00	4 742 175,00	3 770 931,71	9 459,60	-	-	9 459,60	-	-	9 459,60	9 459,60
EAE - Environnement, agriculture et énergie	32 649 000,00	-	32 649 000,00	30 450 748,99	121 124,84	-48 664,66	-	121 124,84	-48 664,66	-	72 460,18	72 460,18
937 - Environnement	27 279 000,00	-	27 279 000,00	25 670 610,95	92 761,32	-25 101,14	-	92 761,32	-25 101,14	-	67 660,18	67 660,18
71 - Actions transversales	6 510 000,00	-9 738,80	6 500 261,20	2 114 921,48	40 794,68	-5 476,69	-	40 794,68	-5 476,69	-	35 317,99	35 317,99
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	-	1 750 000,00	1 710 049,08	30 814,12	-	-	30 814,12	-	-	30 814,12	30 814,12
73 - Politique de l'air	1 564 000,00	-57 812,52	1 496 187,48	1 070 000,00	1 528,07	-	-	1 528,07	-	-	1 528,07	1 528,07
74 - Politique de l'eau	535 000,00	16 151,32	551 151,32	551 151,32	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	540 000,00	51 400,00	591 400,00	4 449 400,00	6 965,63	-6 965,63	-	6 965,63	-6 965,63	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	15 640 000,00	-	15 640 000,00	15 071 089,07	12 658,82	-12 658,82	-	12 658,82	-12 658,82	-	-	-
78 - Autres actions	750 000,00	-	750 000,00	704 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 370 000,00	-	5 370 000,00	4 780 138,04	28 363,52	-23 563,52	-	28 363,52	-23 563,52	-	4 800,00	4 800,00
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 370 000,00	-	5 370 000,00	4 780 138,04	28 363,52	-23 563,52	-	28 363,52	-23 563,52	-	4 800,00	4 800,00
ESE - Enseignement secondaire	221 934 000,00	-	221 934 000,00	214 575 475,29	104 900,94	-	-	104 900,94	-	-	104 900,94	104 900,94
932 - Enseignement	221 934 000,00	-	221 934 000,00	214 575 475,29	104 900,94	-	-	104 900,94	-	-	104 900,94	104 900,94
222 - Lycées publics	130 011 000,00	1 367 714,20	131 378 714,20	131 378 714,20	104 900,94	-	-	104 900,94	-	-	104 900,94	104 900,94
223 - Lycées privés	39 990 000,00	1 682 488,60	41 672 488,60	41 672 488,60	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	18 033 000,00	392 059,00	18 425 059,00	18 425 059,00	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	33 900 000,00	-3 442 261,80	30 457 738,20	23 099 213,49	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	13 080 000,00	-	13 080 000,00	12 236 572,81	46 686,59	-	-	46 686,59	-	-	46 686,59	46 686,59
932 - Enseignement	13 080 000,00	-	13 080 000,00	12 236 572,81	46 686,59	-	-	46 686,59	-	-	46 686,59	46 686,59
23 - Enseignement supérieur	13 080 000,00	-	13 080 000,00	12 236 572,81	46 686,59	-	-	46 686,59	-	-	46 686,59	46 686,59

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE affectées non clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
PV - Politique de la ville	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 801 186,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 801 186,00	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 801 186,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	43 146 000,00	-	43 146 000,00	40 463 269,93	2 966,16	-574,16	-	2 966,16	-574,16	-	2 392,00	2 392,00
935 - Aménagement des territoires	2 816 000,00	-	2 816 000,00	2 388 051,68	574,16	-574,16	-	574,16	-574,16	-	-	-
56 - Technologies de l'information	2 816 000,00	-	2 816 000,00	2 388 051,68	574,16	-574,16	-	574,16	-574,16	-	-	-
939 - Action économique	40 330 000,00	-	40 330 000,00	38 095 218,25	2 392,00	-	-	2 392,00	-	-	2 392,00	2 392,00
92 - Recherche et innovation	40 330 000,00	-	40 330 000,00	38 095 218,25	2 392,00	-	-	2 392,00	-	-	2 392,00	2 392,00
SE - Sécurité	3 248 000,00	-	3 248 000,00	3 625 499,33	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	487 000,00	-	487 000,00	972 392,33	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	487 000,00	-	487 000,00	972 392,33	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 761 000,00	-	2 761 000,00	2 653 107,00	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 761 000,00	-	2 761 000,00	2 653 107,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 393 000,00	86 658,23	-	-	86 658,23	-	773,96	85 884,27	85 884,27
930 - Services généraux	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 393 000,00	86 658,23	-	-	86 658,23	-	773,96	85 884,27	85 884,27
0202 - Autres moyens généraux	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 393 000,00	86 658,23	-	-	86 658,23	-	773,96	85 884,27	85 884,27
SL - Sports et Loisirs	9 469 000,00	-	9 469 000,00	8 532 869,00	25 512,20	-	-	25 512,20	-	-	25 512,20	25 512,20
933 - Culture, sports et loisirs	9 469 000,00	-	9 469 000,00	8 532 869,00	25 512,20	-	-	25 512,20	-	-	25 512,20	25 512,20
32 - Sports	8 059 000,00	-	8 059 000,00	7 815 326,00	25 000,20	-	-	25 000,20	-	-	25 000,20	25 000,20
33 - Loisirs	1 410 000,00	-	1 410 000,00	717 543,00	512,00	-	-	512,00	-	-	512,00	512,00
TC - Transports en commun	693 355 000,00	-	693 355 000,00	711 180 000,00	154,91	-	-	154,91	-	-	154,91	154,91
938 - Transports	693 355 000,00	-	693 355 000,00	711 180 000,00	154,91	-	-	154,91	-	-	154,91	154,91
80 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	55 000,00	154,91	-	-	154,91	-	-	154,91	154,91
810 - Services communs	683 355 000,00	-	683 355 000,00	704 525 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 114 963,37	118,00	-	-	118,00	-	-	118,00	118,00
939 - Action économique	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 114 963,37	118,00	-	-	118,00	-	-	118,00	118,00
95 - Tourisme et thermalisme	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 114 963,37	118,00	-	-	118,00	-	-	118,00	118,00
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 125 415 000,00	2 010 000,00	2 127 425 000,00	1 959 443 213,14	19 046 890,52	-3 205 041,32	-	19 015 190,80	-3 205 041,32	103 367,83	15 738 481,37	15 706 781,65
				92,10 %						0,01 %	-17,37 %	-17,40 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2010

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 110 000,00	-	5 110 000,00	4 247 371,09	110 158,06	-96 845,59	-	110 158,06	-96 845,59	12 644,20	688,27	688,27
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	5 110 000,00	-	5 110 000,00	4 247 371,09	110 158,06	-96 845,59	-	110 158,06	-96 845,59	12 644,20	688,27	688,27
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-	1 200 000,00	866 221,09	7 303,69	-7 067,33	-	7 303,69	-7 067,33	236,36	236,36	236,36
044 - Aide publique au développement	2 460 000,00	-	2 460 000,00	2 458 928,00	102 467,50	-89 778,26	-	102 467,50	-89 778,26	12 644,20	45,04	45,04
048 - Autres actions internationales	1 450 000,00	-	1 450 000,00	922 222,00	386,87	-	-	386,87	-	-	386,87	386,87
AM - Aménagement	28 622 000,00	-	28 622 000,00	24 302 869,13	389 426,98	-188 677,35	-	389 426,98	-188 677,35	156 769,42	43 980,21	43 980,21
935 - Aménagement des territoires	23 924 000,00	-	23 924 000,00	20 132 963,15	126 964,00	-83 098,91	-	126 964,00	-83 098,91	0,20	43 864,89	43 864,89
50 - Services communs	20 714 000,00	-70 000,00	20 644 000,00	19 946 563,15	43 865,09	-	-	43 865,09	-	0,20	43 864,89	43 864,89
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 210 000,00	70 000,00	3 280 000,00	186 400,00	83 098,91	-83 098,91	-	83 098,91	-83 098,91	-	-	-
937 - Environnement	4 698 000,00	-	4 698 000,00	4 169 905,98	262 462,98	-105 578,44	-	262 462,98	-105 578,44	156 769,22	115,32	115,32
76 - Patrimoine naturel	4 698 000,00	-	4 698 000,00	4 169 905,98	262 462,98	-105 578,44	-	262 462,98	-105 578,44	156 769,22	115,32	115,32
CI - Citoyenneté	5 500 000,00	-	5 500 000,00	4 286 940,00	72 253,31	-46 845,58	-	72 253,31	-46 845,58	11 580,51	13 827,22	13 827,22
930 - Services généraux	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 566 640,00	69 435,28	-44 027,55	-	69 435,28	-44 027,55	11 580,51	13 827,22	13 827,22
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 266 640,00	69 435,28	-44 027,55	-	69 435,28	-44 027,55	11 580,51	13 827,22	13 827,22
934 - Développement social et santé	1 000 000,00	-	1 000 000,00	720 300,00	2 818,03	-2 818,03	-	2 818,03	-2 818,03	-	-	-
40 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	720 300,00	2 818,03	-2 818,03	-	2 818,03	-2 818,03	-	-	-
COM - Communication	13 900 000,00	-	13 900 000,00	12 356 500,00	3 289,00	-	-	3 289,00	-	-	3 289,00	3 289,00
930 - Services généraux	13 900 000,00	-	13 900 000,00	12 356 500,00	3 289,00	-	-	3 289,00	-	-	3 289,00	3 289,00
0202 - Autres moyens généraux	13 900 000,00	-	13 900 000,00	12 356 500,00	3 289,00	-	-	3 289,00	-	-	3 289,00	3 289,00
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
01 - Opérations non ventilables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
943 - Opérations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Chapitre non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
945 - Provisions et autres opérations mixtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
946 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	55 704 000,00	2 000 000,00	57 704 000,00	57 048 408,00	834 354,75	-256 442,22	-	834 354,75	-256 442,22	297 376,64	280 535,89	280 535,89
933 - Culture, sports et loisirs	55 704 000,00	2 000 000,00	57 704 000,00	57 048 408,00	834 354,75	-256 442,22	-	834 354,75	-256 442,22	297 376,64	280 535,89	280 535,89
312 - Activités culturelles et artistiques	55 525 000,00	2 000 000,00	57 525 000,00	56 869 408,00	834 354,74	-256 442,22	-	834 354,74	-256 442,22	297 376,64	280 535,88	280 535,88
313 - Patrimoine	179 000,00	-	179 000,00	179 000,00	0,01	-	-	0,01	-	0,01	0,01	0,01
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	87 875 000,00	-	87 875 000,00	82 599 977,73	5 645 513,89	-3 427 916,53	-	5 645 513,89	-3 427 916,53	186 349,77	2 031 247,59	2 031 247,59
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938 - Action économique	87 875 000,00	-	87 875 000,00	82 599 977,73	5 645 513,89	-3 427 916,53	-	5 645 513,89	-3 427 916,53	186 349,77	2 031 247,59	2 031 247,59
91 - Interventions économiques transversales	72 075 000,00	-	72 075 000,00	68 066 128,73	1 014 782,27	-382 969,05	-	1 014 782,27	-382 969,05	51 015,86	580 797,36	580 797,36
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	15 800 000,00	-	15 800 000,00	14 533 849,00	4 630 731,62	-3 044 947,48	-	4 630 731,62	-3 044 947,48	135 333,91	1 450 450,23	1 450 450,23

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	178 305 000,00	-	178 305 000,00	173 599 390,00	159 271,71	-121 291,53	192 540,20	160 538,32	-122 588,14	18 733,39	19 246,79	19 246,79
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 910 000,00	-	166 910 000,00	162 227 649,00	28 941,13	-28 700,38	192 540,20	28 941,13	-28 700,38	-	240,75	240,75
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 388 000,00	3 955,00	-3 955,00	-	3 955,00	-3 955,00	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	163 522 000,00	-	163 522 000,00	158 839 649,00	24 986,13	-24 745,38	192 540,20	24 986,13	-24 745,38	-	240,75	240,75
934 - Santé et Action sociale	11 395 000,00	-	11 395 000,00	11 371 741,00	130 330,58	-92 591,15	-	131 597,19	-93 857,76	18 733,39	19 006,04	19 006,04
40 - Services communs	1 852 000,00	44 296,00	1 896 296,00	1 863 500,00	1 106,27	-	-	1 106,27	-	-	1 106,27	1 106,27
41 - Santé	6 037 000,00	-	6 037 000,00	6 046 537,00	15 281,56	-6 000,00	-	15 281,56	-6 000,00	-	9 281,56	9 281,56
42 - Action sociale	3 506 000,00	-44 296,00	3 461 704,00	3 461 704,00	113 942,75	-86 591,15	-	115 209,36	-87 857,76	18 733,39	8 618,21	8 618,21
EAE - Environnement, agriculture et énergie	32 630 000,00	-	32 630 000,00	30 837 299,92	1 320 601,88	-380 290,28	192 540,20	1 320 601,88	-568 147,70	423 940,06	516 371,54	521 054,32
937 - Environnement	27 140 000,00	-	27 140 000,00	25 738 955,92	971 827,16	-221 371,11	192 540,20	971 827,16	-409 228,53	234 694,86	515 761,19	520 443,97
71 - Actions transversales	6 275 000,00	166 201,67	6 441 201,67	2 406 292,07	71 716,70	-46 210,00	-	71 716,70	-46 210,00	19 765,67	5 741,03	5 741,03
72 - Actions en matière de déchets	2 750 000,00	-	2 750 000,00	2 550 200,93	651 744,81	-4 007,08	192 540,20	651 744,81	-191 864,50	159 769,89	487 967,84	492 650,62
73 - Politique de l'air	1 130 000,00	-44 775,12	1 085 224,88	890 000,00	207,51	-	-	207,51	-	-	207,51	207,51
74 - Politique de l'eau	565 000,00	44 775,12	609 775,12	609 775,12	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	480 000,00	-89 105,00	390 895,00	4 302 040,00	5 311,34	-5 237,20	-	5 311,34	-5 237,20	-	74,14	74,14
76 - Patrimoine naturel	15 240 000,00	-77 096,67	15 162 903,33	14 312 847,80	242 846,80	-165 916,83	-	242 846,80	-165 916,83	55 159,30	21 770,67	21 770,67
78 - Autres actions	700 000,00	-	700 000,00	667 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 490 000,00	-	5 490 000,00	5 098 344,00	348 774,72	-158 919,17	-	348 774,72	-158 919,17	189 245,20	610,35	610,35
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 490 000,00	-	5 490 000,00	5 098 344,00	348 774,72	-158 919,17	-	348 774,72	-158 919,17	189 245,20	610,35	610,35
ESE - Enseignement secondaire	213 807 000,00	253 068,00	214 060 068,00	223 951 965,54	116 623,84	-65 724,13	-	116 623,84	-65 724,13	2 491,82	48 407,89	48 407,89
932 - Enseignement	213 807 000,00	253 068,00	214 060 068,00	223 951 965,54	116 623,84	-65 724,13	-	116 623,84	-65 724,13	2 491,82	48 407,89	48 407,89
222 - Lycées publics	128 883 000,00	1 504 307,00	130 387 307,00	130 370 536,00	10 707,51	-	-	10 707,51	-	-	10 707,51	10 707,51
223 - Lycées privés	41 749 000,00	410 834,37	42 159 834,37	42 224 397,97	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	17 059 000,00	-291 307,00	16 767 693,00	16 762 953,00	40 100,20	-	-	40 100,20	-	2 491,82	37 608,38	37 608,38
28 - Autres services périscolaires et annexes	26 116 000,00	-1 370 766,37	24 745 233,63	34 594 078,57	65 816,13	-65 724,13	-	65 816,13	-65 724,13	-	92,00	92,00
ESU - Enseignement supérieur	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	11 534 324,80	835 613,43	-701 257,73	-	877 337,37	-742 981,67	132 555,70	1 800,00	1 800,00
932 - Enseignement	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	11 534 324,80	835 613,43	-701 257,73	-	877 337,37	-742 981,67	132 555,70	1 800,00	1 800,00
23 - Enseignement supérieur	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	11 534 324,80	835 613,43	-701 257,73	-	877 337,37	-742 981,67	132 555,70	1 800,00	1 800,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôtures ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôtures ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et couvertes par des CP au 31/12/2014		
PV - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 399 468,50	240 729,15	-182 045,36	-	240 729,15	-182 045,36	56 901,72	1 782,07	1 782,07		
935 - Aménagement des territoires	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 399 468,50	240 729,15	-182 045,36	-	240 729,15	-182 045,36	56 901,72	1 782,07	1 782,07		
51 - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 399 468,50	240 729,15	-182 045,36	-	240 729,15	-182 045,36	56 901,72	1 782,07	1 782,07		
RIN - Recherche	43 377 000,00	-	43 377 000,00	38 638 330,21	10 765 591,01	-2 730 796,92	-	10 773 156,24	-2 738 362,15	7 867 786,28	167 007,81	167 007,81		
935 - Aménagement des territoires	2 572 000,00	-	2 572 000,00	1 526 131,80	13 532,38	-13 532,38	-	13 532,38	-13 532,38	-	-	-		
56 - Technologies de l'information	2 572 000,00	-	2 572 000,00	1 526 131,80	13 532,38	-13 532,38	-	13 532,38	-13 532,38	-	-	-		
939 - Action économique	40 805 000,00	-	40 805 000,00	37 112 198,41	10 762 058,63	-2 717 264,54	-	10 759 623,86	-2 724 829,77	7 867 786,28	167 007,81	167 007,81		
92 - Recherche et innovation	40 805 000,00	-	40 805 000,00	37 112 198,41	10 762 058,63	-2 717 264,54	-	10 759 623,86	-2 724 829,77	7 867 786,28	167 007,81	167 007,81		
SE - Sécurité	3 723 000,00	-	3 723 000,00	3 526 659,00	154 045,43	-113 840,12	-	154 045,43	-111 694,80	-	40 205,31	42 350,63		
932 - Enseignement	1 115 000,00	-	1 115 000,00	1 115 064,00	33 012,40	-	-	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40		
27 - Sécurité	1 115 000,00	-	1 115 000,00	1 115 064,00	33 012,40	-	-	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40		
935 - Aménagement des territoires	2 608 000,00	-	2 608 000,00	2 411 595,00	121 033,03	-113 840,12	-	121 033,03	-111 694,80	-	7 192,91	9 338,23		
57 - Sécurité	2 608 000,00	-	2 608 000,00	2 411 595,00	121 033,03	-113 840,12	-	121 033,03	-111 694,80	-	7 192,91	9 338,23		
SI - Systèmes d'information	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 125 000,00	63 608,45	-	-	63 608,45	-	-	63 608,45	63 608,45		
930 - Services généraux	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 125 000,00	63 608,45	-	-	63 608,45	-	-	63 608,45	63 608,45		
0202 - Autres moyens généraux	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 125 000,00	63 608,45	-	-	63 608,45	-	-	63 608,45	63 608,45		
SL - Sports et Loisirs	9 304 000,00	-	9 304 000,00	8 313 085,00	107 250,42	-92 566,42	-	107 250,42	-92 566,42	-	14 684,00	14 684,00		
933 - Culture, sports et loisirs	9 304 000,00	-	9 304 000,00	8 313 085,00	107 250,42	-92 566,42	-	107 250,42	-92 566,42	-	14 684,00	14 684,00		
32 - Sports	7 722 000,00	-	7 722 000,00	7 402 193,00	107 250,42	-92 566,42	-	107 250,42	-92 566,42	-	14 684,00	14 684,00		
33 - Loisirs	1 582 000,00	-	1 582 000,00	910 892,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
TC - Transports en commun	716 055 000,00	-	716 055 000,00	714 654 629,99	-	-	-	-	-	-	-	-		
938 - Transports	716 055 000,00	-	716 055 000,00	714 654 629,99	-	-	-	-	-	-	-	-		
80 - Services communs	140 000,00	65 105,50	205 105,50	205 105,50	-	-	-	-	-	-	-	-		
810 - Services communs	707 915 000,00	-3 565 105,50	704 349 894,50	704 349 524,49	-	-	-	-	-	-	-	-		
818 - Autres transports en commun	8 000 000,00	3 500 000,00	11 500 000,00	10 100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
TO - Tourisme	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 203 196,83	16 649,80	-16 620,72	-	16 649,80	-16 620,72	-	29,08	29,08		
939 - Action économique	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 203 196,83	16 649,80	-16 620,72	-	16 649,80	-16 620,72	-	29,08	29,08		
95 - Tourisme et thermalisme	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 203 196,83	16 649,80	-16 620,72	-	16 649,80	-16 620,72	-	29,08	29,08		
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total général	2 147 163 000,00	2 000 000,00	2 149 163 000,00	2 069 930 950,64	43 694 236,74	-10 906 569,42	192 540,20	43 746 559,38	-11 144 604,16	9 781 268,98	23 006 398,34	23 013 226,44		
				96,31 %					0,47 %		-47,35 %	-47,39 %		

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2011

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 028 000,00	230 000,00	5 258 000,00	4 930 048,55	539 926,79	-188 815,00	-	505 981,05	-154 869,26	124 803,74	226 308,05	226 308,05
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	5 028 000,00	230 000,00	5 258 000,00	4 930 048,55	539 926,79	-188 815,00	-	505 981,05	-154 869,26	124 803,74	226 308,05	226 308,05
042 - Actions européennes	1 200 000,00	230 000,00	1 430 000,00	1 055 601,80	39 329,31	-7 950,00	-	39 329,31	-7 950,00	-	31 379,31	31 379,31
044 - Aide publique au développement	2 730 000,00	-	2 730 000,00	2 903 332,75	437 253,44	-180 865,00	-	403 307,70	-146 919,26	124 803,74	131 584,70	131 584,70
048 - Autres actions internationales	1 098 000,00	-	1 098 000,00	971 114,00	63 344,04	-	-	63 344,04	-	-	63 344,04	63 344,04
AM - Aménagement	30 887 000,00	-	30 887 000,00	30 681 907,02	1 196 304,87	-391 855,94	7 108,60	807 194,81	-8 713,89	545 785,88	258 663,05	259 803,64
935 - Aménagement des territoires	26 321 000,00	-	26 321 000,00	26 320 791,13	340 942,46	-241 818,74	-	99 123,72	-	40 331,51	58 792,21	58 792,21
50 - Services communs	23 290 000,00	-12 426,00	23 277 574,00	23 277 365,13	292 966,75	-212 143,74	-	80 823,01	-	40 331,51	40 491,50	40 491,50
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 031 000,00	12 426,00	3 043 426,00	3 043 426,00	47 975,71	-29 675,00	-	18 300,71	-	-	18 300,71	18 300,71
937 - Environnement	4 566 000,00	-	4 566 000,00	4 361 115,89	855 362,41	-150 037,20	7 108,60	708 071,09	-8 713,89	505 454,37	199 870,84	201 011,43
76 - Patrimoine naturel	4 566 000,00	-	4 566 000,00	4 361 115,89	855 362,41	-150 037,20	7 108,60	708 071,09	-8 713,89	505 454,37	199 870,84	201 011,43
CI - Citoyenneté	5 525 000,00	-	5 525 000,00	4 517 965,35	633 177,29	-193 125,08	-	509 246,49	-76 194,28	192 141,30	247 910,91	240 910,91
930 - Services généraux	4 275 000,00	-	4 275 000,00	3 542 265,35	566 796,00	-184 405,45	-	442 865,20	-67 474,65	162 923,24	219 467,31	212 467,31
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	300 000,00	142 803,05	-142 803,05	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	3 975 000,00	-	3 975 000,00	3 242 265,35	423 992,95	-41 602,40	-	442 865,20	-67 474,65	162 923,24	219 467,31	212 467,31
934 - Développement social et santé	1 250 000,00	-	1 250 000,00	975 700,00	66 381,29	-8 719,63	-	66 381,29	-8 719,63	29 218,06	28 443,60	28 443,60
40 - Services communs	1 250 000,00	-	1 250 000,00	975 700,00	66 381,29	-8 719,63	-	66 381,29	-8 719,63	29 218,06	28 443,60	28 443,60
COM - Communication	14 250 000,00	-	14 250 000,00	13 533 400,00	6 688,74	-6 170,87	-	1 045,31	-527,44	517,87	517,87	517,87
930 - Services généraux	14 250 000,00	-	14 250 000,00	13 533 400,00	6 688,74	-6 170,87	-	1 045,31	-527,44	-	517,87	517,87
0202 - Autres moyens généraux	14 250 000,00	-	14 250 000,00	13 533 400,00	6 688,74	-6 170,87	-	1 045,31	-527,44	-	517,87	517,87
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
01 - Opérations non ventilables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
943 - Opérations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Chapitre non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
945 - Provisions et autres opérations mixtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
946 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	57 414 000,00	2 011 000,00	59 425 000,00	59 192 703,22	2 699 523,03	-324 809,64	2 119,84	2 682 242,00	-309 648,45	1 022 757,12	1 351 956,27	1 351 956,27
933 - Culture, sports et loisirs	57 414 000,00	2 011 000,00	59 425 000,00	59 192 703,22	2 699 523,03	-324 809,64	2 119,84	2 682 242,00	-309 648,45	1 022 757,12	1 351 956,27	1 351 956,27
312 - Activités culturelles et artistiques	57 235 000,00	2 000 000,00	59 235 000,00	59 002 703,22	2 661 054,34	-291 022,64	2 119,84	2 643 773,31	-275 861,45	1 022 757,12	1 347 274,58	1 347 274,58
313 - Patrimoine	179 000,00	11 000,00	190 000,00	190 000,00	38 468,69	-33 787,00	-	38 468,69	-33 787,00	-	4 681,69	4 681,69
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	81 200 000,00	-	81 200 000,00	75 176 136,97	10 521 334,56	-6 738 584,00	-	10 378 417,76	-6 595 667,20	439 352,54	3 343 398,02	3 343 398,02
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
938 - Action économique	81 200 000,00	-	81 200 000,00	75 176 136,97	10 521 334,56	-6 738 584,00	-	10 378 417,76	-6 595 667,20	439 352,54	3 343 398,02	3 343 398,02
91 - Interventions économiques transversales	68 722 000,00	-	68 722 000,00	63 979 907,97	7 890 962,55	-6 463 838,98	-	7 726 450,74	-6 239 327,17	145 986,53	1 281 137,04	1 281 137,04
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	12 478 000,00	-	12 478 000,00	11 196 229,00	2 630 372,01	-274 745,02	-	2 651 987,02	-296 340,03	293 366,01	2 062 260,98	2 062 260,98

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014		
DSS - Développement social et santé	179 104 000,00	-	179 104 000,00	177 881 306,70	1 446 684,86	-401 208,14	324 726,00	764 915,74	-44 165,02	318 204,45	727 272,27	727 272,27		
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 013 000,00	-	166 013 000,00	165 368 071,00	104 336,71	-4 000,58	-	104 336,71	-4 000,58	24 202,87	76 133,26	76 133,26		
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	355 154,00	3 743 154,00	3 743 154,00	32 000,00	-4 000,00	-	32 000,00	-4 000,00	-	28 000,00	28 000,00		
13 - Formations sanitaires et sociales	162 625 000,00	-355 154,00	162 269 846,00	161 624 917,00	72 336,71	-0,58	-	72 336,71	-0,58	24 202,87	48 133,26	48 133,26		
934 - Santé et Action sociale	13 091 000,00	-	13 091 000,00	12 513 235,70	1 342 348,15	-397 207,56	324 726,00	660 579,03	-40 164,44	294 001,58	651 139,01	651 139,01		
40 - Services communs	1 940 000,00	-	1 940 000,00	1 890 000,00	75 564,86	-60 034,80	-	15 530,06	-	-	15 530,06	15 530,06		
41 - Santé	8 302 000,00	-424 297,00	7 877 703,00	7 359 670,70	936 887,33	-317 827,15	324 726,00	315 153,01	-20 818,83	150 557,25	488 502,93	488 502,93		
42 - Action sociale	2 849 000,00	424 297,00	3 273 297,00	3 263 565,00	329 895,96	-19 345,61	-	329 895,96	-19 345,61	143 444,33	167 106,02	167 106,02		
EAE - Environnement, agriculture et énergie	33 837 000,00	-	33 837 000,00	33 051 589,29	3 027 243,21	-1 147 744,05	519 720,81	1 434 644,84	-60 113,22	840 481,70	1 039 017,46	1 039 017,46		
937 - Environnement	27 905 000,00	-	27 905 000,00	27 393 644,54	2 335 134,63	-978 884,15	519 720,81	888 241,26	-36 928,32	793 592,42	562 688,06	577 441,33		
71 - Actions transversales	6 420 000,00	624 384,06	7 044 384,06	7 015 484,06	534 231,79	-166 651,09	101 156,63	266 364,79	59,28	149 378,46	218 202,24	218 202,24		
72 - Actions en matière de déchets	2 763 000,00	-48 000,00	2 735 000,00	2 700 000,00	1 176 429,51	-710 134,06	418 584,18	36 351,33	11 379,94	452 874,79	13 420,66	13 420,66		
73 - Politique de l'air	1 165 000,00	-133 754,06	1 031 245,94	905 000,00	50,00	-	-	50,00	-	-	50,00	50,00		
74 - Politique de l'eau	1 080 000,00	-399 444,00	680 556,00	601 863,22	21 839,94	-	-	21 839,94	-	-	21 839,94	21 839,94		
75 - Politique de l'énergie	700 000,00	107 814,00	807 814,00	781 846,00	87 207,27	-31 921,58	-	60 596,64	-	-	55 285,69	60 596,64		
76 - Patrimoine naturel	14 421 000,00	-	14 421 000,00	14 419 451,26	515 376,12	-70 147,42	-	503 038,56	-48 367,54	191 339,17	253 889,53	263 331,85		
78 - Autres actions	1 336 000,00	-151 000,00	1 185 000,00	970 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
939 - Action Economique	5 932 000,00	-	5 932 000,00	5 657 944,75	692 108,58	-168 889,90	-	546 403,58	-23 184,90	46 889,28	476 329,40	476 329,40		
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 932 000,00	-	5 932 000,00	5 657 944,75	692 108,58	-168 889,90	-	546 403,58	-23 184,90	46 889,28	476 329,40	476 329,40		
ESE - Enseignement secondaire	225 670 000,00	-	225 670 000,00	225 644 326,16	690 731,03	-164 448,47	-	564 762,52	-38 479,96	266 391,06	259 891,50	259 891,50		
932 - Enseignement	225 670 000,00	-	225 670 000,00	225 644 326,16	690 731,03	-164 448,47	-	564 762,52	-38 479,96	266 391,06	259 891,50	259 891,50		
222 - Lycées publics	131 208 000,00	2 250 873,46	133 458 873,46	133 458 873,46	191 686,65	-26 593,28	-	165 093,37	-	126 549,64	38 543,73	38 543,73		
223 - Lycées privés	42 162 000,00	744 081,49	42 906 081,49	42 906 081,49	-	-	-	-	-	-	-	-		
224 - Participation à des cités mixtes	13 012 000,00	2 263 408,17	15 275 408,17	15 275 408,17	5 000,01	-	-	5 000,01	-	-	5 000,01	5 000,01		
28 - Autres services périscolaires et annexes	39 288 000,00	-5 258 373,12	34 029 626,88	34 003 953,04	484 044,37	-137 885,19	-	394 669,14	-38 479,96	139 841,42	216 347,76	216 347,76		
ESU - Enseignement supérieur	12 207 300,00	-	12 207 300,00	10 573 135,96	188 824,64	-12 674,24	-	188 819,64	-12 669,24	72 002,57	104 147,83	104 147,83		
932 - Enseignement	12 207 300,00	-	12 207 300,00	10 573 135,96	188 824,64	-12 674,24	-	188 819,64	-12 669,24	72 002,57	104 147,83	104 147,83		
23 - Enseignement supérieur	12 207 300,00	-	12 207 300,00	10 573 135,96	188 824,64	-12 674,24	-	188 819,64	-12 669,24	72 002,57	104 147,83	104 147,83		

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014		
PV - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 425 712,50	893 424,38	-61 319,85	-	846 217,53	-10 200,00	313 186,50	518 918,03	522 831,03		
935 - Aménagement des territoires	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 425 712,50	893 424,38	-61 319,85	-	846 217,53	-10 200,00	313 186,50	518 918,03	522 831,03		
51 - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 425 712,50	893 424,38	-61 319,85	-	846 217,53	-10 200,00	313 186,50	518 918,03	522 831,03		
RIN - Recherche	44 750 000,00	-	44 750 000,00	42 415 091,25	16 211 676,30	-285 418,20	-	16 212 114,90	-229 982,47	3 860 152,68	12 066 105,42	12 121 979,75		
935 - Aménagement des territoires	3 170 000,00	-	3 170 000,00	2 452 807,44	409 298,50	-16 157,08	-	409 737,10	-16 595,68	253 993,04	139 148,38	139 148,38		
56 - Technologies de l'information	3 170 000,00	-	3 170 000,00	2 452 807,44	409 298,50	-16 157,08	-	409 737,10	-16 595,68	253 993,04	139 148,38	139 148,38		
939 - Action économique	41 580 000,00	-	41 580 000,00	39 962 283,81	15 802 377,80	-269 261,12	-	15 802 377,80	-213 386,79	3 606 159,64	11 926 957,04	11 982 831,37		
92 - Recherche et innovation	41 580 000,00	-	41 580 000,00	39 962 283,81	15 802 377,80	-269 261,12	-	15 802 377,80	-213 386,79	3 606 159,64	11 926 957,04	11 982 831,37		
SE - Sécurité	3 923 000,00	-	3 923 000,00	3 512 949,00	114 290,61	-2 466,13	-	114 290,61	-2 466,13	9 792,07	102 032,41	102 032,41		
932 - Enseignement	1 116 000,00	-	1 116 000,00	1 105 064,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
27 - Sécurité	1 116 000,00	-	1 116 000,00	1 105 064,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
935 - Aménagement des territoires	2 807 000,00	-	2 807 000,00	2 407 885,00	114 290,61	-2 466,13	-	114 290,61	-2 466,13	9 792,07	102 032,41	102 032,41		
57 - Sécurité	2 807 000,00	-	2 807 000,00	2 407 885,00	114 290,61	-2 466,13	-	114 290,61	-2 466,13	9 792,07	102 032,41	102 032,41		
SI - Systèmes d'information	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 550 000,00	84 006,99	-1 794,56	-	82 212,43	-	23 254,66	418 538,35	418 538,35		
930 - Services généraux	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 550 000,00	84 006,99	-1 794,56	-	82 212,43	-	23 254,66	418 538,35	418 538,35		
0202 - Autres moyens généraux	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 550 000,00	84 006,99	-1 794,56	-	82 212,43	-	23 254,66	418 538,35	418 538,35		
SL - Sports et Loisirs	10 481 000,00	-	10 481 000,00	10 359 228,00	565 346,83	-123 553,82	-	441 793,01	-	353 759,88	64 778,47	64 778,47		
933 - Culture, sports et loisirs	10 481 000,00	-	10 481 000,00	10 359 228,00	565 346,83	-123 553,82	-	441 793,01	-	353 759,88	64 778,47	64 778,47		
32 - Sports	8 783 000,00	-41 225,00	8 741 775,00	8 620 003,00	377 014,54	-	-	377 014,54	-	353 759,88	64 778,47	64 778,47		
33 - Loisirs	1 698 000,00	41 225,00	1 739 225,00	1 739 225,00	188 332,29	-123 553,82	-	64 778,47	-	64 778,47	64 778,47	64 778,47		
TC - Transports en commun	746 700 000,00	-	746 700 000,00	739 621 629,00	2 494 049,24	-543 153,56	-	1 667 766,13	-21 607,45	296 153,84	1 654 741,84	1 556 439,47		
938 - Transports	746 700 000,00	-	746 700 000,00	739 621 629,00	2 494 049,24	-543 153,56	-	1 667 766,13	-21 607,45	296 153,84	1 654 741,84	1 556 439,47		
80 - Services communs	2 438 000,00	323 804,00	2 761 804,00	2 761 964,00	1 113 560,10	-543 153,56	-	287 276,99	-21 607,45	274 252,70	274 252,70	175 950,33		
810 - Services communs	732 762 000,00	-323 804,00	732 438 196,00	725 359 665,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
818 - Autres transports en commun	11 500 000,00	-	11 500 000,00	11 500 000,00	1 360 489,14	-	-	1 360 489,14	-	1 360 489,14	1 360 489,14	1 360 489,14		
TO - Tourisme	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 550 000,00	6 758,49	-	-	6 758,49	-	6 758,49	6 758,49	6 758,49		
939 - Action économique	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 550 000,00	6 758,49	-	-	6 758,49	-	6 758,49	6 758,49	6 758,49		
95 - Tourisme et thermalisme	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 550 000,00	6 758,49	-	-	6 758,49	-	6 758,49	6 758,49	6 758,49		
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total général	2 188 656 300,00	14 241 000,00	2 202 897 300,00	2 140 452 804,02	71 614 300,06	-13 651 086,06	1 060 109,88	67 168 447,76	-10 294 964,82	12 976 380,57	44 986 833,43	44 957 212,25		
				97,17 %						0,61 %	-37,18 %	-33,07 %		

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2012

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	5 666 000,00	292 000,00	5 958 000,00	5 497 056,68	876 973,55	-65 974,28	-	900 774,95	-83 396,20	310 144,82	500 854,45	507 233,93
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	5 666 000,00	292 000,00	5 958 000,00	5 497 056,68	876 973,55	-65 974,28	-	900 774,95	-83 396,20	310 144,82	500 854,45	507 233,93
042 - Actions européennes	1 000 000,00	295 811,00	1 295 811,00	1 042 310,93	39 224,69	-	-	39 224,69	-	4 050,00	35 174,69	35 174,69
044 - Aide publique au développement	3 018 000,00	-	3 018 000,00	2 980 214,75	356 089,75	-40 974,28	-	376 634,92	-55 139,97	121 608,87	193 506,60	199 886,08
048 - Autres actions internationales	1 648 000,00	-3 811,00	1 644 189,00	1 474 531,00	481 659,11	-25 000,00	-	484 915,34	-28 256,23	184 485,95	272 173,16	272 173,16
AM - Aménagement	31 974 000,00	-186 582,97	31 787 417,03	31 347 679,74	1 674 736,87	-32 430,88	290 562,69	1 062 042,90	-49 305,02	813 367,85	828 938,14	489 932,72
935 - Aménagement des territoires	27 816 000,00	-	27 816 000,00	27 688 420,00	875 999,51	-	-	263 305,54	-18 146,94	492 450,55	383 548,96	43 270,74
50 - Services communs	24 666 000,00	22 626,00	24 688 626,00	24 688 420,00	875 999,51	-	-	263 305,54	-18 146,94	492 450,55	383 548,96	43 270,74
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 150 000,00	-22 626,00	3 127 374,00	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 158 000,00	-186 582,97	3 971 417,03	3 659 259,74	798 737,36	-32 430,88	-	798 737,36	-31 158,08	320 917,30	445 389,18	446 661,98
76 - Patrimoine naturel	4 158 000,00	-186 582,97	3 971 417,03	3 659 259,74	798 737,36	-32 430,88	-	798 737,36	-31 158,08	320 917,30	445 389,18	446 661,98
CI - Citoyenneté	6 155 000,00	-	6 155 000,00	4 792 080,16	830 113,52	-42 849,69	39 467,59	806 537,52	-57 940,29	425 633,92	361 629,91	362 430,90
930 - Services généraux	4 705 000,00	-	4 705 000,00	3 489 880,16	679 755,27	-34 691,60	-	646 488,63	-40 071,56	330 291,24	314 772,43	315 573,42
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 555 000,00	-	4 555 000,00	3 389 880,16	679 755,27	-34 691,60	-	646 488,63	-40 071,56	330 291,24	314 772,43	315 573,42
934 - Développement social et santé	1 450 000,00	-	1 450 000,00	1 302 200,00	150 358,25	-8 158,09	-	160 088,89	-17 868,73	95 342,68	46 857,48	46 857,48
40 - Services communs	1 450 000,00	-	1 450 000,00	1 302 200,00	150 358,25	-8 158,09	-	160 088,89	-17 868,73	95 342,68	46 857,48	46 857,48
COM - Communication	13 650 000,00	-	13 650 000,00	13 458 000,00	44 783,05	-23 167,01	39 467,59	33 899,43	-12 358,35	21 108,80	507,24	432,28
930 - Services généraux	13 650 000,00	-	13 650 000,00	13 458 000,00	44 783,05	-23 167,01	-	33 899,43	-12 358,35	21 108,80	507,24	432,28
0202 - Autres moyens généraux	13 650 000,00	-	13 650 000,00	13 458 000,00	44 783,05	-23 167,01	-	33 899,43	-12 358,35	21 108,80	507,24	432,28
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
01 - Opérations non ventilables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
943 - Opérations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Chapitre non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
945 - Provisions et autres opérations mixtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
946 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	60 844 000,00	2 018 000,00	62 862 000,00	61 876 835,29	8 271 752,06	-170 311,24	68 060,94	8 183 165,17	-245 578,41	5 892 955,66	2 208 485,16	2 112 692,04
933 - Culture, sports et loisirs	60 844 000,00	2 018 000,00	62 862 000,00	61 876 835,29	8 271 752,06	-170 311,24	68 060,94	8 183 165,17	-245 578,41	5 892 955,66	2 208 485,16	2 112 692,04
312 - Activités culturelles et artistiques	60 665 000,00	2 000 000,00	62 665 000,00	61 684 835,29	8 269 566,66	-170 311,24	68 060,94	8 180 979,77	-245 578,41	5 892 955,66	2 206 299,76	2 110 506,64
313 - Patrimoine	179 000,00	18 000,00	197 000,00	192 000,00	2 185,40	-	-	2 185,40	-	-	2 185,40	2 185,40
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	52 050 000,00	-	52 050 000,00	46 805 503,39	7 439 618,91	-359 774,74	20 005,32	7 366 908,57	-334 019,97	2 547 607,92	4 532 236,25	4 505 286,00
935 - Aménagement des territoires	3 950 000,00	-	3 950 000,00	3 509 809,14	825 897,17	-38 022,73	-	795 897,17	-38 022,73	175 467,41	612 407,03	582 407,03
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 950 000,00	-	3 950 000,00	3 509 809,14	825 897,17	-38 022,73	-	795 897,17	-38 022,73	175 467,41	612 407,03	582 407,03
938 - Action économique	48 100 000,00	-	48 100 000,00	43 295 694,25	6 613 721,74	-321 752,01	20 005,32	6 571 011,40	-295 997,24	2 372 140,51	3 919 829,22	3 922 878,97
91 - Interventions économiques transversales	22 800 000,00	-	22 800 000,00	20 727 426,99	712 601,12	-31 928,53	20 005,32	669 890,78	-34 664,58	271 037,25	409 635,34	384 194,27
92 - Recherche et innovation	11 100 000,00	-	11 100 000,00	10 781 000,00	545 625,59	-34 136,81	-	545 625,59	-34 136,81	371 617,92	139 870,86	139 870,86
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	14 200 000,00	-	14 200 000,00	11 787 267,26	5 355 495,03	-255 686,67	-	5 355 495,03	-227 195,85	1 729 485,34	3 370 323,02	3 398 813,84

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	182 509 050,00	-	182 509 050,00	180 797 934,96	1 793 044,12	-1 696,60	20 000,00	1 785 215,63	-32 688,76	872 687,33	918 690,19	899 869,54
931 - Formation professionnelle et apprentissage	169 995 000,00	-	169 995 000,00	169 442 953,00	290 881,73	-	20 000,00	302 881,73	-32 000,00	152 433,06	138 448,67	138 448,67
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 388 000,00	139 600,00	-	-	171 600,00	-32 000,00	137 450,00	2 150,00	2 150,00
13 - Formations sanitaires et sociales	166 607 000,00	-	166 607 000,00	166 054 953,00	151 281,73	-	20 000,00	131 281,73	-	14 983,06	136 298,67	136 298,67
934 - Santé et Action sociale	12 514 050,00	-	12 514 050,00	11 354 981,96	1 502 162,39	-1 696,60	-	1 482 333,90	-688,76	720 224,27	780 241,52	761 420,87
40 - Services communs	1 660 000,00	-	1 660 000,00	1 640 000,00	30 644,11	-	-	30 644,11	-	5 450,23	25 193,88	25 193,88
41 - Santé	7 885 050,00	-413 045,84	7 472 004,16	6 337 752,27	377 028,07	-	-	367 199,58	-	125 438,07	251 590,00	231 761,51
42 - Action sociale	2 969 000,00	413 045,84	3 382 045,84	3 377 229,69	1 094 490,21	-1 696,60	-	1 094 490,21	-688,76	569 335,97	503 457,64	504 465,48
EAE - Environnement, agriculture et énergie	35 945 000,00	186 582,97	36 131 582,97	34 190 210,22	3 572 732,51	-240 530,27	65 985,20	3 183 584,71	-241 213,85	1 472 938,86	1 889 283,38	1 536 377,20
937 - Environnement	28 578 000,00	186 582,97	28 764 582,97	28 543 319,39	2 637 682,62	-179 447,67	60 930,00	2 293 791,22	-183 810,51	963 690,29	1 494 514,66	1 207 220,42
71 - Actions transversales	7 172 000,00	-340 994,11	6 831 005,89	6 774 037,91	617 456,76	-31 749,50	-	611 161,55	-33 605,26	291 952,72	293 754,54	285 603,57
72 - Actions en matière de déchets	3 136 000,00	153 742,50	3 289 742,50	3 289 742,50	907 676,75	-83 069,28	-	715 120,42	-83 050,68	401 616,30	422 991,17	230 453,44
73 - Politique de l'air	1 065 000,00	59 725,00	1 124 725,00	1 124 725,00	105 078,62	-	-	105 078,62	-	12 397,70	92 680,92	92 680,92
74 - Politique de l'eau	780 000,00	127 526,61	907 526,61	907 526,61	173 488,94	-466,51	60 930,00	28 492,68	-4 609,13	23 770,47	149 251,96	61 043,08
75 - Politique de l'énergie	1 060 000,00	-	1 060 000,00	895 704,40	33 963,47	-16 546,00	-	33 949,87	-16 546,00	-	17 417,47	17 403,87
76 - Patrimoine naturel	14 365 000,00	186 582,97	14 551 582,97	14 551 582,97	799 988,08	-47 616,38	-	799 988,08	-45 999,44	233 953,10	518 418,60	520 035,54
78 - Autres actions	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	7 367 000,00	-	7 367 000,00	5 646 890,83	935 079,89	-61 082,60	5 035,20	889 773,49	-57 403,34	509 248,57	364 748,72	328 156,78
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	7 367 000,00	-	7 367 000,00	5 646 890,83	935 079,89	-61 082,60	5 035,20	889 773,49	-57 403,34	509 248,57	364 748,72	328 156,78
ESE - Enseignement secondaire	250 880 000,00	-68 000,00	250 812 000,00	247 625 297,67	1 087 853,08	-52 950,91	23 676,57	656 533,55	7 550,59	238 189,81	796 712,36	449 570,90
932 - Enseignement	250 880 000,00	-68 000,00	250 812 000,00	247 625 297,67	1 087 853,08	-52 950,91	23 676,57	656 533,55	7 550,59	238 189,81	796 712,36	449 570,90
222 - Lycées publics	135 298 000,00	1 790 401,55	137 088 401,55	137 088 401,55	210 603,12	-	-	120 656,91	-	38 311,51	172 291,61	82 345,40
223 - Lycées privés	61 000 000,00	-	61 000 000,00	59 954 324,12	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	14 891 000,00	1 608 614,01	16 499 614,01	16 499 614,01	186 790,01	-	-	50 000,00	-	-	186 790,01	50 000,00
28 - Autres services périscolaires et annexes	39 691 000,00	-3 467 015,56	36 223 984,44	34 082 957,99	690 459,95	-52 950,91	23 676,57	485 876,64	7 550,59	199 878,30	437 630,74	317 225,50
ESU - Enseignement supérieur	10 947 000,00	-	10 947 000,00	10 374 000,00	1 227 107,31	-39 400,57	-	1 248 756,23	-47 749,49	683 651,51	494 055,23	507 355,23
932 - Enseignement	10 947 000,00	-	10 947 000,00	10 374 000,00	1 227 107,31	-39 400,57	-	1 248 756,23	-47 749,49	683 651,51	494 055,23	507 355,23
23 - Enseignement supérieur	10 947 000,00	-	10 947 000,00	10 374 000,00	1 227 107,31	-39 400,57	-	1 248 756,23	-47 749,49	683 651,51	494 055,23	507 355,23

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et couvertes par des CP au 31/12/2014		
PV - Politique de la ville	9 650 000,00	-	9 650 000,00	6 765 517,00	1 544 981,62	-46 497,79	-	1 482 979,10	-35 732,77	972 114,24	526 369,59	485 132,09		
935 - Aménagement des territoires	9 650 000,00	-	9 650 000,00	6 765 517,00	1 544 981,62	-46 497,79	-	1 482 979,10	-35 732,77	972 114,24	526 369,59	485 132,09		
51 - Politique de la ville	9 650 000,00	-	9 650 000,00	6 765 517,00	1 544 981,62	-46 497,79	-	1 482 979,10	-35 732,77	972 114,24	526 369,59	485 132,09		
RIN - Recherche	29 990 000,00	-	29 990 000,00	28 950 276,52	15 655 881,26	-45 189,97	-	15 656 963,38	-44 852,58	2 774 663,21	12 836 028,08	12 837 447,59		
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
939 - Action économique	29 990 000,00	-	29 990 000,00	28 950 276,52	15 655 881,26	-45 189,97	-	15 656 963,38	-44 852,58	2 774 663,21	12 836 028,08	12 837 447,59		
92 - Recherche et innovation	29 990 000,00	-	29 990 000,00	28 950 276,52	15 655 881,26	-45 189,97	-	15 656 963,38	-44 852,58	2 774 663,21	12 836 028,08	12 837 447,59		
SE - Sécurité	4 807 000,00	-	4 807 000,00	3 929 615,00	571 488,95	-265 899,93	-	524 719,26	-287 712,56	160 052,09	145 516,93	96 954,61		
932 - Enseignement	1 150 000,00	-	1 150 000,00	1 150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
27 - Sécurité	1 150 000,00	-	1 150 000,00	1 150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
935 - Aménagement des territoires	3 657 000,00	-	3 657 000,00	2 779 615,00	571 488,95	-265 899,93	-	524 719,26	-287 712,56	160 052,09	145 516,93	96 954,61		
57 - Sécurité	3 657 000,00	-	3 657 000,00	2 779 615,00	571 488,95	-265 899,93	-	524 719,26	-287 712,56	160 052,09	145 516,93	96 954,61		
SI - Systèmes d'information	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 376 000,00	86 642,14	-	-	86 642,14	-	20 758,13	65 884,01	65 884,01		
930 - Services généraux	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 376 000,00	86 642,14	-	-	86 642,14	-	20 758,13	65 884,01	65 884,01		
0202 - Autres moyens généraux	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 376 000,00	86 642,14	-	-	86 642,14	-	20 758,13	65 884,01	65 884,01		
SL - Sports et Loisirs	10 434 000,00	-	10 434 000,00	9 933 261,49	880 245,52	3 715,61	-	479 360,08	-99 918,78	146 489,31	737 471,82	473 519,02		
933 - Culture, sports et loisirs	10 434 000,00	-	10 434 000,00	9 933 261,49	880 245,52	3 715,61	-	479 360,08	-99 918,78	146 489,31	737 471,82	473 519,02		
32 - Sports	8 652 000,00	-	8 652 000,00	8 191 563,49	791 294,45	3 715,61	-	479 360,08	-99 918,78	146 489,31	648 520,75	489 958,95		
33 - Loisirs	1 782 000,00	-	1 782 000,00	1 741 698,00	88 951,07	-	-	3 560,07	-	88 951,07	88 951,07	3 560,07		
TC - Transports en commun	757 791 000,00	-	757 791 000,00	755 671 214,50	2 588 265,38	-32 279,51	-	300 048,48	-32 279,51	824 828,57	1 731 157,30	1 266 659,59		
938 - Transports	757 791 000,00	-	757 791 000,00	755 671 214,50	2 588 265,38	-32 279,51	-	300 048,48	-32 279,51	824 828,57	1 731 157,30	1 266 659,59		
80 - Services communs	2 988 000,00	-	2 988 000,00	1 808 642,50	1 051 646,56	-32 279,51	-	300 048,48	-32 279,51	275 726,17	743 640,88	279 143,17		
810 - Services communs	741 793 000,00	-	741 793 000,00	740 862 572,00	1 243 447,31	-	-	1 243 447,31	-	549 102,40	694 344,91	694 344,91		
818 - Autres transports en commun	13 000 000,00	-	13 000 000,00	13 000 000,00	293 171,51	-	-	293 171,51	-	-	293 171,51	293 171,51		
TO - Tourisme	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 550 000,00	3 522,10	-	-	999,70	-	-	3 522,10	999,70		
939 - Action économique	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 550 000,00	3 522,10	-	-	999,70	-	-	3 522,10	999,70		
95 - Tourisme et thermalisme	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 550 000,00	3 522,10	-	-	999,70	-	-	3 522,10	999,70		
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total général	2 224 812 050,00	11 251 000,00	2 236 063 050,00	2 175 852 828,09	115 506 793,72	-1 614 119,47	1 395 244,27	112 304 024,84	-2 051 001,76	59 430 070,46	54 462 603,79	52 218 196,89		
				97,31 %						2,73 %	-52,85 %	-53,50 %		

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2013

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	6 130 000,00	-	6 130 000,00	5 706 732,33	2 564 176,42	-158 834,60	82,50	2 565 668,92	-165 819,51	1 384 621,59	1 020 720,23	1 015 310,32
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	6 130 000,00	-	6 130 000,00	5 706 732,33	2 564 176,42	-158 834,60	82,50	2 565 668,92	-165 819,51	1 384 621,59	1 020 720,23	1 015 310,32
042 - Actions européennes	1 000 000,00	-	1 000 000,00	958 741,00	232 050,27	-16 586,57	82,50	230 863,07	-16 586,57	148 653,19	66 810,51	65 705,81
044 - Aide publique au développement	2 475 000,00	143 202,45	2 618 202,45	2 397 368,45	934 021,28	-72 771,32	-	934 021,28	-72 771,32	568 897,47	292 352,49	292 352,49
048 - Autres actions internationales	2 655 000,00	-143 202,45	2 511 797,55	2 350 622,88	1 398 104,87	-69 476,71	-	1 400 784,57	-76 461,62	661 557,23	667 070,93	657 252,02
AM - Aménagement	31 600 000,00	-	31 600 000,00	30 096 766,90	1 688 804,00	-90 691,03	251 378,00	1 429 516,64	-88 045,73	715 023,12	883 089,85	877 825,79
935 - Aménagement des territoires	27 308 000,00	-	27 308 000,00	26 642 905,00	598 899,14	-28 848,43	239 418,00	351 571,78	-26 203,13	427 981,20	142 069,51	136 805,45
50 - Services communs	24 158 000,00	40 805,00	24 198 805,00	23 642 905,00	572 109,14	-28 848,43	239 418,00	324 781,78	-26 203,13	401 191,20	142 069,51	136 805,45
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 150 000,00	-40 805,00	3 109 195,00	3 000 000,00	26 790,00	-	-	26 790,00	-	26 790,00	-	-
937 - Environnement	4 292 000,00	-	4 292 000,00	3 453 861,90	1 089 904,86	-61 842,60	11 960,00	1 077 944,86	-61 842,60	287 041,92	741 020,34	741 020,34
76 - Patrimoine naturel	4 292 000,00	-	4 292 000,00	3 453 861,90	1 089 904,86	-61 842,60	11 960,00	1 077 944,86	-61 842,60	287 041,92	741 020,34	741 020,34
CI - Citoyenneté	5 943 000,00	-	5 943 000,00	5 416 119,15	3 702 410,60	-119 461,53	179 930,00	3 467 894,75	-97 217,50	2 291 807,83	1 291 141,24	1 288 799,42
930 - Services généraux	4 543 000,00	-	4 543 000,00	4 074 549,15	2 657 932,17	-101 755,34	179 930,00	2 423 416,32	-81 502,31	1 540 942,67	1 015 234,16	980 901,34
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 393 000,00	-	4 393 000,00	4 074 549,15	2 657 932,17	-101 755,34	179 930,00	2 423 416,32	-81 502,31	1 540 942,67	1 015 234,16	980 901,34
934 - Développement social et santé	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 341 570,00	1 044 478,43	-17 706,19	-	1 044 478,43	-15 715,19	750 865,16	275 907,08	277 898,08
40 - Services communs	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 341 570,00	1 044 478,43	-17 706,19	-	1 044 478,43	-15 715,19	750 865,16	275 907,08	277 898,08
COM - Communication	13 000 000,00	-	13 000 000,00	12 190 000,00	1 114 729,96	-19 545,43	162 029,06	991 907,75	-60 132,02	1 078 656,99	16 527,54	15 147,80
930 - Services généraux	13 000 000,00	-	13 000 000,00	12 190 000,00	1 114 729,96	-19 545,43	162 029,06	991 907,75	-60 132,02	1 078 656,99	16 527,54	15 147,80
0202 - Autres moyens généraux	13 000 000,00	-	13 000 000,00	12 190 000,00	1 114 729,96	-19 545,43	162 029,06	991 907,75	-60 132,02	1 078 656,99	16 527,54	15 147,80
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
01 - Opérations non ventilables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
943 - Opérations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Chapitre non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
945 - Provisions et autres opérations mixtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
946 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	62 503 000,00	2 000 000,00	64 503 000,00	63 942 849,13	31 653 202,64	-413 167,37	504 831,40	31 372 872,77	-722 455,10	22 618 181,71	8 621 853,56	8 537 067,36
933 - Culture, sports et loisirs	62 503 000,00	2 000 000,00	64 503 000,00	63 942 849,13	31 653 202,64	-413 167,37	504 831,40	31 372 872,77	-722 455,10	22 618 181,71	8 621 853,56	8 537 067,36
312 - Activités culturelles et artistiques	62 324 000,00	1 947 875,00	64 271 875,00	63 711 724,13	31 600 063,60	-413 167,37	452 706,40	31 371 858,73	-722 455,10	22 565 275,71	8 621 620,52	8 536 834,32
313 - Patrimoine	179 000,00	52 125,00	231 125,00	231 125,00	53 139,04	-	52 125,00	1 014,04	-	52 906,00	233,04	233,04
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	52 700 000,00	-	52 700 000,00	51 129 312,78	27 341 203,86	-954 886,94	268 295,00	26 935 002,66	-879 134,11	15 972 471,40	10 413 845,52	10 351 692,15
935 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 620 615,00	1 480 609,70	-7 025,20	143 910,00	1 329 845,10	-6 922,96	639 732,04	833 852,46	827 100,10
56 - Technologies de l'information et de la communication	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 620 615,00	1 480 609,70	-7 025,20	143 910,00	1 329 845,10	-6 922,96	639 732,04	833 852,46	827 100,10
939 - Action économique	48 700 000,00	-	48 700 000,00	47 508 697,78	25 860 594,16	-947 861,74	124 385,00	25 605 157,56	-872 211,15	15 332 739,36	9 579 993,06	9 524 592,05
91 - Interventions économiques transversales	22 850 000,00	4 584,28	22 854 584,28	22 482 016,28	10 019 153,67	-490 072,21	85 985,00	9 908 717,07	-482 480,61	7 739 424,95	1 789 656,51	1 772 796,51
92 - Recherche et innovation	11 400 000,00	-	11 400 000,00	11 291 000,00	3 013 732,12	-229 851,88	-	3 013 732,12	-161 792,89	2 283 036,11	500 844,13	568 903,12
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	14 450 000,00	-4 584,28	14 445 415,72	13 735 681,50	12 827 708,37	-227 937,65	38 400,00	12 682 708,37	-227 937,65	5 310 278,30	7 289 492,42	7 182 892,42

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014		
DSS - Développement social et santé	183 985 000,00	-	183 985 000,00	182 728 901,34	9 392 469,30	-187 660,47	136 272,34	9 289 464,57	-260 703,25	7 544 940,51	1 659 868,32	1 620 093,15		
931 - Formation professionnelle et apprentissage	172 493 000,00	-	172 493 000,00	171 823 270,00	5 473 410,40	-88 816,73	118 014,00	5 437 508,98	-152 761,05	4 827 707,89	576 885,78	575 054,04		
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 388 000,00	1 272 920,00	-52 170,00	-	1 272 920,00	-52 170,00	1 182 350,00	38 400,00	38 400,00		
13 - Formations sanitaires et sociales	169 105 000,00	-	169 105 000,00	168 435 270,00	4 200 480,40	-16 646,73	118 014,00	4 164 588,98	-100 591,05	3 645 357,89	538 485,78	536 654,04		
934 - Santé et Action sociale	11 492 000,00	-	11 492 000,00	10 905 631,34	3 919 058,90	-118 843,74	18 258,34	3 851 955,59	-107 942,20	2 717 232,62	1 082 982,54	1 045 039,11		
40 - Services communs	1 640 000,00	-	1 640 000,00	1 630 000,00	247 413,82	-	-	209 001,62	-	209 001,62	38 412,20	-		
41 - Santé	6 983 000,00	-	6 983 000,00	6 526 730,10	1 321 585,80	-58 701,19	18 258,34	1 292 894,69	-51 791,57	978 524,08	284 360,53	280 837,38		
42 - Action sociale	2 869 000,00	-	2 869 000,00	2 748 901,24	2 350 059,28	-60 142,55	-	2 350 059,28	-56 150,63	1 529 706,92	760 209,81	764 201,73		
EAE - Environnement, agriculture et énergie	36 695 000,00	-	36 695 000,00	36 225 342,65	10 660 538,50	-660 698,30	377 236,14	9 746 000,93	-637 852,86	5 734 907,44	4 284 932,76	3 750 476,77		
937 - Environnement	30 063 000,00	-	30 063 000,00	28 843 256,39	7 244 490,39	-592 724,74	371 841,73	6 345 705,14	-571 576,65	3 689 299,06	2 982 466,59	2 456 671,16		
71 - Actions transversales	6 846 000,00	-	6 846 000,00	6 293 374,24	1 945 425,44	-88 327,18	88 775,39	1 861 219,53	-104 300,32	1 237 856,51	619 241,75	607 838,09		
72 - Actions en matière de déchets	3 609 000,00	23 346,05	3 632 346,05	3 552 346,05	2 031 944,87	-312 623,44	281 986,34	1 613 876,47	-358 318,08	793 509,66	925 811,77	744 035,07		
73 - Politique de l'air	1 045 000,00	-	1 045 000,00	920 725,00	24 791,40	-	-	24 791,40	-	13 026,06	11 765,34	11 765,34		
74 - Politique de l'eau	1 060 000,00	91 780,25	1 151 780,25	1 086 780,25	650 481,34	-21 603,72	1 080,00	350 481,34	-19 916,12	211 799,11	417 078,51	119 846,11		
75 - Politique de l'énergie	1 090 000,00	-23 346,05	1 066 653,95	842 886,00	534 697,75	-66 173,08	-	474 697,75	-64 839,62	323 877,46	144 647,21	85 980,67		
76 - Patrimoine naturel	15 463 000,00	-91 780,25	15 371 219,75	15 197 144,85	2 057 149,59	-103 997,32	-	2 020 638,65	-24 202,51	1 109 230,26	843 922,01	887 205,88		
78 - Autres actions	950 000,00	-	950 000,00	950 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-		
939 - Action Economique	6 632 000,00	-	6 632 000,00	6 382 086,26	3 416 048,11	-67 973,56	5 394,41	3 400 295,79	-66 276,21	2 045 608,38	1 302 466,17	1 293 805,61		
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	6 632 000,00	-	6 632 000,00	6 382 086,26	3 416 048,11	-67 973,56	5 394,41	3 400 295,79	-66 276,21	2 045 608,38	1 302 466,17	1 293 805,61		
ESE - Enseignement secondaire	276 607 000,00	-	276 607 000,00	271 073 174,94	41 400 234,53	-251 053,41	1 444 142,60	7 342 756,37	31 404 584,43	9 502 469,92	31 646 711,20	30 689 013,48		
932 - Enseignement	276 607 000,00	-	276 607 000,00	271 073 174,94	41 400 234,53	-251 053,41	1 444 142,60	7 342 756,37	31 404 584,43	9 502 469,92	31 646 711,20	30 689 013,48		
222 - Lycées publics	170 467 000,00	-796 365,53	169 670 634,47	167 922 503,37	36 545 174,06	-	1 119 787,39	3 722 646,37	31 613 079,74	6 374 073,07	30 171 100,99	30 081 440,43		
223 - Lycées privés	61 000 000,00	-	61 000 000,00	60 324 079,50	-	-	-	-	-	-	-	-		
224 - Participation à des cités mixtes	15 894 000,00	-	15 894 000,00	16 690 230,53	5 000,00	-	-	-	-	-	5 000,00	-		
28 - Autres services périscolaires et annexes	29 246 000,00	-	29 246 000,00	28 136 361,54	4 850 060,47	-251 053,41	324 355,21	3 620 110,00	-208 495,31	3 128 396,85	1 470 610,21	607 573,05		
ESU - Enseignement supérieur	10 650 000,00	-	10 650 000,00	9 988 975,00	7 578 574,00	-489 200,83	-	7 617 724,00	-517 499,41	5 341 952,87	1 747 420,30	1 758 271,72		
932 - Enseignement	10 650 000,00	-	10 650 000,00	9 988 975,00	7 578 574,00	-489 200,83	-	7 617 724,00	-517 499,41	5 341 952,87	1 747 420,30	1 758 271,72		
23 - Enseignement supérieur	10 650 000,00	-	10 650 000,00	9 988 975,00	7 578 574,00	-489 200,83	-	7 617 724,00	-517 499,41	5 341 952,87	1 747 420,30	1 758 271,72		

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	Total AE engagées	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014	
PV - Politique de la ville	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 804 067,00	5 542 812,48	-195 110,44	-	-	5 468 779,05	-88 883,69	3 687 021,81	1 660 680,23	1 682 873,55	
935 - Aménagement des territoires	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 804 067,00	5 542 812,48	-195 110,44	-	-	5 468 779,05	-88 883,69	3 687 021,81	1 660 680,23	1 682 873,55	
51 - Politique de la ville	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 804 067,00	5 542 812,48	-195 110,44	-	-	5 468 779,05	-88 883,69	3 687 021,81	1 660 680,23	1 682 873,55	
RIN - Recherche	31 400 000,00	-	31 400 000,00	30 587 591,73	27 247 353,87	-114 043,45	-	21 783,26	27 186 849,19	-100 752,63	8 243 490,51	18 889 819,91	18 884 389,31	
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
939 - Action économique	31 400 000,00	-	31 400 000,00	30 587 591,73	27 247 353,87	-114 043,45	-	21 783,26	27 186 849,19	-100 752,63	8 243 490,51	18 889 819,91	18 884 389,31	
92 - Recherche et innovation	31 400 000,00	-	31 400 000,00	30 587 591,73	27 247 353,87	-114 043,45	-	21 783,26	27 186 849,19	-100 752,63	8 243 490,51	18 889 819,91	18 884 389,31	
SE - Sécurité	5 550 000,00	-	5 550 000,00	5 209 090,00	3 935 942,09	-113 937,38	-	37 308,00	3 898 180,10	-101 748,91	2 905 723,34	916 281,37	927 995,85	
932 - Enseignement	1 350 000,00	-	1 350 000,00	1 350 000,00	561 457,96	-	-	-	561 457,96	-	457 687,51	103 770,45	103 770,45	
27 - Sécurité	1 350 000,00	-	1 350 000,00	1 350 000,00	561 457,96	-	-	-	561 457,96	-	457 687,51	103 770,45	103 770,45	
935 - Aménagement des territoires	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 859 090,00	3 374 484,13	-113 937,38	-	37 308,00	3 336 702,14	-101 748,91	2 448 035,83	812 510,92	824 225,40	
57 - Sécurité	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 859 090,00	3 374 484,13	-113 937,38	-	37 308,00	3 336 702,14	-101 748,91	2 448 035,83	812 510,92	824 225,40	
SI - Systèmes d'information	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	889 465,18	-	-	-	889 465,17	-	852 794,43	36 670,75	36 670,74	
930 - Services généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	889 465,18	-	-	-	889 465,17	-	852 794,43	36 670,75	36 670,74	
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	889 465,18	-	-	-	889 465,17	-	852 794,43	36 670,75	36 670,74	
SL - Sports et Loisirs	10 056 000,00	-	10 056 000,00	9 824 461,97	2 820 360,78	-80 969,26	-	242 872,87	1 890 697,21	-85 916,47	2 016 515,59	722 875,93	31 138,02	
933 - Culture, sports et loisirs	10 056 000,00	-	10 056 000,00	9 824 461,97	2 820 360,78	-80 969,26	-	242 872,87	1 890 697,21	-85 916,47	2 016 515,59	722 875,93	31 138,02	
32 - Sports	8 268 000,00	-	8 268 000,00	8 103 882,15	2 704 103,35	-79 955,49	-	242 872,87	1 839 671,33	-83 396,34	1 969 135,76	655 012,10	30 012,10	
33 - Loisirs	1 788 000,00	-	1 788 000,00	1 720 579,82	1 116 257,43	-1 013,77	-	-	51 025,88	-2 520,13	47 379,83	67 863,83	1 125,92	
TC - Transports en commun	770 310 000,00	-	770 310 000,00	768 551 473,45	7 941 187,30	-1 596 569,74	-	409 188,00	7 352 156,06	-1 596 569,74	5 554 749,31	789 868,25	610 025,01	
938 - Transports	770 310 000,00	-	770 310 000,00	768 551 473,45	7 941 187,30	-1 596 569,74	-	409 188,00	7 352 156,06	-1 596 569,74	5 554 749,31	789 868,25	610 025,01	
80 - Services communs	2 170 000,00	-	2 170 000,00	1 166 001,45	1 098 308,18	-48 008,51	-	409 188,00	509 276,94	-48 008,51	302 700,68	747 598,99	567 755,75	
810 - Services communs	754 810 000,00	-	754 810 000,00	754 797 472,00	1 679 094,40	-60 570,53	-	-	1 679 094,40	-60 570,53	1 589 214,07	29 309,80	29 309,80	
818 - Autres transports en commun	13 330 000,00	-	13 330 000,00	12 588 000,00	5 163 784,72	-1 487 990,70	-	-	5 163 784,72	-1 487 990,70	3 662 834,56	12 959,46	12 959,46	
TO - Tourisme	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
939 - Action économique	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
95 - Tourisme et thermalisme	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total général	2 286 564 000,00	2 000 000,00	2 288 564 000,00	2 234 741 131,34	373 499 947,41	-6 929 765,17	4 336 795,49	4 336 795,49	335 166 810,24	24 343 323,16	206 488 571,99	160 081 610,25	157 358 356,90	
				97,65 %							9,24 %	-57,14 %	-53,05 %	

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2014

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE		SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
AIE - Actions internationales et européennes	6 350 000,00	-	6 350 000,00	5 272 749,33	-	-164 510,35	4 914 016,59	-	2 496 863,48	2 611 375,50	2 415 506,13	
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
930 - Services généraux	6 350 000,00	-	6 350 000,00	5 272 749,33	-	-164 510,35	4 914 016,59	-	2 496 863,48	2 611 375,50	2 415 506,13	
042 - Actions européennes	1 000 000,00	-	1 000 000,00	977 237,00	-	-16 045,71	965 363,99	-	722 452,56	238 738,73	242 809,22	
044 - Aide publique au développement	2 890 000,00	-	2 890 000,00	2 376 996,48	-	-37 851,45	2 272 919,97	-	1 083 796,89	1 255 348,14	1 187 669,34	
048 - Autres actions internationales	2 460 000,00	-	2 460 000,00	1 918 515,85	-	-110 613,19	1 675 732,63	-	690 614,03	1 117 288,63	985 027,57	
AM - Aménagement	28 400 611,00	-	28 400 611,00	28 011 579,44	-	-1 228,82	27 632 885,16	-	26 362 437,75	1 647 912,87	1 270 447,41	
935 - Aménagement des territoires	24 631 611,00	-	24 631 611,00	24 428 672,33	-	-0,02	24 140 851,25	-	24 001 641,25	427 031,06	139 210,00	
50 - Services communs	22 531 611,00	-	22 531 611,00	22 328 678,33	-	-0,02	22 040 857,25	-	21 920 397,25	408 281,06	120 460,00	
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 100 000,00	-	2 100 000,00	2 099 994,00	-	-	2 099 994,00	-	2 081 244,00	18 750,00	18 750,00	
937 - Environnement	3 769 000,00	-	3 769 000,00	3 582 907,11	-	-1 228,80	3 492 033,91	-	2 360 796,50	1 220 881,81	1 131 237,41	
76 - Patrimoine naturel	3 769 000,00	-	3 769 000,00	3 582 907,11	-	-1 228,80	3 492 033,91	-	2 360 796,50	1 220 881,81	1 131 237,41	
CI - Citoyenneté	7 300 000,00	-	7 300 000,00	5 848 723,16	-	-890,82	5 648 068,03	-	1 956 764,91	3 891 067,43	3 682 603,88	
930 - Services généraux	5 250 000,00	-	5 250 000,00	4 299 623,16	-	-890,82	4 098 968,03	-	1 375 318,21	2 923 414,13	2 714 950,58	
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	250 000,00	-	-	114 820,84	-	25 512,61	224 487,39	80 608,99	
021 - Conseil régional	4 950 000,00	-	4 950 000,00	4 049 623,16	-	-890,82	3 984 147,19	-	1 349 805,60	2 688 926,74	2 634 341,59	
934 - Développement social et santé	2 050 000,00	-	2 050 000,00	1 549 100,00	-	-	1 549 100,00	-	581 446,70	967 653,30	967 653,30	
40 - Services communs	2 050 000,00	-	2 050 000,00	1 549 100,00	-	-	1 549 100,00	-	581 446,70	967 653,30	967 653,30	
COM - Communication	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 212 500,00	-	-32 702,60	11 124 373,80	-	10 112 456,60	1 067 340,80	971 939,61	
930 - Services généraux	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 212 500,00	-	-32 702,60	11 124 373,80	-	10 112 456,60	1 067 340,80	971 939,61	
0202 - Autres moyens généraux	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 212 500,00	-	-32 702,60	11 124 373,80	-	10 112 456,60	1 067 340,80	971 939,61	
COMPTA - Direction de la comptabilité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
002 - Solde d'exécution de fonctionnement reporté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
01 - Opérations non ventilables	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
943 - Opérations Financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Chapitre non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
945 - Provisions et autres opérations mixtes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
946 - Transferts entre les sections	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-- Opération non ventilée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CU - Culture	63 100 000,00	2 000 000,00	65 100 000,00	64 219 954,71	-	-78 509,25	63 505 247,41	-	32 252 688,51	31 888 776,95	31 195 082,04	
933 - Culture, sports et loisirs	63 100 000,00	2 000 000,00	65 100 000,00	64 219 954,71	-	-78 509,25	63 505 247,41	-	32 252 688,51	31 888 776,95	31 195 082,04	
312 - Activités culturelles et artistiques	62 821 000,00	1 990 000,00	64 811 000,00	63 930 964,71	-	-50 715,52	63 290 839,87	-	32 094 507,49	31 785 731,70	31 178 056,79	
313 - Patrimoine	279 000,00	10 000,00	289 000,00	289 000,00	-	-27 793,73	214 407,54	-	158 161,02	103 045,25	17 025,25	
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	47 373 000,00	-	47 373 000,00	43 934 044,74	-	-190 828,62	43 066 821,68	-	22 910 585,02	20 832 631,10	19 806 425,55	
935 - Aménagement des territoires	3 910 000,00	-	3 910 000,00	3 384 397,56	-	-	3 204 397,56	-	2 194 615,70	1 189 781,86	1 009 781,86	
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 910 000,00	-	3 910 000,00	3 384 397,56	-	-	3 204 397,56	-	2 194 615,70	1 189 781,86	1 009 781,86	
938 - Action économique	43 463 000,00	-	43 463 000,00	40 549 647,18	-	-190 828,62	39 862 424,12	-	20 715 989,32	19 642 849,24	18 796 643,69	
91 - Interventions économiques transversales	24 600 000,00	-	24 600 000,00	23 391 417,68	-	-5 000,00	22 935 200,90	-	12 453 892,08	10 932 525,60	10 288 308,82	
92 - Recherche et innovation	13 092 000,00	-	13 092 000,00	11 842 955,00	-	-160 097,67	11 839 410,18	-	7 436 170,78	4 246 686,55	4 246 697,78	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 771 000,00	-	5 771 000,00	5 315 274,50	-	-25 730,95	5 087 813,04	-	825 906,46	4 463 637,09	4 261 637,09	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
DSS - Développement social et santé	189 221 000,00	-	189 221 000,00	187 497 116,03	-	-82 856,58	187 214 528,93	-	-7 862,68	176 488 638,06	10 985 621,39	10 718 028,19
931 - Formation professionnelle et apprentissage	177 271 000,00	-	177 271 000,00	177 007 830,00	-	-24 534,15	176 789 391,14	-	-3 293,14	170 058 926,52	6 924 369,33	6 727 171,48
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 388 000,00	-	-	3 388 000,00	-	-	2 088 200,00	1 319 800,00	1 319 800,00
13 - Formations sanitaires et sociales	173 883 000,00	-	173 883 000,00	173 619 830,00	-	-24 534,15	173 401 391,14	-	-3 293,14	167 990 726,52	5 604 569,33	5 407 371,48
934 - Santé et Action sociale	11 950 000,00	-	11 950 000,00	10 489 286,03	-	-28 322,43	10 425 137,79	-	-4 569,54	6 429 711,54	4 031 252,06	3 990 856,71
40 - Services communs	1 593 000,00	-	1 593 000,00	1 584 000,00	-	-10 214,62	1 565 092,18	-	2 693,20	1 393 764,41	180 020,97	174 020,97
41 - Santé	7 748 000,00	-198 498,75	7 549 501,25	6 097 787,28	-	-2 725,72	6 092 546,86	-	-2 725,72	4 739 480,60	1 355 580,96	1 310 340,54
42 - Action sociale	2 609 000,00	198 498,75	2 807 498,75	2 807 498,75	-	-15 382,09	2 807 498,75	-	-4 537,02	296 466,53	2 495 650,13	2 506 495,20
EAE - Environnement, agriculture et énergie	36 410 000,00	-	36 410 000,00	35 832 954,08	-	-285 246,49	35 161 687,41	-	-16 736,97	25 454 818,72	10 082 888,87	9 690 111,72
937 - Environnement	29 175 000,00	-	29 175 000,00	28 876 059,48	-	-174 884,99	28 320 677,73	-	-16 720,89	22 276 151,87	6 425 052,62	6 027 804,97
71 - Actions transversales	6 480 000,00	92 418,59	6 572 418,59	6 564 418,59	-	-52 568,29	6 423 145,35	-	-16 720,89	4 425 501,50	2 086 348,80	1 980 922,96
72 - Actions en matière de déchets	3 794 000,00	-29 775,75	3 764 224,25	3 627 484,34	-	-79 098,41	3 473 063,90	-	-	1 657 063,05	1 891 302,88	1 816 000,85
73 - Politique de l'air	858 000,00	-	858 000,00	858 000,00	-	-55,09	857 944,91	-	-	857 505,47	439,44	439,44
74 - Politique de l'eau	900 000,00	-	900 000,00	800 000,00	-	-	728 580,77	-	-	371 899,22	428 100,78	356 681,55
75 - Politique de l'énergie	950 000,00	-23 598,70	926 401,30	926 401,30	-	-42 519,73	798 781,02	-	-	182 522,54	701 359,03	616 258,48
76 - Patrimoine naturel	15 097 000,00	-39 044,14	15 057 955,86	15 003 775,25	-	-613,47	14 943 161,78	-	-	13 685 660,09	1 317 501,69	1 257 501,69
78 - Autres actions	1 096 000,00	-	1 096 000,00	1 096 000,00	-	-	1 096 000,00	-	-	1 096 000,00	-	-
939 - Action Economique	7 235 000,00	-	7 235 000,00	6 956 894,60	-	-110 391,50	6 840 989,68	-	-16,08	3 178 666,85	3 667 836,25	3 662 306,75
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	7 235 000,00	-	7 235 000,00	6 956 894,60	-	-110 391,50	6 840 989,68	-	-16,08	3 178 666,85	3 667 836,25	3 662 306,75
ESE - Enseignement secondaire	249 400 000,00	-	249 400 000,00	244 711 292,21	-	-82 351,73	220 516 683,79	-	11 402 665,57	227 547 422,24	17 081 518,24	4 371 927,12
932 - Enseignement	249 400 000,00	-	249 400 000,00	244 711 292,21	-	-82 351,73	220 516 683,79	-	11 402 665,57	227 547 422,24	17 081 518,24	4 371 927,12
222 - Lycées publics	139 907 036,00	-3 838 241,00	136 068 795,00	135 987 161,46	-	-14 898,00	116 761 314,13	-	11 293 302,77	126 873 041,33	9 099 222,13	1 181 575,57
223 - Lycées privés	61 000 000,00	-	61 000 000,00	60 869 061,54	-	-	60 869 061,54	-	-	60 869 061,54	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	17 348 778,00	3 838 241,00	21 187 019,00	20 926 017,00	-	-	17 266 017,00	-	-	17 266 017,00	3 660 000,00	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	31 144 186,00	-	31 144 186,00	26 929 052,21	-	-67 453,73	25 620 291,12	-	109 362,80	22 539 302,37	4 322 296,11	3 190 351,55
ESU - Enseignement supérieur	7 210 000,00	-	7 210 000,00	7 208 950,00	-	-0,02	7 343 950,00	-	-135 000,00	1 203 743,75	6 005 206,23	6 005 206,25
932 - Enseignement	7 210 000,00	-	7 210 000,00	7 208 950,00	-	-0,02	7 343 950,00	-	-135 000,00	1 203 743,75	6 005 206,23	6 005 206,25
23 - Enseignement supérieur	7 210 000,00	-	7 210 000,00	7 208 950,00	-	-0,02	7 343 950,00	-	-135 000,00	1 203 743,75	6 005 206,23	6 005 206,25

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2014	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2014	CP mandatés en 2014	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2014	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2014
PV - Politique de la ville	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	6 357 327,50	-	-109,30	6 233 591,50	-	-109,30	1 131 412,72	5 225 805,48	5 102 069,48
935 - Aménagement des territoires	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	6 357 327,50	-	-109,30	6 233 591,50	-	-109,30	1 131 412,72	5 225 805,48	5 102 069,48
51 - Politique de la ville	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	6 357 327,50	-	-109,30	6 233 591,50	-	-109,30	1 131 412,72	5 225 805,48	5 102 069,48
RIN - Recherche	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	25 982 417,88	-	-88 918,25	25 915 763,99	-	-15 255,74	3 253 329,39	22 640 170,24	22 647 178,86
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	25 982 417,88	-	-88 918,25	25 915 763,99	-	-15 255,74	3 253 329,39	22 640 170,24	22 647 178,86
92 - Recherche et innovation	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	25 982 417,88	-	-88 918,25	25 915 763,99	-	-15 255,74	3 253 329,39	22 640 170,24	22 647 178,86
SE - Sécurité	3 353 000,00	438 130,00	3 791 130,00	3 791 130,00	-	-	4 391 816,84	-	-600 686,84	1 250 635,58	2 540 494,42	2 540 494,42
932 - Enseignement	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	1 590 686,84	-	-600 686,84	631 843,08	358 156,92	358 156,92
27 - Sécurité	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	1 590 686,84	-	-600 686,84	631 843,08	358 156,92	358 156,92
935 - Aménagement des territoires	2 363 000,00	438 130,00	2 801 130,00	2 801 130,00	-	-	2 801 130,00	-	-	618 792,50	2 182 337,50	2 182 337,50
57 - Sécurité	2 363 000,00	438 130,00	2 801 130,00	2 801 130,00	-	-	2 801 130,00	-	-	618 792,50	2 182 337,50	2 182 337,50
SI - Systèmes d'information	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	-	-	5 349 120,04	-	102 879,96	4 561 212,11	890 787,89	890 787,89
930 - Services généraux	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	-	-	5 349 120,04	-	102 879,96	4 561 212,11	890 787,89	890 787,89
0202 - Autres moyens généraux	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	-	-	5 349 120,04	-	102 879,96	4 561 212,11	890 787,89	890 787,89
SL - Sports et Loisirs	10 120 000,00	-	10 120 000,00	9 876 293,07	-	-160 071,75	8 880 341,39	-	-111 296,48	6 462 712,88	3 253 508,44	2 306 332,03
933 - Culture, sports et loisirs	10 120 000,00	-	10 120 000,00	9 876 293,07	-	-160 071,75	8 880 341,39	-	-111 296,48	6 462 712,88	3 253 508,44	2 306 332,03
32 - Sports	8 307 000,00	-3 302,07	8 303 697,93	8 105 316,00	-	-104 139,74	7 286 986,93	-	-70 407,28	5 100 768,17	2 900 408,09	2 115 811,48
33 - Loisirs	1 813 000,00	3 302,07	1 816 302,07	1 770 977,07	-	-55 932,01	1 593 354,46	-	-40 889,20	1 361 944,71	353 100,35	190 520,55
TC - Transports en commun	785 676 000,00	-	785 676 000,00	783 968 282,40	-	-48 550,00	783 765 318,40	-	-48 550,00	777 805 828,99	6 113 903,41	5 959 489,41
938 - Transports	785 676 000,00	-	785 676 000,00	783 968 282,40	-	-48 550,00	783 765 318,40	-	-48 550,00	777 805 828,99	6 113 903,41	5 959 489,41
80 - Services communs	1 233 000,00	-	1 233 000,00	671 236,40	-	-48 550,00	468 272,40	-	-	18 140,00	604 546,40	450 132,40
810 - Services communs	770 873 000,00	5 100,00	770 878 100,00	770 877 046,00	-	-	770 877 046,00	-	-	769 537 046,00	1 340 000,00	1 340 000,00
818 - Autres transports en commun	13 570 000,00	-5 100,00	13 564 900,00	12 420 000,00	-	-	12 420 000,00	-	-	8 250 642,99	4 169 357,01	4 169 357,01
TO - Tourisme	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-
939 - Action économique	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-	22 988 084,00	-	-
UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 253 338 261,00	-831 264,00	2 252 506 997,00	2 194 420 086,87	-	-3 623 398,37	2 157 769 077,92	-	11 598 068,36	1 850 654 132,58	340 142 555,92	318 713 013,70
				97,42 %						84,33 %		